ANNEXE N° 504

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Imprimerie nationale)**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 5 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Imprimerie nationale).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Le budget annexe de l'imprimerie nationale pour l'exercice 1953 est fixé en recettes et en dépenses à la somme totale de 4.930.180.000 F répartie par chapitre conformément à l'état annexé à la présente loi.

Art. 2. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques, au titre des dépenses d'équipement imputables sur le budget annexe de l'imprimerie nationale, une autorisation de programme s'élevant à la somme de 60 millions de francs et applicable au chapitre 2: « Acquisitions d'immobilisation ».

Cette autorisation de programme sera couverte tant par les crédits de paiement ouverts à l'article 1^{er} de la présente loi, que par des crédits de paiement à ouvrir sur les exercices ultérieurs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETAT ANNEXE

Imprimerie nationale.

RECETTES

1^{re} SECTION. — EXPLOITATION ET PERTES ET PROFITS

Exploitation:

Chap. 700. — Impressions exécutées pour le compte des ministères et administrations publiques, 4.491.440.000 F.

Chap. 701. — Impressions exécutées pour le compte des particuliers, 40 millions de francs.

Chap. 702. — Impressions gratuites consenties en faveur d'auteurs par le ministre de l'éducation nationale, mémoire.

Chap. 705. — Ventes du service d'édition et de vente des publications officielles, 111.560.000 F.

Chap. 706. — Produit du service des microfilms, 30 millions de francs.

Chap. 72. — Vente de déchets, 65.600.000 F.

Chap. 76. — Produits accessoires, 26.100.000 F.

Total des recettes exploitation, 4.765 millions de francs.

Pertes et profits:

Chap. 872. — Produits imputables à l'exploitation des exercices antérieurs, mémoire.

Chap. 874. — Profits exceptionnels, mémoire.

Total des recettes pertes et profits, mémoire.

Total des recettes de la première section, 4.765 millions de francs.

2^e SECTION. — INVESTISSEMENTS

Chap. 105. — Fonds de dotation. — Subvention d'équipement, 165.180.000 F.

Chap. 2 A. — Amortissements (virement de la section exploitation), 43.116.000 F.

Chap. 2 B. — Cessions, mémoire.

A ajouter:

Excédents d'exploitation affectés à la section d'investissements, 111.501.000 F.

A déduire (recettes pour ordre):

Virements de la première section: amortissements, 43.116.000 F; excédents d'exploitation affectés à la section d'investissements, 111.501.000 F.

Net pour les recettes de la 2^e section, 165.180.000 F.

Total pour l'imprimerie nationale, 4.930.180.000 F.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), n°s 4272, 4595, 4559 et in-8° 529.

DEPENSES

1^{re} SECTION. — EXPLOITATION

Personnel.

Chap. 6120. — Traitements, 127.781.000 F.

Chap. 6125. — Primes et indemnités diverses, 19.181.000 F.

Chap. 6122. — Indemnités résidentielles, 32.581.000 F.

Chap. 610. — Salaires, 1.011.850.000 F.

Total pour le personnel, 1.221.399.000 F.

Matériel.

Chap. 60. — Achats, 1.980.767.000 F.

Chap. 62. — Impôts et taxes, 4.890.000 F.

Chap. 63. — Frais pour biens, meubles et immeubles, 85.767.000 F.

Chap. 65. — Transports et déplacements, 28.325.000 F.

Chap. 65. — Fournitures extérieures, 821.875.000 F.

Chap. 66. — Frais de gestion générale, 6.936.000 F.

Chap. 681. — Amortissements (virement à la 2^e section), 13 millions 116.000 F.

Total pour le matériel, 2.971.616.000 F.

Charges sociales.

Chap. 616. — Cotisations et charges de sécurité sociale, 119.093.000 francs.

Chap. 6184. — Charges sociales obligatoires, 88.060.000 F.

Chap. 6188. — Œuvres sociales, 813.000 F.

Total pour les charges sociales, 237.971.000 F.

Dépenses diverses.

Chap. 8723. — Charges imputables à l'exploitation des exercices antérieurs, mémoire.

Chap. 874. — Pertes exceptionnelles, mémoire.

Total pour les dépenses diverses, mémoire.

Total pour les dépenses d'exploitation, 4.430.986.000 F.

Dépenses d'ordre.

Chap. 83-1. — Excédent affecté aux investissements (virement à la 2^e section), 111.501.000 F.

Chap. 88-2. — Excédent non affecté (ligne d'équilibre), 222.510.000 francs.

Total général, 4.765 millions de francs.

A déduire (dépenses pour ordre):

Virements à la 2^e section: excédent affecté aux investissements (en moins), 111.501.000 F; amortissements (en moins), 43.116.000 F.

Net pour les dépenses de la 1^{re} section, 4.610.350.000 F.

2^e SECTION. — INVESTISSEMENTS

Chap. 2. — Acquisitions d'immobilisations, 379.830.000 F.

Total pour l'imprimerie nationale, 4.930.180.000 F.

ANNEXE N° 505

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — II. — Services financiers)**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 5 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — II. — Services financiers).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget des services financiers pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 77.332.679.000 F.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), n°s 4259, 4539, 4600 et in-8° 532.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 77.278.179.000 F, au titre III: moyens des services, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 51.100.000 F, au titre IV: interventions publiques, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 2. —
Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

Finances et affaires économiques.

II. — SERVICES FINANCIERS

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1^{re} partie. — Personnel, rémunérations d'activité.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 1.931.699.000 F.
Chap. 31-02. — Contrôle des assurances et des établissements bancaires. — Rémunérations principales, 55.296.000 F.
Chap. 31-03. — Contrôle des dépenses engagées et contrôle financier de l'Algérie et des territoires d'outre-mer. — Rémunérations principales, 82.819.000 F.
Chap. 31-04. — Inspection générale des finances. — Rémunérations principales, 101.159.000 F.
Chap. 31-05. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 372.035.000 F.
Chap. 31-06. — Conseil national des assurances. — Indemnités aux membres, 2.178.000 F.
Chap. 31-07. — Service de gestion des comptes spéciaux. — Rémunérations et indemnités, 71.162.000 F.
Chap. 31-08. — Service de liquidation des comptes spéciaux. — Rémunérations et indemnités, 4.180.000 F.
Chap. 31-11. — Cour des comptes et commission de vérification des comptes des entreprises publiques. — Rémunérations principales, 265.340.000 F.
Chap. 31-12. — Cour des comptes, cour de discipline budgétaire et commission de vérification des comptes des entreprises publiques. — Indemnités, 15.115.000 F.
Chap. 31-21. — Services financiers à l'étranger. — Rémunérations et indemnités, 209.200.000 F.
Chap. 31-31. — Services extérieurs du Trésor. — Rémunérations principales, 12.958.238.000 F.
Chap. 31-32. — Services extérieurs du Trésor. — Indemnités et allocations diverses, 674.930.000 F.
Chap. 31-41. — Services centraux de la direction générale des impôts. — Rémunérations principales, 223.561.000 F.
Chap. 31-42. — Services centraux de la direction générale des impôts. — Indemnités et allocations diverses, 26.530.000 F.
Chap. 31-43. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Rémunérations principales, 17.953.197.000 F.
Chap. 31-44. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Indemnités et allocations diverses, 778.900.000 F.
Chap. 31-45. — Emoluments des receveurs buralistes non fonctionnaires, 1.063.273.000 F.
Chap. 31-46. — Remises diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, 101 millions de francs.
Chap. 31-47. — Travaux à la tâche de la direction générale des impôts, 1.578.700.000 F.
Chap. 31-48. — Atelier général du timbre. — Traitements, salaires et indemnités, 61.650.000 F.
Chap. 31-49 (nouveau). — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Application du statut unique des personnels de la catégorie A et mesures d'intégration, mémoire.
Chap. 31-51. — Service du cadastre. — Rémunérations principales, 4.755 millions de francs.
Chap. 31-52. — Service du cadastre. — Salaires, 53.660.000 F.
Chap. 31-53. — Service du cadastre. — Indemnités, 6.515.000 F.
Chap. 31-54. — Service du cadastre. — Travaux à l'entreprise ou à la tâche. — Frais de manœuvres, 655.670.000 F.
Chap. 31-55 (nouveau). — Réforme fiscale. — Revision des évaluations cadastrales des propriétés bâties et non bâties. — Dépenses de personnel, 410 millions de francs.
Chap. 31-61. — Services centraux de l'administration des douanes et droits indirects. — Rémunérations principales, 83.482.000 F.
Chap. 31-62. — Services centraux de l'administration des douanes et droits indirects. — Indemnités et allocations diverses, 11.704.000 F.
Chap. 31-63. — Services extérieurs de l'administration des douanes et droits indirects. — Rémunérations principales, 6.346.199.000 F.
Chap. 31-64. — Services extérieurs de l'administration des douanes et droits indirects. — Indemnités et allocations diverses, 927.935.000 F.
Chap. 31-71. — Service des laboratoires. — Rémunérations principales, 67.570.000 F.
Chap. 31-72. — Service des laboratoires. — Indemnités et allocations diverses, 1.003.000 F.
Chap. 31-81. — Personnel du contrôle économique mis à la disposition des administrations financières. — Rémunérations principales, 436.613.000 F.

Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 9.106.150.000 F.
Chap. 31-92. — Indemnités pour travaux extraordinaires, 380.110.000 francs.
Chap. 31-93. — Mise en place du service du casier fiscal et d'expertises fiscales; recherches et répression de la fraude fiscale. — Dépenses de personnel, mémoire.
Total pour la 1^{re} partie, 58.791.706.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite, charges sociales

Chap. 33-61. — Versement au fonds commun de la masse des douanes, 4.719.000 F.
Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 7.423.300.000 francs.
Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 155.331.000 F.
Total pour la 3^e partie, 7.583.330.000 F.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 31-01. — Administration centrale, corps de contrôle et conseil national des assurances. — Remboursement de frais, 65.740.000 F.
Chap. 31-02. — Administration centrale, corps de contrôle et conseil national des assurances. — Matériel, 299.480.000 F.
Chap. 31-03. — Service de gestion et de liquidation des comptes spéciaux. — Matériel et remboursement de frais, 1.500.000 F.
Chap. 31-11. — Cour des comptes, cour de discipline budgétaire et commission de vérification des comptes des entreprises publiques. — Remboursement de frais, 11.027.000 F.
Chap. 31-12. — Cour des comptes, cour de discipline budgétaire et commission de vérification des comptes des entreprises publiques. — Matériel, 10.190.000 F.
Chap. 31-21. — Services financiers à l'étranger. — Matériel et remboursement de frais, 65.113.000 F.
Chap. 31-31. — Services extérieurs du Trésor. — Remboursement de frais, 202 millions de francs.
Chap. 31-32. — Services extérieurs du Trésor. — Matériel, 790.950.000 francs.
Chap. 31-33. — Frais d'imprimés des services des comptables du Trésor, 468.720.000 F.
Chap. 31-41. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Remboursement de frais, 192.540.000 F.
Chap. 31-42. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Frais de missions et de déplacements, 2.099 millions de francs.
Chap. 31-43. — Services extérieurs de la direction générale des impôts. — Matériel, 1.001.688.000 F.
Chap. 31-44. — Frais d'impression occasionnés par l'assiette des impôts directs, 543.925.000 F.
Chap. 31-45. — Atelier général du timbre. — Matériel, 256.915.900 francs.
Chap. 31-51. — Service du cadastre. — Remboursement de frais, 437.655.000 F.
Chap. 31-52. — Exécution de travaux et frais de matériel du cadastre, 211.885.000 F.
Chap. 31-53 (nouveau). — Réforme fiscale. — Revision des évaluations cadastrales des propriétés bâties et non bâties. — Dépenses de matériel, 252 millions de francs.
Chap. 31-61. — Administration des douanes et droits indirects. — Remboursement de frais, 309.920.000 F.
Chap. 31-62. — Administration des douanes et droits indirects. — Frais de missions et de déplacements, 335.200.000 F.
Chap. 31-63. — Administration des douanes et droits indirects. — Matériel, 211.651.000 F.
Chap. 31-71. — Service des laboratoires. — Remboursement de frais, 934.000 F.
Chap. 31-72. — Service des laboratoires. — Matériel, 9.131.000 F.
Chap. 31-91. — Loyers et indemnités de réquisitions, 507 millions de francs.
Chap. 31-92. — Achat et fonctionnement du matériel automobile, 234.660.000 F.
Chap. 31-93. — Remboursements à diverses administrations, 826 millions 250.000 F.
Chap. 31-94. — Mise en place des services du casier fiscal et d'expertises fiscales; recherche et répression de la fraude fiscale. — Dépenses de matériel, mémoire.
Total pour la 4^e partie, 9.278.120.000 F.

5^e partie. — Travaux d'entretien.

Chap. 35-01. — Administration centrale. — Travaux d'entretien, 62.897.000 F.
Chap. 35-11. — Direction générale des impôts. — Travaux d'entretien, 51.500.000 F.
Chap. 35-61 (nouveau). — Direction générale des douanes et droits indirects. — Travaux d'entretien, 32 millions de francs.
Total pour la 5^e partie, 146.397.000 F.

6^e partie. — Subvention de fonctionnement.

Chap. 36-01. — Subvention au conservatoire national des arts et métiers pour le fonctionnement de l'école nationale d'assurances, 25 millions de francs.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-01. — Frais judiciaires de l'administration centrale, 21 millions 900.000 F.
Chap. 37-91. — Frais de trésorerie, mémoire.

Chap. 37-92. — Remboursement de divers frais d'administration et de gestion, 16.176.000 F.

Chap. 37-93. — Frais de gestion des titres des sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat, 10 millions de francs.

Chap. 37-94 (nouveau). — Réparations civiles, 35.500.000 F.

Chap. 37-95. — Liquidation du service d'aide aux forces alliées, 320 millions de francs.

Chap. 37-96. — Liquidation des anciens comptes spéciaux du ravitaillement et des transports maritimes et des opérations commerciales du service des importations et des exportations, 1.050 millions de francs.

Chap. 37-97. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations, mémoire.

Total pour la 7^e partie, 1.433.576.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Total pour l'état A, 77.273.479.000 F.

Etat B. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

Finances et affaires économiques.

II. — SERVICES FINANCIERS

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

1^{re} partie. — Interventions politiques et administratives.

Chap. 41-91. — Subvention au mouvement national d'épargne, 49.209.000 F.

4^e partie. — Action économique, encouragements et interventions.

Chap. 41-91. — Règlement de la part incombant à l'Etat dans des opérations d'assurances de risques de guerre en liquidation, 8 millions de francs.

6^e partie. — Action sociale et solidarité.

Chap. 46-91. — Indemnités diverses, 7 millions de francs.

Chap. 46-92. — Règlements des prélèvements effectués sur les avoirs des personnes spoliées et remboursées par l'Etat, Mémoire.

Chap. 46-93. — Indemnités aux prestataires de réquisitions allemandes ou résultant de l'occupation ennemie, 20 millions de francs.

Chap. 46-94. — Règlement de certaines indemnités de dommages de guerre, 200.000 F.

Total pour la 6^e partie, 27.200.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques), Mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), Mémoire.

Total pour l'état B, 51.400.000 F.

Total pour les services financiers, 77.332.879.000 F.

ANNEXE N° 506

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Santé publique et population), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 5 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Santé publique et population).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréé, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4267, 4337, 4422 et in-8° 533.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de la santé publique et de la population, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 58.623.122.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 2.302.130.000 F, au titre III « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 56.321.019.000 F, au titre IV « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 2. —

Art. 3. — L'article 16 de l'ordonnance n° 45-2575 du 31 octobre 1945 est remplacé par les dispositions ci-après:

« Art. 16. — Les prix de journée des sanatoriums, préventoriums et aériums publics ou assimilés sont fixés pour les malades de toutes catégories selon la réglementation en vigueur dans les établissements publics hospitaliers. Toutefois, sont compris dans les éléments du prix de journée des sanatoriums, préventoriums et aériums publics ou assimilés, les rémunérations allouées à tout médecin, chirurgien et spécialiste, sous les réserves qui seront fixées par un règlement d'administration publique en ce qui concerne les honoraires dus aux médecins, chirurgiens et spécialistes venus de l'étranger pour soins donnés aux malades payants non assurés sociaux soignés dans les établissements privés non assimilés.

« La décision portant fixation du prix de journée est prise par le préfet du département, siège de l'établissement. Toutefois, s'il s'agit d'un sanatorium, préventorium ou aérium qui appartient, soit exclusivement, soit en copropriété, à un ou plusieurs autres départements, la décision n'intervient qu'après avis du préfet des départements propriétaires ou copropriétaires. Ces derniers peuvent, dans un délai d'un mois à dater de la notification, adresser au ministre de la santé publique et de la population un recours qui sera jugé par la section permanente du conseil supérieur de l'entraide sociale.

« Le même recours peut être introduit par les caisses de sécurité sociale qui y auront un intérêt direct.

« Les dispositions du présent article sont également applicables aux établissements privés non assimilés recevant des malades bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite ou des assurés sociaux. Toutefois, pourront être exceptionnellement soustraits à cette réglementation, par décision conjointe du ministre du travail et de la sécurité sociale, les établissements privés non assimilés remplissant les conditions de confort particulier qui seront fixées par arrêté concerté du ministre de la santé publique et de la population et du ministre du travail et de la sécurité sociale. »

Art. 4. — Il est ajouté à l'article 25 de l'ordonnance du 31 octobre 1945 le troisième alinéa suivant:

« Toutefois, ces dispositions ne font pas obstacle à l'hospitalisation des tuberculeux dans les cliniques médicales ou chirurgicales d'une capacité inférieure à 40 lits et dont les conditions particulières d'installation et de fonctionnement seront fixées par arrêté du ministre de la santé publique et de la population. »

Art. 5. — L'article 13 de l'ordonnance n° 45-2575 du 31 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés sociaux des professions non agricoles est complété comme suit: « En ce qui concerne les établissements de cure privés visés par l'ordonnance n° 45-2575 du 31 octobre 1945, relative à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre la tuberculose, le prix de journée fixé par le préfet pour les assurés sociaux tient lieu de tarif d'hospitalisation et ne comporte pas l'homologation par les commissions prévues à l'article 17 ci-dessus. »

Dans les établissements de cure privés, assimilés aux établissements publics, le tarif de responsabilité des caisses est égal au prix de journée fixé par le préfet pour les assurés sociaux et ne donne pas lieu à homologation par les commissions visées à l'article 17 ci-dessus.

Dans les établissements de cure privés non assimilés ayant passé convention avec un département pour recevoir des malades bénéficiaires en totalité ou partiellement de l'assistance médicale gratuite et recevant effectivement des malades de cette catégorie, le tarif de responsabilité des caisses est fixé comme à l'alinéa précédent.

Dans les établissements de cure privés non recevant pas de malades bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite, des conventions conclues entre les caisses de sécurité sociale et ces établissements fixent les tarifs de responsabilité des caisses dans les limites du prix de journée fixé par le préfet pour les assurés sociaux. Ces tarifs sont homologués par les commissions prévues à l'article 17.

A défaut de convention, ou si la convention n'a pas été homologuée, les caisses fixent un tarif de responsabilité qui ne peut être supérieur au tarif le plus élevé, appliqué dans l'un des établissements de cure de même nature les plus proches, publics, privés assimilés ou privés recevant des bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite.

En ce qui concerne les cliniques médicales ou chirurgicales visées au troisième alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 31 octobre 1945 modifiée par l'article qui précède les tarifs d'hospitalisation et de responsabilité sont fixés conformément aux dispositions des premier et deuxième alinéas du présent article. Toutefois, pour celles d'entre elles situées dans les stations de cure pour tuberculeux, le tarif de responsabilité des caisses de sécurité sociale pour l'ensemble des frais de séjour et des frais médicaux ou pharmaceutiques ne peut excéder le prix de journée du sanatorium public le plus proche.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application des articles 3 à 5 qui précèdent.

Art. 7. — Au titre des dispositions spéciales prévues par l'article 10 de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, la date du 31 décembre 1946 est prise en considération, au lieu de celle du 31 décembre 1945, pour l'application des dispositions du dernier alinéa de l'article 13 modifié de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 aux fonctionnaires supérieurs de l'administration centrale du ministère de la santé publique et de la population qui n'ont pu être titularisés que postérieurement au 31 décembre 1945 en application du décret n° 46-101 du 19 janvier 1946 portant organisation dudit ministère.

La mise en œuvre des dispositions de l'alinéa précédent sera poursuivie dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 8. — Les taxes sur le chiffre d'affaires, ou toutes taxes de remplacement, ne sont pas applicables aux institutions ou établissements à but non lucratif fondés par des associations sous le régime de la loi de 1901 ou des fondations ayant un but médical ou sanitaire et suppléant à l'équipement sanitaire du pays.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 novembre 1952.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

Santé publique et population.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 308.411.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 45.674.000 F.

Chap. 31-03. — Laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population. — Rémunérations principales et indemnités, 11.565.000 F.

Chap. 31-11. — Services de la santé. — Rémunérations principales, 313.458.000 F.

Chap. 31-12. — Services de la santé. — Indemnités et allocations diverses, 46.808.000 F.

Chap. 31-21. — Services de la population et de l'entraide. — Rémunérations principales, 359.533.000 F.

Chap. 31-22. — Services de la population et de l'entraide. — Indemnités et allocations diverses, 48.855.000 F.

Chap. 31-41. — Services de la pharmacie. — Indemnités et allocations diverses, 1.985.000 F.

Chap. 31-51. — Contrôle sanitaire aux frontières. — Rémunérations principales, 32.639.000 F.

Chap. 31-52. — Contrôle sanitaire aux frontières. — Indemnités et allocations diverses, 6.295.000 F.

Chap. 31-61. — Etablissements de sourds-muets en Alsace et en Lorraine. — Rémunérations principales, 4.569.000 F.

Chap. 31-71. — Etablissement thermal d'Aix-les-Bains. — Rémunérations principales et indemnités, 78.250.000 F.

Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 257.612.000 F.

Total pour la 1^{re} partie, 1.486.907.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales.

Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 180.164.000 F.

Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 2.271.000 F.

Total pour la 3^e partie, 182.435.000 F.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 19.148.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Matériel. — Travaux d'entretien, 82.573.000 F.

Chap. 31-03. — Laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population. — Matériel et remboursement de frais, 5.511.000 F.

Chap. 31-11. — Services de la santé. — Remboursement de frais, 41.758.000 F.

Chap. 31-21. — Services de la population et de l'entraide. — Remboursement de frais, 55.633.900 F.

Chap. 31-22. — Services de la population et de l'entraide. — Matériel, 3.313.000 F.

Chap. 31-41. — Services de la pharmacie. — Remboursement de frais, 12 millions de francs.

Chap. 31-42. — Services de la pharmacie. — Matériel, 1.450.000 F.

Chap. 31-51. — Contrôle sanitaire aux frontières. — Remboursement de frais, 2.300.000 F.

Chap. 31-52. — Contrôle sanitaire aux frontières. — Matériel et travaux d'entretien, 21.677.000 F.

Chap. 31-71. — Etablissement thermal d'Aix-les-Bains. — Matériel et travaux d'entretien, 32.142.000 F.

Chap. 31-91. — Loyers et impôts, 26.835.000 F.

Chap. 31-92. — Achat et entretien de véhicules automobiles, 4 millions 233.000 F.

Chap. 31-93. — Remboursement à diverses administrations, 21 millions 710.000 F.

Total pour la 4^e partie, 333.346.000 F.

6^e partie. — Subventions de fonctionnement.

Chap. 36-11. — Services de la santé. — Subvention à l'Institut national d'hygiène, 230.070.000 F.

Chap. 36-21. — Services de la population et de l'entraide. — Subvention à l'Institut national d'études démographiques, 67.357.000 F.

Total pour la 6^e partie, 297.427.000 F.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-11. — Services de la santé. — Etablissements thermaux affermés par l'Etat. — Dépenses des commissariats du Gouvernement, 1.108.000 F.

Chap. 37-91. — Frais de justice et de contentieux. — Application des décisions de justice. — Accidents du travail (rentes), 880.000 F.

Chap. 37-92. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations, mémoire.

Total pour la 7^e partie, 1.988.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état A, 2.302.103.000 F.

Etat B. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

Santé publique et population.

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

3^e partie. — Action éducative et culturelle.

Chap. 43-11. — Services de la santé. — Subventions à des écoles, 2.703.000 F.

Chap. 43-12. — Services de la santé. — Bourses, 56.710.000 F.

Chap. 43-21. — Services de la population et de l'entraide. — Subventions à des écoles, 2.750.000 F.

Chap. 43-22. — Services de la population et de l'entraide. — Bourses, 21.332.000 F.

Chap. 43-91. — Subventions aux centres régionaux d'action éducative, sanitaire, démographique et sociale, 5.641.000 F.

Chap. 43-92. — Participation à des congrès et manifestations diverses, 1.465.000 F.

Total pour la 3^e partie, 93.599.000 F.

6^e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité.

Chap. 46-11. — Services de la santé. — Frais de retour des réfugiés dans leur établissement d'origine, 50.000 F.

Chap. 46-12. — Services de la santé. — Réduction tarifaire sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français aux tuberculeux en traitement de longue durée dans les sanatoria, 24 millions 998.000 F.

Chap. 46-13. — Services de la santé. — Dotation des établissements nationaux de bienfaisance, 125.600.000 F.

Chap. 46-21. — Services de la population et de l'entraide. — Subventions à diverses œuvres d'entraide, 48 millions de francs.

Chap. 46-22. — Services de la population et de l'entraide. — Assistance à l'enfance, 6.800 millions de francs.

Chap. 46-23. — Services de la population et de l'entraide. — Assistance à la famille, 999.998.000 F.

Chap. 46-24. — Services de la population et de l'entraide. — Allocations de maternité (population non active), 460 millions de francs.

Chap. 46-25. — Services de la population et de l'entraide. — Allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux, 1.100 millions de francs.

Chap. 46-26. — Services de la population et de l'entraide. — Assistance médicale gratuite, 13.200 millions de francs.

Chap. 46-27. — Services de la population et de l'entraide. — Assistance aux tuberculeux, 3.400 millions de francs.

Chap. 46-28. — Services de la population et de l'entraide. — Assistance aux malades mentaux, 10.299.999.000 F.

Chap. 46-29. — Services de la population et de l'entraide. — Hospitalisation des protégés français et des indigents étrangers appartenant à des pays sans traités de réciprocité, 145 millions de francs.

Chap. 46-31. — Services de la population et de l'entraide. — Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, 43.999.999.000 francs.

Chap. 46-32. — Services de la population et de l'entraide. — Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyers, 3 millions de francs.

Chap. 46-33. — Services de la population et de l'entraide. — Dotation des établissements nationaux de bienfaisance, 288.500 F.

Total pour la 6^e partie, 53.892.141.000 F.

7^e partie. — Action sociale. — Prévoyance.

Chap. 47-11. — Services de la santé. — Mesures générales de protection de la santé publique, 84.500.000 F.

Chap. 47-12. — Services de la santé. — Protection maternelle et infantile, 850 millions de francs.

Chap. 47-13. — Services de la santé. — Prophylaxie de la tuberculose, 750 millions de francs.

Chap. 47-14. — Services de la santé. — Prophylaxie des maladies vénériennes, 110 millions de francs.

Chap. 47-15. — Services de la santé. — Participation de l'Etat à des dépenses de prophylaxie n'ayant pas le caractère obligatoire, 53 millions 619.000 F.

Chap. 47-16. — Services de la santé. — Subventions intéressant la protection maternelle et infantile, 91 millions de francs.

Chap. 47-17. — Services de la santé. — Subventions à des organismes ou œuvres d'intérêt national de caractère sanitaire, 29.155.000 francs.

Chap. 47-18. — Services de la santé. — Subvention à la ville de Paris (centre international de pédiatrie), 4.672.000 F.

Chap. 47-21. — Services de la population et de l'entraide. — Subventions intéressant la famille, 61.500.000 F.

Chap. 47-22. — Enfance inadaptée, 150 millions de francs.

Chap. 47-23. — Dépenses d'immigration en France, 50 millions de francs.

Chap. 47-24. — Migrations et adaptations des migrants, 66.800.000 F.
Chap. 47-11. — Services de la pharmacie. — Subventions aux laboratoires chargés de mettre au point des techniques de contrôle des médicaments, 1 million de francs.

Total pour la 7^e partie, 2.335.276.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques), mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'Etat B, 56.321.019.000 F.

Total pour la santé publique et la population, 58.623.122.000 F.

ANNEXE N° 507

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les **travaux mixtes**, par M. François Schleiter, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, au cours de sa séance du 29 octobre 1952, votre commission de la défense nationale a examiné le texte présenté par le Gouvernement relatif au projet de loi (n° 471, année 1952) sur les travaux mixtes.

Le projet de loi n° 3328 relatif aux travaux mixtes a pour but d'étendre les dispositions fort anciennes des lois du 9 janvier 1791 et du 11 avril 1851 sur la procédure mixte en matière de travaux publics effectués dans les zones frontalières à tous les travaux publics qui « peuvent intéresser à la fois la défense nationale et un ou plusieurs services civils » et ce, sur toute l'étendue du territoire.

La chose a paru opportune à votre commission. Mais elle m'a chargé de souligner le caractère laconique du projet sur la procédure envisagée. Elle m'a demandé de préciser, ici, que, soucieuse des nécessités de la défense nationale, elle entendait rappeler également, à cette occasion, sa constante préoccupation d'efficacité et d'économie, son désir formel de plans harmonieux et établis à longue vue. En conséquence, elle estime devoir redire, avant la publication des règlements d'administration publique envisagés, et en cette circonstance encore, sa volonté de coordination entre tous les services, qui ne paraît pouvoir être atteinte à l'échelon du département que sous l'autorité des préfets responsables de toutes les administrations et, à l'échelon national, que sous l'autorité de la présidence du conseil.

Elle recommande que les textes à intervenir ne soient pas de nature à compliquer inutilement les procédures, mais au contraire, et notamment en ce qui concerne la composition de la commission mixte civile et militaire prévue à l'article 3 du projet, de concilier efficacement et rapidement les intérêts en cause.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission de la défense nationale vous propose d'adopter le projet de loi suivant :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Les travaux publics qui peuvent intéresser à la fois la défense nationale et un ou plusieurs services civils sont soumis, préalablement à toute exécution, à une procédure d'instruction mixte.

Cette procédure préalable s'applique également aux travaux de constructions immobilières intéressant la défense nationale et n'ayant pas le caractère de travaux publics, que ces travaux soient entrepris par des personnes morales ou des personnes physiques.

Art. 2. — La nature et l'importance des travaux visés à l'article 1^{er} sont déterminés limitativement par règlements d'administration publique.

Ces règlements définissent, d'une part, les prescriptions applicables à tout le territoire, d'autre part, les prescriptions particulières applicables à certaines zones réservées, délimitées par les mêmes règlements.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3328, 3879, 4047 et in-8° 503; Conseil de la République, n° 471 (année 1952).

Art. 3. — Le règlement d'administration publique fixera la procédure d'instruction mixte suivant laquelle les services, soit civils, soit militaires, pourront faire valoir leurs objections au projet en cause ou demander que des aménagements y soient apportés.

En cas de désaccord, le projet sera soumis à une commission mixte civile et militaire, dont la composition sera fixée par décret en conseil d'Etat, contresigné par les ministres intéressés; sur le rapport du ministre de la défense nationale.

Dans cette commission, les membres civils et les membres militaires siègeront en nombre égal. La présidence en sera confiée à un conseiller d'Etat.

Cette commission appréciera les différents intérêts en cause et s'efforcera de les concilier. Si elle ne parvient pas à établir l'accord entre services, elle indiquera les conditions dans lesquelles peut être donnée l'autorisation des travaux sans compromettre les intérêts de la défense nationale, compte tenu, le cas échéant, des incidences financières de l'opération.

Dans ce cas, au vu des conclusions de la commission, il sera statué par décret en conseil d'Etat pris sur le rapport des ministres intéressés.

Art. 3 bis. — Les règlements à prendre en application des articles 2 et 3 ci-dessus contiendront l'obligation pour chaque service confiant de respecter un délai maximum de trois mois pour faire connaître ses observations. Le silence d'un service après l'expiration dudit délai sera présumé comme impliquant un avis favorable.

Art. 4. — Les infractions à la présente loi et aux règlements pris pour son application seront constatées par les agents des départements militaires assermentés à cet effet.

Art. 5. — Dans le cas où, nonobstant la notification des procès-verbaux de contravention, les contrevenants ne rétablissent pas l'ancien état des lieux dans le délai qui leur sera fixé, l'autorité militaire transmettra les procès-verbaux au préfet du département. Le conseil de préfecture statuera, après les vérifications qui pourront être jugées nécessaires.

Le conseil de préfecture peut ordonner sur-le-champ la suspension des travaux et charger l'autorité militaire d'assurer cette suspension.

Art. 6. — Tout jugement de condamnation rendu en exécution de l'article précédent fixera le délai dans lequel le contrevenant sera tenu de rétablir à ses frais l'ancien état des lieux.

Il sera notifié à la partie intéressée avec sommation d'exécuter, faute de quoi, il y sera procédé d'office par l'autorité militaire.

Art. 7. — Les actions pour contravention à la présente loi ne pourront être exercées après l'expiration de l'année qui suivra la date de l'achèvement des travaux déterminée, le cas échéant, par le procès-verbal de réception provisoire des travaux ou par le certificat de conformité établi en application de l'ordonnance du 27 octobre 1915. Ce délai passé, elles seront éteintes.

Art. 8. — Sont abrogés l'article 6 de la loi du 19 janvier 1791, la loi du 7 avril 1851, la loi n° 796 du 18 août 1942 et le décret du 30 octobre 1935 relatif à la commission mixte des travaux publics.

Toutefois, ces lois et les règlements pris pour leur application restent provisoirement en vigueur jusqu'à la date de mise en application des décrets prévus par les articles 1^{er}, 2 et 3 de la présente loi.

Art. 9. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Art. 10. — Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application de la présente loi dans les territoires d'outre-mer.

ANNEXE N° 508

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des boissons sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à **abroger l'article premier de la loi du 3 février 1941** et à remettre en vigueur les **articles 67 à 74 du code du vin** pour assurer l'**assainissement total du marché du vin**, par M. Péridier, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la proposition de loi qui nous est soumise a été votée sans débat, par l'Assemblée nationale, la veille des vacances parlementaires. C'est dire que l'Assemblée nationale avait considéré que cette proposition de loi s'imposait de toute urgence en raison de la crise grave que connaissait notre viticulture. Effectivement, il aurait été utile que cette proposition soit votée avant la fin de la dernière campagne viticole. Mais elle a été transmise au Conseil de la République le dernier jour de la session et, par conséquent, il était matériellement impossible à notre Assemblée de pouvoir l'examiner avant la séparation du Parlement.

Cependant, au début de la campagne viticole nouvelle, cette proposition de loi n'a rien perdu de son intérêt et de son caractère d'urgence.

En effet, la crise que connaissait la viticulture française à la fin de la dernière campagne, continue à sévir au début de cette campagne nouvelle. Et il n'est pas douteux que c'est par un meilleur assainissement du marché que cette crise pourra en grande partie, tout au moins, être surmontée.

Or, indiscutablement, le rétablissement des articles 68 à 73 abrogés par une loi du 3 février 1941, faciliterait la réalisation de ce meilleur assainissement puisque ces articles concernent le blocage prévisionnel d'une partie de la récolte lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récolte souscrites en France et en

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3917, 4002 et in-8° 466; Conseil de la République, n° 452 (année 1952).

Algérie fait apparaître un volume de disponibilités (récolte et stock) supérieur aux besoins.

Et, blocage a, tout au moins au départ, le double avantage de ne pas nécessiter un financement coûteux pour l'Etat et de permettre de mieux prévoir l'avenir. Sans doute, pour parler franchement, il faut dire qu'en cas d'excédents à la fin d'une campagne, ce sont ces vins bloqués qui risquent de faire l'objet de la distillation obligatoire, prévue par l'article 76 du code du vin. Mais cela n'est pas automatique. Il peut très bien être sursis à cette mesure en cas de calamité agricole, de récolte déficitaire ou pour toute autre cause grave. Le blocage prévisionnel donne, par conséquent, au Gouvernement, du point de vue budgétaire, une plus grande liberté de manœuvre, que celle que lui laisse la distillation obligatoire qui, dans le cadre de la législation actuelle, est la seule mesure applicable en matière d'assainissement du marché des vins. Cela déjà constituerait une raison suffisante pour rétablir le blocage prévisionnel.

Mais d'autres raisons justifient également cette mesure.

Et, tout d'abord, le blocage prévisionnel est absolument indispensable si l'on veut vraiment assurer le bon fonctionnement du statut viticole. A l'heure actuelle, ce statut est l'objet de critiques violentes. C'est tout juste, à en entendre certains, s'il ne serait pas responsable de tous les maux que connaît notre viticulture. Oh! sans doute des modifications nombreuses et profondes devront être portées à ce statut viticole de façon à le mettre en harmonie avec la structure actuelle du vignoble et à permettre, avant toutes choses, l'assainissement qualitatif du marché des vins.

Ce n'est cependant pas une raison pour oublier que ce sont les grands principes de ce statut qui ont permis avant 1939 d'obtenir la stabilité du marché des vins, avec des récoltes dépassant parfois 100 millions d'hectolitres, chiffre jamais atteint depuis la libération. Aussi, avant de critiquer ce statut viticole, peut-être serait-il nécessaire de commencer à l'appliquer dans son intégralité exactement comme avant 1939.

Car, on a trop tendance à oublier que depuis la libération on ne l'a jamais réellement appliqué. On s'est surtout contenté de ne relever que le principe de l'échelonnement qui, envisagé tout seul, constitue la mesure la plus inefficace, la plus stupide et la plus gênante pour les viticulteurs.

Elle est la plus inefficace et la plus stupide parce que l'échelonnement pratiqué sur un marché non assaini ne peut pas avoir une grande influence sur ce marché, surtout si par surcroît on permet le scandale des transferts, les ventes sur tranches futures et les dérogations de toute nature.

Elle est la plus gênante parce que si le prix prévu pour la libération des tranches n'est pas atteint, on met les viticulteurs dans une situation impossible au point de vue trésorerie. C'est effectivement ce qui se produit en ce moment.

Certes au cours des deux dernières campagnes on a bien procédé à certaines mesures d'assainissement par application de l'article 76 du code du vin.

Mais outre que ces mesures ont été trop tardives, elles ont été toujours insuffisantes. C'est ce qui a fait soutenir par certains qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer cet article 76, qui ne permettait de nos jours que de réaliser un assainissement partiel et, par conséquent, un assainissement inutile.

Il y a là une grande partie de vérité. Cependant, il ne faut pas oublier que même avant 1939, l'article 76 n'a jamais permis de réaliser un assainissement intégral. Seulement, avant 1939, cette mesure partielle d'assainissement de l'article 76 était complétée au début de toute nouvelle campagne par une autre mesure d'assainissement, celle justement du blocage prévisionnel.

Ainsi ces deux mesures complémentaires permettaient tant bien que mal de réaliser un équilibre entre les ressources et les besoins et d'obtenir, de ce fait, une certaine stabilité du marché.

Ce que l'on réalisait avant 1939 avec des récoltes de 100 millions d'hectolitres, il n'y a pas de raison qu'on ne le réalise pas de nos jours avec des récoltes qui oscillent entre 60 et 70 millions d'hectolitres. Mais, pour cela, il faut que la campagne puisse être organisée dans les mêmes conditions qu'avant 1939, d'où, par conséquent, la nécessité de rétablir le blocage prévisionnel.

Ce blocage est d'autant plus intéressant qu'il peut, en grande partie, contribuer à l'assainissement qualitatif du marché. En effet, un des principaux reproches que l'on fait à l'article 76, c'est de faire envoyer à la chaudière les bons vins alors que les mauvais vins ont été déjà envoyés à la consommation. Cette critique est également assez justifiée; à condition pourtant de ne pas perdre de vue que cette situation est due au fait que l'article 76 étant appliqué en fin de campagne, le viticulteur est, durant toute la campagne, laissé dans l'incertitude de ce qui sera fait des excédents. Il ne sait pas, notamment, si ceux-ci seront distillés ou non, aussi préfère-t-il se débarrasser tout d'abord des vins qui courent un risque quelconque. Mais, si maintenant il sait que dès le début de la campagne une partie de la récolte sera bloquée, comme d'un autre côté, il n'ignore pas qu'en cas de récolte excédentaire, les vins bloqués ont vocation à être distillés, il est bien évident qu'il sera davantage incité à conserver les vins médiocres pour les réserver à la distillation obligatoire. C'est en grande partie ce qui se produisait avant 1939. On peut donc espérer qu'avec le blocage prévisionnel, c'est une heureuse habitude que reprendront vite les viticulteurs.

En dehors de toutes ces considérations, la meilleure des preuves de la nécessité du blocage nous est donnée par l'exemple des deux dernières campagnes. Le blocage n'existait pas légalement. Et malgré ce, il s'est avéré tellement indispensable qu'on s'est ingénieusement à trouver un moyen, un subterfuge pour bloquer quand même une par-

tie de la récolte. C'est ainsi, par exemple, que pour la dernière campagne, par application de l'article 76 du code du vin, on a retiré du marché près de 6 millions d'hectolitres, sur lesquels 1.600.000 hectolitres seulement ont été retenus pour la distillation obligatoire. Le solde restant bloqué d'une façon un peu illégale. Alors autant donner au Gouvernement la possibilité de faire désormais un blocage légal.

Le Gouvernement actuel semble bien d'ailleurs avoir, par avance, compté sur notre compréhension à ce sujet, puisque, dans son décret du 10 octobre dernier organisant la campagne actuelle, il a prévu la possibilité d'organiser un blocage.

On comprend parfaitement que le Gouvernement ait envisagé cette éventualité car c'est pour lui une des conditions essentielles pour la réussite du plan Bonnavre qu'il a retenu pour l'organisation de la campagne 52-53. Nous croyons utile à ce sujet de rappeler les modalités de fonctionnement de ce plan. Les dates de libération sont déterminées à l'avance. On fixe ensuite un prix plancher (290 francs pour la campagne actuelle) et un prix plafond (330 francs). Si les cours se maintiennent entre ces deux prix, alors, la libération des tranches intervient aux dates fixées. Si les cours descendent au-dessous de 290 francs, la libération est retardée d'un mois. Si, enfin, le prix plafond est atteint, le Gouvernement se réserve le droit de libérer le solde de la récolte.

Il faut reconnaître que ce plan n'avait pas donné de trop mauvais résultats au cours de la campagne 49-50. Mais il faut dire tout de suite qu'à cette époque les ressources et les besoins s'équilibraient à peu près.

En sera-t-il de même avec les disponibilités, qui risquent d'osciller autour de 80 millions d'hectolitres malgré une récolte peut-être légèrement déficitaire par rapport à l'an passé, et malgré une diminution de près de 2 millions d'hectolitres du stock à la propriété (compensée il est vrai par une augmentation à peu près égale du stock commercial). Nous en doutons fort. Si l'on veut rapprocher les ressources des besoins, il est donc nécessaire de réduire le plus possible le volume des vins jetés sur le marché. Cela s'impose d'autant plus que la libération du solde de la récolte dernière est d'un dixième de la récolte nouvelle, prévue par l'article 1^{er} du décret du 10 octobre, va déjà jeter sur le marché un volume très important des vins.

En outre, il n'est pas douteux que le prix de 290 francs est un prix nettement insuffisant pour permettre aux vignerons de retrouver la juste rémunération de leur travail. Si donc, par surcroît les cours s'effondraient en dessous de ce prix, ce serait la ruine et la misère pour un grand nombre de viticulteurs qui sont, par excellence, de tout petits artisans agricoles et ce serait la porte ouverte à des troubles sociaux très graves. Il ne faut, par conséquent, négliger aucun moyen pour obtenir, dans le cadre de l'organisation de la campagne, fixé par le Gouvernement, une stabilité du marché à un taux juste et équitable pour les viticulteurs. Comment dans ces conditions peut-on réduire le volume des vins jetés sur le marché, pour permettre le meilleur fonctionnement possible du plan Bonnavre?

Il n'y a, dans les circonstances actuelles, qu'un seul moyen: c'est le blocage prévisionnel à la condition bien entendu que comme avant 1939 l'échelonnement ne porte que sur la partie de la récolte non bloquée, la partie faisant l'objet du blocage ne devant d'aucune façon pouvoir être commercialisée jusqu'à la fin de la campagne.

Cette condition est essentielle si l'on veut donner au blocage toute son efficacité. Car, en effet, il faut bien comprendre que, du fait de la non-commercialisation totale de la partie de récolte bloquée on limite sérieusement les transferts. Et il ne faut pas s'y tromper! Les seuls viticulteurs qui sont hostiles à cette mesure ce sont ceux qui justement ont abusé des transferts et qui n'ont pas eu à souffrir de la réglementation actuelle puisque, grâce aux transferts massifs qu'une administration aveugle a laissé pratiquer d'une façon illégale sur les vins de Noah et autres cépages prohibés, ces viticulteurs ont, à l'heure actuelle, vendu la presque totalité de leur récolte.

Si vraiment ce blocage prévisionnel ne devait avoir pour résultat que de limiter ce scandale des transferts, qui a faussé les deux dernières campagnes, nous considérerions que cela serait suffisant pour en obtenir le rétablissement le plus rapide possible.

Sans doute, ce n'est pas cette mesure partielle qui à elle seule résoudra la crise viticole. Elle n'est qu'un palliatif très provisoire. Mais il importe pour l'instant de parler au plus pressé.

Et le plus pressé, c'est le rétablissement du blocage.

C'est pour cette raison que contrairement à ce qu'a décidé l'Assemblée nationale, il nous paraît utile de ne remettre en vigueur que les articles, qui ont trait au blocage prévisionnel et qui ont été abrogés par la loi du 3 février 1951. Ces articles, ce sont uniquement les articles 68 à 73 du code du vin dont voici la teneur:

Article 68.

(Loi du 4 juillet 1931 codifiée, article 7; décret-loi du 31 mai 1933, article 7.)

Recours au blocage.

« Lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récolte souscrites en France et en Algérie fait apparaître un volume de disponibilités (récolte et stock) supérieur aux besoins, il y a lieu à blocage.

« Des décrets, rendus sur l'initiative des ministres de l'agriculture et des finances, après avis de la commission interministérielle de la viticulture, déterminent alors le pourcentage de moût et de vin susceptible d'être expédié de la propriété par les viticulteurs récoltants plus de:

« 400 hectolitres, quand les disponibilités n'excèdent pas 75 millions d'hectolitres;

« 350 hectolitres, quand les disponibilités sont comprises entre 75 et 78 millions d'hectolitres;

« 300 hectolitres, quand les disponibilités sont comprises entre 78 et 81 millions d'hectolitres;

« 250 hectolitres, quand les disponibilités sont comprises entre 81 et 84 millions d'hectolitres;

« 200 hectolitres, quand les disponibilités dépassent 84 millions d'hectolitres.

« Ces divers paliers peuvent être abaissés ou augmentés, dans la limite de 40 p. 100, quand l'utilité en est reconnue, après avis de la commission interministérielle de la viticulture.

« Si les disponibilités excédaient 95 millions d'hectolitres, et si l'assainissement du marché s'avérait impossible sur les bases prévues aux paragraphes précédents, les décrets prévus au deuxième paragraphe du présent article pourraient abaisser le chiffre fixé comme point de départ du blocage.

« Lorsque l'avis prévu au second paragraphe du présent article est demandé à la commission interministérielle, celle-ci est complétée par deux représentants des coopératives de consommation, deux représentants des associations de consommateurs et deux représentants des syndicats ouvriers.

Article 69.

(Loi du 4 juillet 1931 codifiée, art. 7; décret-loi du 30 juillet 1935, art. 3; décret-loi du 31 mai 1938, art. 8.)

Qualité du blocage.

« La qualité du blocage tient compte, à la fois de l'importance globale de la récolte, du rendement à l'hectare et de l'augmentation qui apparaît dans la superficie des vignes en production, comparativement à l'année 1928.

« L'incidence individuelle du blocage peut atteindre le tiers de la récolte, quand les disponibilités sont inférieures ou égales à 84 millions d'hectolitres. Quand les disponibilités dépassent 84 millions d'hectolitres, elle peut s'élever à la moitié de la récolte pour les producteurs de plus de 5.000 hectolitres.

Portion de récolte respectée.

« La quantité de vin dont tout producteur conserve la disposition ne peut pas être inférieure au chiffre fixé comme point de départ du blocage.

Article 70.

(Loi du 4 juillet 1931 codifiée, art. 7.)

Plantations récentes.

« En cas de vente, de location ou de cession de parcelles entrées en production postérieurement à 1928, le blocage atteint les acheteurs, bailleurs ou cessionnaires, quelle que soit l'importance de leur production.

Article 71.

(Décret-loi du 30 juillet 1935, art. 7.)

Détermination de la portion de récolte passible du blocage.

« Pour le calcul du blocage, la déclaration de récolte est atténuée des quantités de moûts ou de vins:

« 1^o Disparues à la suite d'opérations de concentration effectuées dans les conditions réglementaires. Quand les moûts concentrés obtenus sont utilisés pour d'autres usages que la chaptalisation des moûts de vendanges ou d'édulcoration des vins blancs secs, et d'une manière générale, toute opération de vinification, il y a lieu de déduire le volume initial des moûts traités;

« 2^o Utilisées à l'élaboration de mistelles, de vins médicamenteux, de vins de liqueurs, d'apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels ou à la préparation de moûts stérilisés devant être vendus en nature, pour la consommation de bouche, à la condition dans ce dernier cas qu'une déclaration préalable ait été faite à la recette buraliste et que les opérations aient été soumises au contrôle du service des contributions indirectes ou des contributions diverses.

Article 72.

(Loi du 4 juillet 1931 codifiée, art. 7; décret-loi du 30 juillet 1935, art. 4.)

Emplois libérant du blocage.

« La quantité bloquée doit être représentée à toute réquisition à défaut de justification, soit de distillation, soit d'envoi à la vinaigrerie, soit d'exportation hors de France ou d'Algérie.

Article 73.

(Décret-loi du 31 mai 1938, art. 9.)

Exonérations.

« Sont exonérés du blocage:

« a) Les producteurs dont le rendement à l'hectare accuse, comparativement à la moyenne des trois années précédentes, une diminution supérieure à 50 p. 100;

« b) Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine contrôlée. »

En revanche, les articles 67 et 71, supprimés par un décret-loi du 31 mai 1938, ne doivent pas être rétablis.

Il semble bien, d'ailleurs, que dans son désir de voler le plus rapidement possible le rétablissement du blocage prévisionnel l'Assemblée nationale n'ait pas eu le temps de vérifier ces deux articles, car certainement elle ne les aurait pas votés. En effet, non seulement ces deux articles (dans leur rédaction actuelle toute au moins) vont à l'encontre de toutes les décisions prises pour l'organisation de la campagne actuelle, mais encore il vont à l'encontre du but poursuivi par la proposition de loi qui nous est soumise et qui veut, par la réduction du volume des vins livrés à la consommation obtenir l'« assainissement total » du marché des vins. Bien plus on peut dire que la mise en vigueur de ces deux articles constituerait dans les circonstances actuelles une véritable catastrophe pour la viticulture.

En effet, l'article 67 déclare: « Tant que les résultats de déclaration de récolte n'auront pas été publiés au *Journal officiel*, les viticulteurs récoltant plus de 300 hectolitres ne pourront expédier une quantité supérieure aux deux tiers de leur production; cette quantité sera réduite à la moitié de la production pour les viticulteurs récoltant plus de 5.000 hectolitres. »

Ainsi, on trouve déjà trop important le volume des vins qui iront alimenter la consommation suivant les dispositions du décret du 10 octobre et indiscutablement la proposition de M. Paul Coste-Floret a pour but essentiel de réduire ce volume. Or, si nous votions le rétablissement de l'article 67 nous aggraverions singulièrement ces dispositions puisque avec le décret du 10 octobre 1932, qui a prévu une libération de dixième avec minimum de 50 hectolitres, le producteur de 400 hectos ne peut sortir au maximum que 50 hectos et le producteur de 5.000 hectos, 500 hectos; alors qu'avec l'article 67 ils pourraient sortir respectivement 266 et 1.666 hectos environ. Il est bien certain que ce n'est pas ce qu'à voulu cette proposition de loi.

Quant à l'article 71, c'est encore pire. Cet article, en effet, précise: « Un décret ordonnant le déblocage partiel ou total interviendra obligatoirement sur les marchés prévus à l'article 51 de la loi du 16 avril 1930 (Nîmes, Montpellier, Béziers, Narbonne et Perpignan), le cours moyen du vin aura été reconnu supérieur à 126 francs l'hectolitre pour le vin de consommation courante titrant 9 degrés. Ce décret sera pris après avis de la commission interministérielle de la viticulture qui doit faire intervenir, à côté du cours moyen du vin, le prix de revient moyen à la production. »

Le vote de cet article rédigé serait un comble.

Les viticulteurs unanimes protestent contre le prix plancher de 290 F, qui a été retenu par le Gouvernement et qui ne constitue pas un prix libérateur. Et si nous rétablissions l'article 71, nous donnerions la possibilité de déblocage, si seulement le prix de 126 F pour un vin de 9 degrés était atteint. C'est absolument impensable. En admettant qu'on veuille maintenir cet article qui contient le principe intéressant de prix social et qu'on veuille donner ainsi au Gouvernement la possibilité d'envisager un déblocage lorsque ce prix social est dépassé, encore faudrait-il modifier ledit article. Car maintenir le prix de 26 F dans les circonstances actuelles, c'est simplement dire qu'on ne veut pas de blocage.

A la vérité, ces deux articles 67 et 71 n'ont plus beaucoup de raison d'être avec le système de l'échelonnement, qui évite des sorties trop importantes de vin, et avec le plan Bonnavé, qui a prévu de libérer le solde de la récolte si le prix de 350 F était atteint.

C'est pour toutes ces raisons qu'il nous paraît inutile de rétablir ces deux articles.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des boissons vous demande, mesdames et messieurs, d'adopter, sous un titre nouveau, la proposition de loi suivante, ainsi modifiée:

PROPOSITION DE LOI

tendant à abroger l'article 1^{er} de la loi du 3 février 1941 et à remettre en vigueur les articles 68 à 73 du code du vin pour assurer un meilleur assainissement du marché du vin.

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de la loi du 3 février 1941, abrogeant les articles 68 à 73 du code du vin est abrogé.

Art. 2. — Les articles 68 à 73 du code du vin sont remis en vigueur.

ANNEXE N° 509

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (justice), par M. Emilien Lieutaud, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le troisième pouvoir absorbe seulement 1/2 p. 100 environ des dépenses de la nation; cette proportion, qui reste la même d'année en année, explique pourquoi la justice, qui

(1) Voir Assemblée nationale (2^e légis.), nos 4264, 4483, 4379 et in-8° 517; Conseil de la République, n° 488 (année 1952).

a la charge de faire respecter à travers tout le pays les lois civiles et pénales, s'exerce en France dans des conditions matérielles médiocres, et souvent voisines du dénuement, en ce qui concerne les installations, le mobilier et les moyens de fonctionnement.

De ce fait, il ne faut pas s'étonner si les grandes questions comme le rétablissement de la collégialité, la situation de la magistrature et de ses auxiliaires restent posées, elles aussi, d'année en année.

Le budget de la justice voté pour 1952 s'élevait à 16.630.482.000 F; en cours d'année les décrets d'économie l'ont amputé de 556 millions 626.000 F, ce qui l'a ramené à 16.073.856.000 F.

Le budget initial pour 1953 présentait une augmentation de 2.474 millions rectificative lui ayant fait subir une diminution de 21.095.000 F, il a été présenté à l'Assemblée nationale au montant de 18.527.455.000 F.

L'Assemblée nationale, ayant adopté, sur la proposition de sa commission des finances, un abattement de 25 p. 100 sur certains chapitres de tous les budgets, celui qui nous occupe a subi en séance une réduction de 7.362.000 F et, tel qu'il a été transmis au Conseil de la République, s'est finalement établi à 18.519.793.000 F.

Le budget initial pour 1953 présentait une augmentation de 2.474 millions 394.000 F par rapport au budget voté pour 1952; cette augmentation provient pour 2.172.235.000 F de mesures acquises (vote des assemblées ou calcul en année pleine de certaines dépenses n'ayant affecté qu'une partie de l'exercice précédent); et pour 302.159.000 F de mesures nouvelles (ajustement de l'entretien des mineurs délinquants, travaux d'entretien, microfilmage de certains actes de l'état civil, etc.).

Il est à noter qu'en dehors de l'abattement général dont il a été question plus haut, la commission des finances de l'Assemblée nationale n'a proposé aucune autre modification aux chiffres qui lui ont été soumis et que les quelques amendements proposés en séance ont été, l'un retiré, les autres tous repoussés.

Votre commission des finances n'ayant à son tour fait subir aucune modification nouvelle aux autres chapitres, la seule question qui s'est posée à elle concerne la réduction de 25 p. 100 au titre du chapitre 33-92 « Prestations et versements facultatifs ».

Elle a été appelée à prendre sur ce point une décision de principe qu'elle vous propose d'adopter pour chacun des budgets civils de fonctionnement.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a, en effet, pris deux mesures d'ordre général consistant, l'une en un abattement forfaitaire de 25 p. 100 de la dotation concernant les prestations et versements facultatifs, l'autre, en une réduction de 5 p. 100 sur les chapitres de matériel et de fonctionnement des services. Le Gouvernement a entériné cette dernière catégorie de réductions en les traduisant dans des lettres rectificatives. Il a, en revanche, laissé au Parlement la latitude de décider en ce qui concerne les chapitres 33-92.

Appelée à se prononcer dans ces conditions, l'Assemblée nationale n'a pas émis des votes concordants puisque, pour certains budgets, elle a rétabli les crédits demandés par le Gouvernement, alors que pour d'autres, elle admettait la réduction.

Votre commission a estimé qu'il était désirable de traiter les différents budgets de manière uniforme. Toutefois, elle a pensé qu'il convenait de nuancer l'application de la mesure suivant les diffé-

rentes catégories de dépenses, comprises dans les chapitres à l'étude, et qui sont les suivantes pour la généralité des budgets:

Article 1: subvention aux cantines;

Article 2: service médico-social;

Article 3: subventions aux colonies de vacances;

Article 4: subventions aux sociétés de secours mutuels;

Article 5: secours.

Votre commission des finances a considéré que l'article 2 « Service médico-social », dont l'importance est certaine pour le bon rendement du travail administratif, ne pouvait être touché. Il en est de même pour l'article 4 « Subventions aux sociétés de secours mutuels », dont les dotations sont prévues par l'article 75 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945. Enfin, il paraît également difficile de réduire le très minime crédit pour « Secours » qui sert à venir en aide à des fonctionnaires de rang modeste et à des veuves sans pension se trouvant momentanément dans une situation difficile.

Dans ces conditions, il vous est proposé de limiter l'abattement de 25 p. 100, pour l'ensemble des budgets, aux deux articles 1^{er}: « Subventions aux cantines » et 3: « Subvention aux colonies de vacances » des chapitres 33-92.

Par ailleurs, conformément à la décision d'ordre général qu'elle a prise en vue de réserver au Parlement la possibilité d'examiner à nouveau les budgets de dépenses lorsque sera connue la teneur de la loi de finances — qui n'est pas encore déposée — votre commission des finances a prévu un blocage de 10 p. 100 des crédits.

C'est sous le bénéfice de ces deux seules observations que votre commission vous propose d'adopter les chiffres qui vous sont présentés en ce qui concerne le budget de la justice.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice, au titre de l'exercice 1953, les crédits s'élevant à la somme globale de 18.521.598.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 18.420.095.000 F, au titre III: Moyens des services, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 101.503.000 F, au titre IV: Interventions publiques, conformément à la répartition par service et par chapitre qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 10 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

Art. 2. — Sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1953, en tant qu'elles permettent la délégation de magistrats dans les services de l'administration centrale du ministère de la justice, les dispositions de l'article 3 du décret du 1^{er} septembre 1939 tendant à assurer, en temps de guerre, le fonctionnement des cours et tribunaux et la sauvegarde des archives.

Sont également prorogées jusqu'au 31 décembre 1953, les dispositions de l'article 10 du décret susvisé, modifié par la loi validée du 4 mars 1944.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Justice.					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.	10.112.746	10.112.746	10.112.746	10.112.746	5
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	2.259.905	2.265.462	2.265.462	2.258.100	+ 4.805
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	4.647.343	4.668.488	4.647.343	4.647.343	»
5 ^e partie. — Travaux d'entretien	365.488	365.488	365.488	365.488	»
6 ^e partie. — Subvention de fonctionnement	11.511	11.511	11.511	11.511	»
7 ^e partie. — Dépenses diverses	993.102	993.102	993.102	993.102	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état A.....	18.420.095	18.446.747	18.425.652	18.418.290	+ 4.805

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits. Milliers de francs.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale. Milliers de francs.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République. Milliers de francs.
		Initiales. Milliers de francs.	Rectifiées. Milliers de francs.		
Justice.					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
6 ^e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité	101.503	101.503	101.503	101.503	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état B.....	101.503	101.503	101.503	101.503	»

ANNEXE N° 510

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (agriculture)**, par M. de Montalembert, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission des finances ayant bien voulu, cette année encore, me désigner comme rapporteur du budget de l'agriculture, j'ai l'honneur de vous soumettre les observations que lui a suggérées l'examen des crédits qui nous sont proposés pour assurer, en 1953, le fonctionnement des services dépendant du ministère de l'agriculture.

Peut-être vous souvenez-vous qu'à l'occasion de la discussion des budgets des deux derniers exercices, j'avais cru devoir signaler combien il était malaisé de porter un jugement sur les propositions du Gouvernement en matière d'organisation administrative, lorsqu'on ignorait à peu près tout de la politique qu'il entendait promouvoir ainsi que des moyens qu'il envisageait de mettre en œuvre. Le Gouvernement n'ayant pas modifié ses errements, je tiens à dénoncer à nouveau le vice de méthode qui consiste à arrêter les moyens d'exécution avant d'avoir défini les tâches à remplir.

On comprend d'autant moins cette manière de procéder qu'en fait le Gouvernement organise ses services en fonction du programme d'action qu'il entend poursuivre. Pourquoi, dans ces conditions, nous heurtions-nous de sa part à ce refus systématique de nous fournir les éléments d'information qui nous faciliteraient notre travail en même temps qu'ils confèreraient davantage d'efficacité à notre contrôle ?

Le 14 décembre dernier, lors de la discussion en séance publique du budget actuellement en cours d'exécution, l'éminent rapporteur général de votre commission des finances avait bien voulu appuyer de son autorité la demande que j'avais adressée au ministre de l'agriculture en vue d'obtenir que toutes les propositions budgétaires arrêtées par le Gouvernement soient regroupées de façon à nous donner cette vue d'ensemble sans laquelle il est impossible de porter un jugement valable sur telle ou telle proposition particulière.

Cette année, le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, en sa qualité de rapporteur par intérim du budget de l'agriculture, a formulé, à son tour, le même souhait.

Faut-il préciser que, pour satisfaire ces désirs, il ne serait aucunement nécessaire de bouleverser la structure de nos budgets ? Il est parfaitement logique que, le budget étant avant tout un document financier, les considérations financières prévalent et que les autorisations qui nous sont demandées soient groupées en fonction de leur nature et personne ne conteste la distinction introduite entre les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'équipement des services publics et les investissements économiques. Mais cette méthode ne rend que plus nécessaire le regroupement des crédits affectés à un même objet, car il est manifeste qu'un tel découpage est exclusif de ces vues synthétiques qui, seules, peuvent définir et animer une politique.

Et comment, dès lors, ne pas s'étonner de l'insistance avec laquelle, chaque année, les ministres de l'agriculture tiennent à souligner tout au long de la discussion — et, bien entendu, toujours en pure perte — que, s'agissant des seules dépenses de fonction-

nement de leurs administrations, l'objet même du débat exclut toute considération d'ordre général.

Personnellement, je considère cette thèse comme insoutenable pour deux raisons.

D'abord — je le répète — parce que l'on ne peut discuter des moyens à mettre en œuvre qu'en fonction des objectifs que l'on se propose d'atteindre. La politique agricole du Gouvernement ? Mais ce n'est pas autre chose que l'exposé des motifs du budget qui nous est soumis !

Quant à la deuxième raison, elle prête encore moins à discussion, puisqu'elle s'appuie sur une donnée de fait. Le budget dont nous discutons comporte un titre IV intitulé « Interventions publiques » où figure un certain nombre de crédits destinés à orienter la production agricole. Il n'est donc pas possible de soutenir que ce budget dit de fonctionnement n'a qu'un caractère strictement administratif.

Pour sa part, votre rapporteur aurait le sentiment de ne pas avoir rempli comme il convient la mission qui lui incombe en se bornant à porter à votre connaissance les quelques observations qu'a suggérées à votre commission des finances un budget qui n'est, dans l'ensemble — vous allez le constater — que la reconduction de celui de l'an dernier.

Aussi, après avoir brièvement examiné les propositions dont nous sommes saisis, vous présentera-t-il, à titre personnel, quelques réflexions d'ordre général en guise de préface au débat que ne peut manquer d'instaurer l'examen du présent projet.

Cependant, avant d'aborder l'objet même du rapport, je tiens à relever un procédé dont je vous laisse juge.

Saisie des propositions du Gouvernement, la commission des finances de l'Assemblée nationale s'est prononcée en faveur d'un certain nombre d'abattements, ce qui est je ne dirai pas seulement son droit, mais sa fonction.

Par contre, où les choses cessent d'être normales, c'est qu'ayant eu connaissance des réductions envisagées, le Gouvernement les a fait siennes en déposant une lettre rectificative qui substituait aux crédits figurant dans son projet initial, de nouveaux crédits qui, au moins pour la plupart, entérinaient les abattements envisagés par la commission.

Or, vous savez que le Parlement n'a pas le droit, en vertu de l'article 17 de la Constitution, de relever un crédit budgétaire au delà du montant proposé par le Gouvernement. Ce chiffre constitue donc un plafond qui s'impose aux Assemblées et leurs prérogatives à l'une comme à l'autre, consistent précisément à décider si elles entendent suivre les suggestions de leurs commissions ou revenir aux propositions gouvernementales.

Dès lors, en en retirant ses propositions initiales pour leur substituer par voie de lettre rectificative les décisions de la commission des finances de l'Assemblée nationale, le Gouvernement dépouille le Parlement d'une partie de ses prérogatives et, si le procédé devait devenir habituel, les pouvoirs du Parlement en matière financière passeraient pratiquement aux mains de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Encore que les deux Chambres soient, en la circonstance, dans une situation exactement semblable, il y aurait de notre part beaucoup de présomption et quelque inconvenance à prétendre nous poser en défenseur des droits de l'Assemblée nationale. Aussi, est-ce uniquement du seul point de vue du Conseil de la République, que nous prendrons position ici.

En vous transmettant les réserves de votre commission des finances à laquelle il vous demande de vous associer, votre rapporteur n'oublie pas qu'il est aussi le président de la commission du règlement de votre assemblée et c'est cette qualité qu'il vous prie de bien vouloir retenir si elle doit donner une force supplémentaire à sa protestation contre un procédé inadmissible qui porte atteinte à l'équilibre des pouvoirs constitutionnels.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4254, 4137, 4311 et in-8° 520; Conseil de la République, n° 489 (année 1952).

I. — Examen des crédits.

Encore que l'habitude de prendre chaque année pour référence les crédits de l'année précédente me paraisse procéder d'un état d'esprit systématiquement hostile à toute mesure nouvelle et témoigner beaucoup moins d'une politique que d'une absence de politique, je sacrifierai à la tradition en comparant la masse du budget qui nous est proposé pour l'an prochain avec celle du budget actuellement en cours d'exécution.

Mais une précision s'impose dès l'abord, qui préviendra peut-être certaines confusions. Je fais allusion aux économies réalisées, en avril dernier, par voie de décrets ultérieurement au vote des divers budgets par le Parlement, de sorte que deux chiffres peuvent être valablement retenus au titre de l'exercice en cours: celui que nous avons voté et qui, en somme, est le seul dont nous ayons eu à connaître — ou celui qui résulte des abattements opérés par le Gouvernement et qui correspond au montant des crédits effectivement ouverts.

Exercice 1952 (millions de francs).

Crédits votés par le Parlement (loi du 31 décembre 1952), 12.146.
Abattements opérés par le Gouvernement, 488.
Crédits effectivement ouverts, 11.658.

Exercice 1953 (millions de francs).

Crédits proposés par le Gouvernement (projet initial), 13.389.
Crédits votés par l'Assemblée nationale, 13.332.
En retenant ces chiffres, on serait conduit à penser que les crédits du prochain exercice sont en sensible augmentation par rapport à ceux de l'exercice en cours. Mais on négligerait ainsi les crédits qui figuraient, l'an dernier, dans les charges communes au titre des relèvements de traitement et également les crédits supplémentaires rendus nécessaires par l'augmentation des prestations familiales décidée par la loi du 26 septembre 1951. Or, les premiers représentaient 994 millions et les seconds 160 millions environ, de sorte que les chiffres à comparer sont en réalité les suivants:

Exercice 1952 (millions de francs).

Crédits votés par le Parlement, 13.300.
Crédits effectivement ouverts (compte tenu des économies), 12.812.

Exercice 1953 (millions de francs).

Crédits proposés par le Gouvernement:
Dans son projet initial, 13.389.
Dans la lettre rectificative, 13.338.
Crédits votés par l'Assemblée nationale, 13.332.
On voit alors que les crédits qui nous sont soumis sont pratiquement les mêmes que ceux qui nous avaient été présentés l'an passé. Il convient d'ajouter que le Gouvernement a établi ses comparaisons sur les crédits effectivement ouverts, c'est-à-dire compte tenu des abattements qu'il avait opérés par décrets, de sorte que les chiffres qui nous sont proposés pour le prochain exercice font ressortir des augmentations alors qu'en réalité ils sont parfois en diminution par rapport aux crédits que nous avons votés.
C'est là un point qui méritait d'être souligné.

Considérons maintenant les crédits par grandes catégories en millions de francs:
Moyens des services:
Dépenses de personnel, 8.802.
Matériel, 2.335.
Subventions de fonctionnement, 359.
Interventions publiques (action éducative, culturelle et économique), 1.419.
Divers (mesures de comptabilité), 417.
Total, 13.332.

Ces chiffres n'appellent pas d'observation particulière. Il suffira de noter que les crédits affectés aux « interventions publiques », autrement dit à la mise en œuvre de la politique agricole du Gouvernement, représentent un peu plus de 19 p. 100 du total.

Je vais maintenant vous signaler les chapitres qui me paraissent devoir retenir votre attention, mais en les groupant autour des objets auxquels ils se rapportent.

Services vétérinaires.

Les crédits consacrés aux services, laboratoires et écoles nationales vétérinaires figurent:
Plur le personnel, aux chapitres 31-23 et 31-24;
Pour les remboursements de frais et les dépenses de matériel, aux chapitres 34-23 et 34-24;
Pour les travaux d'entretien des établissements, au chapitre 35-37.
Au lendemain de la terrible épizootie de fièvre aphteuse qui a si durement frappé notre cheptel, ces crédits méritent d'être examinés d'une manière particulière.

D'une année à l'autre, ils se comparent de la manière suivante, en millions de francs:

Exercice 1952:

Chap. 31-23, crédits votés, 199; crédits révisés, 197,9.
Chap. 31-24, crédits votés, 2,7; crédits révisés, 2,7.
Chap. 34-23, crédits votés, 30; crédits révisés, 29.
Chap. 34-24, crédits votés, 11,7; crédits révisés, 11,1.
Chap. 35-37, crédits votés, 0,8; crédits révisés, 0,8.
Totaux: crédits votés, 247,2; crédits révisés, 241,8.

Exercice 1953:

Chap. 31-23, crédits proposés, 238; crédits votés, 237,3.
Chap. 31-24, crédits proposés, 2,9; crédits votés, 2,9.

Chap. 31-23, crédits proposés, 29; crédits votés, 29.
Chap. 31-24, crédits proposés, 26,1; crédits votés, 25,9.
Chap. 35-37, crédits proposés, 0,8; crédits votés, 0,8.
Totaux: crédits proposés, 297,1; crédits votés, 295,9.

Sans vouloir insister sur la réduction singulièrement inopportune dont ont été l'objet ces crédits en vertu des décrets d'économie pris par le Gouvernement, qu'il me soit tout de même permis de rappeler que j'avais signalé l'intérêt qui s'attachait à une augmentation des crédits destinés à combattre l'épizootie déjà déclarée et la question nous était apparue si importante, qu'au moment de la discussion du budget d'équipement des services civils, M. Berthoin avait bien voulu se faire l'écho de notre inquiétude en demandant que, sur les dotations destinées à l'agriculture, une somme de cent millions, soit réservée à accélérer la fabrication de vaccins antiaphteux. Malheureusement cette demande n'a pas été prise en considération.

Cette année, les crédits apparaissent en sensible augmentation. Ils semblent suffisants en ce qui concerne le matériel. Par contre, les laboratoires souffrent d'une insuffisance d'effectifs en ce qui concerne le personnel. Ils sont, en effet, surchargés de travail, car c'est à eux — il ne faut pas l'oublier — qu'incombe notamment la tâche d'analyser les prélèvements qui leur sont envoyés de toute la France par les vétérinaires, lorsque ceux-ci hésitent sur le diagnostic qu'ils sont appelés à formuler.

Le Gouvernement avait proposé la création de huit agents nouveaux. Mais la commission des finances de l'Assemblée nationale ayant refusé la création de deux des emplois prévus: celui de régisseur et celui d'agent de service, le Gouvernement a révisé ses propositions initiales par sa lettre rectificative, de sorte que le Parlement ne peut que s'incliner. Nous le ferons donc, mais en déplorant une décision parfaitement inopportune, car il y aurait un intérêt certain à doter le laboratoire national d'une autonomie financière qui lui assurerait des concours profitables.

Bien entendu, ces crédits seraient notoirement insuffisants si l'on décidait d'instituer la vaccination obligatoire gratuite. On évalue le coût de cette opération à quelque 6 milliards de francs. Cependant, cette considération ne saurait suffire à faire écarter cette mesure, si celle-ci apparaissait comme nécessaire, mais sur ce point votre commission des finances a tenu à laisser à votre commission de l'agriculture le soin de formuler un avis.

Pour en finir avec cette importante question, j'ajouterai que le principal chapitre intéressant la lutte contre la fièvre aphteuse est le chapitre 41-28 intitulé: « Prophylaxie des maladies des animaux — Contrôle de la salubrité des viandes. — Amélioration de la recherche vétérinaire. — Indemnités pour abatage d'animaux » et dont la dotation atteint 465,6 millions contre 325 millions l'an dernier et encore ce chiffre avait-il subi un abattement malencontreux de 21 millions, par application des décrets d'économie. L'essentiel de l'augmentation — 100 millions — est destiné à décharger du paiement des intérêts de leurs prêts les agriculteurs qui ont dû contracter des emprunts auprès de la caisse nationale de crédit agricole pour financer la reconstitution de leur cheptel.

L'enseignement agricole.

Nous avons là un exemple qui illustre d'une façon particulièrement frappante combien l'agriculture est traitée en parent pauvre.

Les crédits consacrés à l'enseignement agricole figurent à cinq chapitres (en millions de francs):

Chap. 31-37. — Etablissements d'enseignement agricole. — Rémunérations principales, 439,8.

Chap. 31-38. — Etablissements d'enseignement agricole. — Indemnités et allocations diverses, 86,1.

Chap. 31-37. — Etablissements d'enseignement agricole. — Remboursement de frais, 13,1.

Chap. 31-38. — Etablissements d'enseignement agricole. — Matériel, 129,3.

Chap. 43-33. — Apprentissage agricole et horticole, 147,5.

Ces crédits font un total de 815,8 millions, auxquels s'ajouteront ceux inscrits au B. R. E. pour la construction des établissements. Etant donné que ces derniers ne sont pas encore connus, il n'est pas possible d'établir le décompte exact des sommes qui seront consacrées cette année à l'enseignement agricole, mais on peut penser qu'ils n'atteindront pas 1.200 millions.

Pour apprécier comme il convient ce chiffre, je crois devoir vous soumettre une simple comparaison. Pour l'exercice en cours, l'ensemble des crédits destinés à l'enseignement et à l'apprentissage se sont élevés à 1.132 millions, cependant que, dans le même budget, il était prévu près de 23 milliards pour l'enseignement technique et l'apprentissage des professions industrielles et commerciales et 4,1 milliards pour la formation professionnelle des adultes.

Ainsi, 1.132 millions pour l'agriculture, environ 27,3 milliards pour l'industrie et le commerce. De pareils chiffres se passent de commentaires.

Votre commission des finances a estimé qu'une pareille situation devrait être soulignée au moment où une certaine campagne se développe tendant à faire croire que la profession agricole jouit d'un traitement privilégié et elle vous propose un abattement de 1 million de francs sur le crédit 31-37 afin d'obtenir du Gouvernement les explications souhaitables.

Institut national de la recherche agronomique.

Il n'est pas besoin de souligner l'importance du rôle de cet établissement.

Or, votre commission des finances a relevé que l'un des chapitres intéressant son fonctionnement — le chapitre 31-42 — accuse une

diminution relativement importante, puisque sa dotation fléchit de 2.265.000 F l'an dernier à 1.693.000 F pour le prochain exercice.

Afin de connaître les raisons de cette réduction, elle vous propose un abattement indicatif de 1.000 F.

Service de la répression des fraudes.

Ce service a ses crédits répartis dans cinq chapitres (en millions de francs) :

- Chap. 31-61. — Rémunérations principales, 141.
 - Chap. 31-62. — Indemnités et allocations diverses, 5,5.
 - Chap. 31-63. — Salaires et accessoires de salaires du personnel ouvrier, 5,1.
 - Chap. 31-64. — Remboursement de frais, 56,7.
 - Chap. 31-65. — Matériel, 59,2.
- Ce qui, au total, fait, 267,5.

Le chapitre 31-61, relatif aux rémunérations principales, fait ressortir une sensible augmentation par rapport à l'an dernier puisqu'il s'élève de 121,3 millions à 141 millions.

Cette progression est justifiée par les mesures acquises au cours de l'exercice en cours. Il n'y a donc pas à y revenir. Cependant notre collègue, M. Coudé du Foresto, a marqué son étonnement qu'on ait renforcé les effectifs du personnel sédentaire alors qu'en raison du rôle qui lui incombe, ce service aurait surtout besoin d'inspecteurs.

Génie rural.

Le chapitre 31-73 intitulé « Dépenses d'études, de surveillance et de travaux d'hydraulique et de génie rural à la charge de l'Etat » se présente en diminution par rapport à l'an dernier : 59,5 millions en 1952, 51,3 millions pour 1953.

La majeure partie de cette somme, exactement 38.091.000 F — est destinée à payer les études effectuées par les services du génie rural.

Il est évident que, pour pouvoir porter un jugement valable sur cette proposition, il faudrait avoir une idée de l'importance du programme envisagé pour l'an prochain, laquelle est directement fonction du crédit qui sera inscrit au B. E. R. pour le financement des subventions.

Malheureusement ce chiffre est encore inconnu. Cet exemple illustre parfaitement les conditions dans lesquelles le Gouvernement place le Parlement pour travailler.

Direction générale des eaux et forêts.

Dans cinq chapitres intéressant ce service, seul le chapitre 35-81 relatif aux travaux d'entretien sera évoqué ici.

Sa dotation s'élève à 319.925.000 F, contre 301,5 millions l'an dernier, car un abattement de 14 millions avait été apporté par décret au crédit voté précédemment par le Parlement.

Sur ces 319,9 millions, 204 millions sont affectés à l'entretien des forêts domaniales, des dunes et des immeubles forestiers.

La surface des forêts domaniales étant de quelque 1.500.000 hectares, on conçoit sans peine qu'il est matériellement impossible d'assurer le maintien en état des routes forestières et des maisons forestières ainsi que d'effectuer les repeuplements nécessaires avec un pareil crédit qui, au surplus, représente moins de 3 p. 100 des quelque 11 milliards de revenu que l'Etat tire de son domaine forestier.

Par ailleurs, votre commission des finances croit devoir vous faire part des inquiétudes que lui cause l'insuffisance des crédits prévus pour la conservation des terrains en montagne. Les crédits affectés à leur entretien s'élèvent à environ 96 millions, ce qui est un chiffre dérisoire en comparaison de l'importance des travaux qu'il faudrait entreprendre pour prévenir en particulier tout risque d'avalanches.

Participation de la France aux dépenses de fonctionnement de divers organismes internationaux.

Les crédits prévus pour cet objet sont inscrits au chapitre 42-01. Parmi les sept organismes cités ne figure pas le « Bureau international permanent de chimie analytique concernant les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux ».

Cette question a déjà été évoquée à plusieurs reprises devant le Conseil de la République, en particulier, il y a environ dix-huit mois par notre distingué collègue, M. Plaisant, qui nous a fait un brillant exposé sur l'utilité du rôle que pourrait remplir cet organisme.

Chaque année, le Gouvernement ne fait aucune difficulté pour accepter les abattements indicatifs qui sont proposés pour dénoncer cette carence, et le même scénario s'est déroulé lors du dernier débat devant l'Assemblée nationale.

Votre commission des finances vous propose de rétablir les deux abattements indicatifs votés par l'Assemblée nationale en spécifiant qu'elle attache à ce rétablissement du crédit initial le même sens que l'Assemblée à ses réductions et elle prie le Conseil de la République de s'associer à la demande qu'elle adresse au Gouvernement de prendre nettement position sur cette question.

Vulgarisation.

Il s'agit là d'un problème essentiel, mais votre commission se borne à appeler votre attention sur l'article 6 (nouveau) du chapitre 41-21 relatif à la vulgarisation économique.

Elle vous propose un abattement de 1.000 F sur le crédit de 42 millions prévu pour le fonctionnement du service des nouvelles du marché afin d'obtenir des explications sur les moyens mis en œuvre et sur le but poursuivi par ce service.

Et j'en aurai terminé avec l'examen des crédits en vous rappelant qu'en vertu d'une décision d'ordre général applicable à tous les budgets civils, votre commission des finances vous propose de procéder :

1° A un abattement de 25 p. 100 sur les subventions prévues pour les cantines et pour les colonies de vacances (art. 1^{er} et 3 du chapitre 33-92) ;

2° A un blocage de 10 p. 100 de l'ensemble des crédits que vous aurez votés afin de provoquer une seconde lecture qui permettra au Parlement de fixer le montant définitif des budgets civils, en fonction des nécessités de l'équilibre budgétaire telles qu'elles ressortiront de la confrontation de l'ensemble des dépenses et de l'ensemble des recettes.

Je ne crois pas avoir besoin d'insister après les explications que vous a fournies hier notre éminent collègue M. Berthoin.

II. — Examen des articles.

Le projet initial du Gouvernement comportait cinq articles.

L'un d'eux, l'article 3, proposait d'instituer une redevance à la charge des exploitants des ateliers de pasteurisation en vue de couvrir les frais de contrôle de la qualité hygiénique des laits pasteurisés. Disjoint par la commission des finances de l'Assemblée nationale, il n'a pas été repris en séance publique.

Votre commission des finances ne vous propose pas davantage de le rétablir.

Mis à part l'article premier fixant le montant des crédits ouverts, les trois autres dispositions n'appellent pas d'observations particulières. Elles ont d'ailleurs été adoptées sans débat par l'Assemblée nationale.

Il n'en va pas de même de l'article 6, introduit par le Gouvernement dans sa lettre rectificative et qui tend à faire ratifier par le Parlement les dispositions du décret n° 50-1023 du 22 août 1950 instituant une taxe à la charge des producteurs de céréales en vue de financer la résorption des excédents de céréales.

Je n'ai certainement pas besoin de vous rappeler l'économie du système, car vous le connaissez. Les prix intérieurs français étant généralement supérieurs aux prix pratiqués sur le marché mondial, l'O. N. I. C. ne peut exporter qu'à un prix inférieur à celui qu'il a dû lui-même payer. Il y a donc une perte que l'on finance au moyen d'un prélèvement opéré sur les producteurs.

Or, vous savez qu'au lendemain de la guerre, les grands pays exportateurs de céréales ont craint de connaître, à bref délai, une surproduction désastreuse et, pour prévenir un effondrement éventuel des cours, ils ont passé avec les pays importateurs un accord en vertu duquel ils s'engageaient vis à vis de ces derniers à livrer chaque année, à un prix convenu d'avance, des quantités déterminées de blé. Le prix ainsi prévu était sensiblement inférieur à celui qui était alors pratiqué sur le marché international, mais il constituait pour les pays producteurs une garantie contre une baisse plus profonde des cours. Il s'agissait, en somme, d'un marché de fournitures avec tout ce que la formule comporte nécessairement d'incertain pour les parties contractantes.

La France devait-elle être partie à l'accord ?

Etant donné qu'avant la guerre nous avions connu, certaines années, des récoltes excédentaires, qui avaient causé de graves perturbations sur le marché, le Gouvernement a cru devoir éliminer ce risque en associant la France à l'accord international envisagé. Et c'est ainsi que nous avons été au nombre des signataires de l'accord de Washington du 23 mars 1949 qui groupait quatre pays exportateurs : les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et nous, et trente-trois pays importateurs dont les plus importants étaient, bien entendu, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

En vertu de cet accord, nous prenions l'engagement de procéder à des exportations régulières, et sur la base d'un cours assez bas, de sorte que le problème du financement de nos exportations prenait un caractère permanent. L'accord a commencé à jouer dès la campagne 1949-1950. Mais, pour cette première année, le Gouvernement a admis qu'il prendrait la perte à son compte, estimant que le prix qu'il avait fixé pour le blé avait été peu avantageux pour les producteurs ; cependant, il avait souligné, à l'époque, que la mesure avait un caractère exceptionnel et qu'on en reviendrait au système d'avant guerre dans lequel les pertes subies par l'O. N. I. C. sur les opérations d'exportation étaient financées par les producteurs, puisqu'aussi bien l'exportation contribue à l'assainissement du marché intérieur.

C'est dans ces conditions qu'à la veille de la campagne 1950-1951 le Gouvernement, pris par le temps, a adopté un décret instituant une cotisation à la charge des producteurs de céréales.

Le taux en était progressif et s'élevait jusqu'à un maximum de 125 F par quintal. Ce système a fonctionné depuis deux ans et, aujourd'hui, le Gouvernement, à l'occasion du vote du budget de fonctionnement du ministère de l'Agriculture, demande, assez inopinément, au Parlement de ratifier ce décret.

Est-ce à dire que ce texte soit entaché d'illégalité ?

Le Gouvernement assure que non. Le conseil d'Etat consulté au moment où a été pris le décret aurait estimé qu'il était conforme aux dispositions de la loi du 17 août 1948 étendant la compétence du pouvoir réglementaire en un certain nombre de matières. Toutefois, la section compétente avait souligné que cette base juridique était assez fragile et qu'il n'y aurait lieu d'obtenir la ratification du Parlement, dès que ce serait possible. On a attendu deux ans. Des recours ont été engagés devant le conseil d'Etat et c'est pour couper court à ces procédures que le Gouvernement vient aujourd'hui nous demander de ratifier le décret susvisé. C'est bien la preuve que la question est contestable du point de vue juridique, mais je crois qu'il faut être réaliste. Il est bien évident que ces recours, ou bien

n'aboutiront pas, et par conséquent se seront révélés inutiles pour tout le monde; ou bien aboutiront et alors on se trouvera devant une situation absolument inextricable, puisque cela obligerait à rembourser aux producteurs les sommes qui ont été perçues.

Je crois donc qu'il faut moins retenir l'argument de droit que cette situation de fait et que le décret doit être ratifié. Pour sa part, l'Assemblée nationale a franché la question en ce sens, mais elle a complété le texte du Gouvernement qui proposait la ratification pure et simple, par un paragraphe stipulant formellement que les dispositions du décret ne seraient valables que pour la récolte des années 1950, 1951 et 1952. Autrement dit, le décret cesserait d'être applicable à compter de la campagne 1953-1954.

Votre commission des finances vous proposerait donc d'accepter purement et simplement le texte qui nous parvient de la Chambre si elle ne retenait que le fond de la question et si elle l'envisageait isolément.

Mais deux autres considérations lui paraissent devoir être retenues. En premier lieu, la procédure utilisée est inadmissible. Attendre deux ans pour finalement demander la ratification par voie de lettre rectificative à l'occasion de la discussion d'un budget de fonctionnement constitue un ensemble de circonstances vraiment déplorables.

Mais il y a plus grave. En fait, il s'agit d'une régularisation. Pourquoi dès lors la limiter à la seule taxe intéressant le Gouvernement, alors que plusieurs dispositions similaires sont attendues par le monde agricole. La taxe de statistique, dont la légalité semble pouvoir être également contestée n'en est pas moins prélevée et nous ne sommes cependant saisis d'aucune proposition de ratification en ce qui la concerne, alors que l'administration conserve les sommes qui en proviennent au lieu de les reverser aux petits producteurs au profit desquels elle a été prévue.

Pour ces deux raisons votre commission des finances vous propose de disjoindre l'article 6 proposé par le Gouvernement jusqu'au dépôt des textes nécessaires — il s'agit de deux ou trois articles, pas davantage — à une remise en ordre général.

Conclusions.

Il ne saurait être question, dans le cadre réduit du présent rapport, d'entreprendre une étude même succincte des problèmes qui se posent devant l'agriculture française, mais seulement de rappeler quelques données fondamentales qui sont, semble-t-il, trop souvent perdues de vue.

La question de savoir si l'on doit fonder la prospérité du pays sur l'essor de ses industries plutôt que sur le développement de son agriculture sera toujours un beau sujet de discussion.

Ce qui, par contre, devrait être hors de contestation — parce qu'il s'agit d'une constatation de fait — c'est que dans les circonstances présentes, l'agriculture est la clé de toute nouvelle expansion économique. Seule, en effet, une amélioration de la productivité agricole peut permettre à la fois un accroissement de notre production et une compression des prix également indispensables pour l'équilibre général de notre économie.

Un pays qui a des prix agricoles trop élevés risque d'avoir une industrie aux prix de revient excessifs. Il en résulte deux conséquences: une paralysie des exportations tant agricoles qu'industrielles, un déséquilibre de la balance commerciale qui en compromettant l'approvisionnement du pays freine la production et contribue, par là même, au renchérissement général de tous les produits.

Réclamer des hausses dans la situation actuelle, ce n'est pas servir les intérêts agricoles, car c'est contribuer à réduire leurs débouchés. C'est en travaillant à rendre possible la compression de leurs prix de revient que l'on assurera aux agriculteurs les profits accrus auxquels leur donne droit leur dur labeur.

Or, il faut le reconnaître, nos prix agricoles sont supérieurs aux prix étrangers. C'est là un fait et les faits ne se discutent pas, ils se constatent. Quant aux causes, c'est une autre question que nous examinerons dans un instant.

Le problème agricole n'est pas seulement le problème n° 1, il est également le plus complexe, le plus difficile.

Il y a, dans un pays comme la France, des centaines d'agriculteurs, depuis la grande exploitation, puissamment mécanisée, jusqu'à la petite ferme des Alpes ou des Cévennes, où le plus souvent seuls des vieillards s'acharnent à cultiver la terre ingrate héritée des aïeux.

Dans un monde aussi divers où l'on rencontre à côté des techniques les plus modernes, les pratiques les plus archaïques, il est évident que la solution ne saurait être unique. Elle doit être adaptée aux possibilités de chacun. Il y faut de l'ingéniosité et de la patience; sans doute, mais il faut aussi faire montre de bon sens en orientant les régions dans des productions différentes, sinon on aboutit, ou bien, à abîmer le prix du marché sur des coûts de revient excessifs, ou bien, à ruiner et à condamner à la disparition les producteurs les moins favorisés.

Mais notre agriculture n'a pas seulement des faiblesses, elle a des vices de structure. La surproduction endémique dont elle souffre notamment en matière d'alcool, en matière de vins, la mine dangereusement. Qu'il suffise de rapprocher deux chiffres, celui du déficit annuel du service des alcools et celui des crédits accordés dans le même temps pour la modernisation ou pour les prêts sociaux en agriculture. La comparaison ne manque pas d'être éloquente.

Il faut donc envisager une série de réadaptations. Mais pour mener à bien cette tâche immense, il faut des moyens financiers considérables, or les fonds mis à la disposition des agriculteurs sont dérisoires.

Au moment de la confection du premier plan quadriennal, dit plan Monnet, on a posé comme un postulat que l'agriculture était le secteur de l'économie où les possibilités d'auto-financement étaient les plus considérables. On en était alors au temps des fa-

meuses « lessiveuses ». Mais, avec la dépréciation du franc, les disponibilités se sont volatilisées et on n'a pas pour autant changé de politique.

Cependant, ce sont les subterfuges dont on a usé pour réduire l'aide apportée aux milieux agricoles qui sont encore moins admissibles.

Les formules de financement élaborées par les administrations paralysent l'exécution des projets. En effet, une fois terminée l'ins-truction technique des dossiers, il faut encore obtenir la subvention de l'Etat, réaliser l'emprunt local destiné à mobiliser la part consentie sous forme d'annuités, trouver les prêts de complément nécessaires auprès d'une caisse d'épargne ou d'une caisse semi-publique.

Ainsi, non seulement les difficultés sont accumulées, mais elles sont liées les unes aux autres, enchevêtrées à plaisir, et il suffit qu'une seule s'avère insoluble pour que tout se trouve compromis.

D'aucuns ont pu s'imaginer, au moins un temps, que ce n'était là qu'un effet involontaire de la complexité croissante de l'action administrative. Aujourd'hui le doute n'est plus permis. Il s'agit d'une volonté bien arrêtée du Gouvernement, qui s'est ingénié au cours des dernières années à freiner la réalisation des programmes agricoles.

En une période d'inflation où l'emprunt comportait tant d'avantages, où les maîtres d'œuvres avaient un si grand intérêt à réaliser rapidement leurs travaux, il est impossible de mesurer dans toute son étendue le dommage qui a été ainsi causé indirectement à l'agriculture, mais il est immense.

A l'heure actuelle nous payons cette politique non seulement par les retards déjà acquis dans l'exécution des programmes, mais par l'hypothèque que constituent sur les crédits futurs les réévaluations des devis — chaque année, les sommes mises à la disposition de l'agriculture sont en grande partie absorbées par la nécessité de faire face aux renchérissements des travaux en cours, de sorte qu'il faut réduire d'autant le volume des mises en chantier.

A la lumière de cette constatation, à vrai dire fondamentale, le montant des crédits consacrés à la réalisation des programmes d'équipement agricole apparaît dans toute son insuffisance.

Je vous rappelle les chiffres de l'an dernier:

Budget de la reconstruction et d'équipement des services civils.

Autorisation de programme: travaux en cours, 5.957; travaux nouveaux, 13.000. — Total, 18.957.

Crédit de paiement: travaux en cours, 12.211; travaux nouveaux, 2.999. — Total, 15.210.

Mais ces crédits ont subi des abattements et des blocages par application du décret du 23 avril 1952 pris conformément à la loi de finances.

Annulations de crédits de paiement:

Opérations anciennes, 1.886.

Opérations nouvelles, 500.

Total, 2.386.

Blocages sur les opérations nouvelles:

Autorisation de programme, 3.450.

Crédits de paiement, 500.

Etant donné qu'aucun déblocage n'est intervenu, les crédits effectivement ouverts se sont réduits en définitive aux montants suivants:

Autorisation de programme: travaux en cours, 16.957; travaux nouveaux, 9.550. — Total, 15.507.

Crédits de paiement: travaux en cours, 10.325; travaux nouveaux, 1.999. — Total, 12.324.

En ce qui concerne les prêts, procurés sur les fonds du F. M. E., ils doivent s'élever à 46,5 milliards, suivant la répartition suivante:

Opérations anciennes, 13.

Opérations nouvelles, 28.

Industrie de l'azote, 1.

Prêts sociaux, 4,5.

Mais les mesures de blocage sont intervenues; elles ont porté sur 13,5 milliards, soit environ 30 p. 100. Si l'on en défalque les 3 milliards ultérieurement rétablis, le montant définitif des crédits d'engagement ressort à 36 milliards, savoir:

Opérations anciennes, 13.

Opérations nouvelles, 18.

Industrie de l'azote, 1.

Prêts sociaux, 3.

En face des besoins à satisfaire, ces sommes apparaissent d'un montant vraiment dérisoire.

Est-ce l'indice d'un manque d'intérêt ou la preuve d'une ignorance des besoins agricoles?

En tout état de cause, cette insuffisance de la politique d'investissements en matière de production agricole témoigne d'une méconnaissance de la réalité la plus évidente. Les prix des produits alimentaires constituent la base de l'ensemble des prix. Par l'intermédiaire des salaires, leur niveau commande en grande partie le prix de revient des produits industriels. Cela est particulièrement vrai pour la France, où l'alimentation tient une si grande place dans les exigences quotidiennes de la masse de la population. L'amélioration de la productivité agricole jouerait un rôle décisif dans la consolidation de notre monnaie et seule elle permettrait de rétablir durablement la parité entre nos prix et les prix mondiaux.

Comment, dès lors, expliquer la politique, ou plutôt l'absence de politique, des pouvoirs publics? Sans doute par la difficulté de faire sentir l'importance d'un objectif mal défini et extraordinairement diversifié. Entre la réalisation grandiose d'un barrage dont on peut induire à l'avance la puissance et le remembrement de quelques centaines de milliers d'hectares ou l'installation de

quelques milliers de jeunes agriculteurs dont il est impossible d'apprécier la portée, on conçoit qu'entre ces objectifs la préférence aille à la réalisation spectaculaire.

Mais c'est là une illusion qui serait précisément du rôle d'un gouvernement de dissiper. Au moment où un nouveau plan s'élabore, il faut espérer une plus juste appréciation des besoins fondamentaux du pays.

Cependant, même un effort de financement accru ne saurait faire oublier que les possibilités sont limitées. En tout état de cause, il faudra donc dépenser à bon escient et viser à obtenir des résultats immédiats sans pour autant hypothéquer l'avenir. Le remembrement, la baisse du prix des engrais et des machines agricoles, au besoin grâce à des subventions massives, la sélection des semences, constituent quelques-unes de ces mesures qui se traduiraient immédiatement par des résultats substantiels.

Mais rien ne serait acquis si les agriculteurs n'étaient pas d'abord persuadés des avantages qu'ils peuvent attendre d'une nouvelle orientation de leurs efforts. La vulgarisation, en particulier la multiplication des zones témoins, doit être largement développée.

Cependant, pour réussir à persuader, il faut inspirer confiance. Ce n'est pas le chef du gouvernement actuel qui me contredira sur ce point. Or, les agriculteurs peuvent-ils être sûrs des assurances que leur donnent les pouvoirs publics ?

Il y a dix ans, la France ne savait comment assurer son ravitaillement en oléagineux. Un appel fut adressé aux agriculteurs pour qu'ils fassent un grand effort afin de pallier cette pénurie. Des engagements furent pris de part et d'autre. D'année en année, les surfaces emblavées en colza se sont accrues pour atteindre, à la dernière campagne, 400.000 hectares. Mais, dans le même temps, la production mondiale d'oléagineux était devenue excédentaire et les prix ont baissé sur le marché mondial. Est-ce la faute de nos agriculteurs, qui s'étaient bornés à suivre les directives qui leur avaient été données et qui n'avaient pas été modifiées ? Personne n'oserait évidemment le prétendre. Le prix qui leur avait été garanti n'en a pas moins été transformé en prix plafond, ce qui revient à supprimer le facteur de sécurité promis aux producteurs et à entamer le profit qu'ils étaient en droit d'espérer. Ce sont là de ces mesures qui laissent des traces profondes dans les esprits et il ne faut pas s'étonner si, ensuite, les exhortations des gouvernements ne rencontrent plus que scepticisme.

Cette méfiance à l'égard de la politique des pouvoirs publics trouve également un aliment dans les incohérences auxquelles nous assistons sans cesse en matière de commerce extérieur.

Des importations décidées à contre-temps désorganisent les marchés en provoquant des baisses hors saison. C'est ainsi que les importations de viandes effectuées en fin de campagne ont entraîné des pertes sévères pour les éleveurs. Résultats : ils ont réduit leur activité pour se mettre à l'abri de nouvelles surprises et la production de viande risque de fléchir. Est-ce là le but poursuivi ?

En matière d'exportations, des erreurs aussi grossières peuvent être relevées. Je n'en retiendrai qu'une : la question de nos exportations de blé.

Chacun sait que notre récolte de blé oscille autour des quantités nécessaires pour couvrir nos besoins, de sorte que, certaines années, nous sommes exportateurs de quelques milliers de quintaux et, certaines années, importateurs d'une quantité à peu près équivalente.

Il est certain qu'en stockant une partie de nos excédents, de façon à avoir un certain volant, nous éviterions des importations les années où la récolte est déficitaire. Or, les autorités chargées de la direction du crédit s'opposent formellement au renouvellement

des crédits dont aurait besoin l'O. N. I. C. en fin de campagne excédentaire. Avec ce système, chaque campagne forme un tout et on ne peut pas concevoir de report d'une campagne sur l'autre. C'est là une politique véritablement ahurissante et, de plus, terriblement coûteuse, puisque nos exportations se font, dans l'ensemble, sur la base de 2.300 F le quintal et que, compte tenu des frais, nous importons sur la base de plus de 4.000 F le quintal. C'est ainsi que, cette année, nous avons importé pour 1 million de quintaux de blé de Turquie sur la base de 5.100 F le quintal. Tout commentaire serait superflu.

Que le problème agricole soit particulièrement complexe, nul de ceux qui l'ont abordé ne le conteste. Malheureusement, les considérations économiques et techniques sont trop souvent mêlées de préoccupations politiques et sociales, de sorte que les questions deviennent proprement insolubles.

Il s'agit en somme de transformer un climat en faisant de l'expansion de notre agriculture l'objectif n° 1 du nouveau plan quadriennal en voie d'élaboration. Les crédits qui y figureront permettront de se rendre compte si le Gouvernement a compris l'œuvre qui, aujourd'hui, s'impose.

Nous saurons donc bientôt si l'on peut espérer la mise en valeur rationnelle de la terre de France.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'agriculture, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 13.335.268.000 F.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 11 millions de francs, au titre Ier : Dette publique et dépenses en atténuation de recettes, chapitre 15-81 « Remboursement sur produits divers des forêts » ;

A concurrence de 11.905.061.000 F au titre III : Moyens des services, conformément à la répartition par service et par chapitre qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi ;

Et à concurrence de 1.419.201.000 F, au titre IV : Interventions publiques, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1er bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 10 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

Art. 2. — Est autorisée la transformation, en emplois permanents, des emplois du cadre temporaire créé par le décret n° 50-58 du 19 janvier 1950.

Un règlement d'administration publique fixera le nombre et la nature des nouveaux emplois ainsi que les conditions dans lesquelles les agents du cadre temporaire en fonction le 1er janvier 1953 pourront être titularisés dans ces emplois.

Art. 3. —

Art. 4. — Les sommes provenant de la cession de vaccin anti-typhéux seront reversées au Trésor à la ligne « Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public » et rattachées au budget du ministère de l'agriculture.

Art. 5. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à engager en 1953, par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'exercice 1954, des dépenses s'élevant à la somme de 10 millions de francs pour le chapitre 41-41 « Concours général agricole » et à 65 millions de francs pour le chapitre 41-21 « Vulgarisation ».

Art. 6. —

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Agriculture.					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.	7.252.802	7.251.674	7.253.804	7.253.803	— 1.001
2 ^e partie. — Personnel. — Pensions et allocations.	3.571	3.571	3.571	3.571	»
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	1.548.671	1.550.441	1.550.441	1.544.636	+ 4.035
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	1.954.463	1.999.634	1.954.463	1.954.463	»
5 ^e partie. — Travaux d'entretien	380.752	380.752	380.752	380.752	»
6 ^e partie. — Subvention de fonctionnement.....	359.065	361.065	359.065	359.065	»
7 ^e partie. — Dépenses diverses	405.740	405.740	405.740	405.740	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état A.....	11.905.064	11.958.877	11.907.836	11.902.030.	+ 3.034

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOIES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Agriculture.					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
2 ^e partie. — Action internationale	14.926	14.926	14.926	14.924	+ 2
3 ^e partie. — Action éducative et culturelle.....	275.132	275.132	275.132	275.132	»
4 ^e partie. — Action économique, encouragements et interventions	939.670	939.671	939.671	939.671	— 1
6 ^e partie. — Action sociale, assistance et solidarité..	189.476	189.476	189.476	189.476	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état B.....	1.419.204	1.419.205	1.419.205	1.419.203	+ 1

ANNEXE N° 511

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (industrie et commerce)**, par M. Aldric, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le budget de fonctionnement du département de l'industrie et du commerce pour 1953 présente des demandes de crédits dont le total se monte à 3.578.309.000 F.

Le budget voté pour l'exercice 1952 se montait à près de 3 milliards de francs, soit exactement 2.973.389.000 F, compte tenu notamment d'économies réalisées par décret à concurrence de 448 millions.

L'augmentation de crédits demandée au Parlement pour 1953 s'établit à 604.920.000 F, et se décompose elle-même en deux parties distinctes :

La première partie de cette augmentation est inscrite au titre des « mesures acquises », c'est-à-dire est la conséquence de situations voulues ou admises par le Parlement (augmentations de traitements et rémunérations consenties dans le passé, lois votées en cours d'exercice par le Parlement, conséquences se manifestant pour l'exercice prochain de lois ou décrets antérieurement promulgués). Le total des augmentations de cette nature se monte à 492.559.000 F.

Pour la presque totalité de ce montant il s'agit de l'inscription au budget de l'industrie et du commerce de crédits destinés à l'amélioration des rémunérations et des indemnités du personnel qui avaient été inscrits en bloc pour l'exercice précédent au budget des finances (charges communes) et répartis en cours d'exercice dans les budgets des différents départements ministériels.

La deuxième partie des augmentations se monte, au total, à 112.361.000 F. Cette somme représente le montant réel des mesures vraiment nouvelles introduites dans le budget.

Elle provient essentiellement de trois sources principales :

A concurrence d'environ 25 millions, du coût de certains travaux d'entretien et de diverses dépenses de matériel, qu'il n'était plus possible de différer ;

A concurrence de 31 millions, d'une majoration de caractère comptable des crédits prévus pour « insuffisance de certaines dotations calculées sur la base du traitement moyen » aux chapitres de traitement du personnel ;

Enfin, à concurrence de 52 millions, d'un ajustement aux besoins réels des crédits d'indemnités de résidence et de prestations et versements obligatoires.

Votre commission n'a pas d'observations spéciales à formuler sur ces demandes qui lui apparaissent comme normales.

Dans le budget précédent, elle avait indiqué que le ministère de l'industrie et du commerce présentait un budget de fonctionnement

(1) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), n° 4262, 4356, et in-8° 515 ; Conseil de la République, n° 486 (année 1952).

normal et sans aucune tendance à l'expansion. Cette appréciation lui paraît encore vraie pour l'exercice 1953.

Votre commission tient maintenant à vous signaler certains points particuliers et certaines remarques que lui ont suggérées la discussion et le vote des chapitres.

Au cours de l'étude de ce budget à l'Assemblée nationale, la commission des finances de cette assemblée avait effectué certaines réductions de crédits sur 7 chapitres de ce budget.

A l'exception de celle qui s'appliquait au chapitre 33-92 « Prestations et versements facultatifs », le Gouvernement les a faites siennes dans sa lettre rectificative, abaissant ainsi de 7.201.000 F le total de ses demandes au titre de ce budget.

Votre commission ne peut donc revenir sur ces réductions, dont, au surplus, elle approuve le principe, puisqu'il s'agit de mettre en harmonie les crédits demandés avec les variations de prix intervenues depuis le vote du précédent budget.

Elle tient, en outre, à présenter sur les chapitres suivants certaines observations particulières :

Chapitre 31-01. — Administration centrale.
Rémunérations principales.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a effectué sur ce chapitre une réduction de 67.000 F, reprise par le Gouvernement dans sa lettre rectificative, et tendant à refuser la titularisation d'un ingénieur contractuel.

Il semble que cette titularisation corresponde à l'application de la loi sur le statut des résistants et déportés, que la mesure devra être prise et que les crédits, aujourd'hui abattus, devront être un jour ou l'autre accordés.

Chapitre 33-92. — Prestations et versements facultatifs.

Votre commission vous proposera à ce chapitre un relèvement du chiffre voté par l'Assemblée nationale, en application d'une mesure dont elle vous a exposé la portée dans le rapport sur le premier budget qui vous a été présenté, celui du ministère de la justice.

Chapitre 35-11. — Sondages et recherches géologiques.

L'Assemblée nationale a adopté sur ce chapitre une réduction indicative tendant à obtenir l'augmentation des ressources de financement des sondages pour recherches géologiques et le vote d'une loi élargissant les pouvoirs du bureau des recherches géologiques, notamment en matière financière.

Votre commission des finances appuie très fermement cette position.

Chapitre 36-51. — Subvention au centre national de la cinématographie.

Les débats de l'Assemblée nationale ont fait ressortir son désir de voir le plus rapidement possible débattre la nouvelle loi d'aide au cinéma.

Votre commission qui, les années précédentes, a étudié de près la question de l'industrie cinématographique, juge à propos d'attendre, cette année, les débats sur la loi ainsi prévue.

Chapitre 81-11. — *Subvention à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides.*

Votre commission des finances a toujours été attentive au problème de la compensation des prix du charbon. Les crédits destinés à effectuer cette compensation sont inscrits aux charges économiques dans le budget des finances (charges communes). Ce dernier n'étant pas encore distribué, ils ne sont pas encore connus dans leur montant exact.

La commission demande à M. le ministre de l'industrie et du commerce de lui donner les renseignements en sa possession sur les importations de charbon étranger et, notamment, en provenance des Etats-Unis, estimant que l'accroissement de la production nationale doit amener, cette année, une sensible diminution du crédit de compensation.

Chapitre 45-11 — *Participation de la métropole au déficit des houillères du Sud-Oranais.*

Votre commission s'était penchée, l'année dernière, sur le problème du déficit d'exploitation des houillères du Sud-Oranais. Cette année, une loi du 22 avril 1952 approuvant une convention passée entre l'Etat et l'Algérie, le 18 avril 1951, a donné un statut financier certain aux houillères du Sud-Oranais.

L'exploitation des houillères du Sud-Oranais s'effectue dans des conditions techniques difficiles et reste pour de nombreuses raisons d'une évidente nécessité. La subvention d'exploitation qui leur est fournie se trouve calculée depuis l'intervention de la convention, suivant des règles bien définies. Votre commission vous propose d'adopter le crédit demandé à ce chapitre.

Enfin, conformément à la décision d'ordre général qu'elle a prise en vue de réserver au Parlement la possibilité d'examiner à nouveau les budgets des dépenses lorsque sera connue la contexture de la loi de finances — qui n'est pas encore déposée — votre commission des finances a prévu dans un article 1^{er} bis (nouveau) un blocage de 10 p. 100 des crédits.

Je voudrais maintenant, au nom de votre commission des finances, vous présenter quelques observations d'ordre plus général.

Le distingué rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale a fait remarquer le dégonflement considérable du budget de fonctionnement de l'industrie et du commerce au cours des dernières années. Ce dégonflement est surtout dû à la suppression de certains services dont le rôle devenait inutile (O. C. R. P. I.). Ce dégonflement pourra-t-il continuer? Cela pose le problème du rôle du ministère dans la vie économique du pays.

Votre commission des finances croit bon de préciser certaines idées qui se sont fait jour au cours des discussions, en vue de préparer des modifications ou des orientations et d'éviter ainsi des décisions quelquefois trop rapides prises dans l'agitation de débats hâtifs.

Il ne semble pas à votre commission qu'on puisse retourner purement et simplement à l'idée totalement libérale.

En effet, la vie industrielle et commerciale a profondément évolué, le machinisme de plus en plus complexe et la division du travail de plus en plus poussée la dominent.

La règle du libéralisme qui est de laisser la sélection naturelle jouer librement sans l'organiser, pour éliminer les moins efficaces, devient alors dangereuse pour le rendement final car la réponse de l'expérience dans les conditions actuelles du travail met trop longtemps à se manifester.

Votre rapporteur a eu l'occasion de préciser ces points en comparant le système purement libéral à un système autorégulateur qui nous amène vers les points d'équilibre les plus efficaces et les plus désirables, mais dont les oscillations autour de ces points d'équilibre deviennent très gênantes et très dangereuses, comme cela se produit dans tous les systèmes autorégulateurs, quand les inerties et les retards de réponse augmentent.

Il semble donc qu'il faille nécessairement des organismes qui tendent à maîtriser ces oscillations néfastes sans pour cela vouloir modifier les points d'équilibre naturels donnant la plus grande efficacité.

Ces organismes pourront être en partie privés et professionnels. Mais, d'autre part, cette mission dépasse certainement les possibilités des entreprises même groupées et doit être assumée, en partie, par l'Etat.

Dans ce domaine, la fiscalité est un moyen d'action sur lequel il est inutile d'insister pour activer le rendement économique d'un pays.

Nous avons souvent dit, à la commission des finances, que l'étude des impôts ne devait pas se cantonner dans le point de vue purement fiscal mais devenir économique.

Il nous semble que le ministère de l'industrie et du commerce est particulièrement indiqué pour effectuer la liaison entre le ministère des finances et la réalité économique du pays.

Ceci me conduit à ouvrir une parenthèse au sujet du plan Schuman.

C'est le ministre dont nous étudions le budget qui est chargé de représenter la France dans l'organisme en question. Aucun service particulier n'est prévu dans ce but dans le budget actuel et le fonctionnement est assuré par les moyens existants.

Mais certaines conditions devaient être réalisées avant le 10 novembre pour que l'industrie française soit en mesure de mieux lutter contre la concurrence des autres participants. A l'heure où j'écris le rapport, elles ne le sont pas encore.

20 CONSEIL DE LA REPUBLIQUE. — S. de 1952. — 10 avril 1953.

Le Conseil de la République avait particulièrement insisté sur ces points au moment du vote du plan.

Est-ce un défaut de coordination entre le ministère de l'industrie et celui des finances qui est la cause de ce retard très grave?

La commission de la production industrielle doit, je pense, dans son rapport, insister sur les aspects techniques de ce problème et nous ne pouvons que l'approuver.

Une action très importante du ministère sur la vie économique réside aussi dans la manière dont il faut diriger les investissements d'Etat et organiser et favoriser les investissements privés.

La séparation du budget en deux parties: fonctionnement-investissements, et l'existence du plan Monnet créent, dans ce domaine, une diversité qui est peu favorable au contrôle parlementaire et surtout gênante pour une vue d'ensemble qui ne pourrait que favoriser les buts finaux utiles au pays.

Du reste, en se plaçant uniquement au point de vue financier, la définition d'un budget d'investissements est beaucoup plus déterminée par le caractère exceptionnel de la dépense que par le but auquel elle s'applique.

On peut remarquer que la formule orthodoxe selon laquelle l'investissement doit être financé par l'emprunt n'a de valeur pratique que si cet investissement est exceptionnel en dépense.

Si, pendant de nombreuses années l'investissement se poursuit à un taux presque constant, l'avantage de la répartition de la dépense dans le temps que produit l'emprunt se détruit presque totalement.

Nous sommes donc pour une coordination de l'examen de ces divers budgets qui, dans la réalité, sont bien liés et dont la séparation purement comptable nous paraît opposée aux intérêts profonds du pays.

Le commerce extérieur du pays est un point à l'ordre du jour où nous pourrions aussi, je l'espère, montrer l'inconvénient de certaines séparations artificielles.

M. Maroger, dans son rapport des affaires étrangères, à la commission, a soulevé cette question et montré que la direction de notre action à l'étranger, dans ce domaine, manquait d'unité et aurait besoin d'une révision.

Nous sommes de son avis et nous nous proposons, étant donné l'importance actuelle de ce problème, de l'examiner d'un peu plus près.

Il nous semble, en effet, qu'une coordination est nécessaire non seulement à l'étage de l'action immédiate et de l'organisation de nos services, mais à celui des idées directrices et de la doctrine qui doit s'établir pour favoriser nos exportations.

Votre rapporteur a eu l'occasion de soulever ce problème à la tribune en son nom personnel.

Mais aujourd'hui, la commission des finances qui avait toujours, du reste, écoulé ce point de vue avec faveur, le fait sien pour qu'il soit étudié et qu'on essaie de voir le parti à en tirer.

Il semble bien, en effet, que les idées généralement admises sur le problème de l'exportation soient les suivantes:

On assimile complètement la vente à l'étranger à la vente dans son propre pays et on pense que le potentiel d'exportation d'une industrie est fonction de sa productivité personnelle par rapport aux autres industries analogues du pays où l'on veut exporter.

Lorsque cette industrie ne peut réaliser cette exportation on lui déclare: « Vous êtes trop chère, produisez mieux! » Réciproquement quand un industriel est concurrencé par une industrie étrangère on lui répond généralement: « C'est parce que vous travaillez moins bien qu'elle, perfectionnez vos méthodes. »

Ces points de vue peuvent être entièrement faux.

Il faut comprendre que le potentiel d'exportation d'un pays peut être entièrement différent de son standard de vie et de sa productivité.

C'est même en général les pays à faible standard de vie, donc à faible production, qui peuvent avoir le plus facilement un potentiel exportateur.

Il est bon, je crois, de définir ce potentiel d'exportation, cette puissance exportatrice.

Nous n'examinerons pas le cas d'un produit que le pays est seul à produire, mais le cas où la puissance exportatrice dépend du prix de l'objet, qui existe identique dans les deux pays.

Une industrie d'un pays a une puissance exportatrice quand elle peut vendre son produit dans le pays où elle veut exporter moins cher que les fabricants de ce pays, tout en le vendant plus cher que chez elle.

Voyons maintenant de quoi dépend cette puissance exportatrice: nous prendrons un exemple schématique, que j'ai déjà utilisé, mais je crois bon de développer l'idée dans les mêmes termes.

Un pays de progrès technique (P) fabrique seulement 2 articles, soit: des chaussures et des bicyclettes.

Par jour de travail d'ouvrier moyen identique, il fabrique 6 paires de chaussures et 6 bicyclettes.

On échange dans ce pays, par l'intermédiaire de sa monnaie, bien entendu, mais finalement: 6 bicyclettes contre 6 paires de chaussures, soit 1 bicyclette pour 1 paire de chaussures.

Dans un pays retardataire (R) on fabriquera, par journée de travail d'ouvrier moyen identique: 2 paires de chaussures et 1 bicyclette, donc 1/2 bicyclette pour 1 paire de chaussures.

Qui de ces deux pays a la puissance exportatrice? On pense généralement que c'est le pays avancé qui inondera de ses produits le pays arriéré. C'est faux! En effet, nous voyons que puisque dans (R), le fabricant de chaussures n'obtient qu'une demi bicyclette pour sa paire de chaussures, en l'amenant dans le pays (P) où il recevra une bicyclette entière pour cette même paire de chaussures, il a bien la puissance exportatrice, puisqu'il peut vendre moins cher que le fabricant de ce pays (P), tout en obtenant plus que chez lui.

Etudiez les divers échanges possibles et vous verrez que c'est finalement ce seul pays (R) qui a la puissance exportatrice.

Elle dépend donc de l'inégalité de productivité des industries dans le pays exportateur, sans qu'il faille comparer cette productivité à celle des fabricants analogues que l'on va concurrencer dans l'autre pays. C'est là la réalité apparemment paradoxale.

Quand on a saisi ce mécanisme, certaines conséquences étonnantes du phénomène exportateur deviennent compréhensibles :

Le fabricant de chaussures du pays concurrencé se plaint à son gouvernement et demande des droits de douane. Par hypothèse nous avons supposé qu'il n'y en avait sur aucun produit. Le gouvernement répondra donc que c'est impossible et conseillera à son fabricant d'atteindre la même productivité dans son métier que son concurrent étranger. Les renseignements pris ou les missions envoyées dans le pays (R), pour trouver les raisons de cette puissance exportatrice dans le bas prix de revient, ne peuvent évidemment rien trouver puisque le fabricant de chaussures de (R) est trois fois moins efficace que celui qu'il peut concurrencer. Il est facile de comprendre le malaise qui s'introduit dans l'industrie de la chaussure du pays avancé. Réciproquement, dans le pays arriéré, le gouvernement se félicite de l'efficacité de la production de la chaussure et demande à l'industrie des bicyclettes de faire le même effort, pour développer dans tous les domaines l'exportation du pays.

Le fabricant de bicyclettes y arrive finalement et alors on ne comprend plus rien à ce qui se passe, car les bicyclettes ne s'exportent pas pour autant et, comble de malheur, les exportations de chaussures s'arrêtent.

Dans notre explication tout devient clair :

On comprend que c'est dans un pays en moyenne arriéré qu'il est le plus facile d'avoir une industrie particulièrement avancée.

Voilà l'explication des puissances exportatrices de certains pays que l'on expliquait généralement par le bas niveau des salaires.

Le niveau moyen des salaires n'intervient pas, pas plus que les charges sociales moyennes.

Ce qui compte encore une fois c'est l'inégalité relative.

Quand nous donnons actuellement une aide à l'exportation, ce qui agit, ce n'est pas l'amélioration du prix de revient par rapport à l'autre pays, mais par rapport aux autres industries du pays.

Vous créeriez aussi bien cette puissance exportatrice en aggravant les charges des autres industries.

Un exemple de ce point particulier est donné par la puissance exportatrice française dans le domaine des industries restées en état à la libération, telle que le textile, puissance qui a disparu quand les autres industries se sont remises et qu'on a attribué à de tout autres causes : augmentation de salaires, augmentation des charges sociales — (ce qui ne veut pas dire que cette augmentation n'a pas d'autres inconvénients, mais ils n'interviennent pas dans le cas présent).

On comprend aussi la puissance exportatrice de certaines grandes nations qui ne paraissent pourtant pas être à la tête du progrès dans le domaine des exportations qu'elles réalisent le plus facilement.

L'explication se trouve dans la déficience de leur agriculture qui était peu efficace.

On comprend aussi comment le progrès rapide d'une industrie dans un pays peut arrêter totalement certaines exportations qui sont tout à fait étrangères à cette industrie.

Je pense que ces deux considérations que la commission des finances m'a chargé de présenter en son nom attireront l'attention sur l'importance de ces questions.

Il faudrait tout au moins les étudier pour voir ce que l'on peut en tirer et elles montrent, je crois, que dans ce domaine, et en particulier dans celui du commerce extérieur, le rôle du ministère de l'industrie et du commerce est de premier plan.

On ne saurait étudier et favoriser le commerce extérieur indépendamment de la vie économique interne, les lois que j'ai essayé de dégager le montrent. Nous espérons que ces remarques seront entendues de la France entière, pour le bien du pays.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Il est ouvert au ministre de l'industrie et du commerce, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 3.569.378.000 F.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 3.186.187.000 F, au titre III : moyens des services, conformément à la répartition par service et par chapitre qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi ;

Et à concurrence de 383.191.000 F, au titre IV : interventions publiques, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1er bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 10 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances, qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est autorisé à engager, en 1953, par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'exercice 1954, des dépenses s'élevant à la somme de 13 millions de francs et applicables au chapitre 36-51 du budget de son département « Subvention au centre national de la cinématographie ».

Art. 3. — L'article 66 (2^e) de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 66. — »

« 2^e Les études et recherches entreprises à la demande de particuliers feront l'objet dans chaque cas d'une convention qui sera soumise à l'approbation du ministre de l'industrie et du commerce et au visa du contrôleur des dépenses engagées. Elles donneront lieu à perception de recettes qui seront ventilées de la façon suivante :

« A concurrence de 75 p. 100, rattachement, selon la procédure des fonds de concours, au chapitre « Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Matériel » et, le cas échéant, au chapitre « Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Remboursement de frais » du budget de l'industrie et du commerce ; le rattachement à ce dernier chapitre budgétaire portera exclusivement sur les sommes encaissées à titre de remboursement des frais de déplacement occasionnés par les études et recherches ;

« Pour le surplus, soit 25 p. 100, versement en recettes au budget général. »

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits. Milliers de francs.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale. Milliers de francs.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République. Milliers de francs.
		Initiales.	Rectifiées.		
		Milliers de francs.	Milliers de francs.		
Industrie et commerce.					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.	2.157.362	2.157.430	2.157.363	2.157.362	»
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	311.562	313.227	313.227	310.491	+ 1.071
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	530.736	537.933	530.736	530.736	»
5 ^e partie. — Travaux d'entretien	116.528	116.529	116.529	116.528	»
6 ^e partie. — Subventions de fonctionnement	37.219	37.219	37.219	37.219	»
7 ^e partie. — Dépenses diverses	32.750	32.750	32.750	32.750	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état A	3.186.187	3.195.118	3.187.851	3.185.116	+ 1.071

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits. Milliers de francs.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale. Milliers de francs.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République. Milliers de francs.
		Initiales.	Rectifiées.		
		Milliers de francs.	Milliers de francs.		
Industrie et commerce.					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
2 ^e partie. — Actions internationales	44.570	44.570	44.570	44.570	5
4 ^e partie. — Action économique. — Encouragements et interventions	28.621	28.621	28.621	28.621	»
5 ^e partie. — Action économique. — Subventions aux entreprises d'intérêt national.....	310.000	310.000	310.000	310.000	»
6 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices an- térieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état B.....	383.191	383.191	383.191	383.191	»

ANNEXE N° 512

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — I. — Services des affaires étrangères), par M. Jean Maroger, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, compte tenu d'une lettre rectificative par laquelle le Gouvernement a fait siennes certaines réductions demandées par la commission des finances de l'Assemblée nationale, le projet de budget des affaires étrangères s'élève à 14.795.959.000 F, en augmentation de 832.820.000 F par rapport au budget voté en 1951 (13.963.139.000 F).

On sait que, dorénavant, par une présentation meilleure, les dépenses sont groupées en deux titres:

a) Les « moyens des services », qui comprend les dépenses, en personnel et en matériel, de l'administration centrale et des services à l'étranger, et diverses subventions de fonctionnement;

b) Les « interventions publiques », qui comprend essentiellement les dépenses de notre action internationale (participation de la France aux charges des organisations internationales, relations culturelles, etc.).

Nous les examinerons successivement.

I

Les dépenses groupées dans la première rubrique s'élèvent à 6.729.829.000 F, contre 6.407.359.000 F, soit une augmentation de 322.490.000 F (pourcentage environ 5 p. 100).

Malgré la stabilisation monétaire, et bien que nos missions diplomatiques ne se soient pas accrues cette année (2), le Gouvernement n'est donc pas arrivé à contenir la masse des dépenses des services au niveau de 1952.

Il serait injuste de nier qu'il ait fait un sérieux effort en ce sens et le problème vaut d'être étudié plus en détail.

Le Conseil de la République peut, au moins, avoir la satisfaction de constater que nombre de ses recommandations — qui n'avaient jusqu'ici obtenu l'adhésion ni du Gouvernement ni de l'Assemblée nationale — reçoivent aujourd'hui consécration au moins partielle.

Dans un rapport très complet, rédigé d'une plume vigoureuse et alerte, de notre ancien collègue le général Corniglion-Molinier, aujourd'hui rapporteur du budget des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, votre rapporteur a retrouvé l'écho de ses propres préoccupations. Et si ce rapport a été vivement contesté dans certaines de ses affirmations, il n'en a pas moins le mérite d'avoir posé nombre de problèmes et entraîné des prises de position très nettes de l'Assemblée nationale.

Vous savez que votre commission des finances a réclamé, inlassablement, la réorganisation des services du quai d'Orsay, qui ont éclaté, après la libération, en toute une série de directions, souvent en directions générales, volontiers indépendantes les unes des autres et impatientes d'étendre leurs attributions et leur rôle. Ce faisant, votre commission n'était pas mue par un désir sadique d'économies sordides: nul n'a jamais prétendu qu'il y eût, en définitive, trop

de monde au Quai d'Orsay et que tout ce monde ne fasse rien. Mais votre commission voulait une administration mieux coordonnée, plus cohérente, plus nerveuse et ainsi plus efficace.

Au cours de la présente année la direction des affaires économiques a été placée sous l'autorité de la direction des affaires politiques, ce qui réalise — sinon dans les titres, du moins dans la hiérarchie — une réforme vivement préconisée par votre commission.

Votre commission avait également demandé que les relations culturelles fussent, elles aussi, placées (comme autrefois) sous l'autorité de la direction des affaires politiques, car les relations culturelles ne sont pas une fin en soi, et sont un des moyens — et des plus importants — de notre action politique. M. le général Corniglion-Molinier a repris cette proposition. Finalement, un accord est intervenu entre le ministre et la commission, suivant lequel les affaires culturelles cesseraient d'être érigées en direction générale et deviendraient une simple direction. L'Assemblée nationale a entériné cet accord.

C'est, incontestablement, une première étape dans la réorganisation souhaitée par votre commission des finances. Elle réserve l'avenir, et permettra d'aborder un autre aspect du problème, qui est de coordonner dans ce domaine l'action — sinon l'ambition — du ministère de l'éducation nationale et celle du Quai d'Orsay.

C'est pourquoi votre commission vous propose d'avaliser les décisions de l'Assemblée.

Enfin, le ministre s'est déclaré d'accord pour supprimer, lors d'un prochain mouvement de personnel, la direction des affaires économiques et sociales et en rattacher les services à une autre direction.

Ainsi, peu à peu, avec une sage lenteur, le ministère s'orientera-t-il vers une organisation plus raisonnable.

Faut-il pour autant demander, comme l'a fait la commission des finances de l'Assemblée, sur la proposition de son président, qu'un seul ministère, celui des finances et des affaires économiques, groupe tous les services chargés des relations économiques avec l'étranger? Une telle unicité est un rêve, et si elle devait se réaliser sous les auspices du ministère des finances, elle serait une catastrophe. Il faut, croyons-nous, en revenir au mécanisme d'avant guerre qu'un long usage avait rôdé: laisser aux ministères de base (agriculture, commerce et industrie), l'ensemble de la production agricole ou industrielle, qu'il s'agisse de consommation intérieure ou d'exportation; leur laisser le soin de déterminer les courants d'échange nécessaires, tant à l'importation qu'à l'exportation; rendre, par suite, à ces ministères la préparation des accords commerciaux; laisser, par contre, au ministère des affaires étrangères la charge de négocier ces accords, en les intégrant dans une politique d'ensemble, concertée avec le ministère des finances — puisque nous vivons sous un régime de contrôle des changes et d'inconvertibilité des devises — et les autres ministères intéressés, notamment d'outre-mer. Et c'est au président du conseil qu'il appartient de donner à l'ensemble de notre politique extérieure, en ce domaine comme dans les autres, l'impulsion et l'orientation nécessaires.

Il est certain, pour reprendre les expressions de notre collègue Corniglion-Molinier, que le ministère des affaires étrangères est inapte à aborder le fond des questions économiques (celui des finances ne l'est pas moins). Il ne dépend que de lui de faire la preuve qu'il n'a aucune « répugnance à reconnaître aux problèmes commerciaux ou financiers l'importance primordiale qu'ils revêtent dans les circonstances actuelles. »

Si, sous cette forme, la boutade est excessive, elle n'en constitue pas moins pour le Quai d'Orsay un avertissement salutaire.

Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, cette réorganisation de l'administration centrale ne s'est traduite, au moins pour l'exercice 1953, par aucune économie notable, susceptible de compenser les mesures antérieurement prises en faveur du personnel et dont l'effet se fait sentir sur le précédent budget, pour une somme d'environ 100 millions (mesures acquises).

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4251, 4513, 4419, 4521 et in-8° 521; Conseil de la République, n° 496 (année 1952).

(2) On constate plutôt un certain dégonflement: Liquidation progressive de l'Agence française des réparations à Bruxelles, de notre délégation à l'autorité de la Ruhr, etc.

Plus important est l'effet de la hausse des prix et du coût de la vie à l'étranger, qui s'est produite tout au cours de l'année 1952. Votre commission des finances avait demandé l'an dernier une réduction indicative de quelques millions pour amorcer une révision du mode de rémunération de nos agents à l'étranger. Le Gouvernement l'a vivement combattue. Le problème est devenu plus aigu cette année par suite du relèvement du taux de change des chancelleries (245 millions) et du jeu de l'index de correction servant de base au calcul des rémunérations (194 millions). Et c'est le chef du Gouvernement lui-même qui aurait pris l'initiative d'imposer un « abattement provisionnel de 270 millions sur la dotation affectée à la rémunération des personnels diplomatiques et consulaires pour tenir compte des modifications à intervenir à la suite d'une révision générale de ces rémunérations ». Le problème est donc posé, et il faudra bien le résoudre.

Il est certainement très délicat. Il ne s'agit pas de placer nos agents à l'étranger dans une situation inférieure à celle des agents des autres pays, ni de réserver la carrière à une catégorie sociale qui, d'ailleurs, de par l'évanouissement de la fortune acquise, serait incapable de la remplir. On a volontairement, depuis la guerre, rehaussé la situation matérielle de nos agents à l'étranger et on a bien fait.

Le mécanisme actuel est compliqué et hermétique. Votre rapporteur s'est essayé à le démonter. La cour des comptes s'est, de son côté, saisie de la question.

On part du traitement du grade, en 1949, en France. On y ajoute une indemnité de résidence, assez importante, puisque de l'ordre du traitement. On multiplie le tout par un index, qui tient compte de divers éléments, notamment du coût de la vie dans le pays considéré, et qui est variable d'un pays à l'autre: sa moyenne est supérieure à 2, et atteindrait, cette année, 2,43. Et on sert ce traitement à l'agent dans la monnaie du pays où il réside, suivant un taux de change qui n'est pas nécessairement le taux officiel, et qui se rapprocherait davantage du change touristique ou commercial.

On arrive ainsi à une rémunération globale qui apparaît assez large, qui ne l'est pas tellement, si on cherche à se rendre compte des charges qu'entraînent la vie à l'étranger, et le rôle d'un représentant de la France. On doit noter, en tout cas — car le rapport de M. Corniglion-Molinier peut sur ce point prêter à quelque ambiguïté — que nos agents, à l'étranger, ne cumulent pas les relevements de traitement accordés aux fonctionnaires français par suite de la dévaluation du franc, et ceux consécutifs à la hausse des prix à l'étranger, puisque les traitements de base sont ceux de 1949.

On notera également que ce mode de rémunération n'est pas uniquement applicable aux agents du Quai. Il s'applique également aux fonctionnaires des autres administrations en mission à l'étranger (attachés commerciaux, attachés financiers, etc.) et même, si j'ai bien compris, aux militaires en mission, non seulement auprès de nos représentants diplomatiques, mais auprès d'organismes internationaux. Votre commission espère bien trouver, dans les autres fascicules budgétaires, qu'il s'agisse des affaires économiques, des finances ou de la défense nationale notamment, le même abattement provisionnel, que le ministre des finances n'a certainement pas entendu réserver à nos seuls agents diplomatiques ou consulaires.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des finances ne peut que marquer sa satisfaction de voir ainsi abordée d'une manière efficace une révision dont elle avait souligné la nécessité.

Votre commission n'avait pas seulement visé la rémunération de nos agents à l'étranger; elle demandait aussi la révision de l'organisation de notre représentation à l'étranger. Et cette fois, la commission des finances de l'Assemblée nationale s'est associée à cette demande.

Il n'est pas douteux que les méthodes de la diplomatie ont profondément changé. De plus en plus, les problèmes importants se traitent dans des organisations internationales ou dans des conférences de ministres. De plus en plus, le rôle de nos agents diplomatiques se réduit à l'information réciproque et à l'observation.

Il n'en reste pas moins que le pillage des ambassades est quelque peu ridicule, et qu'à l'avis du moins de votre rapporteur, la suppression de la dignité d'ambassadeur est une réforme regrettable et malheureuse.

Mais le problème dépasse la compétence d'un modeste rapporteur et même de la commission des finances. C'est au concours de nos collègues représentant les Français à l'étranger que je fais appel, pour déterminer les réorganisations souhaitables. Ce problème se lie, manifestement, à la révision des traitements de nos agents à l'étranger, et votre commission se propose, l'an prochain, d'en reprendre l'examen, à la suite des initiatives que l'administration aura été amenée à prendre.

Ce que je puis dire toutefois, c'est que, hors quelques grandes ambassades comme Washington et Londres, le Quai d'Orsay souligne le caractère squelettique de la plupart de nos missions diplomatiques et l'insuffisance du nombre de nos consulats. Il ne paraît pas douteux que l'effectif de nos cadres diplomatiques et consulaires est inférieur à celui de l'Angleterre, et même de l'Allemagne. Reste à savoir si le Foreign Office ou le ministère des affaires étrangères allemand ne groupent pas des activités commerciales et financières, qui sont remplies, chez nous, par des agents d'autres ministères.

Les autres dispositions concernant les moyens des services ne paraissent pas appeler d'observations bien longues. On notera cependant que, dans le chapitre 34-11 (Services à l'étranger, réduction de frais), l'Assemblée nationale a pratiqué une réduction de 10 millions, acceptée par le Gouvernement, sur le poste « Frais de voyage et de transport de mobilier ». Il semble que l'administration aurait intérêt, au moins pour les postes éloignés, à fournir sur place, à nos agents, le mobilier nécessaire plutôt que de leur rembourser des frais de transport très onéreux; et le problème vaudrait certainement d'être mis à l'étude.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a décidé de pratiquer un abattement systématique de 25 p. 100 sur toutes les dépenses de charges sociales au titre des « Prestations et versements facultatifs » (ici chapitre 33-92. — Dotation de 10.512.000 francs). Il semble d'ailleurs que, par la suite, elle ait apporté d'assez nombreuses dérogations à cette règle générale.

En fait, pour le présent budget, cette dotation couvre les subventions aux sociétés de secours mutuels, auxquelles nombre d'agents sont rattachés, et surtout les secours aux anciens agents des affaires étrangères, notamment les professeurs à l'étranger, qui, n'ayant pas droit à la retraite, se trouvent, à la fin de leur carrière, dans une situation misérable.

En conséquence, votre commission n'accepte la réduction que pour les cantines et les colonies de vacances, et demande le maintien des autres éléments de dépenses de ce chapitre; elle ramène en conséquence à 391.000 francs la réduction à pratiquer sur ce chapitre.

Au total, on peut dire que, pour l'ensemble des moyens des services, le jeu des mesures acquises et l'effet, sur les besoins réels, de la hausse des prix à l'étranger (loyer, fournitures de matériel, etc.) se seraient traduits par une augmentation de quelque 700 millions, soit plus de 10 p. 100.

Les économies réalisées, notamment l'abattement provisionnel dont j'ai longuement parlé tout à l'heure, et les réductions provoquées par l'Assemblée nationale, représentent près de 400 millions ce qui ramène finalement l'augmentation à 312 millions.

Le coup de frein n'a pas été total, mais il a tout de même contenu pour plus de moitié le gonflement des dépenses.

Reconnaissant l'effort accompli, et sachant qu'en de telles matières les réformes ne peuvent être que progressives, votre commission accepte les dotations telles qu'elles ressortent du débat à l'Assemblée nationale et ne propose pas de nouvelles réductions.

II

En ce qui concerne les interventions publiques, l'augmentation globale ressort à 509.330.000 F pour un volume antérieur de 7.556.800 F, soit environ 6,6 p. 100. Elle provient, pour la plus large part (373 millions), de la rectification des taux de change intervenue depuis la préparation du budget de 1952. C'est la même incidence que nous avons soulignée tout à l'heure à propos de la rémunération de nos agents à l'étranger (1).

En sens inverse, est inscrit un abattement provisionnel de 76 millions analogue à celui que nous avons examiné tout à l'heure à propos de la rémunération à l'étranger du personnel diplomatique et consulaire et applicable au personnel relevant des relations culturelles.

Le reste provient de l'accroissement de notre participation à des dépenses internationales qui augmente du fait de nouvelles dépenses, plus vite qu'elle ne se réduit sur d'autres.

La commission des finances de l'Assemblée nationale avait, sur l'ensemble de ces participations, demandé une réduction globale de 20 millions, pour savoir si toutes ces participations de la France sont réellement nécessaires.

Finalement, en séance et avec quelques réserves, le Gouvernement a accepté.

Je pense que lorsque l'administration demande des crédits c'est qu'elle les estime nécessaires. C'est au Parlement de les refuser, s'il les estime inutiles.

En fait, c'est surtout sur les dépenses nouvelles que le contrôle du Parlement doit s'exercer, puisqu'ensuite, en de telles matières, et une fois liée par des engagements internationaux, la France n'est plus libre.

C'est pourquoi votre rapporteur croit devoir analyser plus en détail les crédits nouveaux demandés:

1^o Il est demandé pour l'assistance technique bilatérale une augmentation de crédits de 38 millions (161 millions contre 123).

L'administration fait valoir qu'elle est saisie de demandes sans cesse plus nombreuses d'envois de missions techniques à l'étranger et que ces missions sont ensuite souvent génératrices de commandes importantes pour l'industrie française.

C'est certainement là un mode important de développement de notre action à l'étranger, et votre commission ne fait pas d'objection à l'augmentation de la dotation demandée.

2^o Il est demandé un crédit nouveau de 100 millions destiné à la « diffusion d'informations générales à l'étranger ».

La plus grosse part de ce crédit est affectée à la création, auprès de l'ambassade de France à Washington, d'une sorte de service de « Public Relations » fort à la mode en Amérique, en vue de faire comprendre aux Américains la position de la France sur les principaux problèmes de l'heure.

On s'est trop souvent plaint de l'incompréhension des Américains vis-à-vis de notre pays et de la médiocrité de nos moyens de propagande pour critiquer une telle initiative. Reste à savoir si les résultats obtenus justifieront les moyens mis en action et qui sont relativement importants. Il est évidemment trop tôt pour le savoir puisque ce service a été mis en place au cours des derniers mois.

Sans donc se prononcer sur le maintien de cette dépense au cours des prochains exercices, votre commission accepte, pour cette année, le crédit demandé.

3^o Il est demandé, au titre de l'assistance à la Lybie une augmentation de dotation de 60 millions, sur lesquels votre commission n'éleve pas d'objection, eu égard à l'intérêt que présente pour la France le développement paisible de ce pays.

(1) Je rappelle qu'en cours d'exercice il est fait face à ces variations du cours de change des chancelleries par les soins du ministère des finances et le jeu d'un compte spécial du Trésor. Chaque année, au moment de la préparation du budget, c'est le ministère des finances qui indique aux ministères intéressés le cours de change à prévoir, de manière à rétablir l'équilibre du compte spécial.

4° Il est demandé, pour diverses participations internationales, et compte tenu de réductions sur d'autres participations, une dotation supplémentaire de 69 millions.

Parmi ces participations figure, pour 25 millions, le centre international de l'enfance, qui doit être installé à Paris et servir de centre d'études et de diffusion des mesures concernant la protection de l'enfance.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a, par une réduction indicative de 1 million, manifesté le désir de voir ce crédit accru. Il s'agit de réunir les fonds nécessaires pour aménager ce centre et obtenir à cet effet une subvention du fonds international de secours à l'enfance, dépendant de l'O. N. U., subvention qui serait très supérieure à la part fournie par la France.

Devant les explications du ministre, qui s'est référé à un refus décidé en conseil des ministres, eu égard à la situation financière générale, cette réduction indicative a été abandonnée.

Votre commission souhaite que cette question ne soit pas abandonnée, et que les négociations puissent se poursuivre avec le fonds international de secours à l'enfance, afin d'arriver à une convention précise qui serait soumise au Parlement et de déterminer, pour un exercice ultérieur, les modes de financement nécessaires. Elle a pratiqué, en conséquence, sur ce chapitre, un abattement de 1.000 F afin de provoquer de nouvelles explications du ministre.

5° Il est enfin demandé un crédit nouveau de 75 millions pour la participation de la France aux frais d'édification du laboratoire européen de physique nucléaire.

Cette participation est typique du processus habituel d'introduction, par voie budgétaire, de dépenses de ce genre.

On commence en général par un crédit libellé d'une manière anodine et assez faible pour ne pas attirer l'attention d'un rapporteur. L'année suivante, le crédit grossit, sous la rubrique: reconduction en année pleine du crédit alloué pour l'exercice précédent. La troisième année et les suivantes, le crédit grossit encore, sous la simple mention: « Ajustement de la participation française aux besoins de l'organisme international ». Et on ne peut plus discuter parce qu'on vous dit que la France est engagée.

On sait, ou vous apprendrez peut-être comme votre rapporteur, à cette occasion, qu'une conférence réunissant à Genève, le 15 février dernier les représentants de dix Etats européens (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique, plus le Danemark, la Suisse, la Norvège et la Yougoslavie, ce qui en style strasbourgeois constitue une Europe « moyenne ») a décidé la création d'un laboratoire européen de recherches nucléaires qui serait installé à Genève.

Une nouvelle réunion, tenue en juin à Copenhague, a défini la consistance des installations. Et on pense qu'au mois de mai 1953 pourrait être signée la convention créant ce laboratoire et que les travaux pourraient être entrepris en septembre. Pour éviter tout retard dans l'édification du laboratoire, la conférence a recommandé aux Etats participants d'inclure, dès maintenant, dans leur budget de 1953, le crédit de démarrage correspondant.

D'après les renseignements recueillis par votre rapporteur, les sommes à investir annuellement seraient de l'ordre de 3 millions et demi de dollars pendant les sept premières années. Après quoi, et si le laboratoire n'entreprend pas de nouvelles installations, la dépense annuelle pourrait être ramenée à 1 million de dollars. Si l'on adopte pour la répartition des dépenses les règles de l'Unesco, la part de la France sera, pendant sept ans, de l'ordre de 300 millions de francs. Et pour 1953, année de démarrage des travaux, cette somme serait de 100 millions. Sur quoi le ministère en a inscrit 75, sans autre commentaire.

Votre commission n'entend discuter ni la nécessité d'une telle œuvre, ni la nécessité pour la France d'y participer, si elle se réalise, pour une part au moins égale à celle de l'Allemagne, mais la procédure qui consiste à amorcer une dépense de plus de 2 milliards par un innocent crédit de quelques dizaines de millions, figurant, sans autre explication, à une ligne du budget de 1953, est inadmissible.

En conséquence, votre commission vous propose de disjoindre ce crédit, et ne le laissant figurer que pour mémoire. Il appartiendra au Gouvernement, lorsqu'il proposera à la ratification parlementaire la convention définitive à intervenir, de prévoir dans le même texte, le crédit nécessaire.

Dans un ordre d'idées analogue, pour éviter de tels errements et faciliter l'examen du budget, votre commission vous propose une seconde réduction de 1.000 F, sur le même chapitre, pour obtenir du ministre l'assurance qu'à l'avenir, lors de la présentation du budget, toutes les dépenses nouvelles ou l'augmentation des dépenses au titre des « Interventions publiques » fassent l'objet, dans le projet de budget, de notes explicatives suffisamment détaillées.

Ainsi le Parlement, conformément d'ailleurs aux préoccupations de l'Assemblée nationale, pourrait plus facilement suivre les développements de notre action internationale.

Votre commission en aurait fini si elle ne vous devait compte d'un débat qui s'est institué à l'Assemblée nationale à propos du crédit de 45 millions faisant l'objet du chapitre 42-35 pour l'entretien des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot.

La commission des finances de l'Assemblée nationale en avait demandé la suppression, estimant que des mesures devaient être prises immédiatement pour loger les services de l'O.T.A.N. d'une manière définitive, permettant de redonner à la colline de Chaillot son aspect habituel.

L'Assemblée n'a pas suivi sa commission et, après avoir entendu le ministre, elle a, d'accord avec lui, maintenu le crédit avec un abattement de 2 millions.

Votre commission vous propose de suivre l'Assemblée nationale. Certes, l'expérience indique qu'il serait utile, nécessaire, de pouvoir disposer, à Paris, d'un palais apte à accueillir de vastes assises internationales. Mais on ne l'a pas et le pays a eu à faire face à des dépenses plus urgentes.

La pire des solutions est pourtant de construire des bâtiments provisoires, de les démolir après, de les rétablir ensuite, de les redémolir après, et ainsi de suite. C'est ainsi, pourtant, qu'on a englouti toute une série de milliards en 1948 pour des bâtiments destinés à abriter la première session de l'O. N. U., qu'on a aussitôt démolis, en 1951, pour les bâtiments en cause dont on réclame aujourd'hui impétueusement la disparition.

Votre rapporteur se juge aussi Parisien que la moyenne des Parisiens et les bâtiments de Chaillot ne l'offusquent pas. Le spectacle, le soir, de ces bâtiments illuminés, n'est ni sans beauté, ni sans grandeur. En tous cas, je voudrais, lorsqu'on parle de palais de ce genre, qu'on ne se plaçât pas seulement au point de vue du passant parisien, mais aussi à celui de l'usager, de l'étranger qui doit travailler plusieurs semaines dans ce palais.

Il n'est pas douteux, à cet égard, que l'aménagement de la colline de Chaillot a été une magnifique réussite, qui a littéralement « soufflé » tous les membres de ces délégations venues des cinq parties du monde. Et le mérite de l'architecte a été grand, qui a su aménager la vaste salle des pas-perdus du premier étage face à une des plus belles perspectives du monde: la courbe de la Seine, le Champ-de-Mars vu sous les arcs de la Tour Eiffel et, dans le fond, l'école militaire. C'est de sites de cette classe qu'est fait le prestige de Paris.

Gardons donc le plus longtemps possible ces bâtiments semi-provisoires de Chaillot, jusqu'au jour où nous aurons pu les remplacer par des bâtiments définitifs au moins équivalents, et sans exclure la possibilité de les établir à la même place, en utilisant toute la façade aveugle de la salle du théâtre et la même somptueuse perspective.

Votre commission des finances, en outre, a vu son attention attirée par les sénateurs représentant les Français de l'étranger sur les points suivants:

Nécessité pour le Gouvernement de déposer sans délai le projet de loi fixant les modalités de réparation des dommages de guerre subis par des biens français à l'étranger, conformément aux engagements pris par lui au cours des discussions budgétaires de 1951;

Nécessité de promulguer le statut des professeurs résidant à l'étranger qui n'appartiennent pas aux cadres du corps enseignant et auxquels il n'est pas possible de donner à la fin de leur carrière, à leur retour en France, une retraite honorable, cette question faisant l'objet d'une interminable navette entre les départements des affaires étrangères et des finances;

Extension des mesures de titularisation du personnel auxiliaire des ambassades et consulats et plus généralement des affaires étrangères satisfaisant aux conditions réglementaires;

Urgence de la prise de mesures tendant à assurer une éducation de langue française aux jeunes Français de l'étranger, notamment aux enfants de familles nécessiteuses, dans le cadre de mesures s'inspirant de la loi du 21 septembre 1951.

L'article 2 du projet de loi qui vous est soumis impose, avant le 31 décembre 1953, la disparition de l'office des biens et intérêts privés.

Votre commission estime que toutes les tâches assumées par cet office ne seront pas achevées dans le cours de l'année prochaine, et que la suppression de l'office ne se traduira par aucune économie effective.

S'il paraît possible de confier à l'administration des domaines les attributions exercées par les délégations de cet office à Metz et à Strasbourg, pour ce qui concerne les biens situés en France, en revanche, le maintien de la délégation de Strasbourg paraît nécessaire pour tout ce qui concerne les biens situés en Allemagne.

Tout en estimant prématurée la disparition totale de cet office pour le 31 décembre prochain, votre commission accepte les réductions de crédit opérées par le projet du budget et par l'Assemblée nationale sur la dotation de l'office des biens et intérêts privés, pour tenir compte des réductions du personnel qui sont certainement souhaitables et possibles.

Mais la nécessité du maintien partiel de la délégation de Strasbourg conduit à proposer la disjonction de l'alinéa 1^{er} de l'article 2 du projet de loi.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission vous propose d'approuver le projet du budget des affaires étrangères (section I) tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale, avec les réductions et modifications indiquées.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget des services des affaires étrangères pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 14.688.528.000 F. Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 6.719.402.000 francs, au titre III: « moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 7.969.126.000 francs, au titre IV: « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 10 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

Art. 2. — Dans le courant de l'année 1953, les fonctionnaires titulaires de l'office des biens et intérêts privés, dont les emplois auront été supprimés, pourront être mis à la disposition de l'administration des domaines ou de celle des affaires étrangères.

Un décret portant règlement d'administration publique fixera les conditions particulières dans lesquelles les intéressés pourront être reclassés dans lesdites administrations.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Affaires étrangères.					
I. — SERVICES DES AFFAIRES ETRANGERES					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.	3.956.128	3.966.161	3.956.161	3.956.128	"
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	70.286	70.680	70.680	68.052	+ 2.234
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	2.536.488	2.551.101	2.546.488	2.536.488	"
6 ^e partie. — Subvention de fonctionnement.....	156.000	157.000	156.000	156.000	"
7 ^e partie. — Dépenses diverses	500	500	500	500	"
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	"
Totaux pour l'état A.....	6.719.402	6.745.412	6.729.829	6.717.168	+ 2.234

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Affaires étrangères.					
I. — SERVICES DES AFFAIRES ETRANGERES					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Interventions politiques et administratives	8.700	8.700	8.700	8.700	"
2 ^e partie. — Action internationale	7.840.426	7.937.430	7.937.430	7.915.428	- 75.002
6 ^e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité	120.000	120.000	120.000	120.000	"
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	"
Totaux pour l'état B.....	7.969.126	8.066.130	8.066.130	8.041.128	- 75.002
Totaux pour les affaires étrangères.....	11.688.528	11.811.572	11.795.959	11.761.296	- 72.768

ANNEXE N° 513

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — III. — Services français en Sarre), par M. Jean Maroger, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission vous a donné, l'an dernier, de longues explications sur le rôle, la portée et l'organisation de notre présence en Sarre.

Le statut de la Sarre n'a pas changé. La France reste fidèle à sa doctrine de l'autonomie sarroise et du maintien de l'union économique, douanière et monétaire franco-sarroise.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4253, 4529, 4378 et in-8° 522; Conseil de la République, n° 497 (année 1952).

Le projet de budget de 1953 est la traduction de cette fixité et de cette fidélité.

Il s'élevait initialement à 1.379.851.000 F contre 1.218.718.000 F l'an dernier, soit une augmentation globale de 161 millions.

Comme pour le budget propre des affaires étrangères, ces dépenses sont groupées sous deux rubriques:

Moyens des services;

Interventions publiques.

Nous les examinerons successivement.

I

La dotation des « moyens des services » s'élevait à 986 millions contre 903 l'an dernier, soit une augmentation de 83 millions, près de 9 p. 100.

Hormis notre ambassadeur et ses dix collaborateurs, qui relèvent de la section I du budget des affaires étrangères et ne sont donc point à la charge des Sarrois, cette dotation couvre la totalité du personnel civil français en Sarre, et le personnel sarrois employé dans les services français.

L'effectif du personnel français sera, après les compressions décidées pour 1953, de 518 agents.

Sur ce nombre, moins de la moitié, 248, sont employés à l'administration proprement dite. Pour le reste, il s'agit de services annexés (douanes, postes, télégraphes et téléphones, trésorerie générale, etc.) (67); de l'enseignement (191) (1) et de la chambre franco-sarroise de la cour d'appel de Sarrebrück (12) sur le fonctionnement de laquelle le rapport de M. Massot donne des renseignements détaillés.

Le personnel sarrois représente 193 unités.

Les réductions prévues pour 1953 portent sur 30 unités, et probablement 40 après les réductions de crédits opérées par l'Assemblée nationale. Elles ont porté en 1952 sur 56 agents.

Ainsi se poursuit le dégonflement progressif de notre administration en Sarre.

Il n'est pas douteux que cet appareil reste relativement lourd. Mais il ne faut pas oublier, comme votre commission vous l'a dit l'an dernier, et comme M. Massot l'a dit cette année à l'Assemblée nationale, que la France est, en Sarre, le gérant d'une association, qu'en particulier toutes les dispositions fiscales, toutes les réglementations économiques, valables pour la France, sont également valables pour la Sarre et doivent y être appliquées. Un contrôle minutieux, détaillé, ou plutôt une collaboration constante entre les administrations des deux pays, doit être pratiquée et c'est vraisemblablement le moyen le meilleur d'éviter les heurts dans le fonctionnement de l'association.

La mission de contrôle de la cour des comptes, qui, ainsi qu'il vous en a été rendu compte, est allée en Sarre ce printemps, n'a pas trouvé, dans le fonctionnement et l'organisation des services, d'anomalie notable.

Au total, les économies résultant de la diminution des effectifs n'ont pas compensé les augmentations de dépenses résultant de l'application des mesures prises en faveur du personnel des administrations publiques. Les économies représentent, au total, 45 millions, les augmentations de dépenses 128 millions, faisant apparaître ainsi l'augmentation résiduelle de 83 millions qui a été indiquée tout à l'heure.

Sur les chapitres correspondants du budget, la commission des finances de l'Assemblée nationale a proposé toute une série d'abattements, représentant au total 19.783.000 F, qui ont été avalisés par l'Assemblée nationale, sans opposition du Gouvernement. L'augmentation globale est ainsi ramenée à 63 millions.

Votre commission des finances vous propose d'accepter cette partie du budget aux chiffres votés par l'Assemblée nationale.

Toutefois, elle vous demande de revenir sur les décisions de l'Assemblée nationale frappant d'une réduction de 25 p. 100 les crédits affectés aux dépenses sociales facultatives.

Dans le cas de la Sarre, les crédits s'appliquent principalement à des dépenses de cantines et de transport pour les élèves fréquentant les écoles françaises. Le personnel français est très dispersé; il est nécessaire de mettre à sa disposition des moyens permettant l'acheminement des enfants à l'école et de les y héberger pour le repas de midi. Cet abattement bouleverserait d'une manière regrettable l'organisation réalisée et qui paraît donner satisfaction.

Votre commission vous demande en conséquence de rétablir le crédit tel qu'il a été présenté par le Gouvernement.

II

Les « interventions publiques » sont dotées de 394 millions contre 316 l'an dernier, soit une augmentation de 78 millions, plus de 20 p. 100.

La totalité de cette augmentation est relative à l'université de Sarrebrück, soit qu'il s'agisse de l'application des nouvelles échelles de salaires et des nouvelles indemnités de résidence (pour 56 millions) soit de la mise en œuvre d'une nouvelle tranche de développement de l'université dont le plein exercice sera atteint en 1955 (22 millions).

On sait que la France subventionne pour 50 p. 100 les dépenses de cette université, et que cette subvention n'est pas remboursée par le budget sarrois. Cette subvention représente, cette année, 252 millions, et il est probable qu'elle atteindra, lorsque l'université aura atteint son plein développement, quelque 300 millions.

Le développement, le succès de cette université apparaît satisfaisant. L'Allemagne n'avait jamais voulu laisser une université s'implanter à Sarrebrück, et le jeune Sarrois devait aller faire ses études supérieures en Allemagne. Cette université est donc bien le symbole, la condition de l'autonomie sarroise, et on comprend combien les Sarrois y sont attachés.

Il est inévitable que cette université, et les subventions qu'elle reçoit, excitent quelque jalousie chez les autres universités ou établissements d'instruction supérieure français du voisinage; et il n'est pas douteux qu'une université de cette importance (2) est relativement onéreuse, que l'étudiant y coûte plus cher que dans des universités de 4 ou 5.000 élèves.

Lorsqu'on veut le succès d'une politique, disait, je crois, Albert Sorel, il faut en vouloir toutes les conséquences. Une conséquence de l'autonomie sarroise est que le jeune Sarrois trouve sur place le moyen de pousser son instruction jusqu'à son terme. Nous n'avons pas plus à souhaiter le voir venir faire ses études en France qu'à déplorer qu'il les fasse en Allemagne.

(1) 79 pour le premier degré; 70 pour le deuxième degré; 42 professeurs et assistants.

(2) Elle compte actuellement 1.300 étudiants; ce chiffre est susceptible d'atteindre 2.000, au maximum 2.500 étudiants, quand elle aura atteint son plein développement.

L'impression personnelle de votre rapporteur est que cette université s'est peut-être un peu grisée d'une vocation européenne. Elle devrait davantage, semble-t-il, s'orienter vers des instituts spécialisés susceptibles de fournir à l'économie sarroise les cadres de son administration, de ses mines, de sa sidérurgie, de ses industries. Lorsque nous sommes revenus en Sarre, après la guerre, nous avons pu constater qu'il n'existait, dans ces cadres, qu'une part lamentablement infime de Sarrois. C'est en faisant disparaître cette anomalie que l'université de Sarrebrück a le plus de chances de s'attirer la gratitude des Sarrois.

Finalement, l'Assemblée nationale, sur la proposition de sa commission des finances, n'a pratiqué sur les dotations prévues au titre des interventions publiques qu'une réduction de 5 millions acceptée par le Gouvernement au titre de l'article 4 (spectacles) du chapitre 42-01 (presse, information et documentation), ce qui ramène la dotation globale des interventions publiques de 394 à 389 millions et l'augmentation, par rapport à 1952, de 78 à 73 millions.

Votre commission vous propose d'entériner les chiffres votés par l'Assemblée nationale.

On a continué, en 1952, à beaucoup parler de la Sarre.

Votre commission, le Conseil de la République lui-même, peuvent avoir la satisfaction de constater que la doctrine, modérée et constructive, qu'ils ont sans cesse soutenue, est devenue ou restée celle du Gouvernement français et que l'opinion publique française s'y est, dans sa très large majorité, ralliée.

Votre commission avait lancé l'avertissement, il y a un an, que le succès de cette politique était essentiellement conditionné par la stabilité du franc. Il ne peut y avoir d'union monétaire franco-sarroise durable avec un franc à la dérive. Vous vous associez sans doute à votre commission pour marquer votre satisfaction de constater que le Gouvernement a fait sienne cette préoccupation et que cette condition est maintenant, et depuis plusieurs mois, remplie.

Cette politique, le Gouvernement français l'a pratiquée en étroit accord avec le gouvernement sarrois. Elle est maintenant soumise à la consécration de l'opinion publique sarroise, et nous n'avons qu'à laisser la population sarroise se prononcer, le 30 novembre, en toute indépendance.

Nous estimons que la France devrait, le plus tôt possible, définir ce qu'elle entend par « européisation » de la Sarre, puisque le statut de la Sarre paraît destiné à évoluer sous ce vocable.

A l'avis de votre commission des finances — qui sait qu'elle n'est pas seule compétente pour donner un avis en la matière — il faut distinguer à cet égard entre l'union économique, financière et monétaire franco-sarroise, et l'autonomie de la Sarre.

Cette union économique franco-sarroise n'est pas le premier exemple au sein de la communauté européenne, de l'union économique. Il existe déjà, entre deux Etats de cette communauté, l'union économique belgo-luxembourgeoise. Et, de même que les modalités de cette union belgo-luxembourgeoise ont fait l'objet, entre la Belgique et le Luxembourg, d'une entente librement débattue, sans interventions d'aucune autre puissance européenne, les modalités de l'union économique franco-sarroise ne relèvent que de la France et de la Sarre, sans interventions d'aucune autre autorité, nationale ou supranationale. Il est possible, il est vraisemblable que les conventions qui régissent cette union auront à être prochainement révisées; mais ces révisions ne concernent que la France et la Sarre, comme ces conventions elles-mêmes.

Il peut en aller autrement du statut politique de la Sarre. On peut parfaitement concevoir que si l'on arrive à établir une union politique européenne, sous une forme qui est en cours d'élaboration, le statut politique de la Sarre soit celui d'un Etat européen sous le régime de cette union politique. Et on peut même concevoir, si les divers pays d'Europe, étant donné les problèmes cruciaux qui se posent à tel ou tel d'entre eux, ne sont pas encore mûrs pour accepter pour eux-mêmes une telle union politique, que cette union politique soit créée à propos de la Sarre et pour la Sarre, que celle-ci deviennent en quelque sorte le premier théâtre de mise en œuvre d'une union européenne politique, qui ensuite pourra être étendue aux autres Etats. Sur ce terrain, la France peut accepter bien des modalités, l'essentiel pour elle étant de faire preuve, tant vis-à-vis de nos associés dans l'œuvre européenne, que des Sarrois eux-mêmes, qu'elle ne poursuit en Sarre ni politique d'annexion, ni politique de protectorat, pas plus que l'union économique belgo-luxembourgeoise n'est prétexte pour la Belgique à exercer son protectorat sur le Luxembourg.

Votre commission souhaite que le chef du gouvernement, ou le ministre des affaires étrangères, précise, soit à propos de la discussion du présent budget, soit, en tout cas, à la plus prochaine occasion, la position du Gouvernement sur ce problème de l'européisation de la Sarre.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission vous propose d'adopter le budget des services français en Sarre, tel qu'il est sorti des délibérations de l'Assemblée nationale, et sans autre modification.

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget des services français en Sarre pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 1.356.734.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 967.734.000 F, au titre III: « Moyens des services » conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 389.000.000 F, au titre IV: « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Affaires étrangères.					
III. — SERVICES FRANÇAIS EN SARRE					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunération d'activité..	605.894	615.894	605.894	605.894	5
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	73.796	73.796	73.796	72.433	+ 1.663
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	244.044	244.044	244.044	244.044	»
7 ^e partie. — Dépenses diverses	44.000	44.000	44.000	44.000	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état A.....	967.734	985.854	967.734	966.071	+ 1.663

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Affaires étrangères.					
III. — SERVICES FRANÇAIS EN SARRE					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
2 ^e partie. — Action internationale	389.000	394.000	389.000	389.000	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices an- térieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état B.....	389.000	394.000	389.000	389.000	»
Totaux pour les services français en Sarre....	4.356.734	4.379.854	4.356.734	4.355.071	+ 1.663

ANNEXE N° 514

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, par M. Restat, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission de l'agriculture a examiné la proposition de loi votée par l'Assemblée nationale dans sa séance du 3 juillet 1952 tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage.

Elle est ainsi conçue :

« Si en opposition à la demande de conversion, le bailleur obtenait l'exercice du droit de reprise, le preneur pourra faire obstacle à cet exercice en renonçant à la conversion ».

Ce texte résulte d'un amendement adopté par l'Assemblée nationale et combattu par la commission de l'agriculture de cette Assemblée qui présentait le texte suivant :

* Saut le cas de résiliation judiciaire, le bailleur ne peut refuser

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 1021, 1032, 3668 et in-8° 401; Conseil de la République, n° 251 (année 1952).

la conversion que s'il reprend l'exploitation dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente loi.

« Dans ce cas, la reprise du fonds ne sera effective qu'à compter de l'expiration du bail en cours, ou, si la demande de conversion a été formulée dans les délais prescrits à l'article 53, avant la fin de la première période triennale à l'expiration de la seconde période triennale.

« Dans toute la période intermédiaire entre la date de la demande de conversion et la date de la reprise, les rapports entre les parties restent réglés par le contrat de métayage en cours. »

Votre commission de l'agriculture n'a pas cru devoir donner un avis favorable au texte voté par l'Assemblée nationale.

Elle estime qu'une décision judiciaire doit être exécutée et ne saurait admettre que la renonciation à la conversion puisse annuler la chose jugée.

Votre commission comprend très bien le désir de l'auteur de l'amendement et de la majorité qui l'a adopté, mais elle ne peut en admettre l'aspect unilatéral.

Elle souhaite que, dans le cas où un jugement aurait admis la reprise du fonds, un nouvel accord puisse intervenir entre les parties pour la continuation du bail à métayage, mais à la condition expresse que ces dernières soient disposées à l'accepter et non que l'une d'entre elles l'impose à l'autre.

Votre commission aurait désiré augmenter les délais permettant une conciliation souhaitable avant d'entamer la procédure, et s'il

lui avait été possible, elle vous aurait proposé d'insérer après le deuxième alinéa de l'article 54 le texte suivant :

« Le refus de conversion devra être modifié sous peine de forclusion dans les deux mois et dans la même forme que la demande de conversion.

« Le demandeur aura un délai supplémentaire de réflexion de deux mois, à dater de la notification du refus à la demande de conversion, auquel cas le bail à métayage se continue de plein droit.

« Si, dans le délai de quatre mois, à compter de la demande de conversion, etc..., etc. » (Le reste sans changement.)

Les dispositions de l'article 54 ne permettent pas un délai de réflexion suffisant. En effet, un preneur mal ou insuffisamment informé formule sa demande de conversion; le bailleur réplique par une demande de reprise, le procès est engagé et la bonne entente est rompue.

Nous avons la conviction que s'il était apporté des modifications à cet article dans la forme que nous venons d'indiquer, nous éviterions bien des procès.

Nous n'avons malheureusement pas eu cette possibilité, étant tenus par la Constitution de donner simplement et exclusivement notre avis sur le texte voté par l'Assemblée nationale. Nous pouvons cependant exprimer un désir et indiquer que la commission d'agriculture examinerait volontiers une modification de l'article 54, répondant ainsi au désir de la majorité qui a voté l'amendement de M. Coste-Floret.

Votre commission ayant émis un avis défavorable au texte voté par l'Assemblée nationale et exprimé son désir de voir modifié l'article 54, a élaboré un texte qui, tout en maintenant la jurisprudence établie par la cour de cassation, puisse résoudre la question sociale posée par la reprise du fonds.

Cette jurisprudence a été fortement controversée et cependant si l'article 54 donne le droit au métayer de demander la conversion du métayage en fermage, il donne aussi au propriétaire le droit d'exercer la reprise de son exploitation.

Ces deux droits existant, il ne s'agit pas de supprimer l'un ou l'autre, mais d'essayer de concilier leur application.

Il importe de présenter un texte suffisamment souple qui permette d'obtenir ce résultat.

C'est le but que s'est tracé votre commission.

Le dernier paragraphe de l'article 56 fixe l'exercice du droit de reprise dans les délais prévus à l'article 27, c'est-à-dire à dix-huit mois, à compter de la date de la notification du non-renouvellement du bail.

Le texte présenté par la commission de l'Agriculture de l'Assemblée nationale prévoyait que la reprise s'effectuerait après une période de trois années.

Ces deux textes donnent lieu aux observations suivantes :

L'un et l'autre font partir la date de la reprise à celle du début de la procédure. Nous pensons que c'est une erreur, car nous en ignorons la durée.

Certes l'article 54 prescrit que la décision du tribunal paritaire d'arrondissement doit être prise dans un temps n'excédant pas trois mois et demi. L'expérience nous démontre que ces délais sont souvent largement dépassés, surtout lorsque l'une des parties se pourvoit en cassation.

Le délai de dix-huit mois prévu à l'article 27 étant dans la plupart des cas employé à la procédure, il en résulte que lorsque la reprise du fonds est accordée, la prise de possession doit s'effectuer sans délai ou dans des délais trop courts ne permettant pas au preneur de trouver une autre exploitation.

C'est alors la procédure de mise en demeure que le bailleur doit employer pour sauvegarder ses droits et par là même tout le problème social se trouve posé; c'est lui que nous devons nous attacher à résoudre.

Ce sont les raisons majeures qui nous amènent à vous présenter un texte dans lequel les délais de reprise seront fixés non plus par la date de la procédure mais par celle du jugement définitif.

Nous vous proposons, en conséquence, la suppression du dernier paragraphe de l'article 56 qui était ainsi conçu :

« La reprise s'exerce alors dans les délais prévus à l'article 27 de la présente loi ».

Par voie de conséquence, nous vous proposons également une modification rédactionnelle, au deuxième paragraphe du texte proposé par la commission de l'Agriculture de l'Assemblée nationale.

Votre commission a repris pour base de discussion ce texte car elle ne peut ignorer qu'il résulte d'un accord conclu entre preneurs et bailleurs au sein de la confédération générale de l'Agriculture.

Il est peut-être contesté mais il a au moins le mérite d'exister.

Votre commission en a donc adopté, à une grosse majorité, le premier paragraphe, qui n'est d'ailleurs que le texte de la loi actuellement en vigueur.

Le deuxième paragraphe a fait l'objet d'une longue discussion attendu qu'elle avait décidé préalablement que les délais de reprise partiraient du jugement définitif accordant la reprise, alors que le texte de l'accord intervenu les faisait partir du début de la procédure.

Devait-on dans ces conditions maintenir le délai de trois années? Cette durée a paru trop longue à la majorité de votre commission qui a estimé que la productivité de l'exploitation risquerait de se trouver diminuée du fait du désaccord entre le bailleur qui désire reprendre et le preneur qui s'intéresse moins à la bonne marche de la ferme.

Elle a estimé que lorsque la reprise a été ordonnée il y a intérêt à ce qu'elle s'effectue le plus tôt possible, laissant toutefois un délai normal au preneur pour trouver une autre exploitation.

C'est dans cet esprit qu'elle vous propose le texte suivant qui a été adopté à la majorité.

« La reprise du fonds ne s'effectuera qu'à l'expiration d'un délai de quinze mois à compter de la date du jugement accordant la

reprise, la sortie du preneur ne pouvant toutefois avoir lieu avant la fin de l'année culturale en cours à l'expiration de ce délai. »

Ces dispositions réservent les droits des parties. Ceux du preneur qui se voit accorder un délai variant de quinze à vingt-sept mois, à compter du jugement définitif accordant la reprise. Ceux du bailleur qui connaîtra l'époque à laquelle il peut prétendre exercer sa reprise.

Elles rejoignent et précisent utilement l'accord conclu entre preneurs et bailleurs au sein de la C. G. A., évitant ainsi dans toute la mesure du possible les conflits regrettables autant que douloureux qui se sont déjà produits au moment de la reprise du fonds.

Le troisième paragraphe précise que dans la période intermédiaire les rapports entre les parties restent réglés par le contrat de métayage.

Ce paragraphe ne nous paraissait pas indispensable, mais figurant sur le texte présenté par la commission de l'Agriculture de l'Assemblée nationale et entérinant l'accord intervenu entre les organisations professionnelles nous le proposons volontiers à votre approbation.

Votre commission de l'Agriculture, en vous présentant ces textes qu'elle a adoptés à la majorité a pensé faire œuvre utile dans une question fortement controversée. Elle a l'espoir que ces dispositions permettront de faire régner à nouveau un climat de collaboration étroite nécessaire entre bailleurs et preneurs. Elle estime, dans le respect des droits de chacun et dans la compréhension mutuelle de leurs intérêts réciproques, rendre la sérénité et le calme dans nos campagnes pour le plus grand bien de l'Agriculture indissolublement liée à la prospérité générale de la France.

Elle vous propose d'adopter le texte dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par la loi du 13 avril 1956, est modifié ainsi qu'il suit :

« Saut le cas de résiliation judiciaire, le bailleur ne peut refuser la conversion que s'il reprend l'exploitation dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente loi.

La reprise du fonds ne s'effectuera qu'à l'expiration d'un délai de quinze mois à compter de la date du jugement accordant la reprise, la sortie du preneur, ne pouvant, toutefois, avoir lieu avant la fin de l'année culturale en cours, à l'expiration de ce délai.

Dans toute la période intermédiaire entre la date de la demande de conversion et la date de la reprise, les rapports entre les parties restent réglés par contrat de métayage en cours. »

ANNEXE N° 515

(Session de 1952. — Séance du 6 novembre 1952.)

PROPOSITION DE LOI tendant à modifier la loi validée du 28 novembre 1912 sur la **purge des hypothèques**, présentée par MM. Chazette, Courrière et les membres du groupe socialiste et apparentés, sénateurs, et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 11 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, les frais de purge légale comprennent notamment :

Le coût de la copie collationnée et de son dépôt, le coût de l'expédition de cet acte, qui représentent environ 800 F;

Le coût de la notification au parquet, environ 2.000 F;

Le coût de la notification aux parties prévues par la loi qui, suivant le nombre et la dispersion, peut varier de 2 à 8.000 F (et au delà);

Le coût de l'insertion, toujours élevé, peut varier entre 6.000 et 10.000 F;

Le certificat d'exposition, la réquisition d'état, le coût de l'état hypothécaire varient entre 500 et 800 F.

La rémunération de l'avoué comporte un droit fixe et un droit proportionnel de 0,3 p. 100 jusqu'à un million de francs et de 0,02 p. 100 sur l'excédent, avec minimum de 400 F.

Il en résulte que de 15.000 F à 133.000 F le coût moyen d'une purge peut atteindre 15.000 F (sans pouvoir descendre au-dessous de 13.000), dans laquelle somme les frais d'insertion représentent environ ou plus de la moitié.

Or une purge comporte, quel que soit le chiffre de la vente, des formalités, des écritures longues et assez délicates, qui sont sans intérêt et sans portée pratique pour toutes les acquisitions de peu d'importance.

Il semble donc qu'on puisse déduire que de telles purges grèvent inutilement et dans des proportions considérables le budget des collectivités qui doivent y recourir.

C'est pourquoi, pour remédier à cette situation, nous proposons d'adopter la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 3 de la loi n° 1117 du 28 novembre 1912 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Le prix des acquisitions immobilières faites à l'amiable suivant les règles du droit commun pour le compte de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics et dont la valeur n'excède pas 300.000 F peut être payé sans l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques. »

ANNEXE N° 516

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à modifier les dispositions de la loi du 25 août 1948 permettant la **révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles** ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 7 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'alinéa premier de l'article 1^{er} de la loi n° 48-1309 du 25 août 1948 est ainsi modifié:

« Nonobstant toutes dispositions ou conventions contraires, les loyers des baux d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal visés à l'alinéa premier de l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1926, non expirés et non renouvelés en application de la loi du 30 juin 1926, peuvent être révisés à la demande de l'une ou de l'autre des parties si les conditions économiques se sont modifiées au point d'entraîner une variation de plus du quart de la valeur locative des locaux loués, telle qu'elle est fixée dans le bail. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 517

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale tendant à la **réparation des préjudices de carrière** subis par certains fonctionnaires, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 7 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1^{er}. — Toute personne visée par l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés, dont le préjudice de carrière n'a pas été réparé pour quelque cause que ce soit ou qui estime qu'il n'a été réparé qu'imparfaitement ou qu'il a été par la suite aggravé, est admise à présenter un nouveau recours.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), n°s 1156, 2824 et In-8° 526.

(2) Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), n°s 12725, 13182; (2^e législ.), n°s 669 et In-8° 527.

Art. 2. — L'intéressé pourra préalablement obtenir communication de son dossier et de tous documents relatifs à ses mutations ou à son avancement.

La demande de communication devra être produite dans le mois qui suivra la publication de la présente loi.

La communication devra être assurée dans les deux mois qui suivront cette demande.

Le recours visé à l'article 1^{er} devra, à peine d'irrecevabilité, être formé dans les trois mois qui suivent cette communication.

Art. 3. — Le recours sera adressé au ministre compétent, qui statuera dans les trois mois de sa réception, après avis de la commission de reclassement instituée en application de l'ordonnance précitée.

Le ministre pourra redresser, sans procédure nouvelle ou complémentaire, et nonobstant toutes dispositions contraires, la situation administrative du requérant, jusqu'à la date de sa décision.

Art. 4. — Dans le cas de rejet partiel ou total, le requérant est admis, dans les deux mois de la notification, à présenter un nouveau recours au ministre.

Le ministre statue dans les deux mois de ce pourvoi.

Dans le cas d'un nouveau rejet, total ou partiel, le requérant pourra se pourvoir devant le conseil interdépartemental de préfecture ou le conseil d'Etat.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 novembre 1952.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 518

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (travaux publics, transports et tourisme)**. — I. — **Travaux publics, transports et tourisme**, par M. Minvielle, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils des travaux publics, des transports et du tourisme, pour l'exercice 1953, comportait, suivant les propositions gouvernementales, un volume de crédits s'élevant à 175.241.635.000 F.

Ce chiffre fait ressortir une augmentation globale de 21.159.483.000 F par comparaison au total des crédits alloués aux mêmes services pour l'année 1952.

Pour la plus grande part cette augmentation est le résultat qui découle des dispositions par lesquelles des engagements ont été pris par l'Etat, qu'il s'agisse, notamment, des mesures bienveillantes décrétées en septembre 1951 en faveur des traitements et soldes, traduites en bloc, en 1952 dans le budget du ministère des finances, ou bien des ajustements aux besoins réels en matière d'interventions publiques (charges économiques).

Les relèvements de crédits affectent ainsi les rubriques suivantes:

Traitements, salaires et charges sociales, 5.255.670.000 F.

Matériel et fonctionnement des services, 45.175.000 F.

Entretien des voies navigables, phares et balises, 350.000.000 F.

Subventions de fonctionnement et dépenses diverses, 23.800.000 F.

Interventions publiques, 15.784.838.000 F.

Soit au total, 21.159.483.000 F.

Procédant à quelques abattements, pour le plus grand nombre acceptés par le Gouvernement, l'Assemblée nationale a diminué de 76.390.000 F le volume total des crédits, de telle sorte que l'augmentation par rapport à 1952 a été ramenée à 21.383.085.000 F.

C'est indiquer que le crible de l'Assemblée nationale n'a pas pu retenir des économies bien appréciables, constatation qui ne comporte pas, cependant, un satisfecit implicite à l'égard du projet qui vous est soumis.

Votre commission des finances, pour sa part, n'a prononcé aucun abatement particulier de crédits, s'attachant beaucoup plus à porter son action critique sur des observations et idées générales, qu'à faire des diminutions symboliques dont, par expérience, elle connaît l'effet souvent illusoire.

Elle a émis l'opinion que les dotations de certains chapitres étaient insuffisantes, eu égard à l'importance des besoins; par contre, elle pense que des économies substantielles pourraient être réalisées, à la condition de les bien vouloir par des réformes profondes ou des mesures sévères portant aménagement ou réorganisation de certains services publics, comme la Société nationale des chemins de fer français par exemple.

Routes et ponts.

Matériel. — Notre réseau routier constitue un capital national de première importance qui nécessiterait l'attribution de crédits moins étiés, au moment surtout où le trafic devient chaque jour plus intense. L'intervention du fonds routier est, certes, très heureuse, mais faut-il rappeler, une fois encore qu'il serait indispensable d'entretenir convenablement nos routes au niveau de la réputation d'un pays dont le tourisme est un élément essentiel de

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), n°s 4269, 4182, 4318 et In-8° 516; Conseil de la République, n° 487 (année 1952).

vitalité; qu'il serait urgent d'aménager et d'adapter notre réseau de grandes communications routières aux besoins vitaux de la circulation automobile, des véhicules poids lourds notamment.

Il est démontré qu'en matière de routes, le manque d'entretien entraîne à un moment donné, une accélération très rapide de l'usure et de la destruction de la chaussée. Les travaux différés ne constituent, très souvent, qu'une charge accrue pour l'avenir et les économies sur ces crédits sont illusoire puisque elles hypothèquent dangereusement les budgets futurs.

En ce qui concerne l'utilisation des crédits destinés plus spécialement à l'élargissement de la chaussée de la voirie nationale, votre commission suggère que cet élargissement soit réalisé par la construction, sur les côtés, de pistes cyclables, comme cela se pratique dans beaucoup de pays étrangers.

La présence de cyclistes et d'automobilistes sur une même voie de circulation n'est-elle pas un danger, malheureusement trop fréquemment illustré par des accidents graves dont ces usagers sont les victimes ?

Pour ce qui est des ponts, dont le rythme de reconstruction se ralentit en raison de la pénurie des crédits, nous constatons qu'il en reste un grand nombre à reconstruire, dont l'utilité est pourtant incontestable. Ne conviendrait-il pas d'accélérer ces travaux ?

Personnel. — Votre commission s'est émue de la situation déplorable faite aux petits cheminots retraités qui, souvent, reçoivent moins que le montant de la retraite des vieux travailleurs salariés. Le décret relatif à l'application de la loi du 19 août 1950, qui étend le bénéfice d'un même régime de retraite à certaines catégories d'agents, n'est pas encore intervenu. Bien que plus de deux années se soient écoulées depuis le vote de cette loi. Il est des misères qui ne peuvent pas attendre davantage et une solution doit être apportée dans le moindre délai.

L'attention a été également retenue par l'injustice commise à l'égard d'une catégorie du personnel pour laquelle la sollicitude de tous parait cependant être acquise. Il s'agit des conducteurs de chantiers et des agents de travaux auquel le classement actuel enlève des avantages sérieux, pourtant mérités. Ils occuperaient, d'après certains, des emplois qui ne présentent ni fatigues, ni risques particuliers et leur classement dans la catégorie B, dite de « service actif » leur est refusé, alors que leurs homologues des autres services bénéficient de cette dernière classification.

Personne n'ignore plus les méthodes utilisées par l'administration des ponts et chaussées, concernant les travaux de voirie qui sont réalisés avec du matériel à rendement intensif, nécessitant l'emploi du personnel par équipes. Les conducteurs de chantiers et les agents de travaux participent à ce travail d'équipe dont les opérations d'empierrement, de goudronnage sont particulièrement pénibles. Il est donc urgent et juste d'améliorer leur sort.

De même, il est injuste que les travailleurs manuels du service des ponts et chaussées soient exclus du bénéfice des gratifications qui sont accordées, certes à juste titre, au haut personnel de cette administration.

Cette anomalie serait due au fait que les agents des travaux ne sont pas encore pourvus d'un statut. Il est anormal et déplorable que ce personnel soit ainsi pénalisé comme si l'absence d'un statut qu'ils réclament depuis des années constituait une faute qui leur serait imputable.

Transports — Interventions publiques.

S. N. C. F. — Votre commission, qui a entendu M. le ministre des travaux publics et M. le président du conseil d'administration de la S. N. C. F., ne cesse pas d'avoir de graves inquiétudes en ce qui concerne l'aide financière donnée à la S. N. C. F. sous formes diverses.

Il ne parait pas douteux que les crédits proposés par le Gouvernement seront insuffisants.

Avec une nouvelle formule qui est la conséquence de l'avenant du 10 juillet 1952 à la convention passée le 31 août 1937 entre l'Etat et la S. N. C. F. — nouvelle formule qui ne modifie pas le total de la note à payer — le Gouvernement évalue à 90.471 millions les dépenses qu'il devra subir du fait de la S. N. C. F. :

60.471 millions à titre de contributions à diverses dépenses et 30 milliards à titre de subvention d'équilibre.

Or, cette subvention d'équilibre de 30 milliards a été chiffrée à partir des données de 1952, données qui vont se trouver sensiblement modifiées l'année prochaine.

Tout d'abord, la redevance d'usage que la S. N. C. F. verse à l'Etat sera, en 1953, majorée de 2.200 millions; l'annuité de renouvellement de matériel le sera de 6.700 millions, alors que la contribution de l'Etat sera réduite, en vertu de l'avenant du 10 juillet 1952, de la somme de 4.800 millions.

Il s'agit donc d'un total de près de 14 milliards de charges supplémentaires ou de réduction de recettes pour le compte d'exploitation et ceci du seul fait de l'application des clauses de la convention.

Enfin, les résultats de 1952 montrent que, depuis plusieurs mois, les recettes de la S. N. C. F. sont nettement inférieures à celles des mois correspondant de 1951. Ce rétrécissement des recettes persiste, traduisant un certain ralentissement de l'activité économique. Les moins-values à prévoir de ce fait, pour 1953, par rapport à 1952 sont de l'ordre de plusieurs milliards.

Toutes ces considérations permettent de penser que les prévisions gouvernementales contenues dans le présent budget sont nettement insuffisantes, la commission étant sceptique au sujet des promesses qui pourraient être faites d'économies compensatrices.

Votre commission des finances fait donc les plus expresses réserves sur ce point.

Avenant du 10 juillet 1952 à la convention du 31 août 1937 qui règle les relations entre l'Etat et la S. N. C. F.

Cet avenant, décidé par décret, a eu pour conséquence l'ouverture dans le budget d'un chapitre nouveau intitulé: « Contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S. N. C. F. ».

Ce chapitre — n° 45-14 — comporte trois articles relatifs aux diverses participations de l'Etat:

- 1° Dépenses d'entretien de l'infrastructure, 45.071 millions;
- 2° Gardiennage de certains passages à niveau, 2.200 millions;
- 3° Dépenses de retraite, 13.200 millions.

Soit une contribution totale de: 60.471 millions.

Pour les dépenses d'entretien et de renouvellement de la voie, des ouvrages d'art et des installations de sécurité, la contribution de l'Etat est égale à 60 p. 100 de la moyenne des dépenses susvisées pour l'antépénultième et le pénultième exercice, affectées d'un coefficient qui est fonction de l'indice des prix de gros industriels publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Pour les dépenses de gardiennage des passages à niveau situés sur les routes nationales, la contribution est égale à la moitié des dépenses et calculée de façon semblable à la précédente.

Enfin, l'Etat supporte désormais la charge des retraites afférentes aux agents mis à la retraite depuis le 1^{er} janvier 1949 et non remplacés dans l'effectif global.

Au sujet de cet avenant et du transfert qu'il comporte d'une somme de 60.471 millions sous une rubrique nouvelle du budget, une large discussion s'est instaurée à la commission des finances.

Remarque a été faite que devait paraître singulière cette décision d'autorité ministérielle qui engage définitivement, ou peu s'en faut, pour une somme considérable, le budget de l'Etat dont le vote est la prérogative essentielle du Parlement. Il a été avancé que cet avenant n'était en fait « qu'un jeu dangereux d'écritures » ne procédant en rien, ni d'une réforme, ni d'une réorganisation, ni d'une véritable mesure d'assainissement de la situation de la Société nationale des chemins de fer français. Et c'est ainsi que l'un de nos collègues a proposé une disposition limitant au seul exercice 1953 l'effet de l'avenant du 10 juillet 1952, le Gouvernement étant invité à faire intervenir, avant le 1^{er} octobre 1953, une loi fixant l'ensemble des mesures destinées à réorganiser la Société nationale des chemins de fer français.

Sur la recevabilité d'un tel amendement, la présidence de la commission a attiré l'attention sur la portée de l'article 21 de la loi de finances pour l'exercice 1952, du 14 avril 1952, stipulant une délégation de pouvoirs à l'exécutif.

Votre commission a jugé que si le décret d'approbation de l'avenant du 10 juillet 1952 était, dans la forme, en conformité avec la loi du 14 avril 1952, il n'en heurtait pas moins l'esprit dans lequel cette loi avait été votée.

Ce texte, en effet, accordait une délégation de pouvoirs à caractère bien précis; il entendait que les décrets soient pris dans le but d'économies réelles et aux fins d'une réorganisation complète de la Société nationale des chemins de fer français.

Estimant que l'avenant du 10 juillet 1952 ne répond pas à ce souci, votre commission unanime a accepté l'amendement de M. Pellenc, texte qui formera l'article 4 ainsi conçu du projet de loi:

« La validité des dispositions des articles 19, 19 bis et 19 quater de l'avenant du 10 juillet 1952 à la convention annexée au décret du 31 août 1937, réorganisant le régime des chemins de fer, est limitée, en ce qui concerne leur répercussion financière sur le budget des travaux publics, au seul exercice 1953.

Une loi qui devra intervenir avant le 1^{er} octobre 1953 fixera l'ensemble des mesures destinées à réorganiser la Société nationale des chemins de fer français. »

En conséquence, votre commission a modifié l'intitulé du chapitre 45-14 pour le rédiger de la manière suivante:

« Contribution exceptionnelle de l'Etat, pour l'exercice 1953, à diverses dépenses de la Société nationale des chemins de fer français. »

Un état C, annexé au projet de loi, porte autorisation d'engagement de dépenses par anticipation sur les crédits de 1954. Le crédit d'ensemble s'élève à 4.885 millions et vise les routes et ponts, les voies de navigation intérieure, les ports maritimes et les établissements de signalisation maritime. Des dispositions de cet ordre sont prises chaque année pour faciliter la jonction des exercices et un meilleur déroulement des programmes.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission des finances vous propose le projet de loi suivant:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, au titre du budget des travaux publics, des transports et du tourisme, pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 175.160.697.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 58.710.496.000 F, au titre III: moyens des services, conformément à la répartition par service et par chapitre qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 116.450.201.000 F, au titre IV: interventions publiques, conformément à la répartition par service et par chapitre qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 10 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est autorisé à engager en 1953, par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'exercice 1954, au titre du budget des travaux publics, des transports et du tourisme, des dépenses se montant à la somme totale de 4.85 millions de francs et réparties par service et par chapitre, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Art. 3. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement dont l'exécution pourra être autorisée en 1953 sur le réseau d'intérêt général secondaire du Vivarais-Lozère concédé à la

Compagnie de chemins de fer départementaux est fixé au maximum, y compris les acquisitions de matériel, à la somme de 5.900.000 F.

Art. 4 (nouveau). — La validité des dispositions des articles 19, 19 bis et 19 quater de l'avenant du 10 juillet 1952 à la convention annexée au décret du 31 août 1937, réorganisant le régime des chemins de fer, est limitée, en ce qui concerne leur répercussion financière sur le budget des travaux publics, au seul exercice 1953.

Une loi qui devra intervenir avant le 1^{er} octobre 1953 fixera l'ensemble des mesures destinées à réorganiser la Société nationale des chemins de fer français.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Travaux publics, transports et tourisme.					
I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.	24.282.762	24.284.823	24.282.767	24.282.762	»
2 ^e partie. — Personnel en retraite. — Pensions et allocations	60.535	60.535	60.535	60.535	»
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	6.540.373	6.544.913	6.544.913	6.544.913	— 4.510
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	3.055.828	3.130.164	3.005.828	3.055.828	»
5 ^e partie. — Travaux d'entretien	21.428.844	21.428.844	21.428.844	21.428.844	»
6 ^e partie. — Subvention de fonctionnement.....	295.254	295.254	295.254	295.254	»
7 ^e partie. — Dépenses diverses	46.900	46.900	46.900	46.900	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état A.....	58.710.496	58.791.433	58.755.041	58.715.036	— 4.510

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Travaux publics, transports et tourisme.					
I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
2 ^e partie. — Action internationale	41.018	41.018	41.018	41.018	»
4 ^e partie. — Action économique. — Encouragements des interventions	483.684	483.684	483.684	483.684	»
5 ^e partie. — Action économique. — Subventions aux entreprises d'intérêt national	115.955.499	115.955.500	115.955.500	115.955.499	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état B.....	116.450.201	116.450.202	116.450.202	116.450.201	»

Etat C. — Autorisations d'engagement de dépenses par anticipation sur les crédits de 1951.

Travaux publics, transports et tourisme.

I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

Chap. 35-21. — Routes et ponts. — Entretien et réparations, 3.413 millions de francs.

Chap. 35-31. — Voies de navigation intérieure. — Entretien et réparations, 718 millions de francs.

Chap. 35-32. — Ports maritimes. — Entretien et réparations, 501 millions de francs.

Chap. 35-33. — Etablissements de signalisation maritime. — Fonctionnement, entretien et réparations, 193 millions de francs.

Total pour l'état C., 4.885 millions de francs.

ANNEXE N° 519

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, approuvant les **comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie** et dépendances pour les **exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946 et 1947** et du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt (exercice 1940), par M. Saller, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 27 juin 1952, l'Assemblée nationale a voté le projet de loi portant approbation des comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie, exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946 et 1947.

L'examen de ces comptes ne donnant lieu à aucune observation, votre commission des finances vous propose l'adoption du texte voté par l'Assemblée nationale.

PROJET DE LOI

Art. 1er. — Sont approuvés les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ci-après énumérés :

EXERCICE 1939

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de soixante millions huit cent soixante-quatorze mille sept cent quarante-huit francs douze centimes (10.871.718 F 12) et en dépenses à celle de cinquante-deux millions neuf cent douze mille huit cent quatre-vingt-douze francs soixante-cinq centimes (52.912.892 F 65) présente un excédent de recettes de sept millions neuf cent soixante et un mille huit cent cinquante-cinq francs quarante-sept centimes (7.961.855 F 47) dont sept millions cinq cent dix-neuf mille quatre cent quatorze francs neuf centimes (7.519.114 F 09) ont été versés à la caisse de réserve et le reste, soit quatre cent quarante-deux mille quatre cent quarante et un francs trente-huit centimes (412.411 F 38) a été versé au Trésor pour rembourser une avance faite au territoire.

EXERCICE 1940

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinquante-sept millions cinq cent vingt-cinq mille cent seize francs cinquante-six centimes (57.521.116 F 56). Mais, en réalité les dépenses ont excédé les recettes de deux millions quatre cent vingt-neuf mille cinq cent cinquante-neuf francs vingt centimes (2.429.539 F 20). Ce déficit a été couvert par un prélèvement sur la caisse de réserve.

EXERCICE 1941

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de cinquante-neuf millions huit cent trente-cinq mille cinq cent soixante-quatre francs soixante-dix centimes (59.835.564 F 77) et en dépenses à celle de cinquante-quatre millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent quatre-vingt francs un centime (51.699.180 F 01) présente un excédent de recettes de cinq millions cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt-quatre francs soixante-seize centimes (5.137.384 F 76) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1942

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de soixante-dix-sept millions cinq cent dix mille quatre cent quatre-vingt quinze francs trente-trois centimes (77.510.495 F 33) et en dépenses à celle de

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3233, 3685 et in-8° 382; Conseil de la République, n° 335 (année 1952).

soixante-deux millions neuf cent dix-sept mille cent quatre-vingt-quatre francs huit centimes (62.917.181 F 08) présente un excédent de recettes de quatorze millions cinq cent quatre-vingt-treize mille trois cent onze francs vingt-cinq centimes (14.593.311 F 25) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1943

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de cent sept millions huit mille sept cent quatre-vingt-neuf francs treize centimes (107.098.789 F 13) et en dépenses à celle de quatre-vingt-neuf millions cinq cent cinquante-sept mille cent quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-sept centimes (89.557.189,87 F) présente un excédent de recettes de dix-sept millions quatre cent cinquante et un mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf francs vingt-six centimes (17.451.599,26 F) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1944.

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de cent vingt-trois millions cinq cent sept mille cinq cent quarante-huit francs six centimes (123.507.518,06 F) et en dépenses à celle de cent six millions neuf cent soixante-quatorze mille cent soixante-six francs quatre-vingt-huit centimes (106.974.166,88 F) présente un excédent de recettes de seize millions cinq cent trente-trois mille trois cent quatre-vingt-un francs dix-huit centimes (16.533.381,18 F) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1945.

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de cent quatre-vingt-quatre millions cinq cent trois mille quatre-vingt-dix francs quarante-deux centimes (181.503.020,12 F) et en dépenses à celle de cent soixante-deux millions trois cent quarante-deux mille cent soixante-neuf francs cinquante-cinq centimes (162.342.169,55 F) présente un excédent de recettes de vingt-deux millions cent soixante et un mille vingt francs quatre-vingt-sept centimes (22.161.020,87 F) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1946.

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de deux cent trente-sept millions six cent cinquante et un mille trois cent vingt-cinq francs quatre-vingt-un centimes (237.651.325,81 F) et en dépenses à celle de deux cent sept millions cinquante-trois mille cinq cent cinquante-cinq francs quatre-vingt-quinze centimes (207.053.555,95 F) présente un excédent de recettes de trente millions cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent soixante-neuf francs quatre-vingt-six centimes (30.597.769,86 F) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1947.

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de deux cent cinquante-quatre millions quatre-vingt-quatorze mille sept cent cinquante-quatre francs quarante-neuf centimes (251.094.754,49 F) et en dépenses à celle de deux cent quarante et un millions sept cent trente-huit mille deux cent quarante et un francs quarante centimes (211.738.211,40 F) présente un excédent de recettes de douze millions trois cent cinquante-six mille cinq cent treize francs neuf centimes (12.356.513,09 F) qui a été versé à la caisse de réserve.

Art. 2. — Est approuvé le compte définitif des recettes et des dépenses du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt — exercice 1940 — arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million neuf cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-six francs quinze centimes (1.931.786,15 F).

ANNEXE N° 520

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **approbation du compte définitif du budget local de la Réunion (exercice 1945)**, par M. Saller, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, dans sa séance du 4 juillet 1952, l'Assemblée nationale a voté le projet de loi portant approbation du compte définitif du budget local de la Réunion (exercice 1945).

L'examen de ce compte ne donnant lieu à aucune observation, votre commission des finances vous propose l'adoption du texte voté par l'Assemblée nationale.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3381, 3683, 3920 et in-8° 419; Conseil de la République, n° 373 (année 1952).

PROJET DE LOI

Article unique. — Est approuvé le compte définitif du budget local de la Réunion, exercice 1952, arrêté en recettes à la somme de deux cent soixante-six millions cinq cent onze mille cent soixante-dix-sept francs (266.511.177 F) et en dépenses à la somme de trois cent deux millions sept cent cinq mille cent cinquante centimes (302.705.105,50 F), faisant apparaître un dépassement des dépenses sur les recettes de trente-six millions cent quatre-vingt-treize mille neuf cent vingt-huit francs cinquante centimes (36.193.928,50 F) qui a été couvert par une avance du Trésor, conformément aux dispositions de l'article 123 de la loi de finances du 31 décembre 1952.

ANNEXE N° 521

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (travail et sécurité sociale)**, par M. Georges Marrane, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le budget du ministère du travail et de la sécurité sociale comprend les dépenses de fonctionnement des services (administration centrale, services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, directions régionales de la sécurité sociale) ainsi que diverses charges sociales et subventions dont la plus importante est constituée par la contribution annuelle de l'Etat au fonds spécial de retraites de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et à diverses caisses de retraites ainsi qu'aux sociétés mutualistes.

Les crédits demandés par le ministère en 1952 s'élevaient à 23.036.372.000 F et pour 1953 ils atteignent 24.506.680.000 F. Mais sur les crédits demandés pour l'année 1952, des réductions étaient intervenues, si bien qu'en définitive les crédits votés n'atteignaient plus pour l'exercice en cours que 21.807.972.000 F.

Comparativement aux dépenses de 1952, il est demandé pour l'exercice actuel une augmentation atteignant 2.698.708.000 F. Mais si l'on compare les crédits demandés pour 1953 avec ceux qui étaient demandés en 1952, l'augmentation n'atteint que 4.470.308.000 F.

Il est utile de souligner que le rapporteur du budget du travail à la commission des finances à l'Assemblée nationale a précisé que l'augmentation des crédits demandés se répartit pour près de 97 p. 100 (2.612.812.000 F) en mesures acquises et pour 3 p. 100 environ (83.896.000 F) en mesures nouvelles.

Les mesures acquises comportent exclusivement :

L'incidence des mesures traduites dans les développements du budget voté de l'exercice 1952 ;

L'application de mesures ou de textes qui, bien que n'ayant pas donné lieu en 1952 à ouverture de crédits, ont néanmoins reçu précédemment l'approbation des Assemblées ;

La modification des crédits relatifs à l'application des lois d'assistance et au versement de diverses prestations à caractère obligatoire ;

La suppression de crédits non renouvelables ;

Enfin des transferts ou des mouvements d'ordre.

Par mesures nouvelles il faut entendre :

Les ajustements aux besoins réels non compris dans les mesures acquises et, en particulier, certaines hausses de prix non traduites dans le budget de 1952 et concernant notamment le charbon, l'électricité et les transports ;

Les mesures nouvelles proprement dites en nombre très limité.

Observations générales.

Après étude attentive de ce budget, il résulte que l'ensemble des crédits proposés par le ministère ont déjà été comprimés au maximum.

L'établissement de ce budget a été visiblement dominé par la politique générale du Gouvernement tendant à la compression maximum de tous les budgets civils.

De ce fait, il est évident qu'un certain nombre de chapitres sont insuffisamment dotés, alors que l'on n'aperçoit pas quels chapitres pourraient être réduits sans apporter une entrave sérieuse au fonctionnement du ministère du travail.

Au cours des exercices précédents, des efforts sérieux de compression de dépenses avaient déjà été effectués en ce qui concerne les effectifs du personnel.

Il n'est peut-être pas superflu de rappeler les réductions intervenues.

Le 1^{er} janvier 1944, le ministère comptait 21.765 agents; on en dénombrait 9.743 à la fin 1951, 9.623 à la fin 1952. A la fin 1953, il comprendra 99 unités de moins.

Il ne semble donc pas qu'il soit possible d'aller plus loin sans risquer de bouleverser le fonctionnement normal des services.

S'il n'apparaît pas possible de compresser davantage les dépenses de l'administration centrale, par contre, il est évident qu'un certain

nombre de chapitres concernant les charges sociales sont insuffisamment dotés.

Il me paraît nécessaire de souligner que les crédits prévus pour le fonds national de chômage seront insuffisants. Il est vrai qu'il ne s'agit que de crédits provisionnels. Mais les indications recueillies quant au développement du chômage dans notre pays laissent prévoir une élévation du nombre de chômeurs.

Les crédits prévus pour la formation professionnelle sont également notoirement insuffisants. Surtout si l'on veut bien considérer qu'un certain nombre d'entreprises, dont l'outillage est ancien, sont définitivement fermées.

Il serait nécessaire d'orienter la main-d'œuvre réeducable de ces corporations vers les centres de formation professionnelle pour les métiers où l'on manque de main-d'œuvre qualifiée (mines, agriculture, bâtiment). Au lieu de réduire les centres de formation professionnelle, il serait urgent d'en créer de nouveaux.

A noter qu'il serait plus profitable à l'économie nationale d'affecter des crédits pour transformer les chômeurs en ouvriers qualifiés, plutôt que d'allouer des allocations de chômage dont l'insuffisance maintient les attributaires dans la misère et le désespoir.

Le crédit prévu pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains est également notoirement insuffisant.

Depuis 1948, le ministère du travail a procédé à l'installation de 9 foyers d'hébergement comportant au total 2.417 places. Il faut ajouter les foyers dont la construction est projetée pour 1953 comportant au total 1.188 places, et qui s'ajouteront aux travaux en cours permettant de porter la capacité des foyers d'hébergement à 4.131 places.

Mais pendant la même période, l'immigration des travailleurs nord-africains n'a cessé d'augmenter et M. le ministre du travail a déclaré que leur nombre dépassait 155.000.

Chacun peut, par la comparaison de ces chiffres, juger de l'insuffisance de l'effort accompli.

Le crédit affecté aux sociétés ouvrières et aux fédérations des sociétés ouvrières de production ne correspond nullement aux besoins présents.

Pour en juger, il suffit de rappeler que le crédit affecté à ce sujet en 1938 se montait à 439.450 F.

Si l'on veut bien considérer que le ministère estime que la participation des coopératives ouvrières aux adjudications publiques constitue un facteur important de baisse de prix, chacun admettra que le chiffre prévu de 1.500.000 F est notoirement insuffisant, et qu'il est indispensable de le relever de toute urgence.

Enfin, il est indispensable de soulever la question des retraités des agents des chemins de fer locaux. Une loi votée au mois d'août 1950 n'est pas encore entrée en application, le conseil d'Etat ayant formulé des observations sur le texte de cette loi. Le Gouvernement aurait pu, depuis, déposer un autre texte dans le but de donner satisfaction aux revendications légitimes de cette catégorie de retraités à qui le vote de la loi avait fait entrevoir une amélioration de leur situation, espoir continuellement déçu.

Examen du budget par l'Assemblée nationale.

Lors de l'examen du chapitre 31-01 « Personnel. — Administration centrale. — Rémunérations principales », la commission des finances de l'Assemblée nationale avait décidé de supprimer le crédit de 1.536.000 F demandé pour le maintien en fonctions jusqu'au 1^{er} juillet 1953 de quatre agents contractuels chargés de poursuivre l'achèvement des opérations relatives à la mise en recouvrement de l'indemnité compensatrice des prisonniers de guerre et d'instruire les dossiers contentieux.

A la séance de l'Assemblée nationale du 23 octobre, sur la promesse du ministre que le maintien en fonctions des quatre agents contractuels chargés de l'achèvement des opérations de liquidation ne dépasserait pas le 1^{er} juillet 1953, le crédit a été rétabli.

Au chapitre 33-91 « Personnel. — Charges sociales. — Prestations et versements obligatoires », la commission avait également décidé de supprimer le crédit de 90.000 F inscrit à l'article 8, « Versement des cotisations au titre du régime de sécurité sociale » et représentant l'incidence du maintien pour six mois des quatre postes d'agents contractuels visés au chapitre 31-01.

En conséquence du rétablissement du crédit au chapitre 31-01, l'Assemblée nationale a rétabli le crédit prévu au chapitre 33-91.

Appliquant une décision par elle prise pour l'ensemble des départements ministériels, la commission des finances de l'Assemblée nationale avait réduit de 25 p. 100 la dotation du chapitre 33-92 « Prestations et versements d'ordre social facultatifs ».

Les crédits demandés pour l'ensemble du chapitre qui s'élevaient au chiffre des crédits votés pour 1952, soit à 16.253.000 F, se trouvaient ainsi diminués de 4.063.000 F.

L'Assemblée nationale n'a pas accepté la réduction proposée par la commission des finances et a rétabli le crédit de 16.253.000 F au chapitre 33-92.

Les chapitres de matériel, repris sous les nos 34-02, 34-12 et 34-22 ont été affectés d'un abattement égal à 5 p. 100 des crédits votés en 1952 qui atteignaient respectivement 57.583.000 F, 193.322.000 F et 22.853.000 F.

Les dotations « matériel » accordées par la commission des finances de l'Assemblée nationale pour l'exercice 1953 étaient en conséquence diminuées pour le chapitre 34-02 de 2.879.000 F, pour le chapitre 34-12 de 9.766.000 F et pour le chapitre 34-22 de 1.112.000 F.

L'Assemblée nationale a ratifié les propositions de la commission des finances, et le Gouvernement a introduit une lettre rectificative prenant à son compte les décisions de l'Assemblée nationale,

(1) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4268, 4315 et in-8° 514; Conseil de la République, no 485 (année 1952).

ce qui ne permet pas au Conseil de la République de rétablir, s'il le désire, les chiffres proposés dans la présentation initiale du budget.

Au chapitre 31-92: « Achat et entretien de matériel automobile », pour lequel les crédits demandés s'élèvent à 5.862.000 F, la commission des finances de l'Assemblée nationale a procédé à un abatement de 250.000 F pour tenir compte de la réduction des frais de réparation appliquée récemment dans les garages.

Cet abatement a été adopté par l'Assemblée nationale.

A l'occasion du chapitre 46-11: « Fonds national de chômage. — Aide aux travailleurs », la commission des finances de l'Assemblée nationale, bien qu'elle n'ait pas effectué de réduction de crédits, a exprimé le désir d'avoir des explications sur la façon dont sont établies les statistiques de chômeurs totaux, sur l'évolution, mois par mois, du chômage en France ainsi que sur le nombre des chômeurs non secourus. Elle a tenu, d'autre part, à marquer qu'en raison de la conjoncture et de la nature même des crédits, la dotation de ce chapitre ne pouvait avoir qu'un caractère provisionnel.

L'Assemblée nationale a adopté le chiffre proposé par le Gouvernement.

Lors de la discussion du chapitre 46-12, concernant l'amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains, l'Assemblée nationale a adopté les trois amendements suivants portant chacun réduction indicative de 1.000 F:

Amendement de M. Boubien: pour attirer l'attention sur l'insuffisance des crédits pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains;

Amendement de M. Lanet: pour demander au Gouvernement d'aider les initiatives privées en faveur du logement des Nord-Africains;

Amendement de M. Fayet: pour demander que les allocations familiales des Nord-Africains soient versées au membre de la famille qui assume l'éducation et l'entretien des enfants.

Lors de l'examen du chapitre 47-11: « Aide aux travailleurs immigrants », la commission des finances de l'Assemblée nationale a exprimé le souhait que fussent données des explications publiques sur la politique d'immigration du Gouvernement. Elle n'a toutefois pas effectué de réduction sur le chapitre.

A la suite des explications du ministre, les crédits portés à ce chapitre ont été votés sans modification.

Enfin, la commission des finances de l'Assemblée nationale avait, à titre indicatif, réduit de 1.000 F le chapitre 47-22: « Contribution annuelle de l'Etat au fonds spécial de retraites de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et à diverses caisses de retraites » afin d'attirer l'attention sur la situation des anciens employés des chemins de fer locaux et le problème de leur retraite.

L'Assemblée nationale a adopté les quatre amendements suivants: Amendement de la commission des finances appelant l'attention sur la situation des anciens employés des chemins de fer locaux et le problème de leur retraite;

Amendement de M. Sion pour attirer l'attention sur la nécessité d'engager une discussion sur l'augmentation des retraites minières;

Amendement de M. Noël pour protester contre l'insuffisance des crédits prévus au fonds spécial de la caisse autonome mutuelle de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways;

Amendement de M. Penoy pour souligner l'insuffisance de la contribution au fonds spécial de la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways.

Propositions de la commission des finances du Conseil de la République.

La commission des finances a adopté, avant l'examen des différents budgets, une décision tendant à bloquer, dans un article additionnel, 10 p. 100 des crédits, en vue de réserver au Parlement la possibilité d'examiner les budgets de dépenses lorsque sera connue la texture de la loi de finances.

Ce texte a été adopté par la majorité de la commission contre l'avis du rapporteur de ce budget, celui-ci estimant que les crédits sont déjà réduits au minimum et qu'ils comportent, ainsi que l'a indiqué le rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée nationale, 97 p. 100 de mesures acquises.

La commission des finances a adopté, sans modification, tous les chapitres jusqu'au chapitre 33-91 inclus.

Sur le chapitre 33-92, elle a, en application d'une décision générale prise à la majorité, réduit de 25 p. 100 le crédit des subventions aux cantines qui se trouve ainsi ramené de 4.793.000 F à 3 millions 730.000 F ainsi que celui des subventions aux colonies de vacances réduit de 783.000 F à 587.000 F.

Les chapitres 34-01, 34-02, 34-11, 34-12, 34-21, 34-22, 31-91, 34-92 ont été adoptés sans modification.

Sur le chapitre 34-93, adopté sans changement, la commission invite le Gouvernement à faire exécuter l'impression des publications du ministère à l'imprimerie nationale.

Il apparaît anormal que des commandes soient passées par des services administratifs à l'industrie privée pendant que l'imprimerie nationale manque de travaux d'impression.

Pas d'observation sur les chapitres 37-91, 37-92, 38-91, 38-92, 42-11, 43-11.

Sur le chapitre 43-12, la commission des finances a adopté une réduction indicative de 1.000 F pour manifester sa volonté de voir développer la formation professionnelle des adultes. Il résulte d'informations des services qualifiés du ministère du travail que le nombre des chômeurs est en augmentation.

D'autre part, il existe des besoins non satisfaits de main-d'œuvre qualifiée dans un certain nombre de professions, en particulier dans les mines, le bâtiment et l'agriculture.

Il est donc nécessaire d'accentuer l'effort de formation professionnelle dans toutes les corporations manquant de main-d'œuvre qualifiée.

La commission demande également, sur la proposition de M. Rogier, la création de centres de formation professionnelle en Afrique du Nord, ce qui permettrait d'assurer un emploi aux ouvriers Nord-africains désirant travailler en France.

Sur le chapitre 44-11, la commission a opéré une réduction indicative de 1.000 F, manifestant son intention de voir augmenter ce crédit qui est loin de correspondre aux besoins et se trouve considérablement réduit comparativement aux crédits d'avant-guerre.

En 1938, le crédit figurant à ce chapitre était de 439.450 F. Chacun admettra que le crédit de 1.500.000 F prévu pour 1953, compte tenu de la hausse des prix, est très inférieur à celui de 1938.

L'insuffisance des crédits figurant à ce chapitre avait été en partie compensés par les prêts prévus dans le plan Monnet au titre des crédits sociaux.

Mais depuis 1948, le montant de ces prêts a diminué chaque année et on ne connaît pas la somme qui sera allouée sur ce chapitre en 1953.

Il est donc indispensable de relever dans une proportion efficace les crédits du chapitre 44-11.

Au chapitre 46-11, la commission a également procédé à une réduction indicative de 1.000 F.

D'abord, parce qu'elle considère que les crédits prévus sont insuffisants compte tenu de l'aggravation de la crise de chômage.

La commission n'ignore pas qu'il s'agit de crédits provisionnels, mais elle n'en a pas moins voulu en souligner l'insuffisance.

D'autre part, elle a entendu manifester son désir de voir appliquer la réglementation concernant l'admission au chômage avec moins de rigueur.

Enfin, elle a manifesté son désir de voir abroger les dispositions de la loi d'octobre 1940, qui a supprimé les commissions paritaires au sein desquelles les organisations ouvrières et patronales étaient représentées, ainsi que les élus et l'administration.

Ces organismes fonctionnaient avant la guerre à la satisfaction générale. Il est donc anormal qu'une loi imposée par l'occupant en 1940, dans son intérêt propre, n'ait pas encore été abrogée, alors qu'elle constitue une mutilation indiscutable des libertés locales et départementales.

La commission a également procédé à une réduction indicative de 1.000 F au chapitre 46-12. Elle a considéré que l'augmentation de 15 millions prévue à ce chapitre était notoirement insuffisante.

Elle s'est associée à l'Assemblée nationale qui a procédé à trois réductions indicatives de 1.000 F ainsi qu'il est indiqué précédemment.

Lorsque le programme d'aménagement de nouveaux centres d'hébergement, en faveur des travailleurs nord-africains, sera terminé il sera possible de disposer de 4.131 places.

Or, le nombre de travailleurs nord-africains non logés et souvent sans ressources dépasse certainement le chiffre de 100.000.

Leur situation est d'autant plus insoluble que la crise du logement s'aggrave chaque année dans notre pays. Mais parmi les mal-logés, les travailleurs nord-africains occupent la situation la plus tragique.

Un grand nombre d'entre eux se partagent par roulement la même chambre et souvent le même lit.

Et dans ce cas il arrive parfois que les travailleurs nord-africains en chômage ne peuvent même pas bénéficier de l'inscription au fonds de chômage, ne pouvant pas fournir le certificat de domicile exigé par les services de main-d'œuvre.

Il est indispensable et urgent que le ministère du travail accomplisse un effort important pour remédier à la situation tragique des travailleurs nord-africains en France, atteints de ce fait en nombre important par la tuberculose.

Pas de modification aux chapitres 47-11, 47-12, 47-13 et 47-21.

Sur le chapitre 47-22, la commission des finances a adopté une réduction indicative de 1.000 F pour demander au Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour améliorer les retraites des employés des chemins de fer locaux.

Une loi a été votée dans ce but en août 1950. Cette loi n'aurait pas été promulguée à la suite d'observations formulées par le conseil d'Etat.

Il est inadmissible que le Gouvernement n'ait pas tenu compte de la volonté formelle manifestée par le Parlement.

La commission demande au Gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent pour améliorer la situation difficile des retraités des chemins de fer locaux qui attendent avec impatience l'application de la loi votée en août 1950.

C'est sous le bénéfice de ces observations que votre commission des finances vous invite à adopter le présent budget.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre du travail et de la sécurité sociale, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 24.491.192.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 5.906.703.000 F, au titre III. — Moyens des services, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 18.584.489.000 F au titre IV. — Interventions publiques, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 40 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Travail et sécurité sociale.					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
4 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.	4.321.301	4.321.301	4.321.301	4.321.301	»
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	499.773	492.212	492.212	492.212	— 1.439
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	613.439	657.476	613.439	613.439	»
7 ^e partie. — Dépenses diverses	451.190	451.190	451.190	451.190	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état A.....	5.906.703	5.922.179	5.908.112	5.908.112	— 1.439

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Travail et sécurité sociale.					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
2 ^e partie. — Action internationale	153.109	153.109	153.109	153.109	»
3 ^e partie. — Action éducative et culturelle.....	4.023.999	4.021.000	4.021.000	4.021.000	— 1
4 ^e partie. — Action économique. — Encouragements et interventions	1.499	1.500	1.500	1.500	— 1
6 ^e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité	3.266.727	3.266.732	3.266.732	3.266.729	— 2
7 ^e partie. — Action sociale. — Prévoyance.....	11.139.155	11.139.160	11.139.160	11.139.156	— 1
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état B.....	18.581.489	18.581.501	18.581.501	18.581.491	— 5

ANNEXE N° 522

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

AVIS présenté au nom de la commission de la production industrielle, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Industrie et commerce), par M. Bousch, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de budget qui est soumis au Conseil de la République pour l'exercice 1953 apparaît essentiellement comme un budget de reconduction.

Reconduction tout d'abord, parce que les chiffres du budget sont sensiblement les mêmes que ceux de l'an dernier, sous la seule réserve de l'incidence des mesures votés par le Parlement en cours d'année.

Reconduction aussi — et ceci nous le regrettons — parce que certaines observations faites l'an dernier n'ont pas été entendues ou n'ont pas encore eu de suite.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4262, 4256 et in-8° 515; Conseil de la République, nos 486 et 511 (année 1952).

Bien qu'elles fussent à vrai dire peu nombreuses, nous les reprendrons donc cette année afin que M. le ministre de l'Industrie et du Commerce ait la possibilité d'exposer son point de vue au Conseil de la République.

I. — Les dépenses de fonctionnement.

1^o Vue d'ensemble.

Les effectifs restent les mêmes que l'an dernier, soit un total de 3.282 unités. Il est bon de rappeler que ce ministère est celui qui a subi depuis la Libération la plus forte compression d'effectifs. Ceux-ci sont, en effet, tombés:

De 30.000 en 1915, à 5.700 en 1916, 3.500 en 1950, et se stabiliseront à 3.282 pour l'exercice prochain.

Certes, ces réductions considérables sont la conséquence de la transformation profonde de l'économie due à la cessation des rationnements de toutes sortes. Il est néanmoins juste de faire remarquer que c'est en somme un état-major extrêmement réduit qui a pour mission de diriger et coordonner toute l'industrie et le commerce français. Nous voyons dans la formule, adoptée pour le fonctionnement de ce ministère, une juste mesure entre le laisser-faire d'une forme de libéralisme démodé et la paperasserie envahissante d'un dirigisme excessif.

Cette observation présente, selon nous, d'autant plus de poids qu'on ne peut pas, malheureusement, la faire pour tous les ministères.

tières. C'est ainsi qu'on peut comparer avantageusement les crédits de fonctionnement du ministère de l'industrie et du commerce, soit 3 milliards 185 millions, à ceux qui nous seront demandés prochainement pour d'autres départements ministériels.

Ces appréciations favorables — et méritées — sur l'ensemble de la gestion du ministère ne nous montrent que plus à l'aise pour soutenir un certain nombre d'observations sur des points particuliers que nous allons maintenant exposer.

2° Les effectifs de la direction du Gaz et de l'Electricité.

Les effectifs de la direction du Gaz et de l'Electricité ne sont certes pas considérables: 222 agents.

Ils ont quelque peu diminué depuis 1939 puisque, à une époque il y avait 241 agents pour la direction de l'Electricité seule, et que le service du Gaz n'a été créé qu'en 1941 et rattaché à cette direction en 1943.

La commission avait déjà, l'an dernier, exprimé l'avis que la structure de ces services méritait d'être examinée de près. Elle est restée, en effet, à peu près la même qu'avant la nationalisation, à une époque où le ministère devait contrôler plusieurs centaines d'entreprises électriques et gazières, toutes aux mains de groupes privés dont les intérêts pouvaient s'opposer à l'intérêt général.

Or, la nationalisation s'est accompagnée d'un grand effort de rationalisation et de simplification, puisque pratiquement les deux activités, gaz et électricité, sont concentrées entre les mains d'un petit nombre de grands services nationaux dont les principaux sont: Electricité de France et Gaz de France, ainsi que dans une mesure moindre, la Compagnie nationale du Rhône et la Société nationale des chemins de fer français.

Les services du ministère ne se trouvent donc plus, comme jadis, devant une poussière d'entreprises ayant chacune leurs statuts, leurs contrats et leurs particularités.

En somme, l'édifice ancien ne se trouve donc plus, comme jadis, qu'on venait de bâtir, et c'est ainsi qu'on trouve dans cette direction des services chargés respectivement:

- Du contrôle de la production d'énergie électrique;
- Du contrôle du transport et de la distribution;
- Des questions sociales dans les industries du gaz et de l'électricité;
- Des études techniques.

Or, il est bien évident que les grandes entreprises nationalisées traitent déjà ces mêmes questions.

Dans ces conditions, il apparaît à la commission que cette direction pourrait être concentrée en évitant les doubles emplois et en limitant son rôle à celle d'un organisme de liaison chargé d'informer et de préparer les décisions du ministre, doublé par un service d'inspection générale ayant pour mission de contrôler l'exécution des dites décisions.

Dans cette formule, les effectifs pourraient vraisemblablement être réduits en nombre, tout en conservant les cadres de haute valeur, aptes à arbitrer les grands intérêts en présence, cadres auxquels la commission s'est plu à rendre hommage.

Cette suggestion ne fait d'ailleurs que reprendre une observation des commissions départementales d'économies, restée jusqu'à ce jour sans suite.

Nous souhaiterions que le ministre nous donne l'assurance que cette question sera mise à l'étude et qu'elle portera à la fois sur l'administration centrale et sur les services extérieurs.

3° La direction des industries mécaniques, le régime des licences d'importation et d'exportation.

La direction des industries mécaniques (D. I. M.) est chargée, entre autres, sinon de délivrer les licences d'importation et d'exportation des produits ressortissant à son activité, tout au moins de donner, à leur sujet, un avis décisif.

En raison du déficit grave de notre commerce extérieur, le Gouvernement a décidé de réduire considérablement les importations. A cette fin, celles-ci ont été divisées en deux catégories: les importations dites essentielles (en pratique les matières premières) et les importations considérées comme moins nécessaires (notamment les produits fabriqués). Les premières n'ayant pas pu être l'objet de compressions excessives, parce que faute de matières premières étrangères, l'activité nationale serait dangereusement ralentie, la réduction a porté d'une manière massive sur les objets fabriqués, notamment sur les importations de matériel mécanique et électrique relevant de la D. I. M.

Cette compression est d'ailleurs considérable puisque les licences accordées, si nous sommes bien renseignés, ne dépassent pas 20 p. 100 des demandes. Or, pour un importateur, l'octroi d'une licence représente parfois une valeur considérable, puisque l'acquisition peut porter sur du matériel qui est bien moins cher à l'étranger ou parfois même introuvable en France, et dans ce cas l'opération constitue pour lui une excellente affaire.

La commission souhaiterait avoir connaissance du critérium qui guide la D. I. M. dans le choix des bénéficiaires parmi le flot des demandeurs. Nous ne doutons pas un seul instant que ce critérium soit l'intérêt national, mais nous désirerions savoir si son appréciation est caractérisée par des règles précises, ou bien si elle est laissée à l'interprétation subjective de l'administration ou d'organismes dans lesquels les usagers ne sont pas représentés.

En ce qui concerne les exportations, la difficulté est autre. On sait que des licences sont exigées pour l'exportation de certains produits semi-finis nécessaires à l'activité nationale. Dans ce cas, c'est encore la D. I. M. qui est juge de l'opportunité de l'exportation; or, selon certaines informations, le critère suivi est celui du prix de vente. Entre deux exportations relatives au même produit, est jugée intéressante, celle qui s'opère au prix le plus élevé

et par conséquent fait rentrer le plus de devises. Cette règle est, tout au moins en apparence, la plus rationnelle.

Cependant, elle peut laisser à certains importateurs étrangers la possibilité de majorer artificiellement les prix, en accord d'ailleurs avec les vendeurs français.

Ainsi l'adhésion de la D. I. M. est-elle emportée.

La différence semble faire l'objet de soultes exprimées en francs, et réinvesties en France, au profit du contractant étranger.

Nous croyons devoir attirer l'attention du Gouvernement sur de telles pratiques qui, sous le couvert de l'intérêt général, risquent de faire passer sous contrôle étranger certaines activités nationales.

II. — Les subventions et les interventions publiques.

Cependant, le ministère de l'industrie et du commerce n'intervient pas seulement directement par l'action de ses services, mais aussi par le moyen de l'aide financière accordée par l'Etat à des organismes divers.

Cette part de son activité est d'ailleurs celle qui consomme une fraction importante des crédits budgétaires, surtout si l'on tient compte de la subvention réservée à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides, qui n'est plus inscrite à ce budget, mais reportée à celui des finances (charges communes).

1° Subventions au centre national de la cinématographie.

La subvention demandée pour le centre national du cinéma se monte à 37.249.000 F, c'est-à-dire exactement à la même somme que pour l'exercice 1952.

Ce crédit se décompose en deux parties:

- Subvention de fonctionnement du centre, 19.249.000 F.
- Subvention pour l'organisation du festival de Cannes, 18 millions de francs.

Le fonctionnement du centre national du cinéma avait déjà retenu l'attention du Conseil de la République, puisque, lors de la discussion du budget de 1952, aussi bien la commission de la production industrielle que celle des finances avaient déposé chacune un amendement tendant à réduire le crédit respectivement de dix millions et de un million. Les deux commissions invitaient le Gouvernement à supprimer le centre et à le remplacer par un simple service du ministère.

Il est apparu à votre commission de la production industrielle que cette subvention n'avait pas de raison d'être, car le centre national du cinéma dispose par ailleurs de ressources importantes de l'ordre de 320 millions.

Bien que nous n'ayons pas pu obtenir confirmation par le ministère de certains éléments d'information, il est certain que le centre ristourne une partie de la subvention à un certain nombre d'organismes filiaux, tels que l'association pour la recherche filmologique, la commission supérieure technique, etc.

Dans ces conditions, votre commission estime que le centre pourrait parfaitement vivre avec les seules ressources de la profession — ce qui est d'ailleurs la situation normale des autres activités économiques.

En conséquence, elle accepte la demande de crédit de 18 millions pour le festival de Cannes, mais elle vous propose, par un amendement, de supprimer la subvention de 19.249.000 F prévue pour le centre du cinéma.

Toujours dans le domaine du cinéma, qu'il nous soit permis de nous étonner de voir l'Etat continuer à exploiter, en dépit des protestations des commissions du Conseil de la République, toute une série d'entreprises de production et de distribution de films, voire même de simples salles de cinéma.

A notre avis, l'Etat a d'autres tâches à remplir plus essentielles; c'est pourquoi nous demandons au Gouvernement de prendre l'engagement d'une révision de ces activités et d'une liquidation de sociétés qui sont entrées dans le patrimoine de l'Etat seulement par suite de circonstances particulières.

2° Les bureaux internationaux de la propriété industrielle et l'institut national.

Le chapitre 42-91 prévoit une participation de la France aux deux bureaux internationaux de la propriété industrielle, celui de Berne, relatif principalement aux marques de fabrique et celui de la Haye, créé depuis la guerre, qui a pour mission d'exprimer un avis sur les antériorités en matière de brevets d'invention.

Ces deux dépenses mentionnées pour mémoire. En réalité, il y a vraisemblablement un erreur de présentation, car en application du décret du 22 décembre 1951, c'est l'institut national de la propriété industrielle qui doit supporter la charge du fonctionnement des deux organismes internationaux.

A ce sujet, signalons que le fonctionnement du bureau de la Haye donne lieu à de nombreuses critiques. Il apparaît, en effet, hors d'état de faire face à ses obligations.

Nous sommes pleinement d'accord pour que la France supporte sa part de charges d'organismes internationaux; mais encore faut-il que ceux-ci soient en mesure de remplir leur mission.

D'autre part, nous croyons savoir que l'Allemagne a reconstitué son célèbre « Patentamt ». La commission estime dans ces conditions que ce problème doit être examiné par le Gouvernement, avec le souci d'une coopération internationale qui sauvegarde les intérêts français.

Sur le plan national cette fois, nous souhaiterions être renseignés sur le fonctionnement de l'institut national de la propriété industrielle. On sait qu'en application de la loi du 19 avril 1951, cet office a été substitué au service qui existait précédemment au ministère. Il avait en effet paru indispensable de disposer d'un

organisme plus souple qu'un service d'Etat, capable d'adapter ses moyens aux besoins et, au surplus, doté de ressources propres en fonction des services rendus.

La commission a exprimé le désir de savoir si le nouvel organisme, qui avait hérité, au départ, d'un retard considérable, avait réussi à combler celui-ci.

D'autre part, elle s'est inquiétée de l'équilibre financier de ce nouvel établissement, et désirerait tout au moins savoir s'il n'y a pas lieu de craindre, soit un déficit, soit un relèvement des redettes.

4° L'encouragement à l'artisanat.

Le chapitre 41-01 comprend, en dehors d'un crédit de 1.300.000 F pour l'organisation d'expositions et d'un crédit de 300.000 F pour le centre d'études internationales, une somme de 1.400.000 F (art. 2) pour l'encouragement à l'artisanat.

Votre commission a estimé qu'il était dérisoire d'éparpiller ainsi dans le budget des sommes qui, sans être individuellement considérables, finissent au total, par grever les finances publiques sans aucun profit pratique.

Elle estime qu'il serait infiniment plus efficace d'aider l'artisanat par un statut qui soit moins rétrogradé que le statut actuel. En effet, selon le statut en vigueur, seuls bénéficient des avantages fiscaux les artisans qui travaillent sans machines, c'est-à-dire pratiquement ceux dont le rendement est le plus faible. Compte tenu de la diffusion de l'énergie électrique, certains ateliers d'artisans pourraient être plus abondamment mécanisés, à condition de se spécialiser étroitement. Dans cet esprit, la commission renouvelle le vœu, qu'elle a déjà formulé, d'une révision du statut de l'artisanat.

Dans cette réforme dont la nécessité n'est contestée par personne la commission désirerait que le nouvel artisanat qui se crée peu à peu dans les campagnes en vue de l'entretien des engins mécaniques qui se développent : tracteurs, véhicules, machines agricoles, etc., retienne tout particulièrement l'attention. Un outillage insuffisant de ces artisans se traduit par une productivité insuffisante et celle-ci, tout en interdisant aux intéressés d'accéder à un niveau de vie plus élevé, n'en pèse pas moins sur les prix des services et par conséquent sur le coût de la vie.

A propos de l'artisanat la commission désirerait être renseignée sur la subvention de 500 millions dont l'attribution à la haute couture a été prévue.

Sans méconnaître l'intérêt de cette activité, qui nous rapporte des devises, et qui est actuellement menacée d'une crise sévère, la commission s'étonne que cette somme ait été prélevée sur le fonds d'encouragement à l'industrie textile, qui lui paraît destiné à un tout autre objet.

4° La caisse de compensation des combustibles minéraux solides.

Le chapitre 41-11 prévoit pour la caisse de compensation des combustibles minéraux solides une subvention dont le montant n'est indiqué que pour mémoire.

La prévision de dépense pour 1953 s'élève à 23 milliards. Pour l'année qui s'achève la caisse a reçu 26 milliards, pour 29 milliards de dépenses. La soudure des deux exercices posera donc un problème de trésorerie.

Le principe même du fonctionnement de la caisse appelle de la part de votre commission de sérieuses réserves.

En effet, si la commission est favorable à la compensation, elle l'est par contre beaucoup moins à la subvention. Dès l'instant que la France est obligée d'importer du charbon, dont le prix n'est pas le même que celui du combustible national, on comprend la nécessité d'une péréquation des prix. Mais si la péréquation exige l'intervention d'une caisse avec des recettes et des dépenses, elle postule en principe l'égalité des mes et des autres, le but étant simplement de substituer un prix de vente moyen à une disparité choquante.

Par contre, ce qui est le cas présent, si la caisse est systématiquement en déficit, c'est qu'on va plus loin et qu'on maintient artificiellement bas le prix du charbon.

Selon la commission, cette politique comporte de graves inconvénients économiques. Certes, une hausse du prix du charbon se répercuterait en cascade sur les prix des produits les plus divers, augmenterait le coût de la vie et handicaperait l'industrie nationale.

Il faut donc tout faire pour l'éviter.

Toutefois, il ne faut pas oublier que la subvention provient des ressources fiscales; or qui oserait affirmer que la fiscalité excessive ne grève pas l'indice des prix et l'activité industrielle?

Mais il y a plus grave et c'est sur ce point que la commission demande au ministre de l'Industrie et du Commerce de faire porter son effort: la France est un pays faiblement doté en moyens énergétiques. Nos ressources par habitant sont très inférieures à celles de la Grande-Bretagne et surtout des Etats-Unis. Il importe donc que celles-ci ne soient pas gaspillées; or la vente du charbon à un prix inférieur en moyenne au prix de revient laisse place au gaspillage. Industriels et utilisateurs n'ont en effet aucun intérêt à moderniser leur outillage et leurs installations en vue de réaliser des économies de combustible.

Le Conseil économique a exprimé, récemment, à une très forte majorité, l'avis qu'« une tonne de charbon économisée vaut mieux qu'une tonne de charbon extraite ». C'est une thèse que le Conseil de la République a toujours soutenue.

Dans cet esprit, la commission demande au Gouvernement la mise en application d'un certain nombre de mesures:

1° Développement de la propagande en faveur de ces économies; mieux informés les utilisateurs comprendront que leur intérêt coïncide avec l'intérêt général;

2° Soutien de l'action si utile de la S. O. M. E. X.;

3° Amélioration du fonctionnement du crédit national en vue de faciliter l'octroi de prêts aux industriels désireux de moderniser leurs installations consommatrices de charbon et notamment les chaudères.

Cet organisme prête à un taux trop lourd et ses formalités sont rebutantes.

5° L'aide aux entreprises électriques.

Le chapitre 41-21 prévoit une aide aux entreprises de production et de transport d'électricité et ceci sous la forme d'avances ou de subventions.

Il s'agit, en application d'une loi du 31 mars 1931, de l'allocation d'annuités destinées à alléger la charge en intérêts des emprunts contractés avant 1935 par des entreprises de l'espèce. Du fait des nationalisations, Electricité de France et la Société nationale des chemins de fer français se sont substituées à un certain nombre d'entreprises, de sorte qu'actuellement, il ne reste plus que trois bénéficiaires:

Electricité de France, 12 millions; la Société nationale des chemins de fer français, 2 millions; l'Hydroélectrique du Midi (non nationalisée), 1 million. — Total, 15 millions.

Il s'agit d'une somme minime, mais la commission ne saisit pas très bien le fondement de pareilles subventions à Electricité de France et à la Société nationale des chemins de fer français. On ne doit pas oublier en effet que ces entreprises ont vu leurs charges financières, résultant des emprunts d'avant-guerre des anciennes sociétés, allégées dans la proportion de plus de 95 p. 100 du fait de la dévaluation, de sorte qu'il n'apparaît pas nécessaire de les réduire encore. La commission apprécierait que le Gouvernement prenne l'initiative, à l'occasion d'une loi de voies et moyens, de supprimer ces subventions qui encombrant les discussions budgétaires, sont dérisoires pour de grandes entreprises et ont été compensées par des avantages très supérieurs.

6° Les recherches techniques.

Le montant du crédit affecté aux recherches techniques, soit 40.500.000 F, est en augmentation sur celui de l'exercice 1952, soit 8.500.000 F.

En dépit de cette augmentation, qu'il soit permis à la commission de la production industrielle d'exprimer ses regrets devant la modicité des ressources affectées à nos laboratoires. Certes, il existe dans le budget de l'Etat, d'autres chapitres, notamment dans le budget de l'éducation nationale, dans celui des postes, télégraphes et téléphones, et dans les budgets militaires qui sont relatifs aux recherches. De même les grands organismes nationaux, tels que les Charbonnages de France et Electricité de France notamment, disposent de leurs services de recherches financés par leurs ressources propres. Il n'en subsiste pas moins que cette modeste somme de dix millions et demi représente tout l'effort de recherches techniques à la charge de l'Etat dans l'immense secteur des activités qui ressortissent de l'initiative privée: métallurgie, sidérurgie, chimie, optique, utilisation de l'énergie électrique, construction mécanique, instruments de précision, etc.

La commission regrette que le Parlement n'ayant pas l'initiative des dépenses, elle ne puisse qu'émettre un vœu. C'est que, pour l'exercice prochain, une appréciation plus juste soit faite des impératifs nationaux, auxquels il doit être satisfait, si on veut que la France continue à tenir sa place parmi les nations industrielles.

Sans demander à d'autres budgets des économies substantielles, la commission signale qu'elle verrait volontiers tripler ce crédit, par affectation des sommes rendues disponibles grâce à l'abattement de 19 millions opéré sur la subvention au centre national de la cinématographie.

7° Les houillères du Sud-Oranais.

La commission s'inquiète de la progression de la subvention qui passe de 207 millions pour 1952 à 310 millions pour 1953, soit un accroissement de 133 millions ou 64 p. 100.

Certes, la commission n'ignore pas qu'il existe entre la métropole et l'Algérie une convention selon laquelle le déficit doit être réparti entre les deux budgets. Elle a parfaitement souvenir des arguments qui ont été donnés par le Gouvernement, chaque année, au Conseil de la République pour justifier cette exploitation onéreuse:

Intérêt social: donner du travail à une population jusque-là sous-alimentée;

Intérêt stratégique: assurer à l'Afrique du Nord un minimum de production énergétique pour le cas où cette contrée serait coupée du ravitaillement extérieur.

Il n'en subsiste pas moins que, chaque année, le ministre a donné au Conseil de la République l'assurance que toutes les améliorations tendant à réduire ce déficit seraient poursuivies. Or, force est bien de constater qu'au lieu de diminuer, le déficit augmente: la commission ne peut donc que tirer la conclusion qu'il n'existe aucun plan industriel ni financier sérieux permettant de prévoir le prix de revient en fonction de la production et des investissements consentis.

Cette question a semblé à votre commission présenter un caractère technique marqué, mais dans le monde moderne, le Parlement, notamment les commissions spécialisées, ne saurait ignorer la technique. Il lui est apparu notamment que l'équilibre financier des houillères est lié au fonctionnement de certaines centrales construites en Algérie et à la création d'une activité industrielle dans cette région.

Si à Oran ce charbon s'est révélé quasi inutilisable en raison de sa mauvaise qualité et parce qu'il contient du soufre, la commission, se souvenant de l'erreur de Bismarck en 1871, concernant le bassin de Briey dont il ne voulait pas prendre le minerai de fer à l'époque,

lui aussi réputé inutilisable parce qu'impur et contenant du phosphore, n'en conclut pas pour autant que l'exploitation des houillères du Sud-Oranais soit à condamner. Mais, dans l'intérêt des finances publiques, elle demande que soit faite une étude approfondie, technique et financière, et que cette étude ne se limite pas aux seules houillères, mais à l'ensemble de ce combat saharien dont il a été tant question en termes vagues et sur lequel le Parlement est si peu renseigné.

III. — Vue d'ensemble sur la situation économique.

L'examen du projet de budget du ministère de l'industrie et du commerce ne saurait se limiter au simple examen des sommes demandées dans chacun des chapitres. Ce ministère a un rôle à remplir, qui consiste à veiller à l'expansion de l'industrie et du commerce français, et les crédits que nous consentons ont précisément cet objet.

Il importe donc qu'à l'occasion du vote du budget, le Parlement fasse le point de la situation économique, celle-ci étant envisagée sous les aspects qui ressortissent de ce ministère.

1° Le fléchissement de l'activité économique.

Alors que, l'an dernier, de janvier à juin, l'indice de la production industrielle avait cru de 135 à 142, gagnant 7 points, cette année, pour la même période, il a légèrement régressé de 148 à 147. Ainsi, à une économie en expansion a succédé une économie dont il serait certes excessif de dire qu'elle est en crise, mais que l'on peut objectivement qualifier de stationnaire.

Le phénomène est encore plus marqué si on distingue les industries d'équipement qui sont relativement florissantes, notamment, à cause du réarmement et les industries de consommation qui, par conséquent, supportent tout le poids du malaise actuel.

Pour celles-ci, alors que l'an dernier, de janvier à juin, l'indice avait cru de 123 à 126, ce qui était un développement modeste sans plus, cette année, pour la même période, l'indice est tombé de 125 à 108. Ainsi, dans ce secteur, qui est celui qui détermine le niveau de vie de la population, nous assistons déjà à une crise nettement caractérisée puisque, en six mois, l'activité a diminué de 10 p. 100.

Ce résultat est la conséquence de la politique de baisse des prix dont nous ne méconnaissons pas l'intérêt et les influences heureuses sur la stabilité monétaire.

Nous pensons qu'il convient de poursuivre les efforts entrepris pour atteindre un palier de stabilisation du coût de la vie. Toutefois, la poursuite de cette politique ne doit pas faire perdre de vue l'objectif essentiel qui est l'élevation du standard de vie par une augmentation constante de la production.

Parallèlement et dans tous les secteurs publics ou privés, des mesures doivent être prises pour lutter contre le parasitisme économique.

Les réformes que cela implique restent en perpétuelle gestation et nous ne pouvons que le déplorer.

2° La réforme du secteur de la distribution.

C'est un fait bien connu que le secteur de la distribution, tant en ce qui concerne la production agricole que la production industrielle, s'est hypertrophié depuis la libération.

La période des pénuries et du commerce anormalement fructueux a vu se créer une pléthore d'entreprises commerciales. On aurait pu penser que le retour à des conditions économiques normales verrait un assainissement sensible de cette situation; il n'en a rien été.

Cependant, les circuits de distribution sont exagérément coûteux et il en résulte, pour l'économie du pays, de graves conséquences.

Ce fait n'a d'ailleurs pas échappé au Conseil économique qui a proposé un certain nombre de réformes. Il n'a pas non plus laissé indifférent le ministre, puisque, selon des déclarations récentes faites à la presse, M. Louvel a manifesté son intention de créer un conseil supérieur de la distribution.

Certes, nous ne sommes pas de ceux qui préconiseraient imprudemment qu'on passe aux réalisations sans réflexions et sans études. Cependant, nous nous étonnons que les réformes envisagées en soient encore au stade des études.

Les difficultés à vaincre seraient-elles considérables, la commission ne peut qu'encourager le ministre de l'industrie et du commerce à poursuivre ses efforts et à déposer au plus tôt les projets de loi concrétisant les réformes indispensables.

Au nom de la commission, le rapporteur demande au ministre de préciser la teneur et l'état actuel de ses projets en la matière.

3° Le déficit de la balance du commerce extérieur.

Notre commerce extérieur avec l'étranger est affecté d'un déficit qui va en s'aggravant. Voici les chiffres des moyennes trimestrielles. (Sommes en milliards de francs.)

Année 1950.

1^{er} trimestre: importations, 70,74; exportations, 49,26; déficit, 21,48; déficit importations, 30 p. 100.

2^e trimestre: importations, 65,71; exportations, 50,63; déficit, 15,08; déficit importations, 23 p. 100.

3^e trimestre: importations, 55,46; exportations, 52,65; déficit, 2,81; déficit importations, 5 p. 100.

4^e trimestre: importations, 72,21; exportations, 76,04; excédent, 3,80; excédent exportations, 5 p. 100.

Année 1951.

1^{er} trimestre: importations, 86,39; exportations, 79,77; déficit, 9,62; déficit importations, 11 p. 100.

2^e trimestre: importations, 111,32; exportations, 83,08; déficit, 28,24; déficit importations, 25 p. 100.

3^e trimestre: importations, 108,32; exportations, 71,47; déficit, 36,85; déficit importations, 34 p. 100.

4^e trimestre: importations, 115,09; exportations, 76,80; déficit, 38,29; déficit importations, 33 p. 100.

Année 1952.

1^{er} trimestre: importations, 128,16; exportations, 67,89; déficit, 60,27; déficit importations, 47 p. 100.

2^e trimestre: importations, 107,17; exportations, 67,90; déficit, 39,27; déficit importations, 37 p. 100.

3^e trimestre: importations, 86,21; exportations, 68,37; déficit, 17,84; déficit importations, 21 p. 100.

On constate que pendant le deuxième semestre de 1950, notre commerce extérieur a été sensiblement équilibré. Puis, pendant tout le cours de l'année 1951 et le premier trimestre de 1952, la situation s'est rapidement détériorée jusqu'à atteindre, au moment du cabinet Edgar Faure, un déficit de l'ordre de 60 milliards par mois, nos exportations couvrant à peine la moitié de nos importations.

Depuis cette époque, la balance a paru s'améliorer en pourcentage, en ce sens que le déficit de notre commerce extérieur a été ramené à 37 p. 100 (2^e trimestre de 1952), puis à 21 p. 100 (3^e trimestre).

En réalité, notre situation s'est aggravée, car si l'hémorragie est moins abondante, cela n'est dû qu'à une diminution des importations, ce qui ne manquera pas d'avoir des répercussions sur l'activité de l'économie française en général et du secteur de la production en particulier.

Le commerce extérieur est en quelque sorte un baromètre et nous aurions mauvaise grâce à le rendre responsable de ses incitations; néanmoins, nous sommes fondés à demander au ministre de l'industrie et du commerce si cette politique de restriction des importations est compatible avec le maintien de l'activité économique française à un niveau satisfaisant.

4° Réforme fiscale et production.

La commission de la production industrielle attendait avec une certaine impatience le dépôt du projet de loi portant réforme fiscale. Elle avait pris connaissance du rapport de la commission « production et fiscalité » et du rapport général de la commission de réforme fiscale dit « rapport Lorient ». Elle avait noté avec satisfaction que cette dernière commission avait recommandé le remplacement de l'ensemble des impôts actuels sur le chiffre d'affaires par deux taxes: une taxe sur la valeur ajoutée dans le secteur de la production et une taxe de distribution dans le secteur de la distribution.

Est-il nécessaire de rappeler que la taxe sur la valeur ajoutée consiste en une imposition de chaque entreprise à un taux uniforme sur la seule différence entre le chiffre de ses ventes et la somme de ses achats effectués auprès d'autres entreprises? Est-il utile d'insister auprès de M. le ministre de l'industrie et du commerce sur les avantages de ce système qui supprimerait la double taxation des investissements qui supportent, à l'heure actuelle, deux fois la taxe à la production, la première taxation prenant place au moment où l'investissement est acheté par l'entreprise, la seconde taxation ayant lieu lorsque le coût d'amortissement de l'investissement est incorporé au prix de vente du produit fabriqué à l'aide de cet investissement?

Aussi la commission de la production industrielle avait-elle accueilli avec faveur les conclusions de la commission de réforme fiscale quand elle estimait « que, dans un système instituant la taxe sur la valeur ajoutée, les avantages résultant pour tous de la simplicité fiscale et de l'élimination d'un obstacle à l'investissement productif justifiaient la déduction des taxes payées lors de l'acquisition des investissements ».

Mais, entre les conclusions de la commission de réforme fiscale et le projet de loi (n° 4579 A. N. 2^e légis.) portant réforme fiscale, il existe des différences telles que l'économie du système est partiellement faussée. Certes, nul ne sait quelle sera la teneur définitive de la réforme fiscale et quelles seront les vicissitudes auxquelles sera soumis ce projet de loi, vicissitudes dont le premier épisode a été le refus par la commission des finances de l'Assemblée nationale de prendre en considération le texte gouvernemental.

Quoi qu'il en soit, dans sa teneur actuelle, au point de vue de la taxe sur le chiffre d'affaires, ce projet maintient certains inconvénients de la situation existante:

1^o Le taux de la taxe unique sur la valeur ajoutée, substituée à la taxe à la production et à la taxe sur les transactions, est élevé au taux apparent de 20 p. 100 qui, par l'artifice du calcul de la taxe, taxe comprise, aboutit à un taux réel de 25 p. 100. Le taux réel de la taxe à la production antérieure était de 18 p. 100; l'augmentation de 7 p. 100 du taux entre les deux taxes est donc sensée compenser la suppression de la taxe sur les transactions; cette augmentation très importante du taux est toutefois plus apparente que réelle, l'assiette des deux taxes n'étant pas entièrement comparable;

2^o Le Gouvernement a cru bon, « dans un souci de prudence aussi bien sur le plan financier que sur le plan économique, de limiter pour le moment à 50 p. 100 la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant frappé les achats de matériel et d'outillage, c'est-à-dire les investissements », en sorte que, par le jeu de l'augmentation du taux réel, les investissements continueront à être

frappés au taux de 12,5 p. 100 alors qu'ils l'étaient dans le système encore en vigueur au taux de 18 p. 100. Les investissements seront donc encore frappés non plus deux fois mais plus d'une fois et demie;

3° La taxe unique sur la valeur ajoutée, prévue dans le projet de loi portant réforme fiscale, conserve le système de l'imposition des livraisons faites à eux-mêmes par les assujettis à la taxe et portant sur des produits utilisés à des fins ne comportant pas le paiement de celle-ci, qu'il s'agisse de produits extraits ou fabriqués par les assujettis ou de produits achetés par eux;

4° Le projet de loi en discussion maintient la taxe sur les prestations de service en l'élevant à un taux apparent de 6,5 p. 100 et à un taux réel de 6,95 p. 100, en la rendant toutefois déductible de la taxe unique sur la valeur ajoutée;

5° Enfin, aux taxes précédentes s'ajoute une taxe locale dont le taux en augmentation pourra varier de 1,75 à 2,75 p. 100, étant entendu que, là encore, l'assiette n'est pas tout à fait la même.

En outre, le projet de réforme fiscale aggrave la situation existante en imposant à la taxe unique sur la valeur ajoutée des produits tels que l'eau, le gaz et l'électricité entièrement exonérés.

Il a paru à la commission que les auteurs de la réforme fiscale, après avoir admis le bien-fondé de l'institution de la taxe sur la valeur ajoutée et les conséquences heureuses que ce système aurait sur l'économie française en général et dans le domaine des investissements en particulier, ont craint qu'une diminution des recettes fiscales ne s'ensuive et, en conséquence, ont peut-être élevé exagérément le taux de la nouvelle taxe, tandis qu'ils n'en acceptaient pas l'application intégrale et maintenaient partiellement la double imposition des investissements.

La commission compte sur l'action du ministre de l'Industrie et du Commerce pour amener le Gouvernement à accepter l'institution d'une fiscalité véritablement favorable aux investissements productifs. Cette fiscalité, indépendamment de l'institution d'une véritable taxe sur la valeur ajoutée, devrait s'assortir de dispositions permettant l'amortissement accéléré de certains matériels d'équipement, parfois même, pour les frais de recherches minières et les frais d'études par exemple, l'amortissement des dépenses engagées dans l'année où elles l'ont été.

Enfin, pour ne pas décourager l'effort personnel et l'initiative, il serait bon que les impôts personnels sur les personnes physiques et notamment la surtaxe progressive n'atteignent pas un taux prohibitif et le plafond de 50 p. 100, joint à la réduction de 10 p. 100 de la cotisation prévue par l'article 46 du projet de loi de réforme fiscale, constituent encore des mesures insuffisantes par suite de l'élévation des taux qui ont déjà frappé les revenus de l'activité industrielle et commerciale antérieurement (31 p. 100 pour l'impôt sur les sociétés, 18 p. 100 pour la taxe proportionnelle sur le revenu des valeurs mobilières).

En résumé, le projet du Gouvernement ne constitue pas une véritable réforme fiscale, mais seulement un palier modeste dans cette voie et il nous apparaît qu'il eût pu trouver place dans une loi de finances à moins que cette réforme ne soit un biais pour augmenter, sans le dire, le prélèvement fiscal.

5° La mise en application du plan Schuman.

Un rapport sur le budget de l'Industrie et du Commerce ne serait pas complet s'il ne faisait état d'un ensemble de questions d'une particulière gravité et que votre commission estime devoir être une des principales préoccupations de ce ministère: nous voulons parler des conséquences pour l'Industrie française de la mise en application du traité de communauté européenne du charbon et de l'acier, adopté le 1^{er} avril dernier par notre Assemblée, et dont l'organe essentiel, la Haute Autorité, est entrée en fonctions le 10 août 1952.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce est, en effet, le premier intéressé, puisque, d'une part, le charbon et l'acier dépendent de lui et que, d'autre part, c'est le chef de ce département qui est le responsable de toutes les questions relatives au plan Schuman.

Notre but n'est pas ici d'examiner toutes les conséquences résultant, pour la sidérurgie et les charbonnages français, de la mise en vigueur du traité, mais plus simplement de marquer notre inquiétude à l'égard des menaces qui pèsent sur les industries françaises du charbon et de l'acier du fait que des mesures internes, jugées indispensables par le Parlement, paraissent ne pas avoir été prises alors que, depuis le 10 novembre, le Gouvernement français a perdu dans ce domaine une partie de sa souveraineté au profit de la Haute Autorité.

Le Parlement avait en effet estimé nécessaire de prendre, en faveur de ces deux industries, des dispositions pour leur permettre d'affronter le marché commun dans des conditions équivalentes à celles de ses partenaires.

Il ne s'agissait pas d'accorder des privilèges particuliers à ces deux industries et de les favoriser par rapport aux sidérurgies et aux charbonnages des cinq autres pays de la communauté, ce qui serait contraire aux dispositions mêmes du traité, mais de les mettre simplement à parité et de supprimer un handicap au départ, susceptible d'entraîner les plus lourdes conséquences pour elles, lors de l'ouverture du marché commun.

Cet handicap est réel et l'existence de disparités a été reconnue officiellement par le Gouvernement français à la tribune du Parlement.

Le président du conseil, M. Antoine Pinay, déclara notamment devant le Conseil de la République, le 27 mars 1952 (J. O. 28 mars 1952, page 756):

« Le Gouvernement ne peut qu'approuver l'esprit dans lequel les Assemblées ont étudié ces textes. Elles ont constaté que les industries françaises intégrées dans le pool ne se trouvaient pas toujours dans des conditions comparables à celles des industries concurrentes. Cette constatation vaut aussi bien pour les charges fiscales et

sociales, que pour les conditions de transport ou les possibilités d'investissements, je tiens à bien le préciser. Les Assemblées ont donc invité le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que notre industrie se trouve désormais placée à ces divers points de vue dans une situation compétitive. Le Gouvernement est prêt à s'associer à une motion par laquelle le Sénat prendrait note des engagements qui vont vous être renouvelés. »

L'ensemble de ces dispositions d'intérêt national a été exprimé d'une part, dans l'article 2 de la loi n° 52-387 du 10 avril 1952, portant ratification du traité voté par l'Assemblée nationale et adopté conforme par le Conseil de la République et, d'autre part, dans une motion votée à l'issue du débat par notre Assemblée.

Ces dispositions sont de quatre ordres et visent:

Les transports, les investissements, les charges financières, les charges fiscales et sociales.

I. — En ce qui concerne les transports, le Gouvernement devait, conformément au paragraphe 2 de l'article 2 de la loi de ratification, engager avant l'établissement du marché commun, des négociations avec les gouvernements intéressés pour aboutir à une réalisation rapide de la canalisation de la Moselle entre Thionville et Coblenze et à la mise à l'étude du canal du Nord-Est.

L'aménagement de la Moselle intéresse, en effet, au premier chef la sidérurgie française qui, pour supporter la concurrence à l'exportation, doit pouvoir aligner les prix de revient de ses produits, rendus aux ports, sur les prix étrangers: mais sa réalisation pose un problème international puisque les neuf dixièmes du parcours se trouvent en territoire allemand ou le long de la frontière luxembourgeoise.

Le canal de la Moselle représente l'indépendance pour la sidérurgie française et est vu favorablement par les Charbonnages de France, d'autant plus que tout accroissement de la production sidérurgique bénéficierait à l'ensemble de l'économie.

II. — En ce qui concerne les investissements, le Parlement avait demandé que les investissements concernant les houillères et la sidérurgie soient poursuivis (§ 1^{er} de l'article 2 de la loi du 10 avril 1952).

A cet effet, le Gouvernement devait dans un délai de quatre mois, à dater de la ratification du traité, présenter au Parlement des programmes d'investissements portant notamment sur les travaux neufs à engager par les Charbonnages de France et la sidérurgie française, la cokéfaction des charbons lorrains, l'électrification des voies ferrées et le développement des voies d'eau qui apparaissent indispensables pour mettre les industries françaises du charbon et de l'acier dans une position concurrentielle (§ 3 de l'article 2).

III. — En ce qui concerne les charges financières, le Gouvernement devait proposer au Parlement, dans un délai de quatre mois, un projet de loi alignant, pour tous les emprunts contractés par les entreprises sidérurgiques entre le 1^{er} janvier 1947 et la date de ratification du traité, les conditions de prêt sur celles qui ont été consenties aux entreprises nationalisées (§ 4 de l'article 2 de la loi).

IV. — En ce qui concerne les charges fiscales et sociales, le Conseil de la République constatant qu'il existait, au détriment de l'industrie française, des disparités entre les législations des Etats membres, a concrétisé dans une motion qu'il a votée et à laquelle le Gouvernement s'est associé, sa volonté formelle de voir remédier à la situation présente et de voir prendre des mesures tendant à l'harmonisation des éléments des prix de revient (§ 4 de la motion adoptée par le Conseil de la République, J. O. débats C. R. du 1^{er} avril 1952, n° 31, page 829).

Au cours de sa séance du 10 juillet, la commission des finances de l'Assemblée nationale avait examiné un certain nombre d'amendements qui avaient été déposés au projet de loi de finances n° 3135, tendant à mettre en œuvre certaines des recommandations précitées.

Mais il lui est apparu que la mise en place prochaine de la Haute Autorité ne lui laissait plus la possibilité de procéder ainsi en raison du départ imminent du Parlement en vacances; elle demanda donc par lettre du 11 juillet 1952 au Gouvernement de prendre ces mesures par voie réglementaire.

Cette procédure a déjà été employée en la matière, en particulier en ce qui concerne les papiers de presse et plus récemment, les engrais.

La commission des finances avait donné mandat à son président « d'appeler l'attention du président du conseil sur l'intérêt qui s'attachait à ce que ces dispositions soient mises en vigueur avant l'établissement de la Haute Autorité, c'est-à-dire vraisemblablement avant le 1^{er} août 1952. »

Depuis, la commission chargée du contrôle de l'exécution du plan Schuman au Conseil de la République a manifesté à maintes reprises aux membres du Gouvernement son inquiétude de ce qu'aucune suite effective n'ait été donnée, à sa connaissance, aux promesses solennelles dont il vient d'être fait état.

Or, cette inquiétude est d'autant plus justifiée que l'on constate la ferme détermination avec laquelle nos partenaires allemands en particulier, préparent leur position au sein des organismes nouveaux. Nos collègues, à quelque groupe qu'ils appartiennent, ont été vivement impressionnés de l'effort cohérent dont font preuve, gouvernement, administration, syndicats professionnels et ouvriers des autres nations dont la représentation est parfaitement solidaire alors que nous nous présentons pour le moins en ordre dispersé.

Il ne faudrait pas que, par notre carence, ce qui ne devrait que tendre à une consolidation d'influence, ne devienne prépondérance.

Certes, les membres de la commission ont trouvé un accueil bienveillant auprès des ministres intéressés auxquels ils ont fait part de leurs préoccupations, et notamment auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce qui a fait preuve, en la circonstance, de la plus grande compréhension.

Malheureusement, les résultats ne sont pas à la mesure des aver-

C'est pourquoi, la commission de la production industrielle a chargé son rapporteur de demander au ministre de l'industrie et du commerce, et par son intermédiaire au Gouvernement tout entier, de faire connaître quelles décisions ont été effectivement prises dans le cadre des engagements solennels, ci-dessus rappelés.

Conclusion.

Ce rapport n'a pas la prétention d'épuiser tous les problèmes, ni d'apporter à tous ceux qui ont été évoqués une solution immédiate.

Des questions très importantes ont été volontairement passées sous silence; celle des recherches de pétrole, par exemple, fera l'objet d'un rapport particulier et très documenté présenté par M. Armengaud au nom de la commission, et qui paraîtra prochainement.

La commission a seulement voulu appeler l'attention du ministre de l'industrie et du commerce sur les problèmes qui font l'objet de ses principales préoccupations et lui demander de fournir au Conseil de la République, à leur sujet, tous les éléments d'informations nécessaires pour lui permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions qui s'imposent.

Tout au long du rapport, un certain nombre de questions ont été posées; la commission souhaite qu'il y soit répondu le plus clairement et le plus complètement possible.

Sur un plan général, la commission a fait part des inquiétudes que lui cause l'évolution actuelle de la production. Elle demande instamment au ministre de l'industrie et du commerce de tout mettre en œuvre pour que soient poursuivis les investissements indispensables à l'expansion de la production française.

Cette expansion n'ira pas sans l'effort soutenu de chacun, ni sans réformes d'ordre intérieur. Assurée du concours du ministre de l'industrie et du commerce, la commission a foi dans les destinées du pays et dans la volonté de tous les Français de consentir l'effort nécessaire pour que, au moment où s'ouvrent, à la lumière des traités déjà conclus, des perspectives nouvelles — mais aussi dangereuses — ce pays, qui a consenti tant de sacrifices pour garder sa place parmi les vainqueurs de la plus grande conflagration mondiale, soit assuré de se trouver au premier rang des gagnants de la bataille de la paix, certes moins spectaculaire, mais tout aussi décisive pour l'avenir de notre génération.

La commission demande instamment au Gouvernement de ne plus perdre un instant pour prendre, sur le plan intérieur, les mesures qui conditionnent cette réussite et tout spécialement celles relatives aux questions évoquées dans le présent rapport.

C'est sous le bénéfice de ces observations et de l'amendement qu'elle déposera au chapitre 36-51 du titre III, que votre commission a émis un avis favorable au projet de loi qui vous est soumis.

ANNEXE N° 523

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.)

Paris, le 3 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 4 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE 1^{er}

Des catégories de personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile.

Art. 1^{er}. — La qualité de navigant professionnel de l'aéronautique civile est attribuée aux personnes exerçant de façon habituelle et principale, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'autrui, dans un but lucratif ou contre rémunération:

Le commandement et la conduite des aéronefs (section « A »);
Le service à bord des moteurs, machines et instruments divers nécessaires à la marche et à la navigation de l'aéronef (section « B »);

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e légis.), nos 3223, 3033, 4351, 4353 et in-6° 523.

Le service à bord des autres matériels montés sur aéronefs, et notamment les appareils photographiques et météorologiques, les appareils destinés au travail agricole et les appareils destinés à la manœuvre des parachutes (section « C »);

Les services complémentaires de bord qui comprennent notamment le personnel navigant commercial du transport aérien (section « D »).

Art. 2. — Le personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile appartient à l'une des trois catégories suivantes:

I. — Essais et réceptions;

II. — Transport aérien;

III. — Travail aérien.

Art. 3. — Pour l'application de la présente loi:

1^o Les essais et réceptions se définissent:

a) Essais:

Toutes épreuves — exécutées en vol, à terre ou à l'eau, sous la direction ou le contrôle des industriels ou des représentants de l'Etat — qui ont pour objet la recherche des caractéristiques et la mise au point des aéronefs. Ces épreuves portent sur la cellule, les organes moteurs et généralement tous instruments, machines, équipements et aménagements concourant à la marche et à la conduite des aéronefs. Elles portent également sur la sécurité et le confort de l'équipage et des passagers. Elles s'appliquent aux aéronefs qui possèdent la qualité de prototype ou de tête de série, ou qui comportent un élément nouveau de nature à affecter leurs qualités de vol ou leurs performances.

b) Réceptions:

Toutes épreuves de vérification en vol, prévues par les règlements ou conventions et portant sur les aéronefs et matériels aéronautiques de série.

2^o Le transport aérien se définit:

Toute opération aérienne effectuée en vue ou pendant l'accomplissement du transport, contre rémunération ou contre salaire, de passagers, de poste, ou de marchandises.

3^o Le travail aérien se définit:

Toute opération aérienne rémunérée qui utilise un aéronef à d'autres fins que le transport ou les essais et réceptions définis aux paragraphes précédents.

Il comprend notamment l'instruction aérienne, les vols de démonstration et de propagande, la photographie, la publicité et les opérations agricoles aériennes.

Art. 4. — La classification du personnel, par section et par catégorie, des officiers ou ingénieurs du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile des sections « A » et « B » et des personnels des sections « C » et « D » est fixée, après avis du conseil du personnel navigant défini à l'article 10, par arrêté conjoint du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et des secrétaires d'Etat à l'air et à la marine.

Art. 5. — Nul ne peut faire partie du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile des sections A, B, C et du personnel permanent de la section D s'il n'est inscrit sur le registre spécial correspondant à sa catégorie (art. 2) et à sa section (art. 1^{er}).

Toutefois, le personnel de la section « D » recruté pour une durée inférieure à six mois n'est pas inscrit sur le registre.

Art. 6. — Pour être initialement inscrit sur un des registres, le candidat doit satisfaire aux conditions suivantes:

1^o Etre de nationalité française ou ressortissant des pays d'outre-mer;

2^o Etre titulaire des brevets (sections A, B et C) ou du certificat de sécurité et sauvetage (section D) ainsi que, suivant le cas, des licences en état de validité correspondant au registre considéré;

3^o N'avoir encouru aucune condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave soit pour crime, soit pour délit contre la probité ou les bonnes mœurs.

Un décret contresigné par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le secrétaire d'Etat à l'air et le secrétaire d'Etat à la marine, après avis du conseil de perfectionnement du personnel navigant de l'aéronautique civile prévu à l'article 10, fixera:

a) Les règles applicables à l'établissement et à la tenue de ces registres;

b) Les conditions dans lesquelles les modifications d'inscription, le refus d'inscription, la suspension, la radiation et la réinscription peuvent être prononcés ainsi que les conditions dans lesquelles les intéressés devront justifier de leur inscription au registre.

Art. 7. — Les personnes qui n'ont pas la nationalité française ou la qualité de ressortissant des pays d'outre-mer et qui sont admises à exercer une activité professionnelle dans la métropole ou les pays d'outre-mer, peuvent être autorisées à exercer, temporairement, les activités réservées par l'article 1^{er} au personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile.

Cette autorisation fait l'objet, dans chaque cas particulier, d'une décision prise dans le cadre des lois et règlements relatifs au contrôle du séjour et de l'emploi par:

Le secrétaire d'Etat à l'air pour la catégorie « Essais et réceptions »;

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, pour les catégories « Transport aérien » et « Travail aérien ».

A titre exceptionnel, leur inscription sur les registres du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile peut, dans chaque cas particulier, être autorisée par arrêté contresigné:

Par le ministre des affaires étrangères, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le secrétaire d'Etat à l'air pour la catégorie « Essais et réceptions »;

Par le ministre des affaires étrangères et le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, pour les catégories « Transport aérien » et « Travail aérien ».

Art. 8. — Les titres désignés sous le nom de « Brevets » et « Certificats » sanctionnent un ensemble de connaissances générales théo-

riques et pratiques. Ils sont délivrés après examen et sont définitivement acquis à leurs titulaires.

Les titres désignés sous le nom de « licences » sanctionnent l'aptitude et le droit pour les titulaires de brevets, de remplir les fonctions correspondantes, sous réserve des qualifications prévues à l'article suivant. Les licences ne sont valables que pour une période limitée; elles sont renouvelables par vérifications périodiques des diverses aptitudes requises.

La liste des brevets, licences et certificats, les conditions requises pour leur obtention, le régime, les programmes et règlements des examens y afférents, ainsi que les modalités d'exemption pour l'obtention des brevets de certaines épreuves théoriques en faveur des candidats possesseurs de certains titres français ou étrangers sanctionnant des connaissances au moins égales à celles qui seront exigées pour ces épreuves, sont fixés, après avis du conseil du personnel navigant, défini à l'article 10, par arrêté conjoint du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et des secrétaires d'Etat à l'air et à la marine.

En aucun cas, les bénéficiaires des exemptions ci-dessus ne pourront être exemptés de l'examen pratique.

Art. 9. — L'exercice des fonctions correspondant aux différentes licences est subordonné à la possession par le titulaire de qualifications professionnelles spéciales, en regard à l'aéronef, à l'équipement ou aux conditions de vols considérés.

La définition des qualifications professionnelles spéciales, leurs conditions d'obtention et de renouvellement, les programmes et règlements des examens correspondants sont fixés, après avis du conseil du personnel navigant, par arrêté conjoint du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et des secrétaires d'Etat à l'air et à la marine.

Art. 10. — Il est créé un conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, chargé :

1° De présenter aux ministres intéressés toutes propositions utiles relatives aux programmes d'instruction, d'examen, d'entraînement et de contrôle correspondant aux brevets, licences et qualifications du personnel visé aux articles 8 et 9;

2° De dégager les enseignements que comporte, pour l'exercice de la profession, l'évolution des techniques aéronautiques.

Le conseil du personnel navigant comprend : pour un tiers des représentants de l'administration, pour un tiers des représentants des exploitants, et pour un tiers des représentants du personnel navigant.

Il est présidé par un représentant du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme pris parmi ses membres. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

La composition et le fonctionnement de ce conseil sont fixés par arrêté conjoint du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et du secrétaire d'Etat à l'air.

TITRE II

De l'équipage et du commandant de bord.

Art. 11. — L'équipage est constitué par l'ensemble des personnes embarquées pour le service de l'aéronef en vol. Il est placé sous les ordres d'un commandant de bord.

Art. 12. — La composition de l'équipage est déterminée d'après le type de l'aéronef, les caractéristiques et la durée du voyage à effectuer et la nature des opérations auxquelles l'aéronef est affecté.

Cet équipage est déterminé en conformité avec les règlements en vigueur.

Dans la catégorie « essais et réceptions », par le service public chargé des opérations ou l'entreprise, en accord avec le commandant de bord;

Dans les catégories « transport aérien » et « travail aérien » par l'exploitant.

La liste nominative de l'équipage est dressée avant chaque vol, conformément aux règlements en vigueur.

Art. 13. — Les fonctions de commandant de bord sont exercées par un pilote.

Le commandant de bord figure en premier sur la liste de l'équipage.

En cas de décès ou d'empêchement du commandant de bord, le commandement de l'aéronef est assuré, de plein droit, jusqu'au lieu de l'atterrissage, suivant l'ordre fixé par cette liste.

Art. 14. — Le commandant de bord est responsable de l'exécution du voyage ou de la mission. Dans les limites définies par les règlements et par les instructions des autorités compétentes et de l'exploitant, il choisit l'itinéraire, l'altitude de vol et détermine la répartition du chargement de l'aéronef.

Il peut différer ou suspendre le départ et, en cours de vol, changer éventuellement de destination chaque fois qu'il l'estime indispensable au point de vue sécurité et sous réserve d'en rendre compte en fournissant les motifs de sa décision.

Art. 15. — Le commandant de bord a autorité sur toutes les personnes embarquées. Il a la faculté de débarquer toute personne parmi l'équipage ou les passagers ou toute partie du chargement qui peut présenter un danger pour la sécurité, la salubrité ou le bon ordre à bord de l'aéronef. En vol, il peut, s'il l'estime nécessaire, larguer tout ou partie du chargement en marchandises ou en combustible, sous réserve d'en rendre compte à l'exploitant.

Il assure le commandement de l'aéronef pendant toute la durée du voyage, de l'essai ou de la mission.

Art. 16. — Le commandant de bord est consignataire de l'appareil et responsable du chargement. En cas de difficultés dans l'exécution de son mandat, il doit demander des instructions à l'exploitant. S'il lui est impossible de recevoir des instructions précises, il a le droit, sans mandat spécial :

a) D'engager les dépenses nécessaires à l'accomplissement du voyage entrepris;

b) De faire exécuter les réparations nécessaires pour permettre à l'aéronef de continuer son voyage ou sa mission dans un délai rapproché;

c) De prendre toutes dispositions et d'effectuer toutes dépenses pour assurer la sécurité des personnes embarquées et la sauvegarde du fret;

d) D'engager du personnel supplémentaire pour l'achèvement du voyage ou de la mission et de le congédier;

e) D'emprunter les sommes indispensables pour permettre l'exécution des mesures visées aux a), b), c) du présent article.

TITRE III

Dispositions communes aux diverses catégories de personnel.

CHAPITRE I^{er}

Des contrats individuels de travail.

Art. 17. — L'engagement d'un membre du personnel navigant professionnel donne obligatoirement lieu à l'établissement d'un contrat de travail écrit.

Ce contrat précise en particulier :

1° Le salaire minimum mensuel garanti;

2° L'indemnité de licenciement qui sera allouée, sauf en cas de faute grave, au personnel licencié sans droit à pension à jouissance immédiate. Cette indemnité sera calculée pour les sections A, B et C, sur la base d'un mois de salaire mensuel minimum garanti par année de service dans l'entreprise, et pour la section D, sur la base d'un demi-mois par année de service, sans que l'exploitant soit tenu de dépasser le total de douze mois pour les sections A, B et C et de six mois, pour la section D;

3° Les conditions dans lesquelles le contrat est résilié en cas de maladie, invalidité ou disparition;

4° Le lieu de destination final et le moment à partir duquel la mission ou le voyage est réputé accompli si le contrat est conclu pour un voyage ou pour une mission déterminée;

5° Si le contrat prévoit l'expatriement du navigant;

La durée de séjour hors de la métropole et de l'Afrique du Nord qui ne pourra pas excéder trois années consécutives, sauf accord entre les deux parties;

L'indemnité de séjour;

Les congés accordés en fin de séjour et les conditions de rapatriement. En cas de licenciement, les intéressés auront droit, sauf demande de leur part, à être rapatriés avant l'expiration du préavis et aux frais de l'employeur;

6° Le délai ce préavis à observer en cas de résiliation du contrat par l'une ou l'autre des parties et qui sera au minimum de trois mois, sauf en cas de faute grave. Pendant le délai de préavis, le travail aérien mensuel demandé aux navigants doit rester égal à la moyenne de celui demandé pendant la même période aux membres du personnel navigant de l'entreprise considérée.

Pour le personnel de la catégorie D, la durée du délai de préavis est égale au minimum à un mois et demi, sauf en cas de faute grave.

L'employeur peut cependant ne pas utiliser le navigant en période de délai-préavis, mais, dans ce cas, il doit lui verser immédiatement et en une seule fois, une indemnité calculée pour la durée minimum du préavis sur la base du salaire global mensuel moyen de la dernière année d'activité normale.

Sauf s'il s'agit d'assurer un service public, les navigants et le personnel complémentaire de bord ne pourront être astreints à un travail aérien, en zone d'hostilités civiles et militaires, que s'ils sont volontaires. Un contrat particulier fixera alors les conditions spéciales du travail et devra couvrir expressément, en dehors des risques habituels, les risques particuliers dus aux conditions d'emploi.

L'application des dispositions du présent article ne concerne que les rapports de l'employeur et du salarié. Elle ne met pas obstacle à l'exercice par les autorités publiques du droit de réquisition prévu par les lois en vigueur.

Art. 18. — Le contrat de travail à durée déterminée et dont le terme survient au cours d'un voyage ou d'une mission, est prorogé jusqu'à l'achèvement du voyage ou de la mission.

Le contrat de travail à durée indéterminée, résilié au cours d'un voyage ou d'une mission, prend fin à l'expiration du délai de préavis qui commence à courir du jour de l'achèvement du voyage ou de la mission.

Tout membre du personnel navigant débarqué pour quelque cause que ce soit, en cours de voyage ou de mission, est rapatrié aux frais de l'exploitant jusqu'au lieu d'engagement.

Art. 19. — L'interruption du voyage ou de la mission, décidée par le commandant de bord, pour un motif de sécurité, ne constitue pas un cas de rupture de contrat de travail. Le commandant de bord est tenu de rendre compte à l'exploitant des circonstances qui l'ont amené à décider de l'interruption du voyage ou de la mission.

Tous les frais résultant de cette interruption sont supportés par l'exploitant, y compris ceux précisés à l'article précédent.

Art. 20. — En cas d'internement, détention ou captivité d'un membre de l'équipage à l'occasion du service, et qui ne serait pas manifestement la conséquence d'un délit de droit commun, le contrat de travail est prorogé de plein droit jusqu'à la fin de l'internement, de la détention ou de la captivité.

Sauf convention contraire, l'exploitant verse mensuellement aux ayants droit ou, à leur défaut, à la personne désignée par l'intéressé, les trois cinquièmes du salaire global mensuel moyen des douze mois précédents.

Dès sa libération, l'intéressé est invité à présenter un rapport sur les causes et les circonstances des mesures dont il a été l'objet. S'il apparaît que celles-ci n'ont pas été motivées par une faute grave de sa part, le solde de son salaire lui est versé sans délai,

ainsi que le montant de ses frais éventuels de logement et de subsistance au cours de la période considérée.

Dans le cas contraire, et après avis du conseil de discipline ou jugement suivant les cas, s'il est établi que les circonstances de l'internement, la détention ou la captivité sont dues à une faute grave de l'intéressé, ce dernier n'aura pas droit au versement du solde de son salaire, sans préjudice des sanctions éventuelles, lesquelles pourront comporter le remboursement des sommes perçues en application du présent article.

Art. 21. — Aucun membre du personnel navigant de l'aéronautique civile n'est tenu d'assurer un service autre que celui pour lequel il est engagé, sauf en vol sur l'ordre du commandant de bord.

Toutefois, lorsque les moyens techniques sont insuffisants, l'équipage participe à terre aux opérations de dépannage et de remise en état des aéronefs.

Dans le but d'améliorer et de perfectionner leur connaissance professionnelle, les membres du personnel navigant pourront être appelés à suivre, à terre, les stages d'instruction qui seront jugés nécessaires par les chefs d'entreprises ou les autorités administratives.

Art. 22. — Outre les biens qui, aux termes du code de procédure civile ou des lois spéciales, ne peuvent faire l'objet de saisies ou de mises en gage, ne pourront être ni saisis ni mis en gage pour quelque cause que ce soit : l'équipement, les instruments et autres objets appartenant aux membres du personnel navigant et affectés à l'exercice de leur profession.

Les sommes dues aux intéressés pour frais médicaux ou pharmaceutiques, frais de logement et de subsistance et frais de rapatriement au lieu d'engagement sont incessibles et insaisissables.

CHAPITRE II

De l'incapacité temporaire et permanente. De la retraite et du décès.

Art. 23. — En cas d'incapacité de travail résultant de blessures ou de maladies non imputables au service d'un membre du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile en cours d'exécution de son contrat, l'exploitant est tenu de lui assurer jusqu'à la reprise de ses fonctions de navigant ou jusqu'à décision du conseil médical de l'aéronautique civile, ou le cas échéant, jusqu'à la date de l'entrée en jouissance de la retraite :

Son salaire mensuel garanti pendant les mois au cours duquel est survenue l'incapacité, et pendant les trois mois suivants ;

La moitié de ce salaire pendant les trois mois suivant cette première période.

Art. 24. — En cas d'incapacité de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie imputable au service et reconnue comme telle par le conseil médical de l'aéronautique civile, l'intéressé a droit à percevoir, jusqu'à la reprise de ses fonctions de navigant ou jusqu'à décision dudit conseil médical de l'aéronautique civile ou, le cas échéant, jusqu'à la date de l'entrée en jouissance de sa retraite :

Son salaire mensuel garanti pendant les six premiers mois d'incapacité ;

La moitié de ce salaire pendant les six mois suivant l'incapacité. Le présent article ne peut faire échec aux accords plus avantageux qui ont été ou pourraient être conclus entre les exploitants et leur personnel.

Art. 25. — Dans les cas d'incapacité prévus à l'article 24, les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation normaux sont supportés par l'exploitant dans la mesure où ils ne sont pas pris en charge par la sécurité sociale.

Art. 26. — Les prestations en espèces et indemnités versées en vertu de la législation sur la sécurité sociale, à l'exclusion des prestations familiales, viendront en déduction des indemnités dues par l'exploitant au titre des articles 23 et 24 de la présente loi.

Art. 27. — Ne donnent lieu à aucune prestation au titre des articles 23 et 24, les maladies, blessures ou infirmités résultant d'une faute intentionnelle de l'intéressé.

Art. 28. — Lorsqu'un accident aérien survenu en service ou lorsqu'une maladie imputable au service et reconnue comme telle par le conseil médical de l'aéronautique civile ont entraîné le décès ou une incapacité permanente totale au sens de la législation relative à la réparation des accidents du travail, une indemnité en capital sera versée par la caisse de retraites créée en application de l'article 4 de la loi n° 51-482 du 27 avril 1951, à l'intéressé ou à ses ayants droit.

Un règlement d'administration publique fixera les limites inférieure et supérieure entre lesquelles le conseil d'administration de la caisse établira le barème des sommes qui sont dues en application de l'alinéa ci-dessus. Il établira également les majorations pour charges de famille qui pourraient s'y ajouter.

Art. 29. — Si l'incapacité résultant des causes prévues à l'article précédent entraîne seulement l'aptitude permanente à exercer la profession de navigant, la caisse de retraites verse à l'intéressé une somme en capital calculée en appliquant à l'indemnité qui lui serait due en cas d'incapacité permanente totale, un pourcentage égal au taux de son incapacité ; toutefois, cette somme ne pourra être inférieure à 50 p. 100 de celle qui lui serait attribuée dans le cas d'incapacité totale.

Art. 30. —

Art. 31. — Par dérogation aux dispositions des articles 11 et 14 du code des pensions civiles et militaires, les personnels de l'armée de l'air et de l'aéronavale, titulaires d'un brevet du personnel navigant militaire, qui quittent l'armée avant d'avoir accompli quinze années de services militaires effectifs afin de poursuivre leur carrière comme membre du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, acquièrent droit à une pension militaire calculée sur la durée de leurs services militaires, s'ils remplissent par ailleurs

les conditions prévues pour l'ouverture du droit à pension dans le régime complémentaire institué par l'article 4 de la loi n° 51-482 du 27 avril 1951. Leurs ayants droit éventuels bénéficient de pensions militaires de réversion dans les mêmes conditions.

Les services militaires effectifs pris en compte lors de la liquidation des pensions militaires ne sont en aucun cas pris en compte dans le régime de retraite complémentaire du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile.

L'entrée en jouissance de toute pension militaire acquise en application du présent article est subordonnée à celle de la pension versée au titre des services accomplis en qualité de navigant professionnel de l'aéronautique civile.

Art. 32. — L'entrée en jouissance de la pension militaire proportionnelle acquise en application de l'article 1^{er} du code des pensions civiles et militaires est, pour les militaires qui s'inscriront au registre de l'aéronautique civile postérieurement à la promulgation de la présente loi, différée jusqu'à l'entrée en jouissance de la pension qu'ils peuvent acquérir en application de l'article 4 de la loi n° 51-482 du 27 avril 1951, ou jusqu'à leur radiation définitive du registre, pour quelque cause que cette radiation intervienne.

Art. 33. — Avant la réalisation de la condition d'âge fixée à l'article 4 de la loi de finances n° 51-482 du 27 avril 1951, les membres du personnel navigant de l'aéronautique civile cessant leur activité postérieurement à leur quarante-cinquième anniversaire, après vingt-cinq années au moins de services valables pour les retraites visées aux articles précédents, pourront obtenir la liquidation d'une pension anticipée.

Art. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les modalités d'application des articles 31, 32 et 33 ci-dessus et fixera les conditions dans lesquelles les membres du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, en exercice au moment de la promulgation de la présente loi, pourront :

a) Faire valider leurs services militaires accomplis au delà de la durée légale pour la liquidation de leur pension versée en application de l'article 4 de la loi n° 51-482 du 27 avril 1951 ;

b) Obtenir une retraite proportionnelle à l'âge prévu par ce régime de retraites, à partir de dix années de services accomplis comme navigants professionnels de l'aéronautique civile.

Art. 35. — Il sera inscrit dans le cahier des charges des entreprises, ainsi que dans les conventions collectives passées entre les entreprises et leur personnel navigant, des dispositions permettant, compte tenu des aptitudes requises, de réserver certains emplois aux membres du personnel navigant atteints, avant l'âge fixé pour la retraite, d'une incapacité résultant de leurs services et les rendant inaptes au travail en vol.

CHAPITRE III

Des litiges entre l'employeur et le personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile.

Art. 36. — Les litiges opposant l'exploitant et le commandant de bord à l'occasion des actes accomplis par ce dernier dans les conditions de l'article 16, sont de la compétence du tribunal de commerce dans la métropole et des tribunaux ordinairement compétents dans les pays d'outre-mer.

Art. 37. — L'article 1^{er} de la loi du 11 janvier 1933, modifié par les lois des 19 mars 1936 et 3 juillet 1947, est modifié comme suit :

Entre :

« ... par les capitaines de la marine marchande réunissant dix ans de navigation effectuée en qualité d'officiers depuis l'obtention de leur brevet dûment constatés par les services de l'inscription maritime, ... »

Et :

« ... par les administrateurs délégués, par les directeurs... »

Intercaler :

« ... par les pilotes de l'aéronautique civile qui totalisent cinq ans de navigation ou de pratique professionnelle dont au moins trois ans dans les fonctions de commandant de bord dans l'aéronautique civile. »

CHAPITRE IV

De l'enquête et du conseil de discipline de l'aéronautique civile.

Art. 38. —

Art. 39. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme ou, s'il s'agit des « essais et réceptions », le secrétaire d'Etat à l'air, fait procéder à toutes investigations et enquêtes en vue de rechercher et de constater les causes matérielles ou les fautes professionnelles et d'établir les responsabilités.

L'enquête administrative est diligentée sans préjudice de l'information judiciaire qui peut avoir lieu conformément aux dispositions du code d'instruction criminelle.

Art. 39 bis (nouveau). — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme ou le secrétaire d'Etat à l'air peut instituer une commission d'enquête dont la composition est fixée par arrêté.

Cette commission d'enquête entend obligatoirement les représentants des entreprises intéressées ainsi que le personnel navigant mis en cause, ou ses représentants.

Les rapports d'enquête sont adressés aux magistrats sur leur demande et, sur décision du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du secrétaire d'Etat à l'air, aux Etats étrangers ayant participé à l'enquête, aux départements ministériels, aux compagnies exploitantes, aux aéro-clubs, aux propriétaires de l'aéronef intéressés à l'accident et au *Journal officiel* pour publication.

Art. 40. — Quand la commission conclut à une faute professionnelle, un double du dossier est adressé directement au conseil de discipline de l'aéronautique civile prévu à l'article suivant.

Art. 40 bis (nouveau). — Lorsque le rapport d'enquête relève une faute professionnelle, les éléments du dossier ayant contribué à l'établir sont communiqués au conseil de discipline de l'aéronautique civile prévu à l'article 42 ci-après.

Art. 41. — Il est créé un conseil de discipline des personnels navigants professionnels de l'aéronautique civile, chargé de proposer au ministre compétent l'application des sanctions prévues à l'article 43 à l'égard des membres du personnel navigant de l'aéronautique civile reconnus coupables de fautes dans l'exercice de la profession.

Art. 42. — Le conseil de discipline de l'aéronautique civile est divisé en trois sections: essais et réceptions, transport aérien et travail aérien.

Il est présidé par un représentant du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

Il comprend pour un tiers des représentants de l'administration, pour un tiers des représentants des exploitants, et pour un tiers des représentants du personnel navigant de la catégorie intéressée. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

La composition et le fonctionnement du conseil de discipline de l'aéronautique civile sont fixés par décret portant règlement d'administration publique pris sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'air, et contresigné par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, pour les essais et réceptions, et sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, pour le transport aérien et le travail aérien.

Art. 43. — L'intéressé peut récuser les membres du conseil dans les conditions prévues par les articles 378 et suivants de code de procédure civile.

Art. 45. — Les sanctions disciplinaires relevant de la compétence du conseil de discipline sont:

Le retrait temporaire ou définitif d'une ou plusieurs licences;

La radiation du registre prévu à l'article 6.

Art. 46. — En cas de présomption grave au sujet de la responsabilité du commandant de bord, ou d'un membre de l'équipage, et en attendant les conclusions du conseil de discipline, le ministre peut suspendre l'intéressé de ses fonctions pour une durée qui, en aucun cas, n'excèdera deux mois.

L'intéressé bénéficie, pendant la durée de la suspension, de son salaire minimum garanti.

CHAPITRE V

Dispositions diverses.

Art. 47. — Les décrets prévus par la présente loi, ainsi que toutes autres modalités d'application nécessaires, devront intervenir dans un délai maximum de six mois après la promulgation de la présente loi.

Art. 48. — Sera puni d'une amende de 40.000 F à 240.000 F et d'un emprisonnement de dix jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui aura exercé un des emplois correspondant aux brevets, licences et qualifications du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, en contravention avec les dispositions de la présente loi.

Sera puni de la même peine le responsable de toute entreprise qui aura confié un de ces emplois à une personne ne remplissant pas les conditions exigées par la présente loi.

Art. 48 bis (nouveau). — Toute infraction à la réglementation relative à la durée du travail du personnel navigant entraîne le retrait de la licence du contrevenant qui est prononcé par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme en ce qui concerne le personnel des catégories « Transport aérien » et « Travail aérien », et par le secrétaire d'Etat à l'air en ce qui concerne le personnel de la catégorie « Essais et réceptions », pour une durée qui ne pourra être inférieure à quinze jours, ni supérieure à deux mois.

Art. 49. — La cotisation dont le personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile est redevable à la caisse de retraite instituée en application de l'article 4 de la loi n° 51-482 du 27 avril 1951, est précomptée sur la rémunération perçue lors de chaque paye par les intéressés. Ceux-ci ne peuvent s'opposer à ce prélèvement.

Le montant des cotisations précomptées et des cotisations à la charge de l'exploitant doit être versé par ce dernier à la caisse de retraite dans les délais fixés par le conseil d'administration de la caisse.

Les versements qui ne sont pas effectués dans le délai ci-dessus prévu sont passibles d'une majoration de retard dont le taux est égal à celui en vigueur dans le régime général de la sécurité sociale.

Le paiement des cotisations est garanti pendant un an, à dater de leur exigibilité, par un privilège sur les biens meubles et immeubles de l'exploitant, lequel privilège prend rang concurrentement avec celui des gens de service et celui des ouvriers établis respectivement par l'article 2101 du code civil et l'article 519 du code de commerce.

L'exploitant qui a retenu, par devers lui, indûment la contribution ouvrière précomptée sur le salaire en application de la présente loi, est passible des peines prévues aux articles 406 et 408 du code pénal.

Art. 50. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi, et notamment les lois des 25 mars 1936, 22 février 1941, 11 août 1943, ainsi que les dispositions de l'article 5 de la loi du 30 mars 1928 en ce qui concerne le personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile.

Un décret fixera les conditions dans lesquelles les biens dont dispose actuellement le « Fonds de prévoyance de l'aéronautique civile » seront dévolus, en ce qui concerne le personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, à la caisse de retraite du personnel navigant.

Art. 51. — Un arrêté interministériel fixera les éléments de rémunération du personnel navigant de l'aéronautique civile qui devront

être pris en considération pour la détermination du salaire mensuel minimum garanti et du salaire global mensuel moyen prévus par la présente loi.

Art. 52. — Les dispositions de la présente loi et de l'article 4 de la loi n° 51-482 du 27 avril 1951 sont applicables à l'Algérie, aux territoires d'outre-mer, aux territoires sous tutelle.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 524

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 47 du code civil, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 8 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi complétant l'article 47 du code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi. Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ajouté à l'article 47 du code civil un quatrième alinéa ainsi conçu:

« Les actes de mariage reçus en France par les agents diplomatiques ou les consuls d'une nation étrangère et concernant des étrangers dont l'un au moins est devenu Français postérieurement au mariage, sont transcrits, soit d'office, soit sur la demande des intéressés, sur les registres de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré. Mention de la transcription sera portée en marge de l'acte de naissance qui, le cas échéant, devra être préalablement transcrit dans les conditions prévues au second alinéa du présent article. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 525

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROPOSITION DE LOI, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 311 du code d'instruction criminelle; 79 du code de justice de l'armée de terre et 88 du code de justice de l'armée de mer, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyée à la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Paris, le 8 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier les articles 311 du code d'instruction criminelle; 79 du code de justice de l'armée de terre et 88 du code de justice de l'armée de mer.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi. Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1^{er}. — L'article 311 du code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit:

« Art. 311. — Lorsque le conseil de l'accusé ne sera pas inscrit à un barreau, le président l'informerá qu'il ne peut rien dire contre

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 2271, 4469 et in-8° 536.

(2) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3471, 4468 et in-8° 535.

sa conscience ou le respect dû aux lois et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération. »

Art. 2. — La dernière phrase de l'article 79 du code de justice militaire de l'armée de terre et de l'article 88 du code de justice militaire de l'armée de mer est remplacée par les dispositions suivantes :

« Lorsque le défendeur n'est pas inscrit à un barreau, le président lui rappelle les prescriptions de l'article 311 du code d'instruction criminelle. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 novembre 1952.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 526

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission chargée d'examiner trois demandes en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, par M. Marcilhacy, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, les demandes en autorisation de poursuites sur lesquelles nous devons statuer ont été introduites à la suite du dépôt par M. le préfet de police de trois plaintes contre Mme Yvonne Dumont, sénateur, des chefs d'injures envers un fonctionnaire public et une administration publique.

Les plaintes sont motivées par la parution dans le journal *L'Union du XV^e* d'articles qui présentent un caractère injurieux sur lequel il ne nous appartient pas de nous prononcer.

Cependant, ayant eu à apprécier le caractère sérieux ou non des demandes dont nous étions saisis, nous tenons à dire que nous réproprons cette méthode de propagande journalistique qui confondent les mots injurieux et les arguments politiques.

Votre commission a néanmoins conclu, à la majorité, qu'il n'y avait pas lieu, en l'espèce, d'accorder la levée de l'immunité parlementaire.

Elle a tenu compte du fait que la loi du 25 mars 1952, postérieure aux faits en cause, rendait improbable semblable demande, puisque tout parlementaire directeur de journal doit s'adjoindre, désormais, un codirecteur de publication responsable comme auteur principal de tout ce que publie l'organe de presse qu'il contrôle. Elle a pensé qu'il ne convenait pas d'accorder l'autorisation de poursuites, mais il est évident que ses propositions seraient, sans nul doute, différentes si, dans l'avenir, un parlementaire venait à être poursuivi pour n'avoir pas obéi aux prescriptions de la loi susvisée.

La décision de votre commission s'inspire donc du désir de juger des effets d'une loi récente et de « passer condamnation » sur les actes qui l'ont précédée. Elle ne fera pas jurisprudence.

Sous cette réserve, et avec ces explications, nous vous demandons de vouloir bien rejeter les trois demandes en autorisation de poursuites.

ANNEXE N° 527

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

AVIS présenté au nom de la commission de la production industrielle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les travaux mixtes, par M. Coudé du Foresto, sénateur (2).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 novembre 1952. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 novembre 1952, page 1811, 2^e colonne.)

ANNEXE N° 528

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (France d'outre-mer), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (3). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 12 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (France d'outre-mer).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce

(1) Voir : Conseil de la République, nos 465, 466, 467 (année 1952).

(2) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3328, 3879, 4617 et in-8° 503; Conseil de la République, nos 471 et 507 (année 1952).

(3) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4261, 4615, 4121, 4533, et in-8° 513.

projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrégez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,

Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 7.885.700.000 F.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 6.921.031.000 F, au titre III : « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 964.666.000 F, au titre IV : « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 2. — La part contributive des territoires d'outre-mer et des territoires et Etats associés aux dépenses administratives de la caisse de retraites de la France d'outre-mer pour l'exercice 1953 est fixée ainsi qu'il suit :

Etats associés, 41 p. 100, 16.005.580 F;

Afrique occidentale française, 21 p. 100, 8.197.980 F;

Afrique équatoriale française, 11,5 p. 100, 1.189.370 F;

Madagascar, 11,5 p. 100, 1.489.370 F;

Nouvelle-Calédonie, 3 p. 100, 1.171.110 F;

Océanie, 1,6 p. 100, 621.608 F;

Saint-Pierre et Miquelon, 1,3 p. 100, 507.491 F;

Côte française des Somalis, 1,5 p. 100, 585.570 F;

Togo, 3,5 p. 100, 1.366.330 F;

Cameroun, 4,1 p. 100, 1.600.558 F.

Total : 39.038.000 F.

Ces contributions seront inscrites en recettes au budget général de l'exercice 1953, à la rubrique « Produits divers ».

Art. 3. — La contribution de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien aux dépenses du contrôle est fixée, pour l'année 1953, à 1.566.512 F.

La contribution des territoires d'outre-mer et des territoires et Etats associés aux dépenses du commissariat de l'office central des chemins de fer est fixée, pour l'exercice 1953, à la somme de 202.200 F, ainsi répartie :

Afrique occidentale française, 81.000 F;

Etats associés, 81.000 F;

Madagascar, 16.200 F;

Afrique équatoriale française, 9.000 F;

Cameroun, 10.000 F;

Togo, 5.000 F.

Total : 262.200 F.

Le montant de ces contributions sera inscrit en recettes au budget général de l'exercice 1953 à la rubrique « Produits divers ».

Art. 4. — La ratification des décrets rendus en vertu des articles 3 à 40 de la loi du 13 avril 1928 fixant le régime douanier des territoires d'outre-mer, et des délibérations et décrets visés à l'article 5 de celle-ci, ainsi qu'aux articles 6 et 7 du décret du 2 juillet 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi, modifié en son article 7 par le décret du 12 juin 1931, fera, par dérogation aux dispositions de l'article 12 de la loi susvisée du 13 avril 1928, l'objet au début de chaque année, pour l'année précédente, d'un projet de loi unique.

Art. 5 (nouveau). —

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 novembre 1952.

Le président

Signé : EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

France d'outre-mer.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1^{re} partie. — Personnel. — Rémunération d'activité.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 431.335.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 59.560.000 F.

Chap. 31-03. — Inspection de la France d'outre-mer. — Soldes et accessoires de solde, 68.802.000 F.

Chap. 31-11. — Services de diffusion et de propagande. — Rémunérations principales, 27.807.000 F.

Chap. 31-12. — Services de diffusion et de propagande. — Indemnités et allocations diverses, 881.000 F.

Chap. 31-21. — Etablissements d'enseignement et de recherches de la France d'outre-mer. — Rémunérations principales, 102.902.000 F.

Chap. 31-22. — Etablissements d'enseignement et de recherches de la France d'outre-mer. — Indemnités et allocations diverses, 11 millions 077.000 F.

Chap. 31-23. — Formation complémentaire de divers fonctionnaires, 3.517.000 F.

Chap. 31-31. — Services administratifs. — Rémunérations principales, 62.193.000 F.

Chap. 31-32. — Services administratifs. — Indemnités et allocations diverses, 2.930.000 F.

Chap. 31-41. — Personnel d'autorité en service dans les territoires d'outre-mer. — Rémunérations principales, 2.261.617.000 F.

Chap. 31-42. — Personnel d'autorité en service dans les territoires d'outre-mer. — Indemnités et allocations diverses, 112.092.000 F.

Chap. 31-51. — Magistrats de droit civil et de droit pénal français en service dans les territoires d'outre-mer. — Rémunérations principales, 831.995.000 F.

Chap. 31-61. — Etablissements permanents des terres australes et antarctiques. — Soldes et accessoires de soldes, 73.060.000 F.

Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 1.335.997.000 F.

Total pour la 1^{re} partie, 5.385.688.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales.

Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 178.071.000 F.

Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 19.115.000 F.

Total pour la 3^e partie, 197.516.000 F.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 27.258.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Matériel, 59.612.000 F.

Chap. 31-03. — Inspection de la France d'outre-mer. — Matériel et remboursement de frais, 298.000 F.

Chap. 31-11. — Services de diffusion et de propagande. — Matériel et remboursement de frais, 22.768.000 F.

Chap. 31-12. — Dépenses de fonctionnement de la section de presse et dépenses d'information, 12.616.000 F.

Chap. 31-13. — Contribution à l'entretien et au fonctionnement des postes de radiodiffusion d'outre-mer, 16 millions de francs.

Chap. 31-21. — Etablissements d'enseignement et de recherches de la France d'outre-mer. — Matériel et remboursement de frais, 48.130.000 F.

Chap. 31-31. — Services administratifs. — Matériel et remboursement de frais, 13.173.000 F.

Chap. 31-41. — Personnel d'autorité en service dans les territoires d'outre-mer. — Remboursement de frais, 255.439.000 F.

Chap. 31-51. — Magistrats de droit civil et de droit pénal français en service dans les territoires d'outre-mer. — Remboursement de frais, 129.690.000 F.

Chap. 31-61. — Etablissements permanents des terres australes et antarctiques. — Matériel et remboursement de frais, 126.250.000 F.

Chap. 31-91. — Loyers et réquisitions, 1.922.000 F.

Chap. 31-92. — Achat et entretien de matériel automobile, 8.337.000 francs.

Chap. 31-93. — Remboursements à diverses administrations, 46 millions 008.000 F.

Total pour la 4^e partie, 767.831.000 F.

6^e partie. — Subventions de fonctionnement.

Chap. 36-21. — Subvention à l'office de la recherche scientifique d'outre-mer, 197 millions de francs.

Chap. 36-22. — Subvention à l'académie des sciences coloniales, 1.970.000 F.

Chap. 36-23. — Subvention à l'institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux, 6 millions de francs.

Chap. 36-91. — Dépenses administratives de la caisse de retraites de la France d'outre-mer, 39.038.000 F.

Total pour la 6^e partie, 211.008.000 F.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-91. — Frais d'instance et de justice. — Réparations civiles, 400.000 F.

Chap. 37-92. — Dépenses de contrôle du chemin de fer franco-éthiopien, 4.591.000 F.

Chap. 37-93. — Dépenses d'apurement des comptes spéciaux définitivement clos, néant.

Chap. 37-94. — Dépenses afférentes à des élections parlementaires, 20 millions de francs.

Chap. 37-95. — Emploi de fonds provenant de legs et de donations, mémoire.

Total pour la 7^e partie, 21.991.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état A, 6.921.031.000 F.

Etat B. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

France d'outre-mer.

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

1^{re} partie. — Interventions politiques et administratives.

Chap. 41-91. — Subventions aux budgets locaux des territoires d'outre-mer, 939.675.000 F.

Chap. 41-92 (nouveau). — Commémoration du centenaire de la Nouvelle-Calédonie, néant.

Total pour la 1^{re} partie, 939.675.000 F.

6^e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité.

Chap. 46-91. — Subventions aux œuvres privées dans les territoires d'outre-mer, 10 millions de francs.

Chap. 46-92. — Action sociale en faveur de personnes étrangères à l'administration, 11.991.000 F.

Total pour la 6^e partie, 21.991.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques), mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état B, 964.666.000 F.

Total pour la France d'outre-mer, 7.885.700.000 F.

ANNEXE N° 529

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

Paris, le 12 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 7 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — L'article 42 du décret du 17 avril 1889, modifié par l'article 16 de l'ordonnance du 23 novembre 1944, est complété ainsi qu'il suit:

« Toutefois, ne pourront être acceptées par le greffier ou l'adel ni la déclaration d'appel interjeté contre un jugement simplement préparatoire, ni la déclaration d'appel formée hors délai contre un jugement contradictoire, si ce dernier a fait l'objet d'une signification à personne. »

« Quand le greffier ou l'adel aura refusé d'accepter la déclaration d'appel, il devra en dresser procès-verbal. Les parties seront admises à en appeler par simple requête dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix ou le cadî. Sur injonction d'un de ces magistrats, le greffier ou l'adel sera tenu de recevoir la déclaration d'appel. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 1399, 1065 et in-8° 512.

ANNEXE N° 530

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 1^{er} janvier 1949, précisant que les **relations douanières** entre l'A. E. F. et le Cameroun seront réglées par une convention approuvée par les hauts commissaires de ces deux territoires, transmis par le M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

Paris, le 12 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 7 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1^{er} janvier 1949 précisant que les relations douanières entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun seront réglées par une convention approuvée par les hauts commissaires de ces deux territoires.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Est ratifié le décret du 1^{er} janvier 1949 précisant que les relations économiques et douanières entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun seront réglées par des conventions passées entre les deux hauts commissaires de ces territoires.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 531

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation de la **convention** signée le 1^{er} avril 1950 entre la France et la Principauté de Monaco tendant à éviter les **doubles impositions** et à codifier les règles d'**assistance en matière successorale**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (2). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 12 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 6 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant approbation de la convention signée le 1^{er} avril 1950 entre la France et la Principauté de Monaco, tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République française est autorisé à ratifier la convention franco-monégasque, signée à Paris, le 1^{er} avril 1950, tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 6 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), nos 6958, 7887; (2^e législ.), 4599 et in-8° 538.

(2) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3111, 4546 et in-8° 534.

ANNEXE N° 532

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

PROPOSITION DE LOI adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les **articles 78 et 79 du code du vin**, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission des boissons.)

Paris, le 12 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 7 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi tendant à modifier les articles 78 et 79 du code du vin.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi dont la teneur suit:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1^{er}. — Le paragraphe 2^o de l'article 78 du code du vin est modifié comme suit:

« 2^o utilisées à l'élaboration de mistelles, de vins médicamenteux, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels. »

Art. 2. — L'article 79 du code du vin est modifié et complété comme suit:

« d) Par des livraisons de moûts de raisin à des fabricants de jus de fruit ou à des confitureuses et en général aux fabrications de produits alimentaires autres que les boissons, sous réserve qu'il soit justifié de l'emploi des moûts aux usages déclarés.

« Dans les quatre cas précédents, le prestataire sera libéré de sa fourniture à concurrence de la quantité d'alcool total (y compris l'alcool en puissance) effectivement contenue dans les vins ou moûts exportés ou livrés. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 533

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des boissons sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la création d'un **comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine**, par M. de Geoffre, sénateur (2).

Mesdames, messieurs, l'Assemblée nationale a adopté, dans sa séance du 25 octobre, une proposition de loi tendant à la création d'un comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine.

Les vins de Touraine, et notamment ceux de Vouvray, Montlouis, Chinon, Bourgueil, ont acquis une réputation mondiale.

Cette renommée est amplement justifiée. Il importe de la sauvegarder, en même temps qu'il apparaît indispensable de développer au maximum les études concernant la production, la commercialisation et l'exportation de ces vins qui sont à la base de la prospérité économique de cette magnifique région française, et de l'attrait qu'elle exerce sur le tourisme national et international.

D'autre part, la concurrence que subissent nos vins, de la part de l'étranger, a amené les producteurs à se grouper afin de mieux défendre la qualité.

C'est pourquoi il nous a semblé opportun d'envisager pour la défense des vins de cette contrée des dispositions législatives analogues à celles qui ont déjà été prises en faveur des vins de Bordeaux, de Champagne, d'Anjou, etc. et, en particulier, la création d'un comité interprofessionnel des vins de Touraine.

Votre commission des boissons, qui, à la veille des vacances parlementaires, avait, sur mon rapport, accepté la création d'un conseil interprofessionnel semblable pour les vins d'Anjou et de Saumur, a donné son accord sur la proposition de loi qui vous est soumise et qu'elle vous demande d'adopter dans la rédaction suivante:

PROPOSITION DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est créé, à dater de la publication de la présente loi, un organisme doté de la personnalité civile, sous la dénomina-

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 514, 581, 1784, 3303, 4555 et in-8° 540.

(2) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3927, 4037 et in-8° 549; Conseil de la République, n° 493 (année 1952).

tion de comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine (C. I. V. T.).

Le comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine (C. I. V. T.) est chargé :

1° De procéder à toutes études concernant la production, le régime des prix, la commercialisation des vins d'appellation contrôlée de Touraine, et de jouer, auprès des pouvoirs publics, à la demande de ces derniers, un rôle consultatif sur toutes les questions ayant trait à la politique viti-vinicole en accord avec l'institut national des appellations d'origine;

2° De développer, tant en France qu'à l'étranger, par tous les moyens appropriés, la réputation et la demande des vins d'appellation contrôlée de Touraine, tranquilles et mousseux, dans le cadre de leurs appellations d'origine contrôlées respectives, en accord avec l'institut national des appellations d'origine;

3° D'assurer l'application et le contrôle effectif des décrets d'appellation d'origine, de manière à garantir aux consommateurs des vins de l'appellation sous laquelle ils leur sont livrés, compte tenu des dispositions législatives qui les concernent et en accord avec l'institut national des appellations d'origine;

4° De procéder à toutes enquêtes d'ordre économique qui lui seraient nécessaires pour l'établissement du bilan des ressources et des besoins et, d'une manière générale, pour mener à bien les tâches qui lui incombent;

5° D'établir dans son sein un contact permanent de la viticulture et du commerce des vins en vue de faciliter, dans le cadre de cette entente, le règlement de toutes questions communes à ces professions.

Composition du comité.

Art. 2. — Le comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine est composé de la manière suivante :

12 délégués des producteurs élus par le ou les syndicats viticoles les plus représentatifs de la Touraine :

12 délégués des syndicats les plus représentatifs de négociants en vins de Touraine;

2 délégués en exercice du conseil général d'Indre-et-Loire et 2 délégués en exercice du conseil général de Loir-et-Cher;

1 délégué du commerce de détail de chaque département;

2 délégués du syndicat des courtiers de chaque département;

1 délégué de l'hôtellerie de chaque département;

1 délégué de l'institut national des appellations d'origine.

Aucune personne exerçant la profession de négociant, commissionnaire ou courtier en vins ou une profession connexe, ne pourra représenter les groupements de producteurs.

La durée du mandat des membres du comité est de trois ans. Ils sont rééligibles.

Assistent également aux réunions du comité, à titre délibératif :

Les délégués du ministre des finances et de l'économie nationale, du ministre de l'agriculture, ainsi que les directeurs de services agricoles et les directeurs des contributions indirectes des départements de l'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher.

Peuvent assister à ces réunions, à titre consultatif :

L'inspecteur principal de la répression des fraudes, le directeur des contributions directes, le directeur de la section œnologique et le directeur de la station d'avertissements agricoles;

Les présidents des chambres de commerce de Tours et de Blois ou leurs représentants;

Le directeur de l'institut national des appellations d'origine ou son représentant.

Présidence, vice-présidence, délégués généraux, bureaux.

Art. 3. — Le bureau est composé de :

1 président appartenant à la viticulture;

6 vice-présidents, élus moitié parmi les délégués du commerce, moitié parmi les délégués des viticulteurs;

1 secrétaire général;

1 trésorier (si le secrétaire est désigné parmi les délégués du commerce le trésorier devra être pris parmi les viticulteurs ou vice versa);

4 autres membres dont 2 choisis parmi les délégués de la viticulture.

Les membres du bureau sont élus par le comité au cours de l'assemblée générale du premier trimestre. La durée du mandat est d'une année. Ils sont rééligibles.

Le cas échéant, le remplacement des membres du bureau décédés ou démissionnaires a lieu à l'assemblée générale au cours du premier trimestre qui suit le décès ou la démission; toutefois, le mandat des membres du bureau élus en remplacement des membres démissionnaires ou décédés expire à la date du renouvellement annuel intégral du bureau.

Art. 4. — Le rôle du bureau est :

1° D'exécuter ou de faire exécuter les missions qui, le cas échéant peuvent lui être confiées par le comité;

2° De préparer les ordres du jour comportant les questions à soumettre au comité;

3° D'assurer le fonctionnement administratif du comité et d'engager, rétribuer, révoquer le personnel nécessaire à la gestion de ce dernier.

Art. 5. — Un commissaire du Gouvernement désigné par le ministre de l'agriculture assiste à toutes les délibérations du comité et du bureau.

Il peut, soit donner son acquiescement immédiat aux décisions envisagées, soit les soumettre à l'agrément du ministre de l'agriculture.

Délibération du comité.

Art. 6. — Le comité se réunit en assemblée générale sur convocation de son président au moins une fois par trimestre. Sauf, en cas d'urgence, dûment motivée, les convocations sont adressées aux membres du comité six jours francs à l'avance.

Le comité ne peut délibérer que s'il réunit la majorité des membres ayant voix délibérative le composant. Si ce quorum n'est pas atteint, le comité est de nouveau convoqué à huitaine en assemblée générale. Celle-ci peut alors délibérer quel que soit le nombre des présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Budget.

Art. 7. — Le comité établit chaque année un budget qui doit être soumis à l'approbation des ministres de l'agriculture et des finances. Après le délai d'un mois à compter de la notification aux ministres, et en l'absence d'opposition formelle de ces derniers, le budget devient exécutoire de plein droit.

Art. 8. — Les recettes du comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine sont assurées par des dons, des legs, des subventions et des cotisations à l'hectolitre perçues pour le compte de cet organisme par les receveurs-buralistes au moment de la délivrance des titres de mouvement verts sollicités en vue de l'enlèvement à la propriété des vins d'appellation de l'aire délimitée.

Ces cotisations, au plus égales à celles fixées pour les autres régions où fonctionne un comité interprofessionnel des vins, seront établies suivant un barème annuel fixé par le comité et soumis à l'homologation des ministres de l'agriculture et des finances. Elles seront acquittées par la personne levant le titre de mouvement et, s'il s'agit d'un viticulteur, remboursées à elle par l'acheteur.

Les frais d'assiette et de perception sont à la charge du comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine. Ils sont décomptés et payés à l'administration dans les conditions réglementaires.

Art. 9. — Les fonds disponibles sont déposés au Trésor ou à la caisse régionale du crédit agricole mutuel dont le comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine est autorisé à devenir sociétaire.

Ledit comité bénéficiera des dispositions prévues en faveur des groupements visés aux articles 16, 117, 149 du texte annexé au décret du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricole.

Le fonds de réserve du comité sera constitué par des valeurs d'Etat ou garanties par lui ainsi que par des valeurs du Trésor à court terme.

Art. 10. — Le retrait des fonds et, d'une manière générale, toutes opérations financières ne pourront être effectuées que sous la signature conjointe de deux des membres du bureau ci-après : président, secrétaire général ou trésorier.

Une régie d'avances, dont le quantum est fixé par le bureau, pourra être confiée au directeur ou secrétaire général, à charge pour lui de rendre compte audit bureau de l'emploi des sommes ainsi déléguées.

Art. 11. — La gestion financière du comité sera soumise au contrôle de l'Etat.

Art. 12. — Sous les réserves ci-dessus, la représentation du comité partout où il est appelé à comparaître, est assurée par son président, dûment mandaté à cet effet par le bureau, ou dans les mêmes conditions par le secrétaire général.

Art. 13. — Les opérations du comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine, telles qu'elles sont définies ci-dessus, seront exemptées de tous impôts directs.

Art. 14. — En cas de dissolution du comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine, la dévolution de l'actif sera prononcée par le ministre de l'agriculture au profit du fonds national de progrès agricole.

Art. 15. — Un décret pris par le ministre de l'agriculture réglera en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

ANNEXE N° 534

(Session de 1952. — Séance du 12 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au **prix des baux à ferme**, par M. Driant, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le 3 juillet 1952, l'Assemblée nationale a adopté, non sans quelque précipitation, une proposition de loi tendant à modifier les modalités de fixation du prix des fermages.

Les dispositions originelles du statut, telles qu'elles résultaient de l'ordonnance du 17 octobre 1945 avaient été modifiées sur ce point en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948. C'est cette loi que l'Assemblée nationale nous propose de modifier à nouveau.

Avant d'aborder l'examen du texte adopté en première lecture par l'Assemblée, il convient donc de rappeler brièvement le mécanisme de fixation du prix des fermages arrêté par le législateur de 1948.

(1) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), n° 576, 913, 1033, 3649, 3835 et in-8° 405; Conseil de la République, n° 355 (année 1952).

La législation en vigueur.

Avant l'intervention de la loi du 31 décembre 1948, les prix des fermages étaient bloqués pour chaque ferme individuellement à ce qu'ils étaient au 1^{er} septembre 1939. Il s'agissait là d'une législation d'exception, justifiable du fait de la guerre.

La loi de 1948 a mis fin à la période de stabilisation des fermages et a posé le principe du retour à la liberté des contrats, sous le contrôle du juge.

Si les parties s'entendent, le prix est fixé librement.

Lorsqu'il y a désaccord entre les parties ou si le litige est porté devant le tribunal paritaire, certaines garanties leur sont alors accordées.

Un arrêté préfectoral pris sur avis de la commission consultative des baux ruraux fixe par région et par nature de culture les quantités de denrées qui représentent la valeur locative normale des biens loués en se référant aux prix pratiqués en 1939 dans la région considérée. Le prix de chaque fermage doit, en principe, s'insérer, entre le maximum et le minimum déterminés par la commission.

Toutefois, ces dispositions n'étant pas d'ordre public, il ne s'agit que d'une indication qui ne s'impose pas aux experts lorsqu'ils ont à rechercher la valeur locative normale des biens loués.

La loi qui consacre donc une certaine souplesse dans le choix des prix-types devient impérative en matière de sanction des abus. Elle donne aux parties le moyen de les faire cesser. En effet, si un fermage est inférieur de 10 p. 100 au minimum ou supérieur de 40 p. 100 au maximum fixé par la commission consultative, le preneur ou le bailleur lésé a le droit, pendant les six mois de l'entrée en jouissance de saisir le tribunal paritaire qui fixera, pour le reste du bail, un nouveau prix du fermage conforme aux normes de la loi.

Ce mécanisme de libéré contrôlé a donc le mérite de la souplesse, tout en sauvegardant les intérêts des parties qu'il protège contre les abus. Il a donné, en fait, satisfaction à l'immense majorité des intéressés et les demandes de révision ont été rares.

Les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale.

Un accord intervenu en mars dernier entre la section des preneurs et la section des bailleurs de la fédération nationale des syndicats d'exploitants serait à l'origine des modifications votées par l'Assemblée nationale dans sa séance du 3 juillet. Il est permis de s'interroger sur le caractère représentatif de ces deux sections qui ne groupent, en fait, qu'une faible partie des preneurs et des bailleurs. On peut regretter que d'autres organisations, et notamment la fédération nationale de la propriété agricole, n'aient pas été consultées.

La caractéristique fondamentale du texte que l'Assemblée nationale nous transmet, c'est la référence impérieuse aux prix normaux des baux en 1939 alors que nous avons vu que cette référence n'est qu'indicative dans le système actuellement en vigueur. L'obligation est double :

1^o L'arrêté préfectoral dressant les quantités de denrées représentant la valeur locative normale des biens loués ne pourra, sauf exception expressément motivée, stipuler des quantités supérieures à celles de 1939 ;

2^o Le prix de chaque fermage devra obligatoirement s'inscrire dans la limite des quantités maxima et minima fixées par la commission consultative.

La seconde disposition importante du texte précise que le bailleur qui aura effectué en accord avec le preneur des investissements dépassant le cadre de ses obligations légales ne pourra exiger qu'une rente en espèces égale à l'intérêt des sommes investies, au taux pratiqué par la caisse régionale de crédit agricole pour les prêts à moyen terme.

Une disposition spéciale, probablement inspirée de situations locales, a trait aux baux stipulés en lait et en beurre. Le prix moyen pourra en être calculé en tenant compte au maximum pour trois quarts du prix moyen pratiqué pendant la période du 1^{er} avril au 30 septembre et pour un quart du prix moyen pratiqué pendant la période du 1^{er} octobre au 31 mars.

Enfin, un système de révision du prix du bail est prévu qui permet au bailleur ou au preneur ayant accepté un prix supérieur ou inférieur d'au moins un dixième à la valeur locative normale du bien particulier donné à bail, de saisir, au cours de la troisième année de jouissance, le tribunal paritaire qui fixera le prix normal du fermage pour la période du bail restant à courir.

Le tableau comparatif ci-dessous permet de se rendre compte plus en détail des modifications proposées par l'Assemblée nationale à la législation actuellement en vigueur.

TABLEAU COMPARATIF

Texte de la loi du 31 décembre 1948 :

Article 22.

Pour les baux à ferme, le préfet demande à la commission consultative de dresser, pour les diverses régions du département, la liste des denrées de la production locale ou régionale (au maximum quatre pour les cultures générales et quatre pour les cultures spécialisées) qui serviront exclusivement de base au calcul du prix des baux et les quantités de ces denrées représentant, par nature de cultures et suivant leur classe, la valeur locative normale des biens loués.

Dès la réception de l'avis de la commission et, en cas de carence de cette dernière, deux mois au plus tard après sa demande d'avis, le préfet fixe par arrêté la liste et les quantités de denrées dont il est parlé ci-dessus.

Ces quantités à titre indicatif ne pourront être supérieures aux quantités représentant en 1939 le prix normal des baux dans la région considérée. Toutefois, la fixation de quantités supérieures, ou inférieures, à celles de 1939 pourra être admise à condition d'être expressément motivée.

Les prix de chaque fermage évalué sur ces bases en une quantité déterminée de denrées, compte tenu éventuellement des impenses du bailleur ayant apporté des améliorations au fonds, compte tenu également de la répartition des charges, est réglable soit en nature, soit en espèces, soit partie en nature, partie en espèces. Les parties optent pour le mode de paiement à la conclusion du bail.

Le fermage ne peut comprendre, en sus du prix calculé comme il est indiqué aux alinéas précédents, aucune redevance, prestation ou service de quelque nature que ce soit.

Cette disposition est d'ordre public.

Elle est également applicable à tous les baux antérieurs à la présente loi et prendra effet, dès sa promulgation. Si la suppression des redevances, prestations ou services rend indispensable le rajustement du prix du bail, il y sera procédé, à défaut d'accord entre les parties, par le tribunal paritaire.

Sauf convention contraire entre les parties, le paiement en espèces s'effectuera au cours moyen calculé d'échéance à échéance sauf s'il s'agit de denrées dont le prix est officiellement fixé pour un an, auquel cas le prix retenu sera celui en vigueur au jour de l'échéance. La fixation du cours moyen est faite par arrêté préfectoral après avis de la commission consultative.

Si certaines denrées sont contingentées ou rationnées, elles ne peuvent être livrées que conformément aux règles de restriction et à concurrence des quantités permises. Le surplus ne peut faire l'objet que d'un paiement en espèces ou contre valeur.

Pour les baux dans lesquels l'entrée en jouissance a été fixée à une date postérieure au 1^{er} juillet 1948, le preneur ou le bailleur qui, lors de la conclusion du bail, a accepté un prix supérieur ou inférieur d'un dixième à la valeur locative normale du bien loué peut, dans les six mois de l'entrée en jouissance, saisir le tribunal paritaire qui fixera pour les années futures le prix normal et raisonnable du fermage suivant les modalités stipulées ci-dessus.

Ces dispositions ne sont pas applicables au cas où le prix du bail résulte d'une adjudication rendue obligatoire par la loi.

Texte voté par l'Assemblée nationale :

Article 22.

Pour les baux à ferme, le préfet demande à la commission consultative de dresser, pour les diverses régions du département et, s'il y a lieu, par type d'exploitation, la liste des denrées de la production locale ou régionale qui serviront exclusivement de base au calcul du prix des baux et les quantités maxima et minima de ces denrées, représentant, par nature de cultures et suivant leur classe, la valeur locative normale des biens loués.

Deuxième alinéa : conforme.

Ces quantités ne pourront être supérieures aux quantités représentant en 1939 le prix normal des baux dans la région considérée. Toutefois, la fixation de quantités supérieures ou inférieures à celles de 1939 pourra être admise à condition d'être expressément motivée.

Dans les régions où, en raison du petit nombre d'exploitations louées par bail à ferme antérieurement à l'année 1939, la commission consultative jugera cette référence insuffisante, la valeur locative normale pourra être fixée par comparaison avec les exploitations similaires des régions voisines.

Le prix de chaque fermage évalué sur ces bases en une quantité déterminée de denrées, sous réserve éventuellement des impenses du bailleur ayant apporté des améliorations au fonds depuis 1939, devra obligatoirement s'inscrire dans le cadre des quantités maxima et minima fixées par la commission consultative ; ce prix est réglable soit en nature, soit en espèces, soit partie en nature et partie en espèces. Les parties optent pour le mode de paiement à la conclusion du bail.

Cinquième et sixième alinéas : conformes.

Lorsque le bailleur aura effectué, en accord avec le preneur, des investissements dépassant le cadre de ses obligations légales, le prix du bail en cours sera augmenté d'une rente en espèces égale à l'intérêt des sommes ainsi investies, au taux pratiqué par la caisse régionale de crédit agricole pour les prêts à moyen terme.

Les dispositions des alinéas ci-dessus sont d'ordre public.

Sauf convention contraire entre les parties, le paiement en espèces s'effectuera au cours en vigueur au jour de l'échéance pour les denrées dont le prix est fixé pour un an, et au cours moyen, d'échéance à échéance, par les denrées à cours variable. La fixation du cours moyen est faite par arrêté préfectoral, après avis de la commission consultative.

Pour les baux spécifiés tout ou partie en lait ou en beurre, la commission consultative départementale pourra décider que le prix moyen du lait et du beurre sera calculé en tenant compte au maximum pour trois quarts du prix moyen pratiqué pendant la période du 1^{er} avril au 30 septembre et pour un quart du prix moyen pratiqué pendant la période du 1^{er} octobre au 31 mars.

Le preneur ou le bailleur qui, lors de la conclusion du bail, a accepté un prix supérieur ou inférieur d'au moins un dixième à la valeur locative normale du bien particulier donné à bail peut, au cours de la troisième année de jouissance, et une seule fois, saisir le tribunal paritaire. Celui-ci fixera, pour la période du bail restant à courir à partir de la demande, le prix normal du fermage suivant les modalités ci-dessus.

La même faculté est accordée, et une seule fois pour le même motif, aux bailleurs et preneurs liés par un bail en cours, auquel cas la révision devra être demandée dans l'année qui suivra la publication de l'arrêté préfectoral prévu à l'alinéa 2 ci-dessus.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables aux baux ayant déjà fait l'objet d'une révision.

Dernier alinéa : conforme.

Votre commission de l'agriculture a examiné avec beaucoup de soin le nouveau mécanisme de fixation du prix des fermages adopté en première lecture par l'Assemblée nationale.

Après en avoir longuement délibéré, elle n'a pas cru, dans sa majorité, devoir le prendre en considération. Les raisons qui l'ont conduit à prendre cette position sont d'ordre juridique, d'ordre économique et d'ordre pratique.

Pour fermer la porte à toute augmentation du prix des fermages, l'Assemblée nationale a rendu obligatoire la référence aux prix normaux des baux en 1939, année considérée par elle comme ayant le privilège de détenir la vérité et la justice économiques. Désormais, tous les baux devraient s'inscrire dans les limites établies par la commission consultative d'après la référence à 1939. Au système actuel de liberté des contrats, contrôlé par le juge, elle substitue, comme l'a dit M. A. Coste-Floret, le « contrat obligé » voire le « contrat forcé » si tant est que ces expressions aient encore une signification juridique. Cette atteinte au principe de la liberté des contrats et plus encore les répercussions économiques qui résulteraient de l'application d'ailleurs difficile de ce texte ont semblé graves et inacceptables à votre commission.

Depuis 1939, le monde a quelque peu changé. L'évolution économique a touché l'agriculture comme les autres secteurs de l'activité nationale. Vouloir ramener impérieusement bailleurs et preneurs à la situation de 1939 en se figeant sur cette référence nous semble méconnaître gravement la loi du dynamisme de l'économie chaque jour plus puissante. Cette espèce de nostalgie du passé est particulièrement grave dans l'ordre économique. Elle conduit à la stagnation et à la décadence. Qu'il s'agisse des conditions d'exploitation, de la structure de la population, du rapport de rentabilité entre les différentes productions, des charges de la propriété bâtie, tout s'est transformé.

Il est dès lors permis de se demander comment, en fait, la règle de référence à 1939 pourra jouer et si l'exception prévue en certains cas, ne deviendrait pas la règle. Il semble d'ailleurs que les auteurs de la proposition de loi ne se soient guère fait d'illusion à ce sujet.

Nous pouvons, hélas, mesurer aujourd'hui dans toute son ampleur, les répercussions désastreuses de la politique du blocage systématique des loyers d'habitation, poursuivie entre les deux guerres. Si c'est une baisse systématique du prix des fermages que l'on poursuit aujourd'hui, il faut en mesurer toutes les conséquences économiques, en particulier sur les bâtiments agricoles d'exploitation et d'habitation — dont l'état est cependant très défectueux. Est-on sûr de servir le véritable intérêt des preneurs en leur donnant cette satisfaction illusoire ?

Votre commission de l'agriculture, quant à elle, ne le pense pas. C'est la raison pour laquelle elle n'a pas cru pouvoir se rallier à cette « cristallisation » obligatoire et définitive du prix des fermages à leur niveau de 1939.

Les autres dispositions du texte adopté par l'Assemblée ne sont pas, au demeurant, de nature à dissiper ses appréhensions.

La mesure stipulant que les investissements dépassent les obligations normales du bailleur ne pourraient être rémunérés que par une rente en espèces calculée au taux pratiqué par la caisse régionale de crédit agricole, risque d'accélérer les désinvestissements du capital bâti agricole.

Cette rente dont le bailleur est autorisé à majorer le prix du bail ne représente, en effet, que l'intérêt des sommes investies sans tenir compte de l'amortissement des dépenses engagées. Calculé en espèces et non en nature, cet intérêt représenterait en cas de dévaluation monétaire, une rémunération ne correspondant pas au service rendu par le capital investi.

Quant au nouveau mode de calcul du prix moyen pour les baux stipulés en lait et en beurre, il constitue une mesure d'exception difficilement justifiable.

Enfin la possibilité donnée aux parties de saisir le tribunal paritaire en vue de la révision des baux au cours de la troisième année de jouissance risque de donner au bail conclu un caractère provisoire pendant une durée de deux ans, ce qui est contraire à la nature même du contrat.

Le texte adopté par l'Assemblée nationale nous semble finalement aller à l'encontre du véritable intérêt des preneurs, et de nature à accentuer le désinvestissement dont souffre l'agriculture. Il serait d'une application pratique extrêmement difficile et ne manquerait pas de ranimer les querelles actuellement apaisées entre propriétaires et fermiers.

Pour toutes ces raisons, votre commission de l'agriculture, dans sa majorité, a estimé qu'il convenait de s'en tenir au mécanisme de fixation du prix des fermages tel qu'il a été établi par la loi de 1948. Toutefois, elle reconnaît que le dispositif de révision prévu par cette loi n'a pas toujours pu jouer dans des conditions satisfaisantes. Des bailleurs et des preneurs ne connaissent pas l'existence de cette disposition qui leur permettrait de demander la révision des baux dans les six mois de l'entrée en jouissance, et ont pu laisser expirer ce délai sans saisir le tribunal paritaire.

Des baux parfois abusifs, parfois inadaptés aux modifications des conditions économiques ont pu, de ce fait, échapper au contrôle du juge.

C'est pourquoi, nous avons pensé qu'il était souhaitable d'ouvrir, à nouveau, pendant un délai de six mois, à compter du 1^{er} janvier 1953 la possibilité de révision des baux conclus depuis le 1^{er} juillet 1948, lorsque le preneur ou bailleur aurait accepté, lors de la conclusion du bail, un prix supérieur ou inférieur d'au moins un dixième à la valeur normale du bien loué.

Telles sont, mesdames, messieurs, les observations que la commission de l'agriculture croit devoir vous présenter. Elle ne saurait

trop souligner la gravité des dispositions votées par l'Assemblée nationale et vous demande, en conséquence, d'adopter, sous un titre nouveau, le texte dont la teneur suit :

PROPOSITION DE LOI

tendant à compléter l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme.

Article unique. — L'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, est complété par la disposition suivante :

« Exceptionnellement, pour les baux conclus entre le 1^{er} juillet 1948 et le 31 décembre 1952, le preneur ou le bailleur qui, lors de la conclusion du bail, a accepté un prix supérieur ou inférieur d'au moins un dixième à la valeur normale du bien loué, peut, dans les six mois, à dater du 1^{er} janvier 1953, saisir le tribunal paritaire. Celui-ci fixera, pour la période du bail restant à courir, à partir de la demande, le prix normal du fermage suivant les modalités stipulées ci-dessus. »

ANNEXE N° 535

(Session de 1952. — Séance du 13 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyée à la commission de la production industrielle.)

Paris, le 12 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 12 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréé, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,

Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Les dispositions des articles 123, 133, 138, 147, 148, 161 et 171 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 sont modifiées ainsi qu'il suit :

A l'article 123, les chiffres de 41.800 F et 5.820 F sont remplacés respectivement par les chiffres de 45.980 F et 6.100 F ;

A l'article 133, le chiffre de 139.200 F est remplacé par le chiffre de 153.600 F ;

A l'article 138, les chiffres de 9.180 F et 3.160 F sont remplacés respectivement par ceux de 10.410 F et 3.480 F ;

A l'article 147, les chiffres de 139.200 F et 4.610 F sont remplacés respectivement par ceux de 153.600 F et 5.120 F ;

A l'article 148, les chiffres de 69.600 F et 4.610 F sont remplacés respectivement par ceux de 76.800 F et 5.120 F ;

A l'article 161, le chiffre de 4.200 F est remplacé par le celui de 4.610 F ;

A l'article 171, le chiffre de 3.120 F est remplacé par celui de 3.410 F.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 7 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Art. 7. — Les dispositions de l'article 6 s'appliquent aux travailleurs qui vont occuper dans une exploitation minière ou dans une exploitation de phosphates d'un territoire relevant soit du ministère de la France d'outre-mer, soit du ministère des affaires étrangères, un emploi qui, s'il avait été exercé dans la métropole, leur aurait assuré le bénéfice du présent décret. »

Art. 3. — Les dispositions de l'article 9 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Art. 9. — Sont obligatoirement affiliés aux sociétés de secours minières visées à l'article 10, à condition de n'effectuer aucun travail salarié :

« 1° En ce qui concerne les prestations en nature dues au titre des assurances maladie et maternité et les allocations au décès, les anciens travailleurs titulaires soit d'une pension de vieillesse proportionnelle ou normale, soit d'une pension d'invalidité ;

« 2° En ce qui concerne les prestations en nature dues au titre des assurances maladie et maternité, les veuves pensionnées des travailleurs décédés en activité de service ou pensionnés, ainsi que les orphelins de père et de mère bénéficiaires d'une allocation servie au titre du présent régime. »

(1) Voir : Assemblée nationale (1^{re} législ.), n°s 10228, 12871 ; (2^e législ.), n°s 666, 3274, 4722, 4726 et in-8° 545.

Art. 4. — Les dispositions du dernier alinéa de l'article 62 du décret du 27 novembre 1946 sont abrogées et remplacées par les suivantes : « Les versements qui ne sont pas effectués dans le délai qui sera fixé par le décret prévu à l'article 220 sont passibles, par jour de retard, d'une majoration au taux prévu à l'article 36 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, modifié par la loi n° 51-1059 du 1^{er} septembre 1951.

« Les dispositions de l'article 36 bis de ladite ordonnance sont étendues aux organismes de sécurité sociale dans les mines. »

Art. 5. — Les dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 170 modifié du décret du 27 novembre 1946 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les pensions prévues aux articles 145, 146, 147, 148, 155, 156 et 157 sont augmentées d'un dixième pour tout bénéficiaire de l'un ou de l'autre sexe ayant eu au moins trois enfants. »

Art. 6. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 186 du décret du 27 novembre 1946 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Lorsque l'accident ou la blessure dont l'affilié est victime est imputable à un tiers, les organismes de sécurité sociale dans les mines sont subrogés de plein droit à l'intéressé ou à ses ayants droit dans leur action contre le tiers responsable pour le remboursement des dépenses que leur occasionne l'accident ou la blessure. »

Art. 7. — Les dispositions du paragraphe premier de l'article 202 du décret du 27 novembre 1946 sont abrogées.

Art. 8. — Les dispositions de l'article 1^{er} de la présente loi entrent en vigueur à la date du 1^{er} décembre 1952.

Toutefois, pour la période allant du 1^{er} septembre 1952 au 1^{er} décembre 1952, les bénéficiaires des prestations d'invalidité, vieillesse et décès (pensions de survivants), prévues par le décret du 27 novembre 1946, à l'exception de celles visées aux articles 149, 152 et 154 dudit décret, ont droit à un supplément égal de 10 p. 100 des arrérages afférents à cette période; en ce qui concerne les bénéficiaires des dispositions des articles 135 et 139 du décret du 27 novembre 1946, ce supplément est égal à 10 p. 100 des arrérages de la pension d'invalidité non réduite.

D'autre part, pour les décès survenus entre le 1^{er} septembre 1952 et le 1^{er} décembre 1952, le montant de l'allocation au décès et celui des majorations pour orphelins de moins de seize ans prévues par l'article 125 du décret susvisé, sont portées à 45.980 F et 6.400 F.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 536

(Session de 1952. — 1^{re} séance du 13 novembre 1952.)

AVIS présenté au nom de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme)**, — I. — **Travaux publics, transports et tourisme**, par M. Julien Brunhes, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, votre commission des moyens de communication m'a chargé de vous présenter ses observations sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme).

Nous ne reviendrons pas sur les critiques fort pertinentes émises à l'Assemblée nationale, tant dans le rapport de M. Gabelle que dans les diverses interventions qui ont marqué le vote de ce budget.

Rappelons, toutefois, les ordres de grandeur des crédits demandés. Sur un total de 175 milliards, les dépenses de personnel, charges sociales comprises, représentent 31 milliards, les travaux d'entretien environ 24 milliards et les dépenses dites d'interventions publiques, 116 milliards (dont 112 pour la Société nationale des chemins de fer français).

Le tourisme intervient seulement pour 32 millions dans le chapitre 31-61 (personnel) et 700 millions dans le chapitre 31-61 (matériel et remboursement de frais). On constate donc que la seule Société nationale des chemins de fer français absorbe 64 p. 100 des crédits qui sont soumis à votre approbation.

Nos observations se résument en trois paragraphes; nous exprimerons des regrets, nous ferons des suggestions, nous poserons des questions.

A. — Regrets.

Les crédits affectés aux routes et ponts nous semblent trop modiques en face des nécessités d'une circulation sans cesse accrue; mais nous savons que la création du fonds routier permet, par des travaux de construction et d'aménagement, d'améliorer sérieusement notre réseau; le budget qui vous est soumis ne comporte que l'entretien des routes et ponts (chapitre 35-21: 17 milliards), sans compter bien entendu les charges de personnel correspondant à ces travaux et qui figurent dans la première partie du titre III.

Pour les voies navigables, entretien et réparations, le crédit total est supérieur à 4 milliards. A ce propos, la commission, reprenant les observations faites à l'Assemblée nationale, en particulier par

M. Le Sénchal, tient à signaler, un fois de plus, l'état catastrophique de ces voies navigables, pour lesquelles pratiquement rien n'a été fait depuis quatre-vingts ans, hors un petit entretien courant qui n'a pas suffi à empêcher les graves accidents de cette année. La commission, d'ailleurs, tient à remercier M. le ministre des travaux publics de s'être attaqué à cette besogne de rénovation; après les explications qu'il a bien voulu donner à votre commission le 3 juillet 1952, il a poursuivi, en effet, avec les organisations professionnelles compétentes, l'étude du projet de loi, relatif à la remise en état des voies navigables, approuvé en conseil des ministres le 4 novembre. L'exposé des motifs de ce texte rejoint les préoccupations de nos collègues et nous souhaitons qu'une très rapide application des mesures prévues nous évite de protester de nouveau contre l'état d'abandon des rivières et canaux de la métropole.

Nous constatons, d'autre part, que dans l'été B, interventions publiques, le chemin de fer intervient pour 112 milliards sur 116. Nous ne saurions reprocher à la Société nationale des chemins de fer français les 21.610 millions du chapitre 45-42, puisqu'il s'agit d'indemnités compensatrices de réductions de tarifs imposées; mais nous exprimons le regret que ces dépenses soient imputées au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, alors qu'elles devraient figurer dans les dépenses des ministères intéressés par ces réductions de tarifs (anciens combattants, famille et population, forces armées, etc.); nous n'ignorons pas que les lois ne permettent pas la spécialisation des recettes de l'Etat, mais nous demandons que ces dépenses figurent dans les demandes de crédit des ministères intéressés. A ce sujet, votre commission souhaite vivement que les facilités ainsi accordées à des catégories intéressantes de voyageurs ne soient pas étendues trop aisément à d'autres, sous peine de voir la Société nationale des chemins de fer français aggraver encore son déficit d'exploitation ou demander une augmentation des crédits du chapitre 45-42.

Quant au crédit de 90 milliards prévu pour équilibrer le budget de la Société nationale des chemins de fer français, il est artificiellement scindé en deux parties, la première (chapitre 45-43) est une subvention d'équilibre, la seconde (chapitre 45-44) est une contribution de l'Etat à diverses dépenses de la Société nationale des chemins de fer français. C'est un simple jeu d'écritures réalisé par l'avenant du 10 juillet dernier que la loi de finances avait expressément autorisé le ministre à prendre. Il est vrai que le Parlement espérait que ce pouvoir serait utilisé par le ministre pour tenter de réaliser une véritable réforme et de véritables économies; nous ne reprendrons pas les critiques si pertinentes émises à l'Assemblée nationale à ce sujet, en particulier par M. Lemaire.

Notre regret, très vif, est de constater que l'on ne s'est orienté vers aucune économie réelle, dans la gestion de la Société nationale des chemins de fer français; nous souhaitons voir se réaliser la promesse du ministre des travaux publics qui nous affirme que le fait d'avoir mis en permanence à la charge de l'Etat 60 milliards de dépenses auparavant à la charge de la Société nationale des chemins de fer français encourage cette dernière à faire de grands efforts pour diminuer son déficit; mais nous sommes sceptiques et le devoir de défendre les deniers de l'Etat est le seul motif de notre position, d'autant plus que nous craignons fort que les 30 milliards de subvention d'équilibre se révèlent insuffisants en 1953.

Voici le résumé des principaux regrets de la commission. Il nous reste à vous présenter des suggestions.

B. — Suggestions.

Pour les routes, les membres de la commission m'ont prié de vous faire part de deux suggestions:

La première est relative à l'élargissement des routes. De nombreux collègues pensant qu'une des causes d'accidents est la présence de cyclistes sur la chaussée, spécialement aux sorties des villes, estiment qu'il serait plus économique de faire des pistes cyclables sur les bas côtés plutôt que d'élargir les chaussées elles-mêmes; cette solution assurerait une plus grande sécurité, le soir, aux cyclistes et piétons. Nous sommes persuadés que vos services ont déjà depuis longtemps étudié la question, mais nous tenons à vous transmettre ce vœu;

La deuxième est le désir de nos collègues habitant les régions montagneuses de voir mettre à la disposition de vos services un matériel moderne et puissant pour le dégagement des routes enneigées; il est regrettable, à notre époque, de ne disposer, la plupart du temps, que de moyens dérisoires pour maintenir ouvertes des routes et assurer des communications permanentes entre des communes isolées parfois pendant des semaines et des mois;

Pour les chemins de fer, nous n'ignorons aucune des difficultés auxquelles se heurte le désir des pouvoirs publics de résorber une partie du déficit de la Société nationale des chemins de fer français. Nous savons que si l'on parle toujours de coordination, on réalise peu; nous pensons cependant que les efforts de compréhension mutuelle des transporteurs antagonistes commencent à porter leurs fruits et que les pourparlers entre rail et route doivent amener des solutions rationnelles: elles ne le seront que dans la mesure où les usagers seront bien desservis et où les contribuables ne se verront pas imposer de participer au déficit d'un mode de transport qu'ils n'utilisent pas. Il faut donc, d'une part, réaliser une coordination tarifaire, d'autre part, s'opposer à toute tarification S. N. C. F. au-dessous des prix de revient. Le ministre responsable nous dira, sans doute, qu'il ne peut être question d'augmenter les tarifs pendant que l'ensemble du Gouvernement solidaire cherche à faire baisser les prix de vente. Nous pourrions lui répondre, en citant des exemples, que la plupart du temps les baisses de tarifs S. N. C. F. ne se sont pas répercutées sur le commerce de détail et qu'il pourrait en être ainsi pour les hausses de tarifs

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4269, 4482, 4348 et in-8° 516; Conseil de la République, nos 487 et 518 (année 1951).

Il faut enfin encourager sérieusement la contraction des réseaux dont plus de la moitié n'est pas rentable et fait peser son déficit sur les tarifs. Il faudra fermer des lignes: la commission avait d'ailleurs adopté un rapport en ce sens de son président actuel, M. Aubert, le 13 avril dernier, qui spécifiait en son paragraphe 3 qu'il fallait « décharger la Société nationale des chemins de fer français de l'exploitation des lignes qu'elle n'est pas en mesure d'assurer sans déficit pour son budget ».

Nous savons que de nombreux élus protesteront, nous savons aussi qu'il faut prendre des mesures pour éviter le chômage, c'est pourquoi nous demandons au ministre de faire connaître ultérieurement à notre commission les plans, à longue échéance, de son administration pour la résorption du déficit de la Société nationale des chemins de fer français. Le budget actuel ne nous offre comme économie que des illusions dues à des jeux d'écriture. Nous connaissons la volonté du ministre actuel de faire du neuf, nous sommes prêts à collaborer avec lui, mais ne voulons pas avoir à faire, l'année prochaine, les mêmes observations et voir un collectif nous demander quelques milliards supplémentaires.

C. — Questions.

La commission des moyens de communication a chargé son rapporteur de poser au ministre diverses questions:

1° Que compte faire la Société nationale des chemins de fer français pour s'acheminer vers la suppression de ses filiales? M. le ministre a, en plusieurs circonstances, rappelé que la première mesure d'économie de la Société nationale des chemins de fer français était de mettre de l'ordre dans ses diverses activités auxiliaires et, en particulier, dans ses sociétés annexes afin de cantonner son activité à l'exploitation des voies ferrées.

Que doit-on penser de la S. C. E. T. A., soutenue par le budget de l'Etat, encombrant par ses camions le quai d'Orsay et concurrençant directement les camionneurs privés et les anciens correspondants?

Que peut-on penser de la Société nouvelle des cadres, présidée par le chef des services commerciaux S. N. C. F. Sud-Est, qui a acheté des cadres dont l'utilisation a amené une importante réduction de recettes marchandises en permettant d'abaisser de 5 tonnes à 1.500 kg la charge minimum par wagon complet.

Nous souhaitons avoir ultérieurement des réponses à ces questions, car, dans le déficit total de la Société nationale des chemins de fer français et dans les subventions d'équilibre que nous allons voter, ces filiales participent pour une large part.

En conclusion, la commission émet l'avis que soient approuvées les propositions gouvernementales pour le budget 1953, mais elle tient à ce que, dès que les préoccupations budgétaires n'imposent plus au ministre une considérable surcharge de travail, il veuille bien lui faire part de propositions précises à longue échéance pour la coordination des transports, la recherche de l'équilibre de la Société nationale des chemins de fer français et la refonte des voies navigables.

ANNEXE N° 537

(Session de 1952. — 1^{re} séance du 13 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 22 et 23 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.)

Paris, le 13 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 31 octobre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi modifiant les articles 22 et 23 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi. Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — La mention de l'article 483 du code pénal figurant dans les dispositions finales des articles 22 et 23 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération est remplacée par celle de l'article 485.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 31 octobre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3688, 4139 et in-8° 523.

ANNEXE N° 538

(Session de 1952. — 1^{re} séance du 13 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme.)

Paris, le 13 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 31 octobre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi. Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Dans le service intérieur français, les quittances, factures, billets, traites et, généralement, toutes les valeurs commerciales ou autres, protestables ou non protestables, peuvent être recouvrés sous réserve des exceptions déterminées par arrêté du ministre des postes, télégraphes et téléphones, par l'entremise du service postal.

Art. 2. — Dans le service intérieur français, les objets de correspondance déterminés par arrêté du ministre des postes, télégraphes et téléphones peuvent être envoyés contre remboursement. Le montant de ce remboursement est indépendant de la valeur intrinsèque de l'objet et, le cas échéant, de la déclaration de valeur.

Art. 3. — Pour le recouvrement des chèques et des effets de commerce qui lui sont remis en exécution de la présente loi, l'administration des postes, télégraphes et téléphones ne peut, en aucun cas, se voir opposer les obligations incombant au porteur par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 4. — Les valeurs confiées à la poste pour recouvrement ainsi que les sommes à percevoir sur le destinataire des envois postaux contre remboursement sont, en principe, recouvrables à domicile. Toutefois, l'administration des postes, télégraphes et téléphones peut en imposer le paiement aux guichets des bureaux de poste dans les conditions prévues par ses règlements, notamment lorsque les fonds à encaisser dépassent une somme déterminée.

Art. 5. — Le montant des valeurs à recouvrer ou des sommes à percevoir sur le destinataire des envois contre remboursement doit être acquitté en une seule fois. Il n'est pas admis de paiement partiel.

Un paiement effectué ne peut donner lieu à répétition contre l'administration de la part de celui qui a remis les fonds.

Art. 6. — L'administration des postes, télégraphes et téléphones est dispensée de toute formalité touchant à la constatation du non-paiement.

Art. 7. — A la condition d'être titulaire d'un compte courant postal, l'expéditeur peut demander que les chèques et effets non recouvrés soient remis, dans les conditions fixées par l'administration des postes, télégraphes et téléphones, à un notaire ou à un huissier, en vue de l'établissement d'un protêt.

L'expéditeur qui use de cette faculté autorisée de ce fait le prélevement du montant des frais de protêt et de la taxe postale de présentation perçue par l'administration, sur l'avoir de son compte courant postal.

L'expéditeur est tenu de maintenir au crédit de son compte courant postal une somme suffisante pour permettre le prélèvement de ces frais. Il conserve la faculté d'en demander le remboursement au débiteur protesté.

Art. 8. — Les fonds recouvrés, déduction faite des droits et taxes perçus par le bureau chargé du recouvrement, sont transmis à l'expéditeur des valeurs ou objets, soit par inscription au crédit de son compte courant postal, soit par mandat d'articles d'argent, soit par tout autre moyen admis par l'administration des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 9. — Au cours des transmissions postales et opérations préparatoires à la remise des valeurs ou objets aux intéressés, la responsabilité de l'administration des postes, télégraphes et téléphones est la même qu'en matière de correspondance postale de la catégorie à laquelle appartiennent les envois, suivant qu'il s'agit d'objets ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée.

A partir du moment où les valeurs ou objets ont été remis au débiteur ou au destinataire, l'administration des postes, télégraphes et téléphones est responsable des sommes encaissées ou qui auraient dû l'être. Lorsque ces sommes ont été converties en mandats ou versées au crédit d'un compte courant postal, sa responsabilité est la même qu'en matière de mandats d'articles d'argent ou de titres du service des chèques postaux.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3127, 4377 et in-8° 521.

En cas de refus de paiement à présentation d'une valeur soumise à protêt, l'administration est déchargée par la remise de cette valeur à un notaire ou à un huissier.

L'administration n'est pas responsable des retards dans l'exécution du service, notamment en ce qui concerne la présentation à domicile des effets protestables et la remise des effets impayés au notaire ou à l'huissier chargé de dresser le protêt.

Art. 10. — Les réclamations concernant les valeurs à recouvrer et les objets contre remboursement confiés au service postal ne sont reçues que dans le délai d'un an à partir du dépôt.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi ne sont applicables ni aux valeurs bancaires ou autres remises à l'encaissement aux centres de chèques par les titulaires de comptes courants postaux, ni aux envois de colis postaux.

Art. 12. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie.

Les décrets rendus sur la proposition des ministres intéressés détermineront dans quelles conditions le service des valeurs à recouvrer et celui des envois contre remboursement fonctionnera dans les relations entre la métropole, y compris les départements d'outre-mer et l'Algérie d'une part, et les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer ou du ministre des affaires étrangères d'autre part, ainsi qu'aux relations de ces territoires entre eux.

Art. 13. — Les conditions d'application de la présente loi seront fixées par décret en conseil d'Etat, rendu sur le rapport du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre du budget, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 14. — Sont abrogés :

1° La loi du 5 avril 1879 portant création du service des recouvrements postaux ;

2° La loi du 17 juillet 1880 autorisant le recouvrement par la poste des effets de commerce, valeurs, etc., soumis au protêt ;

3° La loi du 20 juillet 1892 autorisant l'expédition par la poste d'envois à livrer contre remboursement ;

4° L'article 53 de la loi du 8 avril 1910 relatif aux provisions pour frais de protêt ;

5° L'article 48 de la loi du 13 juillet 1911 relatif au montant maximum des envois grevés de remboursement et au traitement applicable aux objets de cette catégorie ;

6° L'article 47 de la loi du 29 mars 1920 relatif au recouvrement des droits d'encaissement et au règlement des fonds recouverts ;

7° L'article 49 de la loi de finances du 27 décembre 1927 relatif au mode de calcul du droit d'encaissement des valeurs à recouvrer ;

8° La loi du 17 septembre 1916 modifiant l'article 18 de la loi du 13 juillet 1911 relatif à l'envoi par la poste, contre remboursement, d'objets de correspondance, ainsi que toutes dispositions contraires à celles contenues dans la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 31 octobre 1952.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

ANNEXE N° 539

(Session de 1952. -- 1^{re} séance du 13 novembre 1952.)

PROPOSITION DE LOI tendant à réglementer, pour la pratique de la chasse, la détention et l'utilisation du furet, présentée par MM. Restat, Bordenave, Frédéric Cayrou, Jean Lacaze et Pascaud, sénateurs et transmise au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 41 de la Constitution.

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, la chasse en France est un sport qui groupe près de deux millions de chasseurs. L'Etat et les communes tirent indiscutablement un profit de la délivrance des permis de chasse. Il est incontestable que pour maintenir au budget la part financière des permis de chasse, il est nécessaire de prendre la défense des chasseurs contre les braconniers.

Depuis de longues années, dans un grand nombre de départements, particulièrement ceux du Midi, les chasseurs, les sociétés communales de chasse et les fédérations départementales des chasseurs se plaignent de l'utilisation abusive du furet. L'emploi de cet animal est autorisé par la loi du 3 mai 1814, sur la police de la chasse, modifiée par la loi du 1^{er} mai 1921.

Les deux premiers paragraphes de l'article 9 de cette loi sont ainsi conçus :

« Art. 9. — Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, suivant les distinctions établies par les arrêtés préfectoraux, sur ses propres terres et sur les terres d'autrui, avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient.

21 CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE. — S₁ de 1952. — 11 avril 1953.

« Tous les autres moyens de chasse, y compris l'aviation et l'automobile, même comme moyen de rabat, à l'exception des furets et des bourses destinés à prendre les lapins, sont formellement prohibés. »

Il est à considérer que l'emploi du furet autorisé par la loi est préjudiciable aux chasseurs honnêtes qui ne tirent le lapin qu'au fusil, alors que les braconniers se servent du furet et des bourses pour capturer, souvent sans permis, cet animal qu'ils revendent en période d'ouverture, et clandestinement en temps de fermeture, pour en tirer profit.

Les fédérations départementales de chasseurs et les sociétés communales de chasse font tous les ans un gros effort pour repeupler leur territoire en gibier. Ce dernier atteint aujourd'hui un prix prohibitif lorsque les reproducteurs sont fournis pour le repeuplement.

Mais tous les départements n'ont pas le même climat et le même terrain de chasse. Si dans les régions de grandes chasses louées, affermées ou gardées, le lapin prolifère et pullule rapidement, la situation est tout autre dans les départements où la chasse banale est la règle. Depuis de longues années, les fédérations de chasseurs ont demandé la réglementation du furet. Le congrès national des présidents ainsi que le conseil supérieur de la chasse ont émis un vœu favorable à cette réglementation.

Si le lapin, dans certaines régions, constitue parfois le seul gibier permettant au chasseur d'exercer son sport, il ne faut pas oublier que, dans d'autres contrées, ce rongeur est considéré, à juste raison, comme nuisible à l'agriculture.

Une réglementation nationale ne peut donc s'imposer.

Toutefois, pour surveiller la détention et l'utilisation du furet, il est nécessaire d'exercer un contrôle dans les départements où son interdiction sera prononcée.

Les fédérations départementales de chasseurs, organisées officiellement par la loi du 28 juin 1911, et auxquelles tous les chasseurs sont adhérents en payant une cotisation comprise dans le prix du permis de chasse, sont devenues, dans chaque département, l'organisme qualifié pour la sauvegarde de la chasse. Au cours de leur congrès annuel, de nombreuses fédérations continuent à demander la réglementation du furet et même sa suppression totale comme moyen de chasse.

Il y a donc une utilité urgente à modifier le paragraphe 2 de l'article 9 de la loi du 3 mai 1814, qui autorise l'emploi du furet et des bourses pour prendre les lapins. Il reste entendu, comme nous l'avons indiqué plus haut, que la réglementation ne pouvant être la même dans chaque département, il incombe aux préfets de prendre l'arrêté nécessaire pour la détention et l'utilisation de cet animal après avoir pris l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs.

Dans les départements où le furet sera interdit, et en prévision des dégâts que pourraient commettre les lapins aux cultures, seule la fédération départementale des chasseurs sera habilitée à détenir des furets, qui seront employés sous le contrôle des gardes-chasse ou des lieutenants de louveterie pour capturer les lapins dans les endroits où ils commettraient des ravages. Tout propriétaire aura donc ainsi l'avantage, en signalant à la fédération départementale des chasseurs que des dégâts sont commis à ses récoltes par les lapins, de faire faire ces reprises par les services de ladite fédération.

Dans les départements où les lapins en surnombre risqueraient de devenir une calamité, l'arrêté préfectoral pourrait laisser, toujours après avis de la fédération départementale des chasseurs, toute liberté à la détention et l'utilisation du furet en période d'ouverture de la chasse ou avec autorisation spéciale en temps de fermeture.

Cette nouvelle réglementation offrirait l'avantage de donner satisfaction à tous les chasseurs de France en conciliant leurs intérêts avec ceux des propriétaires agriculteurs dont les récoltes se trouveraient ainsi protégées.

Ces considérations répondant au vœu des chasseurs voulant la sauvegarde de la chasse française, nous vous proposons la modification suivante du paragraphe 2 de l'article 9 de la loi du 3 mai 1814.

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — L'article 9, paragraphe 2, de la loi du 3 mai 1814 se trouve ainsi modifié :

« Art. 9. — Tous les autres moyens de chasse, y compris l'aviation et l'automobile, même comme moyens de rabat, sont formellement prohibés.

« La détention et l'utilisation du furet et des bourses destinés à prendre les lapins seront réglementés dans chaque département par un arrêté préfectoral et après avis du président de la fédération départementale des chasseurs ».

ANNEXE N° 540

(Session de 1952. — 1^{re} séance du 13 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (présidence du conseil). I. — Services civils, par M. André Boulemy, sénateur. — II. — Services de la défense nationale, par M. Georges Laffargue, sénateur (1).

SERVICES CIVILS

Mesdames, messieurs, l'ensemble des crédits votés en 1952 pour les services civils rattachés à la présidence du conseil, au titre des quatre sections représentant ce budget s'élevait à 7.688.113.000 F. Les dotations correspondantes demandées primitivement par le Gouvernement pour 1953 étaient de 8.875.044.000 F.

La différence, soit 1.186.631.000 F concernait à concurrence de 581.323.000 F la reconduction sur le prochain exercice des mesures d'ores et déjà acquises et sur lesquelles il n'est, par conséquent, pas possible d'agir sans transformation de la texture des services.

Le surplus, soit 602.308.000 F avait trait aux mesures nouvelles qui, seules, constituent des modifications réelles par rapport à 1952.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a ramené les propositions gouvernementales à 8.851.012.000 F, le détail des réductions ainsi opérées étant indiqué, ci-après, au titre des chapitres intéressés.

Le Gouvernement a saisi ultérieurement l'Assemblée nationale de deux lettres rectificatives entérinant, d'une part, la plupart des abattements décidés par la commission des finances et proposant, d'autre part, deux majorations d'ensemble 270 millions: l'une de 200 millions au titre des allègements de charges supportées par les journaux; l'autre de 70 millions pour développer les services étrangers de l'agence France-Presse.

Au total, les nouvelles propositions gouvernementales s'établissent ainsi à 9.142.268.000 F.

L'Assemblée nationale reprenant, en partie, les propositions d'abattement de sa commission des finances, s'est finalement arrêtée au total de 9.140.012.000 F.

Examen des principales modifications.

1^o Modifications d'ordre général.

A. — MESURES ACQUISES

Le total de l'augmentation de 581.323.000 F accusée ci-dessus, au titre des mesures acquises se décompose ainsi:

a) Inscription des crédits pour l'amélioration de la situation des personnels, figurant en 1952 à un chapitre global, 428.118.000 F.

b) Application de l'article 18 *ter* de la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français, 37 millions de francs.

c) Ajustement de la subvention à l'agence France-Presse (au titre des mesures acquises), 110.510.000 F.

d) Mesures diverses, 8.695.000 F.

Les postes b et c ci-dessus seront examinés, au titre de la section « Presse ».

Les mesures diverses se totalisant à 8.695.000 F n'appellent pas de commentaires particuliers (ce rajustement se rapporte essentiellement aux primes de rendement des services administratifs).

Quant à l'amélioration de la situation des personnels, l'augmentation indiquée à ce titre est purement apparente, puisqu'il s'agit d'un simple transfert de crédits antérieurement prévus à un chapitre global de charges communes; les rémunérations pour le personnel restent, en effet, sans changement par rapport au barème en vigueur depuis le 10 septembre 1951.

B. — MESURES NOUVELLES

Ces mesures se totalisent, comme on l'a vu, à 602.308.000 F.

Elles comportent essentiellement trois opérations importantes, ci-après analysées:

Subvention à l'école nationale d'administration, 58 millions de francs.

Commissariat à l'énergie atomique, 402.701.000 F.

Fonds spéciaux, 155 millions de francs.

Le surplus, conduisant à une réduction de 13.393.000 F correspond à un grand nombre d'opérations de moindre importance, pour lesquelles les justifications fournies apparaissent dans l'ensemble satisfaisantes et qui n'appellent pas, dès lors, d'observations particulières.

On remarquera, en outre, que le total des augmentations prévues sous la rubrique générale « Ajustement aux besoins réels non com-

pris dans les mesures acquises et, notamment, hausses de prix non traduites dans le budget de 1952 », s'élevait à 7.999.000 F.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a estimé que la politique de baisse de prix poursuivie par le Gouvernement devait se traduire, au titre des chapitres de matériel, par un abattement qu'elle a chiffré en principe à 5 p. 100. Cette mesure a conduit à une réduction globale de 2.776.000 F. Le Gouvernement a accepté ces abattements en les incluant dans les lettres rectificatives précédemment mentionnées.

A noter, enfin, une autre mesure d'ordre général adoptée par la commission des finances de l'Assemblée nationale et relative aux prestations et versements facultatifs en matières d'œuvres sociales.

Une réduction de 25 p. 100 ayant été opérée au titre de cette rubrique, le total des économies, pour la présidence du conseil (services civils) s'élevait de la sorte à 456.000 F.

Conformément au vote intervenu lors de la discussion du budget de la justice devant le Conseil de la République, votre commission vous propose le rétablissement de ces crédits.

2^o Mesures d'ordre particulier.

A. — SERVICES GÉNÉRAUX

Chapitre 36-11. — Subvention à l'école nationale d'administration.

Une majoration de 58 millions a été demandée au titre de l'ajustement aux besoins résultant de l'accroissement du nombre des élèves en première année.

La commission des finances de l'Assemblée nationale l'a réduite de 20 millions afin d'obtenir du Gouvernement l'engagement que, sans remettre en cause l'existence de l'école nationale d'administration, le recrutement des administrations centrales soit assuré dans de meilleures conditions.

L'Assemblée nationale a limité la réduction à 1 million, le sens des observations formulées par sa commission étant toutefois conservé.

La nécessité de réformes apparaît en effet urgente. Déjà, par décision du 15 février 1952, le Gouvernement avait chargé une commission de faire une enquête sur l'ensemble des problèmes posés par l'école nationale d'administration et notamment sur le point de savoir si l'école est en demeure de satisfaire, en qualité et en quantité, les besoins des administrations et de proposer les réformes opportunes.

Dans son rapport, cette commission a estimé que la valeur de la formation donnée aux élèves est satisfaisante et que l'on peut seulement constater un penchant vers une certaine culture générale, parfois superficielle et souvent abstraite. Elle a signalé que dans quelques administrations, les tâches attribuées aux anciens élèves sont trop subalternes.

Il est apparu à votre commission des finances qu'il ne convenait pas de maintenir le recrutement exclusif par l'école de toutes les carrières auxquelles elle pourvoit actuellement.

Il ne nous appartient pas d'étudier dans ce rapport les diverses solutions qui peuvent être envisagées. Elles doivent faire l'objet d'une étude approfondie dans le cadre de la réforme administrative. Mais votre commission des finances, en vous proposant d'accepter les crédits votés par l'Assemblée nationale, vous demande de considérer qu'il est grand temps de mettre au premier plan des réformes de structure, les modifications au recrutement et à l'organisation des cadres supérieurs administratifs de l'Etat.

Chapitre 36-31. — Dépenses de fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique.

Une majoration de 402.701.000 F est prévue au titre de l'ajustement aux besoins, dont 220 millions pour le personnel et 182.701.000 F pour le matériel. Cette majoration est la conséquence de l'acceptation par le Parlement, au cours du mois de juillet 1952, du plan quinquennal de développement de l'énergie atomique présentée par le Gouvernement et qui se traduit nécessairement dans le budget par une augmentation substantielle.

On rappellera que la participation de l'Etat aux dépenses du commissariat s'élevait pour 1952, au titre des propositions présentées, à 3.180 millions.

Chapitre 37-91. — Fonds spéciaux.

Une augmentation de 155 millions est demandée au titre de l'article 2: « Fonds spéciaux du S. D. E. C. E. » pour lequel la dotation réclamée s'élève à 1.541 millions.

L'article premier: « Fonds spéciaux du Gouvernement » reste inchangé à 600 millions.

B. — SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE

Chapitre 41-01. — Subvention à l'Agence France-Presse.

Une augmentation de 110.510.000 F pour mesures acquises, réduite de 12 millions de francs pour rajustement aux besoins réels; était primitivement demandée par le Gouvernement. Une nouvelle majoration de 70 millions a fait l'objet d'une lettre rectificative, ce qui conduit la dotation totale au chiffre de 1.595 millions.

Des justifications fournies par les services, il résulte que la subvention de l'Etat couvre, à peu près, les deux tiers des frais de fonctionnement de l'organisme.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4265 et annexes I à VI, 4514, 4578, 4357 et in-3^o 525; Conseil de la République, n^o 498 (année 1952).

Il nous a été indiqué qu'une augmentation de recettes et une diminution de charges devaient procurer à l'Agence France-Presse une augmentation de recettes de 136.280.000 F qui s'expliquerait de la manière suivante :

a) Les recettes seront augmentées par suite de la majoration des tarifs d'abonnement qui, pour 1952, a pris effet seulement du 1^{er} mai et qui, pour 1953, jouera sur l'année pleine et donnera ainsi une rentrée supplémentaire de 58 millions de francs.

b) L'application à l'Agence France-Presse des dispositions de la loi du 21 mai 1951 instituant un tarif réduit pour certaines communications téléphoniques lui procurera une rentrée supplémentaire de 2 millions de francs.

c) Réalisation d'économies dans la gestion, 76.280.000 F.

Soit un total de : 136.280.000 F.

L'effet de ces mesures est toutefois atténué par les dépenses supplémentaires auxquelles l'Agence France-Presse devra faire face en 1953 :

a) 10 millions de francs provenant des augmentations de salaires pour 1952 ont pris effet du 1^{er} avril, alors qu'elles joueront, en 1953, en année pleine ;

b) 22 millions de francs de location aux postes, télégraphe et téléphone d'un émetteur plus puissant situé à Lyon et destiné à servir la clientèle européenne ;

c) 7.880.00 F comme conséquence de l'élévation du plafond de la sécurité sociale.

Enfin, des augmentations de salaires, accordées au personnel, et qui ont suivi celles de la presse, en 1952, nécessiteront pour cette année un complément de crédit de 260 millions de francs environ qui devra être compris dans le collectif de fin d'année, et qui sera repris en 1953.

Compte tenu de cette situation la subvention de 1953 devra présenter une diminution de l'ordre de 90 millions de francs par rapport au chiffre total de 1952.

Votre commission des finances a considéré, dans ces conditions, que la subvention demandée était justifiée.

Les conditions de fonctionnement de l'Agence France-Presse ont fait, à l'Assemblée nationale, l'objet de longs débats ; il a été décidé, en conclusion, que le secrétaire d'Etat chargé de l'information prendrait contact avec la commission de la presse, afin de faire aboutir dans un bref délai le projet de statut en souffrance depuis plusieurs années.

Sans doute, il serait souhaitable que la question fût le plus rapidement possible mise à l'étude et que l'agence française de presse, instrument essentiel tant du fonctionnement de nos entreprises de presse et d'information, que du prestige de la France, puisse être dans un bref délai dotée de l'organisation juridique correspondant à son rôle de grande agence internationale.

Il serait injuste, cependant, de ne pas reconnaître les améliorations qui ont déjà été apportées. Des résultats certains ont été obtenus en ce qui concerne le développement des activités de l'Agence à l'étranger en dépit des difficultés internationales croissantes. Le fonctionnement financier de l'organisme a été utilement amenagé conformément aux recommandations de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Un arrêté du 24 mars 1952 a ainsi donné au contrôleur financier tous les pouvoirs nécessaires en précisant de façon minutieuse ses attributions.

Peut-être de nouvelles mesures réglementaires pourront-elles utilement encore, en attendant l'élaboration du statut définitif, compléter l'organisation trop rudimentaire fixée par l'ordonnance du 30 septembre 1944.

Il importe en tout cas que tout soit mis en œuvre pour permettre à notre agence de développer son action.

Chapitre 41-03. — *Application de l'article 18 ter de la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la Société nationale des chemins de fer français.*

Une majoration de 37 millions est demandée pour 1953. Initialement, le crédit s'établissait à 230 millions. Il s'agit d'un ajustement aux besoins réels sur la base des tarifs actuellement pratiqués par la Société nationale des chemins de fer français.

Chapitre 41-04. — *Allègement des charges supportées par les journaux, à raison des communications téléphoniques des correspondants de presse.*

Ce chapitre est créé par application de l'article 3 de la loi 51-633 du 21 mai 1951 instituant un tarif réduit pour certaines communications téléphoniques interurbaines à destination des journaux et agences de presse, et du décret 52-1033 du 6 septembre 1952.

Dans les propositions primitives, il n'était prévu que pour mémoire. La lettre rectificative l'a doté, comme on l'a vu ci-dessus, d'un crédit de 200 millions.

C. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS :

Votre commission des finances n'a pas formulé d'observations au sujet de la dotation affectée à la direction des Journaux officiels.

Les Journaux officiels sont gérés par un personnel d'élite qui assure son service dans des conditions particulièrement difficiles qui ne correspondent plus aux données modernes.

La construction d'une nouvelle imprimerie des Journaux officiels est envisagée depuis 1916 en raison de l'exiguïté et de l'insalubrité des ateliers du quai Voltaire ; elle a été également recommandée par la commission du coût et du rendement des services publics à la suite d'une inspection effectuée en 1950.

Un crédit de programme de 150 millions avait été affecté à cet objet par la loi du 30 mars 1947, mais à cette époque l'opération ne put être réalisée faute de terrain. Le projet de construction a été repris par la loi n° 50-950 du 8 août 1950 qui a ouvert un crédit de 390 millions de francs sous la forme d'une opération nouvelle (chapitre 9000). Le conseil général des bâtiments de France approuva successivement le 15 novembre 1951 puis le 25 juillet 1952 l'avant-projet puis le projet définitif de construction.

Le secrétariat d'Etat aux beaux-arts (direction de l'architecture) qui, en application de l'article 49 de la loi n° 50-923 du 8 août 1950 est maintenant le maître de l'œuvre, établit actuellement les dossiers d'adjudication du gros œuvre et les travaux semblent devoir être entrepris au cours du premier trimestre 1953.

Votre commission des finances renouvelle le souhait maintes fois exprimé de voir améliorer l'édition des lois et décrets qui comporte actuellement des insertions dont l'intérêt n'a pas de portée générale et qui trouveraient logiquement leur place dans des bulletins périodiques.

D. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

Les crédits budgétaires affectés au commissariat général du plan se chiffrent à 114 millions de francs. Ils n'appellent aucune observation de la part de votre commission.

Toutefois, à l'occasion de l'examen de la dotation prévue pour le fonctionnement des services du commissariat général, votre commission des finances s'est préoccupée des conditions dans lesquelles le Parlement aurait à connaître du nouveau plan d'investissement et pourrait exercer ses droits d'examen et de contrôle.

Le premier plan de modernisation et d'équipement élaboré en 1946 et mis en exécution au début de 1947 avait pour but essentiel d'augmenter la production nationale de 25 p. 100 par rapport à 1929 et nous permettre de nous affranchir de la sujétion qu'impose à notre pays l'équilibre de la balance des comptes dans nos relations avec l'étranger.

Il appartiendra à notre Assemblée d'apprécier les résultats obtenus au moment où elle aura à statuer sur les crédits d'investissement.

En 1946, au moment où étaient décidés les buts généraux et les objectifs spécifiques à atteindre, les Français n'avaient pas encore choisi leurs institutions. L'on pouvait, dès lors, concevoir et admettre que soient prises, sans consultation préalable des élus de la nation, les mesures qui consistaient à tenter d'arrêter le mouvement de décadence qui dès avant la guerre conduisait notre pays vers une économie de type arriéré.

Nous allons entrer dans une période nouvelle. Le désir du Parlement est aujourd'hui de se trouver devant une tâche précise, en présence d'objectifs nettement définis, d'un programme net, clair, résolu mais cohérent.

Votre commission des finances a tenu à souligner avec fermeté qu'elle entendait que soient respectés les droits d'examen, d'appréciation et de contrôle du Parlement, pour l'établissement d'un deuxième plan de modernisation.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission vous propose d'adopter les crédits des services civils de la présidence du conseil.

SERVICES DE LA DEFENSE NATIONALE

Pour les motifs que M. Laffargue, rapporteur spécial, se propose de développer oralement, votre commission vous invite à voter le budget de la présidence du conseil (services de la défense nationale) sans autres modifications que les mesures d'ordre général adoptées pour l'ensemble des budgets.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au président du conseil, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 40.929.090.000 F.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 8.864.848.000 francs, au titre III : « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi ;

Et à concurrence de 2.064.212.000 F, au titre IV : « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 40 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

Art. 2. — Il est créé, pour les besoins permanents du service de documentation extérieure et de contre-espionnage, des cadres de fonctionnaires titulaires, qui ne sont pas soumis aux dispositions de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946.

Un règlement d'administration publique, pris en application de la présente loi, déterminera le statut de son personnel.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits. Milliers de francs.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale. Milliers de francs.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République. Milliers de francs.
		Initiales.	Rectifiées.		
		Milliers de francs.	Milliers de francs.		
Présidence du conseil.					
RECAPITULATION GENERALE					
I. — Services civils:					
A. — Services généraux.....	6.184.874	6.188.274	6.186.674	6.181.527	+ 347
B. — Service juridiques et technique de la presse	41.619	41.619	44.649	44.649	"
C. — Direction des journaux officiels.....	734.708	735.110	734.708	734.616	+ 62
D. — Commissariat général du plan.....	113.896	114.487	113.896	113.849	+ 47
II. — Service de la défense nationale:					
A. — Secrétariat général permanent de la défense nationale	202.600	203.665	202.600	202.600	+ 60
B. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage	945.452	947.722	945.452	944.708	+ 744
C. — Groupement des contrôlés radioélectriques.	638.609	639.289	638.609	638.233	+ 376
Totaux pour l'état A.....	8.864.848	8.573.379	8.866.648	8.863.212	+ 1.636

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits. Milliers de francs.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES. de l'Assemblée nationale. Milliers de francs.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République. Milliers de francs.
		Initiales.	Rectifiées.		
		Milliers de francs.	Milliers de francs.		
Présidence du conseil.					
I. — SERVICES CIVILS					
B. — Service juridique et technique de la presse.					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
RECAPITULATION					
4 ^{re} partie. — Interventions politiques et administratives	2.062.341	1.792.341	2.062.341	2.062.341	"
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	"
Totaux pour le service juridique et technique de la presse.....	2.062.341	1.792.341	2.062.341	2.062.341	"
II. — SERVICES DE LA DEFENSE NATIONALE					
A. — Secrétariat général permanent de la défense nationale.					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
Totaux pour le secrétariat général permanent de la défense nationale.....	1.901	1.901	1.901	1.901	"
Totaux pour l'état B.....	2.064.242	1.794.242	2.064.242	2.064.242	"
Totaux pour la présidence du conseil.....	10.929.090	10.667.621	10.930.890	10.927.454	+ 1.636

ANNEXE N° 541

(Session de 1952. — Séance du 13 novembre 1952.)

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **fonctionnement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (santé publique et population)**, par M. Clavier, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le projet de loi n° 4267 a fixé à la somme de 58.629.240.000 F le montant global des crédits à ouvrir au ministre de la santé publique et de la population.

L'augmentation par rapport à 1952 ressort à 9.695.018.000 F, savoir:

Moyens des services, plus 351.537.000 F.

Interventions publiques, plus 9.343.481.000 F.

Cette différence se répartit entre « mesures acquises » et « mesures nouvelles » conformément au tableau ci-après, en milliers de francs:

Objet des dépenses:

Moyens des services: mesures acquises, en plus, 297.300; mesures nouvelles, en plus, 54.237. — Total, en plus, 351.537.

Interventions publiques: mesures acquises, en plus, 9.344.928; mesures nouvelles, en moins, 1.447. — Total, en plus, 9.343.481.

Totaux: mesures acquises, en plus, 9.642.228; mesures nouvelles, en plus, 52.790. — Total, en plus, 9.695.018.

A. — Mesures acquises.

Les augmentations de crédit inscrites sous cette rubrique traduisent l'incidence des mesures:

a) Inscrites dans les développements du budget voté de l'exercice 1952;

b) Figurant dans le budget de 1952 pour une partie seulement de l'année;

c) Applicables en vertu de textes antérieurs, mais qui n'ont pas été traduits dans le budget de 1952, compte tenu des transferts et écritures d'ordre et des suppressions de crédits non renouvelables.

B. — Mesures nouvelles.

Au titre des moyens des services les augmentations traduisent:

1° L'ajustement aux besoins réels non compris dans les mesures acquises, 38.176.000 F.

2° L'application des dispositions réglementaires relatives à l'avancement de personnel de l'administration centrale, 721.000 F.

3° Les mesures tendant à l'amélioration de la situation des services extérieurs, 7.205.000 F.

4° La création d'emplois gagés, 7.832.000 F.

Total, 54.237.000 F.

Au titre des interventions publiques, les augmentations de crédits demandées sur certains chapitres sont plus que compensées par les réductions qu'il a été jugé possible de faire sur d'autres chapitres, la différence en moins ressortant à la somme de 1.447.000 F.

A noter que les réductions jugées possibles ont été faites sur les chapitres ci-après:

46-11. — Frais de retour des réfugiés, 200.000 F.

46-22. — Assistance à l'enfance, 1.272.000 F.

46-26. — Assistance médicale gratuite, 2.398.652 F.

46-28. — Assistance aux malades mentaux, 1.800.000 F.

46-31. — Assistance aux vieillards, aux infirmes et incurables, 2 millions de francs.

Total: 7.670.652 F.

Sur une augmentation globale de 9.695.000 F.

Cette constatation souligne l'urgence qui s'attache:

A la refonte du régime général de l'assistance et son harmonisation avec les régimes de sécurité sociale;

Au renforcement du contrôle des lois d'assistance;

A la coordination des services sociaux;

A ce que soit entreprise, sous toutes ses formes et avec la volonté d'aboutir, la lutte contre l'alcoolisme.

Votre commission des finances a prié son rapporteur spécial d'insister sur ces divers points.

Elle l'a notamment autorisé à vous saisir d'une observation qu'il lui a présentée visant la réforme administrative envisagée dans son ensemble, observation qu'à l'unanimité, elle a faite sienne.

Pour autant qu'on puisse en juger, il semble que le moyen de la réforme entreprise soit le procédé classique de l'investigation par des enquêteurs recrutés dans les grands corps de l'Etat, conjugué avec les études faites par des groupes de travail, spécialisés ou non.

Il semble que ne soit pas envisagée — il semble même que l'éventualité en soit repoussée — la création d'organes de rationalisation analogues ou équivalents à ce que sont en Grande-Bretagne les services « Organisation and Methods », aux Etats-Unis « The Efficiency Service » en liaison avec le « Bureau of the Budget ».

Si cela est, votre commission des finances appréhende que les efforts entrepris se heurtent à des habitudes depuis trop longtemps

prises et au manque d'imagination qui en découle quelquefois. Elle se réfère volontiers, en cette matière, aux propos qu'elle trouve sous la plume d'un haut fonctionnaire.

« La réforme administrative... exige une pensée, des procédures, une volonté qui lui soient propres... Le réformateur doit être un architecte autant qu'un juriste, un créateur bien plus qu'un compilateur, un administrateur avant d'être un fonctionnaire ».

L'instrument de la réforme, elle le voit et elle le souhaite, sous quelque forme que ce soit, composé de gens animés d'une véritable passion de l'efficacité, instruits des résultats auxquels on est parvenu tant en France qu'à l'étranger, dans les administrations publiques et privées. Elle le situe à l'échelon de la présidence du conseil, afin que ses suggestions puissent, le cas échéant, être converties en décisions.

Il existe depuis plusieurs années, un commissariat au plan dont le moins qu'on ait pu dire est que son action a été plus déterminante que celle du Parlement.

Parce qu'elle estime que la nation est aux prises avec un appareil administratif et para-administratif dont on dit parfois qu'il est plus encombrant qu'agissant, dont on peut craindre, par surcroît, qu'il ne se laisse gagner par l'idée qu'il est une fin en soi:

Parce qu'elle est convaincue que le pays ne retrouvera la santé que par un allègement des charges que cet appareil fait peser sur lui;

Qu'ainsi la recherche, la découverte et la mise en place ou en œuvre de structures, de méthodes et de moyens capables de provoquer cet allègement lui paraît devoir être aussi décisive qu'a pu l'être, au regard de l'équipement de la nation, le commissariat au plan, votre commission des finances n'est pas loin de penser qu'il conviendrait, en ce qui concerne la réforme administrative, de s'inspirer de ce précédent, sous la condition, cette fois, de la sauvegarde des droits du Parlement.

Cette remarque d'ordre général étant faite, votre commission croit devoir appeler à nouveau votre attention sur un certain nombre d'observations particulières,

I. — Organisation des services centraux.

Le ministère de la santé est mal logé, dans plusieurs immeubles qu'il loue très cher, dont l'entretien et l'aménagement sont très onéreux; l'ensemble ne réalise aucune des conditions qu'exigent la coordination des efforts et l'efficacité.

Votre commission estime qu'il y a plus à perdre qu'à gagner à différer une installation plus rationnelle des services.

En ce qui concerne l'organisation des services, votre commission des finances rappelle que le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics avait proposé:

La fusion en une seule de deux directions, celle de l'hygiène publique et des hôpitaux et celle de l'hygiène sociale;

Le regroupement en deux sous-directions des quatre sous-directions que comporte la direction de la population;

La fusion de certains bureaux et, par conséquent, la réduction de leur nombre, au sein de la direction de la santé et de l'hygiène.

Elle souhaite qu'en accord avec le ministre de la santé publique, le secrétaire d'Etat à la réforme administrative prête attention à ces suggestions.

II. — Personnel de l'administration centrale.

Les agents des cadres supérieurs de ce ministère, quand ils se comparent à leurs homologues des autres administrations centrales, ont d'excellentes raisons de se dire mal traités.

Les textes portant réforme de la fonction publique prévoyaient que seuls pourraient être intégrés dans le cadre initial des administrateurs civils, les fonctionnaires appartenant avant le 31 décembre 1945 au cadre supérieur d'une administration centrale. Or, le ministère de la santé a été réorganisé postérieurement à cette date, par décret n° 46-101 du 19 janvier 1946 et la titularisation d'une partie des fonctionnaires de son cadre supérieur n'a pu intervenir qu'au cours de l'année 1946; les intéressés ont donc été versés d'office dans le « cadre provisoire des agents supérieurs » alors que certains d'entre eux qui occupaient, et occupent encore aujourd'hui les postes de sous-directeur, chef et sous-chef de bureau, eussent pu être intégrés dans le cadre des administrateurs civils si leur titularisation, retardée par les lenteurs de la mise en place de leur administration, était intervenue quelques mois plus tôt.

Pour réparer ce préjudice, il suffit, pour ces seuls fonctionnaires, de reporter au 31 décembre 1946 la date limite du 31 décembre 1945.

C'est à quoi tend l'article 7 nouveau du présent projet.

Votre commission estime que cette mesure s'inscrit au nombre de celles qui doivent conduire à un meilleur rendement au service.

III. — Personnel des services extérieurs.

Une mesure analogue doit être prise en faveur du personnel des services extérieurs, et pour la même raison.

Dans un rapport sur les directions départementales de la population, le comité central d'enquête exprimait:

« Le comité constate que le rendement des directions départementales de la population est insuffisant et que certaines des missions qui lui incombent ne sont pas remplies de façon satisfaisante,

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4267, 4537, 4422 et in-S° 533; Conseil de la République, n° 506 (année 1952).

- « Cette déficience a sa source dans trois ordres de fait :
- « Le malaise moral dont souffre le personnel ;
- « Des méthodes d'action périmées ;
- « Une organisation administrative défectueuse. »

Il va de soi que les améliorations qui pourront être apportées aux méthodes et à l'organisation ne sentiront leur plein effet que dans la mesure où disparaîtra le malaise moral dont souffre le personnel.

C'est à quoi tend le « reclassement » qui se trouve inscrit dans les propositions budgétaires.

Votre commission des finances se rend volontiers à des propositions qu'elle estime nécessaires, mais elle donne à son adhésion le sens d'un crédit sous caution : elle entend que le reclassement du personnel soit un facteur d'accélération de l'amélioration des méthodes et de l'organisation.

Question des méthodes. — « Le comité constate que le personnel considère qu'il a, avant tout, la charge des enfants assistés, à un moindre degré le contrôle administratif des établissements hospitaliers, les autres attributions étant secondaires. Le contrôle des lois d'assistance est pratiquement inexistant, les problèmes du peuplement restent en souffrance. »

Dans cet ordre d'idées, le comité suggère que le contrôle des conditions matérielles et de l'état sanitaire des pupilles soit confié aux assistantes sociales. Cet allègement de leur tâche permettrait aux fonctionnaires de la population de consacrer plus de temps aux autres branches de leur activité et, en particulier, au contrôle des lois d'assistance.

Il préconise :

L'extension du rôle de l'inspecteur de la population au sein des commissions cantonales ;

L'institution d'un fichier social départemental destiné à limiter le nombre des inscriptions abusives sur les listes d'assistance et réaliser un commencement de coordination entre les divers services sociaux.

Il souligne la nécessité, pour l'inspection générale de la population, de faire comprendre au personnel l'importance des problèmes de peuplement et d'assimilation des étrangers.

Enfin, il recommande l'utilisation rationnelle du personnel d'assistantes sociales. Il constate que le cloisonnement des services sociaux conduit à un emploi inefficace, coûteux, voire gênant pour les bénéficiaires. C'est un point sur lequel votre commission des finances a déjà appelé l'attention de l'Assemblée.

L'application d'un certain nombre de mesures a été préconisée, notamment :

La répartition des assistantes sociales non spécialisées par secteur territorial ; l'utilisation de ces assistantes par l'ensemble des administrations à vocation sociale ;

Leur rattachement à un centre départemental unique ;

La subordination de ce centre à l'autorité du fonctionnaire (directeur de la santé ou de la population) qui se montrera le plus apte à réaliser la coordination de l'activité des divers services sociaux ;

L'établissement, à l'échelon départemental, d'un projet de coordination de tous les services sociaux, publics, semi-publics et privés, qui sera soumis à l'examen d'un comité aux travaux duquel seront appelés à participer les représentants des services sociaux et des travailleuses sociales.

Question d'organisation. — Le comité d'enquête a suggéré deux réformes :

1^o Une répartition plus rationnelle des postes d'inspecteurs par département, répartition à faire en tenant compte, non pas de la seule importance démographique du département, mais de cinq facteurs, savoir : le nombre des pupilles, celui des étrangers, le nombre de lits des établissements hospitaliers, le nombre des assistés et l'importance des dépenses d'assistance ;

2^o L'établissement d'un plan type d'organisation des bureaux de direction.

Dans cet ordre d'idées, le comité avait constaté que le nombre des employés variait d'une direction à l'autre de 11 à 21 sans que ces variations fussent justifiées par des différences dans le volume des affaires traitées.

Votre commission des finances n'est pas en mesure d'affirmer que ces suggestions aient été suivies partout d'exécution. Pour marquer sa volonté de voir entreprendre et mener jusqu'à bonne fin les changements de méthodes et l'utilisation rationnelle du personnel des services extérieurs, votre commission des finances a repris à son compte — sous réserve de la réduction indicative finalement opérée — l'abattement de 40 millions que la commission des finances de l'Assemblée nationale avait fait sur le chapitre 31-11 pour demander qu'une fusion soit réalisée, dans les départements les moins peuplés entre les services de la santé et de la population et que les directeurs départementaux de la santé soient remplacés par les directeurs ou inspecteurs régionaux.

Par lettre rectificative, le Gouvernement avait proposé une réduction de 100.000 F pour traduire le désir de la commission de voir réaliser, dans le cadre de la réforme administrative, le regroupement des services départementaux de la santé publique et de la population. Cette proposition a été acceptée tant par la commission que par l'Assemblée nationale.

La majorité de votre commission, pour avoir constaté que ses recommandations, et les vôtres, n'étaient que bien rarement suivies d'effet, a cru devoir recourir, pour être mieux entendue, à un pro-

céde moins symbolique. En outre, elle pense qu'une organisation plus rationnelle doit aller de pair avec une diminution des besoins en effectifs. Elle déclare, pour le surplus, qu'elle ne tient pas le regroupement des directions à l'échelon régional comme une mesure efficace de rationalisation.

Elle suggère que, dans les départements les moins importants, les tâches administratives soient confiées aux services de la préfecture, l'inspecteur de la santé départemental ou régional conservant les attributions que justifie sa technicité.

D'autre part, sur la proposition de M. Pellenc, la majorité de la commission émet l'avis que, corrélativement au reclassement du personnel des directions de la population, soit améliorée la situation des médecins directeurs ou inspecteurs de la santé, dont le recrutement devient difficile.

IV. — Personnel du service des naturalisations.

Les propositions budgétaires comportent la création de dix emplois de secrétaires d'administration. Ce renforcement des effectifs est présenté comme le seul moyen d'accélérer la liquidation des dossiers de demandes de naturalisation (20.000 dossiers représentant les retards accumulés, retards qui ne font que s'aggraver).

La dépense à prévenir de cette création était gagée par le doublement des droits de sceau.

La commission des finances de l'Assemblée nationale et l'Assemblée nationale ont accepté cette création ; elles ont disjoint l'article 2 du projet fixant le nouveau tarif des droits de sceau au motif que cette disposition devait prendre place dans la loi de finances.

A votre commission des finances, il a paru :

1^o Qu'à la veille de la réforme administrative, il n'était pas opportun de créer de nouveaux emplois à titre définitif ;

2^o Qu'il pouvait être paré au retard invoqué par l'allocation au personnel titulaire d'indemnités exceptionnelles ou encore en recrutant du personnel contractuel et temporaire.

A cette fin, elle vous propose le rétablissement de l'article 2. Elle ne croit pas, ce faisant, porter atteinte à la règle de la non-spécialisation des recettes. En effet, les droits de sceau sont rangés dans la catégorie des « produits divers » dont la loi de finances porte la récapitulation. Elle incline, au surplus, à encourager la tendance actuelle qui doit conduire les départements ministériels à ne pas proposer de dépense nouvelle qui ne soit couverte par une recette au moins égale.

V. — Etablissements nationaux de bienfaisance.

Pour parvenir à une réduction des subventions du budget général, le comité central d'enquête a suggéré un certain nombre de mesures :

1^o La réduction du nombre de bourses accordées aux pensionnaires de la maison maternelle de Saint-Maurice, le nombre de ces pensionnaires qui relèvent d'un régime d'assistance étant de plus en plus grand. Votre commission tient à souligner que cette question n'a pas échappé à la vigilance du ministre, vigilance qui s'est traduite par une réduction de 5 millions sur le chapitre 46-13.

Le comité a encore émis l'avis que devraient être aliénés des immeubles relevant du domaine privé de cette institution, dont les dépenses d'entretien dépassent les revenus de plus de 10 millions de francs annuellement. Votre commission, au motif que des placements plus avantageux et aussi sûrs peuvent être faits actuellement, souhaite que le ministre de la santé publique se penche sur cette question ;

2^o Le rajustement des prix de pension dans les institutions nationales d'enseignement des sourds-muets et des aveugles. Les prix pratiqués sont notablement inférieurs aux prix de revient, inférieurs également aux prix fixés par les préfets ou les maires pour les écoles départementales ou communales.

Votre commission des finances a cru devoir vous signaler cette suggestion.

Elle doit toutefois préciser que le plus grand nombre de pensionnaires de ces institutions bénéficient de l'assistance médicale gratuite (art. 26, loi de finances du 31 décembre 1913) ; qu'en conséquence, l'application du prix de pension majoré, si elle permettait de réduire les subventions du budget général, aurait par contre pour effet de reporter sur les collectivités locales une partie appréciable des dépenses d'internat.

3^o Le relèvement des tarifs des consultations externes données à la clinique des Quinze-Vingts.

Le prix de revient de la consultation est nettement supérieur au tarif appliqué aux consultants payants (y compris les assurés sociaux, les bénéficiaires de l'A. M. G., etc.).

Le déficit annuel subi, de ce chef, par l'hospice des Quinze-Vingts est estimé à 8 millions de francs environ. Cette perte est, en fait, mise à la charge de la section d'hospitalisation, ce qui augmente indûment les prix de journée d'hospitalisation de la clinique des Quinze-Vingts (qui est commune aux bénéficiaires de l'A. M. G. et aux assurés sociaux).

Dans le même ordre d'idées, le comité d'enquête a constaté que l'insuffisance du tarif des consultations appliqué par l'Assistance publique — insuffisance qui n'a pas d'incidence sur le prix de journée d'hospitalisation car elle est inscrite dans un budget distinct — fait ressortir, dans le budget de 1931, un déficit de 850 millions.

Votre commission des finances vous livre ces renseignements dans un souci d'information et elle se borne à appeler l'attention du ministre sur la question.

4^e Accélération de la fixation du prix de journée dans les établissements nationaux à caractère hospitalier.

Les prix sont arrêtés par le ministre de la santé publique de concert avec le ministre du budget. Le comité d'enquête a constaté dans cette fixation des retards qui ont soulevé des difficultés de règlement de la part des caisses de sécurité sociale, difficultés dommageables en période de hausse des prix. Votre commission demande que toutes diligences soient faites pour que les arrêtés fixant le prix de journée interviennent avant le 1^{er} janvier de l'année.

VI. — Dispositions particulières du projet de loi.

1^o Articles 3, 4, 5 et 6.

Ils ont pour objet de modifier :

a) L'article 16 de l'ordonnance du 31 octobre 1945 concernant la fixation du prix de journée dans les établissements de cure publiques, semi-publiques et privés ;

b) L'article 18 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 concernant le tarif de responsabilité des caisses de sécurité sociale dans les établissements de cure privés.

Ces articles sont extraits de deux projets de loi qui ont été déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale sous les numéros 3060 et 3061, et qui sont présentement à l'examen de la commission de la famille et de la santé saisie au fond.

Le vote à l'Assemblée nationale est intervenu quasi sans débat.

Votre commission des finances relève que ces textes n'ont guère de rapport avec une loi budgétaire ; qu'ils sont de la compétence exclusive de la commission de la famille et de la santé, compétence sur laquelle elle a scrupule à entreprendre ; qu'aussi bien, ils posent des problèmes qui méritent d'être amplement débattus ; qu'enfin ils font partie intégrante de projets de loi plus larges en instance devant l'Assemblée nationale.

Elle en propose la disjonction, étant entendu que si la commission de la famille et de la santé jugeait opportun ou expédient de les reprendre, elle en accepterait la discussion, sauf à présenter les amendements qu'elle jugerait utiles ou nécessaires.

2^o Article 8.

Votre commission des finances, dans la vue de préciser la portée exacte de l'exonération édictée, a cru devoir définir avec précision, d'une part, les établissements bénéficiaires de la mesure, d'autre part les opérations exonérées. En outre, au nombre des établissements bénéficiaires, elle a rangé les groupements mutualistes.

Elle propose en conséquence que l'article 8 soit rédigé comme il suit :

« Les taxes sur le chiffre d'affaires ou toutes taxes uniques de remplacement ne sont pas applicables aux institutions ou établissements fondés par des associations sous le régime de la loi de 1901, par des groupements mutualistes régis par l'ordonnance n° 45-2456 du 19 octobre 1945 ou des fondations ayant un but médical ou sanitaire et suppléant à l'équipement sanitaire du pays, dès l'instant que ces institutions ou établissements se bornent à une exploitation ou à des opérations de caractère non lucratif et sous la condition que les prix pratiqués aient été homologués par l'autorité publique.

« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux objets ou produits livrés ni aux services rendus à des personnes étrangères à l'établissement bénéficiaire. »

Sous le bénéfice des observations et indications qui précèdent, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi dans la teneur ci-après :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de la santé publique et de la population, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 58.578.531.000 F.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 2.257.509.000 F, au titre III « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi ;

Et à concurrence de 56.321.022.000 F, au titre IV « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 10 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

Art. 2. — Seront perçus d'après le tarif ci-dessous, sans préjudice des frais d'insertion au *Journal officiel*, mais sans addition d'aucun droit d'enregistrement ni d'aucun décime les droits de sceau établis au profit du Trésor sur les actes suivants :

Naturalisation : 60.000 F ;

Réintégration dans la qualité de Français : 30.000 F ;

Libération de l'allégeance française : 90.000 F.

Art. 5 à 6. —

Art. 7. — Au titre des dispositions spéciales prévues par l'article 10 de la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, la date du 31 décembre 1946 est prise en considération, au lieu de celle du 31 décembre 1945, pour l'application des dispositions du dernier alinéa de l'article 13 modifié de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 aux fonctionnaires supérieurs de l'administration centrale du ministère de la santé publique et de la population qui n'ont pu être titularisés que postérieurement au 31 décembre 1945 en application du décret n° 46-101 du 19 janvier 1946 portant organisation dudit ministère.

La mise en œuvre des dispositions de l'alinéa précédent sera poursuivie dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 8. — Les taxes sur le chiffre d'affaires, ou toutes taxes uniques de remplacement, ne sont pas applicables aux institutions ou établissements fondés par des associations sous le régime de la loi de 1901, par des groupements mutualistes régis par l'ordonnance n° 45-2456 du 19 octobre 1945 ou des fondations ayant un but médical ou sanitaire et suppléant à l'équipement sanitaire du pays, dès l'instant que ces institutions ou établissements se bornent à une exploitation ou à des opérations de caractère non lucratif et sous la condition que les prix pratiqués aient été homologués par l'autorité publique.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux objets ou produits livrés ni aux services rendus à des personnes étrangères à l'établissement bénéficiaire.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Santé publique et population.					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité	1.441.557	1.487.017	1.486.907	1.486.907	— 45.350
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	483.191	483.191	483.191	482.435	+ 756
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	333.346	338.592	333.346	333.346	»
6 ^e partie. — Subventions de fonctionnement.	297.427	297.427	297.427	297.427	»
7 ^e partie. — Dépenses diverses	1.988	1.988	1.988	1.988	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état A.	2.257.509	2.308.215	2.302.859	2.302.103	— 41.591

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits. Milliers de francs	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale. Milliers de francs.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République. Milliers de francs.
		Initiales. Milliers de francs.	Rectifiées. Milliers de francs.		
Santé publique et population.					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
3 ^e partie. — Action éducative et culturelle.....	93.599	93.599	93.599	93.599	
6 ^e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité	53.892.148	53.892.150	53.892.150	53.892.144	+ 4
7 ^e partie. — Action sociale. — Prévoyance.....	2.335.275	2.335.277	2.335.277	2.335.276	- 1
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	
Totaux pour l'état B.....	56.321.022	56.321.026	56.321.026	56.321.019	+ 3
Totaux pour la santé publique et la population.	58.578.531	58.629.241	58.623.885	58.623.122	- 41.591

ANNEXE N° 542

(Session de 1952. — 1^{re} séance du 13 novembre 1952.)

AVIS présenté au nom de la commission de l'agriculture sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Agriculture)**, par M. Driant, sénateur (1).

NOTA. — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 14 novembre 1952. (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 13 novembre 1952, page 5850, 2^e colonne.)

ANNEXE N° 543

(Session de 1952. — 1^{re} séance du 13 novembre 1952.)

PROPOSITION DE RESOLUTION tendant à inviter le Gouvernement à prendre pour base, en ce qui concerne l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes, présentée par M. Schwarz, sénateur. — (Renvoyée à la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie).)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, messieurs, dans l'état actuel des choses, seule la population municipale totale entre en compte pour l'application aux communes des lois d'organisation municipale. Celle-ci comporte :

- 1^o La population agglomérée au chef-lieu;
- 2^o La population éparse.

Mais on distingue en outre ce qu'on appelle, assez peu élégamment d'ailleurs, « la population comptée à part ».

En ce qui concerne celle-ci, il n'en est pas tenu compte pour l'application aux communes des lois municipales.

L'argument qui est mis en avant pour justifier cette façon de faire est que cette population, n'étant que de passage, ne peut être admise à entrer dans la communauté formée au lieu où elle se trouve au moment du recensement; elle aurait ses attaches dans une autre commune dont elle ne peut être administrativement séparée.

Il n'en reste pas moins que cette catégorie de population implique l'existence dans une commune déterminée d'établissements, qui, à des titres divers, peuvent être considérés comme des indices marquant l'importance de ladite commune, celle-ci se trouvant placée devant de multiples problèmes l'obligeant à faire face à des dépenses que n'ont pas à connaître d'autres communes, parfois même numériquement plus importantes, mais qui n'ont pas de tels établissements. Un certain nombre d'exemples le démontrera :

La présence d'un hôpital ou d'une maternité fait, dans certains cas, doubler les travaux d'état civil et augmente considérablement les dépenses de cimetières;

L'existence d'un établissement pénitentiaire surcharge de son côté les bureaux sociaux communaux et les bureaux de bienfaisance, car il est souvent nécessaire de secourir les détenus libérés;

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4254, 4437, 4311 et in-8° 520; Conseil de la République, nos 489 et 510 (année 1952).

Les détériorations commises aux routes et chemins par les engins à chenilles de l'armée ont été trop souvent signalées pour qu'il soit nécessaire de souligner l'importance de la présence dans une commune de corps de troupes;

Les internes d'établissements scolaires de leur côté n'ont pas, non plus, jusqu'à l'heure actuelle, été un facteur d'économie. Tous les magistrats communaux savent ce que coûte l'entretien des écoles, et les villes qui prennent en charge comme internes les élèves d'autres communes ne devraient pas pour cela être au surplus privées de l'indice d'importance que doit conférer un internat.

Des observations analogues pourraient ainsi être faites pour toutes les catégories d'établissements qui entrent dans cette « population comptée à part ».

Dès lors, le total général de la population comprenant toutes les catégories précitées, apparaît comme devant être pris en considération pour l'application des lois d'organisation municipale.

Il en résulterait pour certaines communes un changement de catégorie dont les effets ne pourraient avoir que d'heureuses répercussions sur leur gestion.

De cette façon et suivant les cas, certaines communes pourraient obtenir une meilleure représentation par l'augmentation du nombre de leurs conseillers municipaux et adjoints;

Auraient la possibilité d'organiser leurs services avec un personnel dont l'effectif et la qualité seraient en rapport avec le volume des affaires à traiter et des travaux de tous ordres à effectuer;

Bénéficieraient de ressources plus importantes que leur situation justifie :

a) Taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires accrue (pourcentage plus élevé du produit revenant à la commune, lieu de perception);

b) Subventions de l'Etat représentant sa participation aux dépenses d'intérêt général augmentées également, puisque lesdites subventions sont calculées en fonction du total de la population.

C'est pourquoi nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre en considération, en ce qui concerne l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes.

ANNEXE N° 544

(Session de 1952. — 1^{re} séance du 13 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (éducation nationale)**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 13 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 8 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (éducation nationale).

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4250, 4631, 4651, 4537, 4641 et in-8° 544.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 236.021.389.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 217.122.638.000 F, au titre III: « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 18.598.751.600 F, au titre IV: « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est autorisé à engager, en 1953, par anticipation sur les crédits qui lui seront alloués pour l'exercice 1954, des dépenses s'élevant à la somme de 1.500 millions de francs et réparties par service et par chapitre, conformément à l'état C annexé à la présente loi.

Art. 3. — L'école normale supérieure (rue d'Ulm), l'école normale supérieure de jeunes filles (boulevard Jourdan) et les écoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses, sont des établissements publics investis de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Le personnel de ces établissements continuera à être rétribué directement sur les crédits ouverts à cet effet au budget de l'éducation nationale. Par contre, les crédits inscrits audit budget pour les dépenses de matériel des établissements en cause seront désormais attribués à ces organismes sous forme de subvention.

Un décret pris sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et du secrétaire d'Etat au budget, déterminera les conditions d'application de la présente loi.

Art. 4. — Deux écoles nationales d'enseignement technique sont créées dans le département de la Seine. Un arrêté pris par le ministre chargé de l'enseignement technique fixera la date de leur ouverture.

Art. 5. — Le montant maximum de la cotisation due au titre de la taxe pour l'instruction des enfants de maritimers, en exécution du décret du 17 juin 1938, pour chaque zone de 100 kilomètres ou fraction de zone, est porté à 200 F.

Art. 6. — Les élèves des établissements d'enseignement supérieur privés créés en application des lois des 12 juillet 1875 et 18 mars 1880 et existant à la date du 1^{er} novembre 1952, peuvent bénéficier des bourses de l'enseignement supérieur (chap. 43-11) dans les conditions fixées par la réglementation concernant les élèves des établissements d'enseignement supérieur publics.

Les facultés qui remplissent les conditions prévues à l'article 5 de la loi du 12 juillet 1875 sont habilitées de plein droit à recevoir des boursiers.

Les autres établissements d'enseignement supérieur privés pourront être habilités, par arrêté du ministre de l'éducation nationale, sur avis du conseil de l'enseignement supérieur.

Les établissements habilités en vertu de l'alinéa précédent sont soumis à l'inspection de l'Etat aux fins de vérifier les conditions de leur habilitation.

Art. 6 bis. — Sont créés au budget général:

1^o En recettes, au titre des produits divers du budget encaissés à la diligence du ministre de l'éducation nationale, une ligne nouvelle « Ressources de restauration et de conservation du domaine national de Versailles »;

2^o En dépenses, au titre du ministère de l'éducation nationale, un chapitre nouveau « Dépenses de restauration et de conservation du domaine national de Versailles ».

Art. 7. — Sont imputés à la ligne de recettes « Ressources de restauration et de conservation du domaine national de Versailles »:

1^o Les souscriptions individuelles ou collectives ainsi que les dons et legs en capitaux;

2^o Les subventions des départements, des communes et des établissements publics;

3^o Le produit des droits d'entrée au musée de Versailles, au Grand et au Petit Trianon et au musée des voitures, ainsi que le produit des taxes spéciales pour photographie et cinématographie à l'intérieur du domaine national de Versailles;

4^o Le produit des taxes perçues pour la circulation des motocyckettes, voitures hippomobiles et automobiles dans le domaine national de Versailles;

5^o Le produit des concessions et des manifestations à l'intérieur du domaine national de Versailles.

Art. 7 bis. — Seront exonérées de la surtaxe progressive les personnes physiques à concurrence des sommes versées par elles pour la restauration du château de Versailles.

Seront exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les sociétés à concurrence des sommes versées par elles pour la restauration du château de Versailles.

Un arrêté signé conjointement par M. le ministre des finances et M. le ministre de l'éducation nationale fixera le montant global des sommes susceptibles de bénéficier de ces exonérations.

Art. 8. — Sont inscrits au chapitre « Dépenses de restauration et de conservation du domaine national de Versailles »:

1^o Directement, les crédits afférents à la participation de l'Etat;

2^o Selon la procédure applicable aux fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, les crédits correspondant aux recettes imputées à la ligne « Ressources de restauration et de conservation du domaine national de Versailles ».

Art. 9. — Pour l'exercice 1952, les crédits ouverts au budget de l'éducation nationale, pour la restauration et la conservation du palais de Versailles, seront transférés, par arrêté interministériel du chapitre 35-80: « Palais nationaux — Travaux de conservation et de restauration », au chapitre 35-82 (nouveau): « Dépenses de restauration et de conservation du domaine national de Versailles » de ce même budget.

La ligne de recettes « Ressources de restauration et de conservation du domaine national de Versailles » porte, pour l'exercice 1952, le n^o 18 bis.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

Education nationale.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 571.176.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 81.293.000 F.

Chap. 31-03. — Personnel du compte spécial d'achats et cessions des matériels des établissements relevant de l'éducation nationale, 110 millions de francs.

Chap. 31-11. — Universités. — Observatoires et institut de physique du globe. — Rémunérations principales, 3.312.770.000 F.

Chap. 31-12. — Universités et observatoires. — Indemnités et allocations diverses, 338.908.000 F.

Chap. 31-13. — Ecoles normales supérieures. — Rémunérations principales, 235.043.000 F.

Chap. 31-14. — Grands établissements d'enseignement supérieur. — Institut de France. — Académie de médecine. — Rémunérations principales, 471.236.000 F.

Chap. 31-15. — Grands établissements d'enseignement supérieur. — Ecoles normales supérieures. — Institut de France. — Académie de médecine. — Indemnités et allocations diverses, 90.701.000 F.

Chap. 31-16. — Enseignement supérieur. — Personnels techniques. — Rémunérations principales, 125.915.000 F.

Chap. 31-21. — Lycées et collèges. — Rémunérations principales, 25.190.870.000 F.

Chap. 31-22. — Lycées et collèges. — Indemnités et allocations diverses, 1.336.211.000 F.

Chap. 31-31. — Ecoles normales primaires. — Rémunérations principales, 3.289.198.000 F.

Chap. 31-32. — Ecoles normales primaires. — Indemnités et allocations diverses, 216.576.000 F.

Chap. 31-31. — Ecoles primaires élémentaires. — Rémunérations principales, 68.557.369.000 F.

Chap. 31-35. — Ecoles primaires élémentaires. — Indemnités et allocations diverses, 180.731.000 F.

Chap. 31-37. — Ecoles nationales de perfectionnement. — Rémunérations principales, 125.155.000 F.

Chap. 31-38. — Ecoles nationales de perfectionnement. — Indemnités et allocations diverses, 8.980.000 F.

Chap. 31-41. — Conservatoire national des arts et métiers. — Rémunérations principales, 142.381.000 F.

Chap. 31-42. — Conservatoire national des arts et métiers. — Indemnités et allocations diverses, 12.583.000 F.

Chap. 31-43. — Conservatoire national des arts et métiers. — Salaires du personnel ouvrier, 21.517.000 F.

Chap. 31-44. — Etablissements publics d'enseignement technique. — Rémunérations principales, 16.257.330.000 F.

Chap. 31-45. — Etablissements publics d'enseignement technique. — Indemnités et allocations diverses, 655.062.000 F.

Chap. 31-51. — Jeunesse et sports. — Rémunérations principales, 2.862.166.000 F.

Chap. 31-52. — Jeunesse et sports. — Indemnités et allocations diverses, 191.265.000 F.

Chap. 31-61. — Bibliothèques. — Rémunérations principales, 50.357.000 F.

Chap. 31-62. — Bibliothèques. — Indemnités et allocations diverses, 12.651.000 F.

Chap. 31-63. — Bibliothèques. — Salaires et accessoires de salaires des personnels rémunérés sur la base du commerce et de l'industrie, 8.204.000 F.

Chap. 31-65. — Archives de France. — Rémunérations principales, 455.886.000 F.

Chap. 31-66. — Archives de France. — Indemnités et allocations diverses.

Chap. 31-71. — Inspection des arts et des lettres. — Rémunérations principales, 14.375.000 F.

Chap. 31-72. — Arts et lettres. — Enseignement artistique. — Rémunérations principales, 152.842.000 F.

Chap. 31-73. — Arts et lettres. — Mobilier national et manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais et manufacture nationale de Sèvres. — Rémunérations principales, 161.975.000 F.

Chap. 31-74. — Arts et lettres. — Mobilier national et manufactures nationales. — Salaires et accessoires de salaires des personnels ouvriers rémunérés sur la base du commerce et de l'industrie, 7.615.000 F.

Chap. 31-75. — Arts et lettres. — Musées. — Rémunérations principales, 219.199.000 F.

Chap. 31-76. — Arts et lettres. — Conservatoires nationaux. — Rémunérations principales, 132.786.000 F.

Chap. 31-77. — Arts et lettres. — Indemnités et allocations diverses, 46.890.000 F.

Chap. 31-81. — Architecture. — Rémunérations principales, 309.328.000 F.

Chap. 31-82. — Architecture. — Indemnités et allocations diverses, 21.956.000 F.

Chap. 31-83. — Architecture. — Salaires et accessoires de salaires des personnels rémunérés sur la base du commerce et de l'industrie, 29.332.000 F.

Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 25.096.310.000 F.

Chap. 31-92. — Services communs. — Inspection générale et administration académique. — Rémunérations principales, 2.169.487 F.

Chap. 31-93. — Services communs. — Inspection générale et administration académique. — Indemnités et allocations diverses, 62.185.000 F.

Chap. 31-94. — Application de la réglementation relative aux fonctionnaires suspendus de leurs fonctions, 1.500.000 F.

Chap. 31-95. — Hygiène scolaire et universitaire. — Rémunérations et vacations du personnel médical et social, 564.428.000 F.

Total pour la 1^{re} partie, 174.491.308.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales.

Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 15 milliards 964.871.000 F.

Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 196.636.000 F.

Total pour la 3^e partie, 16.161.507.000 F.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 34-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 11.761.000 F.

Chap. 34-02. — Administration centrale. — Matériel, 96.752.000 F.

Chap. 34-03. — Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer. — Matériel et remboursements de frais, 45.771.000 F.

Chap. 34-11. — Enseignement supérieur. — Remboursement de frais, 51.002.000 F.

Chap. 34-12. — Enseignement supérieur. — Matériel, 119.672.000 F.

Chap. 34-21. — Enseignement du second degré. — Remboursement de frais, 130.082.000 F.

Chap. 34-22. — Enseignement du second degré. — Formation pédagogique du personnel, 174.819.000 F.

Chap. 34-23. — Enseignement du second degré. — Bibliothèque et matériel scolaire, 119 millions de francs.

Chap. 34-31. — Enseignement du premier degré. — Remboursements de frais, 420.204.000 F.

Chap. 34-32. — Enseignement du premier degré. — Matériel, 314 millions 919.000 F.

Chap. 34-33. — Ecoles nationales de perfectionnement. — Matériel, 43.543.000 F.

Chap. 34-41. — Enseignement technique. — Remboursement de frais, 130.788.000 F.

Chap. 34-42. — Enseignement technique. — Matériel, 189.031.000 F.

Chap. 34-51. — Jeunesse et sports. — Remboursement de frais, 228.693.000 F.

Chap. 34-52. — Jeunesse et sports. — Matériel, 210.879.000 F.

Chap. 34-53. — Contrôle médical des activités physiques et sportives. — Rééducation physique, 70.105.000 F.

Chap. 34-61. — Bibliothèques. — Remboursement de frais, 7 millions 82.000 F.

Chap. 34-62. — Bibliothèques. — Matériel, 102.661.000 F.

Chap. 34-63. — Archives de France. — Remboursement de frais, 4.931.000 F.

Chap. 34-64. — Archives de France. — Matériel, 23.760.000 F.

Chap. 34-71. — Arts et lettres. — Remboursement de frais, 27 millions 682.000 F.

Chap. 34-72. — Arts et lettres. — Enseignement et production artistiques. — Matériel, 81.918.000 F.

Chap. 34-73. — Arts et lettres. — Musées. — Matériel, 102.959.000 F.

Chap. 34-74. — Arts et lettres. — Célébrations et commémorations officielles, mémoire.

Chap. 34-81. — Architecture. — Remboursements de frais, 77 millions 45.000 F.

Chap. 34-82. — Architecture. — Matériel, 90.711.000 F.

Chap. 34-83. — Service du droit d'entrée dans les musées et monuments de l'Etat, mémoire.

Chap. 34-91. — Dépenses de locations et de réquisitions, 231 millions 450.000 F.

Chap. 34-92. — Achat et entretien de matériel automobile, 59 millions 633.000 F.

Chap. 34-93. — Remboursements à diverses administrations, 127 millions 198.000 F.

Chap. 34-94. — Hygiène scolaire et universitaire. — Remboursement de frais, 60.505.000 F.

Chap. 34-95. — Hygiène scolaire et universitaire. — Matériel, 415.200.000 F.

Chap. 34-96. — Documentation, 119.161.000 F.

Chap. 34-97. — Entretien des élèves professeurs de l'enseignement, 1.257.569.000 F.

Total pour la 4^e partie, 4.879.498.000 F.

5^e partie. — Travaux d'entretien.

Chap. 35-31. — Ecoles nationales de perfectionnement. — Travaux d'entretien, 6.110.000 F.

Chap. 35-41. — Enseignement technique. — Travaux d'entretien, 104.500.000 F.

Chap. 35-51. — Jeunesse et sports. — Travaux d'aménagement, d'entretien et de grosses réparations, 206.100.000 F.

Chap. 35-61. — Bibliothèques. — Participation aux frais d'aménagement des bibliothèques municipales, 10.685.000 F.

Chap. 35-71. — Arts et lettres. — Travaux de décoration, 8 millions de francs.

Chap. 35-81. — Monuments historiques. — Entretien. — Conservation et remise en état, 2.190.388.000 F.

Chap. 35-82. — Bâtiments civils et palais nationaux. — Entretien, aménagement et restauration, 2.391.453.000 F.

Chap. 35-83. — Immeubles diplomatiques et consulaires. — Travaux, 123 millions de francs.

Chap. 35-84. — Service des eaux et fontaines de Versailles, Marly et Saint-Cloud. — Travaux, 151.697.000 F.

Chap. 35-85. — Dépenses de restauration et de conservation du domaine national de Versailles, 365 millions de francs.

Chap. 35-91. — Protection des trésors artistiques et historiques nationaux, mémoire.

Total pour la 5^e partie, 5.556.933.000 F.

6^e partie. — Subventions de fonctionnement.

Chap. 36-01. — Centre national de la recherche scientifique, 3 milliards 589.206.000 F.

Chap. 36-11. — Universités et observatoires. — Subventions pour frais généraux. — Travaux d'entretien et renouvellement du matériel, 3.218.456.000 F.

Chap. 36-12. — Subventions au Palais de la découverte, à la fondation nationale des sciences politiques et la fondation Thiers, 125.564.000 F.

Chap. 36-13. — Subventions aux grands établissements d'enseignement supérieur et aux fondations de l'Institut de France, 197 millions 24.000 F.

Chap. 36-21. — Enseignement du second degré. — Lycées. — Matériel, 1.813 millions de francs.

Chap. 36-22. — Enseignement du second degré. — Subventions aux établissements privés, 69.971.000 F.

Chap. 36-41. — Conservatoire national des arts et métiers. — Contribution aux dépenses de fonctionnement, 52.513.000 F.

Chap. 36-42. — Enseignement technique. — Subventions aux établissements publics, 3.572.652.000 F.

Chap. 36-43. — Subvention à l'établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique, 295 millions de francs.

Chap. 36-44. — Enseignement technique. — Subventions à divers établissements et instituts, 211.899.000 F.

Chap. 36-45. — Subventions en faveur des centres facultatifs d'orientation professionnelle, 22 millions de francs.

Chap. 36-46. — Enseignement technique. — Encouragement professionnel, 971.600.000 F.

Chap. 36-51. — Subventions aux instituts d'éducation physique et aux sports scolaires et universitaires, 127.322.000 F.

Chap. 36-61. — Bibliothèques. — Fonctionnement et encouragements divers, 250.799.000 F.

Chap. 36-71. — Arts et lettres. — Enseignement et production artistiques. — Subventions diverses, 59.024.000 F.

Chap. 36-72. — Arts et lettres. — Musées. — Subventions diverses, 68.871.000 F.

Chap. 36-73. — Arts et lettres. — Enseignement de la musique et de l'art dramatique. — Subventions, 61.879.000 F.

Chap. 36-74. — Théâtres nationaux, 1.191.229.000 F.

Total pour la 6^e partie, 16.231.042.000 F.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-11. — Application de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles aux élèves des écoles publiques d'enseignement technique et des centres d'apprentissage, 27 millions de francs.

Chap. 37-91. — Frais de justice et de réparations civiles, 69.350.000 F.

Chap. 37-92. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations, mémoire.

Total pour la 7^e partie, 96.350.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état A, 217.422.638 F.

Etat B. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

Education nationale.

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

3^e partie. — Action éducative et culturelle.

Chap. 43-01. — Subventions aux services de documentation et d'orientation scolaire et universitaire, 53.585.000 F.

Chap. 43-02. — Centre national de la recherche scientifique. — Expéditions polaires, 101.095.000 F.

Chap. 43-03. — Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer. — Subventions, 24.652.000 F.

Chap. 43-11. — Enseignement supérieur. — Bourses. — Remboursement aux universités et aux facultés du montant des exonérations de droit accordées par l'Etat. — Participation de l'Etat aux dépenses d'impression des thèses de doctorat, 2.992.050 F.

Chap. 43-21. — Enseignement du second degré. — Aide aux Internats, 420 millions de francs.

Chap. 43-31. — Enseignement du premier degré. — Œuvres complémentaires de l'école, 155.185.000 F.

Chap. 43-32. — Ecoles nationales de perfectionnement. — Enfance inadaptée. — Entretien et trousseau des élèves, 107.500.000 F.

Chap. 43-41. — Enseignement technique. — Bourses et trousseaux, 4.993.369.000 F.

Chap. 43-42. — Enseignement technique. — Prix et récompenses, 15 millions de francs.

Chap. 43-43. — Enseignement technique. — Aide aux internats, 52.100.000 F.

Chap. 43-51. — Jeunesse et sports. — Etablissements d'enseignement. — Bourses, 47.379.000 F.

Chap. 43-52. — Jeunesse et sports. — Education populaire. — Activités culturelles dans les milieux du travail. — Grandes fédérations et associations locales d'éducation populaire. — Manifestations artistiques populaires. — Formation de cadres, 177.750.000 F.

Chap. 43-53. — Jeunesse et sports. — Subventions destinées à favoriser le développement des sports, des activités physiques dans les milieux du travail et des activités de plein air, 316.119.000 F.

Chap. 43-54 (nouveau). — Activités de jeunesse. — Fonctionnement, équipement, formation de cadres, 281.800.000 F.

Chap. 43-61. — Bibliothèques. — Bourses, 400.000 F.

Chap. 43-71. — Arts et lettres. — Bourses, 81.683 F.

Chap. 43-72. — Arts et lettres. — Commandes artistiques et acquisitions d'œuvres d'art, 60.620.000 F.

Chap. 43-73. — Arts et lettres. — Spectacles. — Musique. — Lettres. — Subventions, 307.909.000 F.

Chap. 43-81. — Architecture. — Subventions diverses, 21.720.000 F.

Chap. 43-91. — Bourses nationales, 5.683.747.000 F.

Chap. 43-92. — Prêts d'honneur, 43.778.000 F.

Chap. 43-93. — Bourses de voyage, 19.169.000 F.

Total pour la 3^e partie, 15.987 millions de francs.

6^e partie. — Action sociale. — Assistance et solidarité.

Chap. 46-11. — Œuvres sociales en faveur des étudiants, 176.880.000 F.

Chap. 46-91. — Assistance culturelle, 46.657.000 F.

Total pour la 6^e partie, 1.223.537.000 F.

7^e partie. — Action sociale. — Prévoyance.

Chap. 47-11. — Contribution de l'Etat au régime de sécurité sociale des étudiants, 686.956.000 F.

Chap. 47-51. — Camps et colonies, maisons familiales de vacances, communautés d'enfants, 667 millions de francs.

Chap. 47-91. — Hygiène scolaire et universitaire. — Subventions, 31.258.000 F.

Total pour la 7^e partie, 1.388.214.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques), mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état B, 18.538.751.000 F.

Total pour l'éducation nationale, 236.021.389.000 F.

Etat C. — Tableau, par service et par chapitre, des autorisations d'engagement accordées par anticipation sur les crédits à ouvrir en 1951.

Education nationale.

5^e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 35-81. — Monuments historiques. — Entretien, conservation et remise en état, 750 millions de francs.

Chap. 35-82. — Bâtiments civils et palais nationaux. — Entretien, aménagement et restauration, 700 millions de francs.

Chap. 35-83. — Immeubles diplomatiques et consulaires. — Travaux, 50 millions de francs.

Total pour l'état C, 1.500 millions de francs.

ANNEXE N° 545

(Session de 1952. — 2^e séance du 13 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 en ce qui concerne les droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, par M. Pinton, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, sous le n° 2183, le Gouvernement a présenté un projet de loi complétant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 en ce qui concerne les droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways.

Ce projet, rapporté par M. Médecin au nom de la commission des moyens de communication, a été adopté par l'Assemblée nationale, dans sa séance du 4 juillet dernier.

Ainsi qu'il est établi par l'exposé des motifs du projet gouvernemental, aussi bien que le rapport de M. Médecin, il s'agit d'une simple mesure de justice. On ne saurait, en vertu de la législation en cours qui prévoit le calcul de la retraite sur la moyenne des salaires des trois dernières années, priver d'une retraite justifiée par leurs versements, des agents que « les compressions effectuées dans les réseaux de voies ferrées d'intérêt local et de tramways ont contraint alors qu'ils n'ont plus qu'un court temps de service à fournir avant la retraite, d'accepter des postes comportant une sensible diminution de salaire ».

Sans doute, pourrait-on présenter de très valables observations : 1^o Le changement de service, à quelques années seulement de l'âge normal de la retraite, n'est en rien le fait des agents eux-mêmes. Il apparaîtrait légitime qu'ils pussent bénéficier de la retraite la plus élevée à laquelle ils pouvaient légitimement prétendre ;

2^o Il n'est aucunement anormal de prévoir, dans le cadre d'une réforme véritable de l'organisation des transports par voie ferrée, une élévation de l'âge de la retraite. Cet allongement de la durée des services aurait sans doute pour conséquence d'imposer le transfert, à l'âge donné, de certains agents du personnel roulant vers des services comportant moins de tension nerveuse et de fatigue physique. Il serait inadmissible que le salaire et la retraite de ces agents en fussent diminués. Le texte qui nous est soumis pourrait être, dans ce sens, une prise de position à laquelle nous ne saurions nous rallier.

Mais, nous considérons que le projet répond en quelque sorte à un cas particulier, qu'une mesure ultérieure plus générale couvrirait nécessairement ; nous admettons d'autre part, que le fait d'engager un débat et de modifier les dispositions déjà votées par l'Assemblée nationale aboutirait à de nouveaux délais et priverait ainsi les quelques intéressés d'un bien mince avantage.

Il n'en reste pas moins que l'approbation de ce rapport par votre commission et le Conseil de la République doit attirer l'attention des services intéressés sur des observations auxquelles l'avenir donnera sans doute un certain prix.

C'est dans ces conditions que nous vous demandons de vouloir bien adopter le texte suivant :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Le second alinéa de l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 modifiée est complété par les dispositions suivantes :

« Lorsqu'un agent ayant le nombre minimum d'années nécessaires pour ouvrir droit à une pension de retraite différée est affecté,

(1) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), n°s 2183, 3485 et in-8° 422 ; Conseil de la République, n° 374 (année 1952).

par suite d'une réorganisation de son entreprise, à un emploi comportant un salaire inférieur à celui qu'il percevait jusqu'alors, un relevé de ses services et des salaires y afférents jusqu'à la date de cette affectation est adressé par son employeur à la caisse autonome prévue à l'article 1^{er} de la présente loi, qui précède à la liquidation d'une pension différée dans les conditions prévues ci-dessus. Les services accomplis par l'intéressé depuis sa nouvelle affectation jusqu'à sa mise à la retraite effective donnent lieu à la liquidation d'un complément de pension sur la base des salaires afférents auxdits services. »

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent que pour autant qu'elles apportent à l'agent intéressé, au moment de sa mise à la retraite, un avantage par rapport au mode normal de calcul de la pension.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus s'appliquent à tous les agents relevant de la loi du 22 juillet 1922 modifiée et se trouvant en activité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, quelle que soit la date de l'affectation qui a entraîné une diminution de leur salaire.

ANNEXE N° 546

(Session de 1952. — Séance du 11 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — Services financiers)**, par M. Pauly, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, la deuxième section du budget des finances, qui concerne le fonctionnement des services de ce ministère, faisait l'objet, aux termes des propositions primitives du Gouvernement, d'une demande de crédits s'élevant au total de 82.784 millions 619.000 F.

Postérieurement à l'examen de la commission des finances de l'Assemblée nationale, une lettre rectificative a porté ce chiffre à 82.937.250.000 F.

L'Assemblée nationale l'a ramené à 77.332.879.000 F en raison surtout, il faut le dire, d'un transfert de charges à la section des « Charges communes ».

Votre commission des finances vous propose de vous arrêter à une dotation de 82.872.871.000 F.

La décomposition des demandes primitives du Gouvernement et leur comparaison avec l'exercice précédent sont données par les tableaux suivants.

Objet des dépenses :

Titre III. — Moyens des services: exercice 1952 (2), 72.183.152; exercice 1953, 82.720.219. — Différences: en plus, 10.537.067; en moins, néant.

Titre IV. — Interventions publiques: exercice 1952 (2), 272.500; exercice 1953, 61.500. — Différences: en plus, néant; en moins, 208.000.

Totaux: exercice 1952 (2), 72.455.552; exercice 1953, 82.784.619. — Différences: en plus, 10.537.067; en moins, 208.000.

Soit une différence nette en plus de 10.329.067.

Cette différence se répartit entre mesures acquises et mesures nouvelles de la manière suivante :

Objet des dépenses :

Titre III. — Moyens des services: mesures acquises, 10.411.242; mesures nouvelles, 125.825. — Total, 10.537.067.

Titre IV. — Interventions publiques: mesures acquises, néant; mesures nouvelles, en moins, 208.000. — Total en moins, 208.000.

Totaux: mesures acquises, 10.411.242; mesures nouvelles, en moins, 82.175. — Total, 10.329.067.

Les personnels.

La répartition des personnels entre grands services est la suivante :

Administration centrale, 6.428;
Services extérieurs du Trésor, 28.795;
Direction générale des impôts et cadastre, 41.339;
Douanes, 18.791.

Les modifications d'effectifs prévues au titre des mesures nouvelles sont dans leur ensemble gagées en crédit et compensées en effectifs. Elles se traduisent finalement par la suppression de 80 emplois.

Les propositions faites concernant l'administration centrale n'appellent pas d'observations particulières. Le personnel supérieur, formé désormais par l'école nationale d'administration, conserve les hautes qualités que lui avaient données avant guerre les concours des finances. La quantité laisse malheureusement à désirer en ce qui concerne certains services et des améliorations devront être poursuivies en ce sens.

Dans son rapport à l'Assemblée nationale, M. Abel Gardey note que la commission des finances a regretté que le Gouvernement ait été contraint de faire du budget des services financiers, non seulement un budget de reconduction, mais aussi un budget d'austérité,

et n'ait pas répondu à toutes les suggestions formulées l'an passé pour les améliorations de personnel et de matériel. Le rapporteur spécial note très justement qu'il s'agissait là de dépenses productives pour le Trésor et il ajoute que « le personnel des services financiers ne reçoit pas les satisfactions qui lui sont dues. Au contraire, alors que dans d'autres administrations les promotions et l'avancement se font à une cadence accélérée, les transformations d'emplois, souvent promises, sont différées d'année en année. Il se produit même que, suivant les régies, les débouchés, les perspectives et la rapidité d'avancement peuvent varier de façon considérable. Il serait normal, au moment où se précise la fusion des services extérieurs, que soit réglé, une fois pour toutes, cet irritant problème de l'harmonisation des carrières ».

Ces préoccupations sont aussi les nôtres. C'est pourquoi la commission des finances du Conseil de la République demande la création de chefs de services centraux dans les trésoreries générales et qu'elle insiste sur la nécessité d'achever, pour chacune des régies, la réforme des emplois de directeur adjoint et d'expert fiscal, et de prévoir un nombre accru de transformations d'emplois d'inspecteur central de 2^e catégorie en emplois d'inspecteur central de 1^{re} catégorie, de receveur central en receveur central de classe exceptionnelle, de commis ou agent d'assiette en contrôleur et contrôleur principal, d'auxiliaire et agent du cadre complémentaire en agent d'assiette.

Spécialement en ce qui concerne l'administration des douanes, notre collègue M. Litaize a fait voter une réduction indicative pour attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'opérer les transformations d'emplois dans les conditions prévues pour les contributions directes et les contributions indirectes.

M. Litaize a également fait voter une réduction indicative au chapitre 31-61 en vue de revaloriser les indemnités allouées au personnel actif des douanes, ces indemnités ne correspondant plus aux dépenses réelles effectuées pour les besoins du service.

Reclassement des perceptions.

Le reclassement des perceptions est imposé par l'article 5 du décret du 9 juin 1939 portant statut des personnels du Trésor et aux termes duquel des arrêtés du ministre des finances, pris sur la proposition du directeur de la comptabilité publique et après avis d'une commission spéciale, doivent, au minimum tous les cinq ans, répartir les perceptions entre les diverses classes prévues pour ces postes.

Le reclassement est effectué au moyen d'un barème établi par les services de la direction de la comptabilité publique et qui permet d'évaluer, en points travail, l'importance des différents postes comptables.

Par rapport au barème établi lors du précédent reclassement des perceptions, le barème actuel fait ressortir une augmentation de 30 p. 100 du travail effectué dans ces postes. Cette augmentation résulte essentiellement de travaux nouveaux qui ont été confiés aux comptables du Trésor en vertu de textes législatifs ou réglementaires.

L'accroissement du travail n'est pas uniforme. Dans quelques perceptions rurales, l'on enregistre même une diminution consécutive au départ d'une partie de la population vers les villes industrielles. Par contre, dans d'autres bureaux, le volume des opérations a été influencé par la création d'usines nouvelles ou l'édification de barages, notamment.

Pour tenir compte de cette nouvelle répartition du travail, le comité technique paritaire compétent s'est limité, par souci d'économie, à un programme comportant la transformation de 529 perceptions de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes, en 408 perceptions hors classe et 121 recettes-perceptions.

Il convient de noter que 120 reclassements ont été opérés dans le budget de 1952.

Pour tenir compte de la nouvelle répartition des tâches, votre commission a estimé que les transformations d'emplois à opérer au titre du présent chapitre devraient être effectuées, non sur les bases proposées par l'administration, mais dans les conditions suivantes :

Création de :

91 emplois de receveurs-percepteurs, indice 500 (au lieu de 15), 73.528 F; 318 emplois de percepteurs hors classe (au lieu de 45), 231.822 F, en plus, 305.350 F.

Suppressions corrélatives :

318 emplois de percepteurs de 3^e classe (au lieu de 45), 124.974 F; 91 emplois de percepteurs de 4^e classe (au lieu de 15), 29.939 F, en moins, 154.913 F.

Réduction du crédit pour insuffisance de la notation calculée sur la base du traitement moyen, en moins, 150.437 F.

Ces modifications ne conduisant à aucune augmentation de dépense, la commission les a concrétisées dans une réduction indicative de 1.000 F, qui permettra au Gouvernement de les réaliser par application de l'article d'ensemble autorisant les créations et transformations d'emplois pour lesquelles des aménagements de crédits sont prévus dans les différents budgets.

Conséquences de la réforme fiscale.

La réorganisation du contrôle fiscal entreprise en application de l'article 46 de la loi n° 48-23 du 6 janvier 1948 et de l'article 5 de la loi du 17 avril 1948 (cf. notamment décret du 6 avril 1950), les récentes et importantes modifications apportées aux traditionnelles attributions des régies financières ainsi que les changements dans

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), n°s 4259, 4600, 4539 et In-8° 532; Conseil de la République, n° 505 (année 1952).

(2) Des crédits du titre 1^{er}. — Dette publique et dépenses en atténuation de recettes soit: 45.364.932.000 F ont été transférés à la section I (charges communes).

l'organisation des services qui résulteront de la réforme fiscale imposent la réalisation rapide de la fusion administrative des services de la direction générale des impôts, fusion dont le principe est inclus dans le décret du 16 avril 1948.

Mais, de telles modifications ne sont susceptibles d'être réalisées qu'à la condition que les personnels des régies soient dotés d'un statut unique particulier et que soient fixées les modalités d'intégration dans les cadres communs des agents actuellement en fonctions.

Les incidences financières de ces mesures ne pouvant être chiffrées qu'après l'intervention du texte instituant le statut susvisé, le Gouvernement par lettre rectificative n° 4600, propose l'inscription au budget de 1953, d'un chapitre nouveau. Ce chapitre porte le n° 31-49 (nouveau) et il est libellé :

Services extérieurs de la direction générale des impôts. Application du statut unique des personnels de la catégorie A et mesures d'intégration :

Crédit demandé, mémoire.

La réorganisation du contrôle fiscal a fait l'objet d'une discussion à laquelle ont participé MM. Berthoin, Masteau, Primet, Coudé du Foresto, Chapalain, Bousch.

La création des impôts sur le revenu en 1914 et 1917, l'institution de la taxe sur le chiffre d'affaires en 1920, de la taxe à la production en 1936, la diminution progressive des taxations portant sur le capital ont profondément ébranlé l'ancienne structure des services financiers.

Chacun s'accorde à admettre qu'une réorganisation est indispensable pour permettre d'utiliser plus rationnellement et plus efficacement le personnel des régies et pour éviter les doubles emplois inhérents aux interventions successives de services distincts chez un même contribuable.

Il est certain que les interventions successives de plusieurs services chez un même contribuable pour vérifier, tantôt le chiffre d'affaires, tantôt les impôts sur le revenu, tantôt les droits d'enregistrement, présentent des inconvénients. Ces inconvénients existent tant pour le contribuable, qui est ainsi dérangé plusieurs fois, que pour l'administration qui dépense chez ce contribuable plus de temps qu'il ne serait nécessaire si la vérification était menée par un seul agent.

Par contre, l'intervention d'un seul agent permet de mieux coordonner les points de vue à admettre définitivement au regard des différents impôts.

C'est en s'inspirant de ces constatations que la direction générale des impôts a cherché depuis plusieurs années à donner à ses agents la formation nécessaire pour leur permettre de contrôler simultanément plusieurs impôts.

Une première réalisation dans ce sens a consisté à former des agents polyvalents qui vérifient tous les impôts des entreprises qu'ils contrôlent et qui sont spécialisés d'après les catégories professionnelles. Ces agents sont au nombre de 230 environ.

Une seconde réalisation plus récente, tend à faire vérifier à la fois l'impôt sur les sociétés et la taxe proportionnelle sur le revenu des capitaux mobiliers par les mêmes agents alors que, traditionnellement, ces vérifications étaient respectivement assurées par des agents des contributions directes et des agents de l'enregistrement. A partir du 15 novembre 1952 tous les agents des contributions directes ainsi que 375 agents environ de l'enregistrement vérifieront à la fois, dans toutes les sociétés où ils interviendront, l'impôt sur les sociétés et la taxe proportionnelle de distribution. L'administration sera ainsi parvenue à ramener de 2 à 1 le nombre d'agents qui interviendront dans les sociétés pour vérifier les impôts susvisés.

Ces mesures sont le point de départ d'une réorganisation complète dont le but est la fusion des régies ainsi que l'institution du comptable unique.

Il ne faut pas s'étonner de la lenteur apportée depuis la création de la direction générale des impôts à une réforme de structure qui heurte de sérieux intérêts et de vieilles habitudes. Il semble que le particularisme des régies rende très difficile la réalisation de tout projet de quelque ampleur. Il faudrait qu'on en finisse avec cette atmosphère de rivalité qui oppose parfois les régies. Non seulement il en résulte des heurts préjudiciables à l'intérêt général, mais également des doubles emplois qui sont dus essentiellement au désir des uns et des autres de conserver toutes leurs attributions. C'est au Gouvernement qu'il appartient de dresser un programme à la fois logique, équitable, et conciliant les divers intérêts en présence.

Mais si votre commission est unanime sur la nécessité d'adapter l'instrument de contrôle au système fiscal, elle manifeste aussi le désir de voir respecter tous les droits des agents et de réparer les retards d'avancement relevés notamment dans le service des contributions indirectes. L'application du statut unique des personnels et les mesures d'harmonisation des carrières doivent être concomitantes.

Aussi, pour réserver les droits des personnels, notre collègue M. Chapalain a proposé à la commission qui l'a accepté, de modifier ainsi qu'il suit, le libellé de l'article 31-49 (nouveau) :

Services extérieurs de la direction générale des impôts. Mesures d'harmonisation et application du statut unique des personnels de la catégorie A.

Une fois de plus, votre commission des finances se plaît à rendre hommage au personnel des administrations financières pour le sens du devoir dont il fait toujours preuve. Ce personnel, de par les fonc-

tions ingrates qu'il est presque toujours appelé à exercer, cristallise le plus souvent sur lui les critiques, parfois vives, dont l'opinion publique désapprouve devant une réglementation compliquée et touloute, accable « l'administration ». Un système fiscal comme le nôtre, manié par des maladroits, provoquerait des troubles dans le pays. Fort heureusement, les agents des administrations financières, dans leur immense majorité, savent faire preuve de tact et de mesure dans l'exercice de leurs fonctions.

L'injustice fiscale est la source constante d'un mécontentement légitime des contribuables. Artisans et petits commerçants, en particulier, se plaignent, à juste titre, d'être trop imposés par rapport aux sociétés et aux particuliers soumis au régime du bénéfice réel.

Des chiffres qui nous ont été fournis par le secrétaire d'Etat au budget, il résulte que le pourcentage des bénéfices imposés par rapport aux chiffres d'affaires déclarés s'élevait, en 1950, à 27 p. 100 pour les contribuables soumis au régime du forfait, alors que ce pourcentage n'atteignait que 5 p. 100 en ce qui concerne les sociétés et les contribuables imposés au bénéfice réel d'après les résultats des exercices clos en 1949.

Bien que certaines réserves doivent être faites sur les termes de la comparaison, les plaintes des artisans et des petits commerçants sont justifiées.

Cette situation est due pour une part à l'existence de véritables privilèges fiscaux reconnus par la loi. D'autre part, les agents de l'administration manquent trop souvent de temps pour vérifier les comptabilités importantes. Ils sont tenus de disperser sans profit réel une grande partie de leurs efforts pour l'assiette de taxes diverses peu productives.

Il semble avéré aussi que la complexité des affaires, à l'époque actuelle, exige que les régies soient pourvues d'experts à même de soutenir des discussions parfois délicates avec les chefs d'entreprises. En un mot, il est indispensable de réorganiser profondément notre vieille administration fiscale en fonction des tâches nouvelles auxquelles elle devra s'adapter.

La poursuite des grands fraudeurs, un système fiscal simple et clair doivent permettre d'abaisser le taux abusif de certains impôts. Cette action, si elle est un jour entreprise, aura le mérite au surplus d'apporter une contribution efficace au redressement moral de la nation.

Le citoyen ne se dérobera plus à son devoir fiscal le jour où il aura le sentiment que des économies substantielles sont réalisées dans le fonctionnement des services publics et que l'impôt est réparti équitablement, c'est-à-dire proportionnellement aux ressources de chacun.

Pour parvenir à ce résultat, la commission des finances est prête à apporter son concours au Gouvernement et à lui donner les moyens qu'il lui réclamera.

Examen des chapitres.

Parmi les propositions qui vous sont faites par votre commission des finances, certaines méritent un commentaire particulier.

Chapitre 31-21. — Services financiers à l'étranger.

Rémunérations et indemnités.

Le chapitre 31-21 correspond aux traitements et indemnités des attachés financiers et de leur personnel, et représente par conséquent, des dépenses payables en devises pour la quasi-totalité.

Votre commission a relevé que pour 11 attachés financiers en fonction à l'étranger en 1952, la rémunération moyenne globale (traitements et indemnités) s'élevait à 53.433.000 F.

Il est difficile d'invoquer, en ce qui concerne la signification de ce chiffre, la notion de perte au change. Le franc étant considéré actuellement comme plutôt surévalué — comme semble le prouver les difficultés certaines auxquelles se heurtent nos exportations — la transformation des francs en devises au taux officiel conduit, pour les personnes intéressées, non pas à une perte, mais à un bénéfice.

Dans ces conditions, la rémunération moyenne ci-dessus, payée en devises, doit être considérée comme représentant un pouvoir d'achat réel au moins égal et même, dans la plupart des cas, sensiblement supérieur à son expression en francs.

Il est tout à fait normal de rémunérer très convenablement un personnel d'élite, qui a joué un rôle éminent dans les importantes discussions qu'ont entraîné depuis la Libération le rétablissement de nos relations financières avec les principales puissances du monde. Il importe, d'autre part, que ceux qui, à des titres divers, représentent la France à l'étranger, puisse le faire dignement.

Il est permis de se demander si de telles rémunérations s'appuient sur des nécessités réelles et si elles sont exemptes de tout inconvénient, au moment où la France fait état de sa pénurie en devises pour solliciter des prêts ou des ouvertures de crédits à l'étranger.

Ces considérations n'ont pas dû échapper au Gouvernement, en ce qui concerne le personnel dépendant du ministère des affaires étrangères, puisqu'un abattement de 10 p. 100 a été opéré au chapitre 31-11 dudit ministère « pour tenir compte des modifications à intervenir à la suite d'une révision générale du montant des rémunérations des personnels diplomatiques et consulaires ».

Aussi, en vue d'harmoniser les traitements et indemnités de notre représentation financière à l'étranger avec ceux du personnel diplomatique et consulaire, votre commission vous propose-t-elle une réduction de crédit de 20 millions.

Chap. 31-31. — *Services extérieurs du Trésor.*
Rémunérations principales.

Votre commission propose deux réductions indicatives de 1.000 F pour :

1^o Demander la transformation de 150 perceptions en perceptions centrales et de 50 emplois de chefs de service en chefs de service centraux.

(A noter que les chefs de service ne peuvent accéder à l'indice 500 assigné aux inspecteurs centraux de 1^{re} catégorie des administrations financières et aux chefs de section principaux des postes, télégraphes et téléphones.)

2^o Opérer un aménagement interne du calcul du crédit résultant des « mesures nouvelles prises comme conséquence du reclassement des postes comptables (2^e tranche) (art. 1^{er}) dans les conditions exposées page 5 du présent rapport.

L'attention de la commission a été également appelée sur l'intérêt qu'il y aurait à reclasser les trésoreries générales et les recettes des finances d'après le volume de leurs opérations.

Enfin, il semble anormal que les traitements de 300 contrôleurs en fonctions à l'administration centrale soient prélevés sur le crédit des services extérieurs du Trésor.

Chapitre 31-32. — *Services extérieurs du Trésor. — Matériel.*

Un abattement de 5 p. 100 a été opéré sur les frais de matériel de l'ensemble des ministères. Or, certains ministères avaient majoré les crédits de telle façon que l'abattement s'avère supportable. C'est ainsi que la dotation de 1952 pour frais de chauffage, du chapitre 30-40 des postes, télégraphes et téléphones a été majorée de 22 p. 100, alors que celle des services du Trésor a été augmentée de 10 p. 100 seulement. Dans les administrations financières, les crédits pour frais de chauffage s'avèrent, de ce fait, insuffisants, de même qu'il sera quasi impossible de payer, au cours de l'exercice 1953, les frais de mécanographie et de location du matériel.

En ce qui concerne le matériel automobile, cinq voitures seulement sont affectées aux trésoreries générales. Elles se trouvent dans l'Ain, le Pas-de-Calais, le Bas-Rhin, la Vendée et les Vosges. Est-il permis de penser qu'aucune considération étrangère à l'intérêt du service n'est intervenue dans la répartition de ces véhicules ?

Chapitre 31-33. — *Frais d'imprimés des services des comptables du Trésor.*

Les comptables du Trésor sont tenus de commander leurs imprimés à des fournisseurs agréés.

Les prix de certains modèles ont paru excessifs à votre commission des finances qui, par ailleurs, émet le vœu qu'il soit fait appel à la concurrence.

La commission propose de réduire le crédit de 20 millions.

Chapitre 31-42. — *Services extérieurs de la direction générale des impôts, frais de missions et de déplacements.*

Par une réduction indicative de 1.000 F, votre commission attire l'attention du Gouvernement sur la nécessité de relever le taux des indemnités kilométriques qui ne tient pas compte de l'augmentation du prix de l'essence intervenue depuis plusieurs années. Certains fonctionnaires des contributions directes et des contributions indirectes ne pouvant effectuer toutes les tournées prévues, il en résulte une perte sensible pour le Trésor.

Chapitre 31-44. — *Frais d'impression occasionnés par l'assiette des impôts directs.*

Réduction proposée: 20 millions.
Voir motif, ci-dessus, chapitre 31-33.

Chapitre 37-91. — *Frais de trésorerie.*

L'Assemblée nationale avait disjoint le présent chapitre, estimant qu'il trouverait mieux sa place au budget des charges communes.

Votre commission vous propose de le rétablir dans son classement primitif, étant observé que le titre III de la section « charges communes » ne comporte que des dépenses communes à diverses administrations, alors que la présente dotation constitue l'un des moyens d'action utilisés par le ministère des finances seul pour assurer l'une de ses fonctions essentielles.

La commission tient en outre à manifester par là une nouvelle fois la nécessité de ne classer sous la rubrique des charges communes que le minimum de dépenses, pour ne pas mutiler la physionomie des différents budgets. Elle a eu l'occasion en effet de marquer sa préférence pour cette solution en indiquant que les crédits de subventions économiques devraient en bonne règle être inscrits aux budgets des départements intéressés: agriculture ou industrie.

Enfin, le crédit rétabli au présent chapitre a été frappé d'une réduction indicative de 1.000 F à l'effet de protester contre le développement excessif du règlement par traites des dépenses publiques.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget des services financiers pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 82.872.871.000 F.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 82.818.471.000 F, au titre III: Moyens des services, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 54.400.000 F, au titre IV: Interventions publiques, conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 10 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

ETATS ANNEXES

Etat A. — *Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.*

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits. Milliers de francs.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale. Milliers de francs.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République. Milliers de francs.
		Initiales.	Rectifiées.		
		Milliers de francs.	Milliers de francs.		
Finances et affaires économiques.					
II. — SERVICES FINANCIERS					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité	58.771.701	58.261.903	53.796.077	53.791.706	— 20.005
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales	7.583.380	7.583.380	7.583.380	7.583.380	—
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.	9.238.413	9.116.958	9.278.120	9.278.120	— 40.002
5 ^e partie. — Travaux d'entretien	116.397	116.397	116.397	116.397	—
6 ^e partie. — Subvention de fonctionnement	25.000	25.000	25.000	25.000	—
7 ^e partie. — Dépenses diverses	7.053.575	7.153.575	7.053.575	4.453.575	+ 5.599.999
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	—
Totaux pour l'état A.....	82.818.471	82.720.219	82.882.850	77.273.179	+ 5.599.992

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Finances et affaires économiques.					
II. — SERVICES FINANCIERS					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Interventions politiques et administratives	19.200	29.200	19.200	19.200	»
4 ^e partie. — Action économique, encouragement et interventions	8.000	8.000	8.000	8.000	»
6 ^e partie. — Action sociale et solidarité	27.200	27.200	27.200	27.200	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état B.....	54.400	64.400	54.400	54.400	»
Totaux pour les services financiers.....	82.872.871	82.784.619	82.937.250	77.332.879	+ 5.539.992

ANNEXE N° 547

(Session de 1952. — Séance du 14 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la législation sur le **remembrement**, par M. Courroy, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, nous sommes appelés à adopter un projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement.

Ce projet a été adopté, sans débat, par l'Assemblée nationale, dans sa séance du 18 juin dernier.

Il tend à simplifier les opérations de remembrement.

L'article 1^{er} tend à alléger les formalités de classement des voies et places publiques dont l'ouverture est prévue audit projet, sous réserve que celui-ci précise la catégorie dans laquelle elles doivent entrer.

Il semble, en effet, inutile de procéder à de nouvelles enquêtes puisque ces projets de reconstruction et d'aménagement ont déjà, eux-mêmes, fait l'objet d'une enquête publique.

Voulant cependant tenir compte de l'autonomie des collectivités territoriales, on ne procédera par simple arrêté au classement des routes nationales ou à leur déclassement que si ces collectivités sont d'accord pour prendre en charge les voies délaissées.

Dans le cas contraire, l'intervention d'un décret en conseil d'Etat est nécessaire, cette procédure ne faisant que reprendre celle prévue en cas de désaccord par le décret du 30 octobre 1935, portant modification de la procédure de classement des portions de routes nationales délaissées.

Pour les voies départementales et communales, le classement sera opéré conformément à la législation en vigueur. Il doit en être de même pour les déclassements et reclassements des voies et places.

Ces dispositions ne dérogeront pas aux règles actuelles concernant la fixation de limites des voies et places.

Ce régime paraît donc très aisément praticable et votre commission vous propose d'adopter cette modification.

Des renseignements que votre rapporteur a pu obtenir auprès de personnes directement intéressées à la question, il ressort que cet article permettra de liquider dans de nombreux endroits les opérations de remembrement et donnera le moyen, par cette liquidation, de percevoir les reliquats d'indemnités restés en suspens, le ministère de la reconstruction ne prenant à sa charge que les parties situées à l'intérieur du périmètre de reconstruction.

Les préfetures marquaient certaines hésitations à adopter une procédure préconisée par des commissions de remembrement ainsi que par des directions des ponts et chaussées, car le transfert de voirie n'était pas une chose acquise et ces surfaces se trouvaient non classées.

L'article qui vous est proposé comble cette lacune et, se basant sur les avis des conseils généraux et des conseils municipaux qui prendront en charge ces portions de routes nationales délaissées en

(1) Voir: Assemblée nationale (1^{re} législ.), nos 10300, 13098; (2^e législ.), nos 498 (rectifié), 2773 et in-8° 361; Conseil de la République, n° 284 (année 1952).

les classant dans la voirie départementale et communale à compter de la date de l'arrêté susvisé tout en laissant jouer, en cas de désaccord, l'autorité du conseil d'Etat, va permettre de terminer dans de nombreux endroits les opérations de remembrement.

L'article 2 vous propose de modifier le deuxième paragraphe du deuxième alinéa de l'article 24 de la loi des 11 octobre 1940 et 12 juillet 1941 modifiée.

Il est ainsi conçu:

« 2^e Attribuer immédiatement les terrains nécessaires pour permettre la reconstruction prioritaire. L'attribution des terrains après remembrement peut être assortie de charges et servitudes dans le cadre des prescriptions d'aménagement. »

Cet article introduit la notion de reconstruction prioritaire. Il tend à favoriser l'attribution de terrains aux sinistrés prioritaires, donc à accélérer la reconstruction.

Il a été adopté à l'unanimité par la commission de la reconstruction de l'Assemblée nationale.

Par contre, l'article 3 a été supprimé à l'unanimité par l'Assemblée nationale lors du débat public. Il modifiait le septième alinéa de l'article 23 de la loi des 11 octobre 1940 et 12 juillet 1941 modifiée.

Cet article avait pour objet de prévoir la possibilité de confier à des fonctionnaires ou agents de l'Etat en activité de service les fonctions de commissaires au remembrement, alors que le quatrième alinéa de la même loi disait que:

« Le prix de chaque terrain ou immeuble bâti acquis par l'association syndicale est fixé par le commissaire à la reconstruction, sur proposition du comité départemental de la reconstruction. »

On l'avait donc remplacé par les dispositions suivantes: « Le prix de chaque terrain ou bâtiment acquis par l'association syndicale est fixé par le ministre de la reconstruction, après consultation du bureau de l'association syndicale et sous réserve des intérêts devant la commission spéciale prévue par l'article 7 de la présente loi ».

Votre commission se rallie à la suppression de cet article 3. La législation sur le cumul interdisait aux fonctionnaires et agents de l'Etat l'exercice de toute activité privée. Mais, la loi relative aux conventions collectives est intervenue depuis lors et les salaires privés ne sont plus fixés par arrêtés du ministère du travail, mais par accord entre les parties.

Cette rémunération a été du reste fixée par le ministère du budget par référence au régime des fonctionnaires ou agents de l'Etat.

Dès lors, le cumul est devenu possible sans intervention du texte législatif prévu par l'article 3.

Par contre, un article 3 bis a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale.

Dans l'alinéa 7 de l'article 24 de la loi des 11 octobre 1940 et 12 juillet 1941 modifiée, les mots: « au moment du transfert de propriété... » sont supprimés.

L'alinéa 7 de l'article 24 précité stipule que: «...les droits réels autres que les servitudes grevant l'immeuble au moment du transfert de propriété sont reportés dans le même ordre et successivement sur la créance et sur le nouvel immeuble en conformité de l'article 12 ci-dessus.

Cet alinéa empêchait les sinistrés se trouvant dans une zone de remembrement de prétendre aux prêts du Crédit foncier, pour couvrir, soit la part différée de leurs dommages de guerre, soit la somme correspondant à l'abattement pour vétusté.

Sous le bénéfice de ces remarques, votre commission unanime vous propose d'adopter le projet de loi ci-après.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — L'approbation du projet d'aménagement ou de reconstruction dispense de l'enquête publique préalable aux classements et déclassements des voies et places publiques dont l'ouverture est prévue audit projet, sous réserve que celui-ci précise la catégorie dans laquelle elles doivent entrer.

Pour celles de ces voies qui sont des routes nationales, le classement dans la voirie nationale et le déclassement de parties de routes nationales est opéré par arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, si les conseils généraux et les conseils municipaux intéressés sont d'accord sur ces opérations et sur les nouveaux classements des portions de routes nationales délaissées. Dans ce cas, la délibération du conseil général ou du conseil municipal appelé à prendre en charge le délaissé doit comporter classement dans la voirie départementale ou communale à compter de la date de l'arrêté susvisé. En cas de désaccord, il est statué par décret en conseil d'Etat.

Pour les voies départementales et communales, le classement est opéré conformément à la réglementation en vigueur. Il en est de même pour les déclassements et reclassements des voies et places.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent pas aux règles actuelles concernant la fixation des limites des voies et places.

Art. 2. — Le deuxième paragraphe du dixième alinéa de l'article 24 de la loi validée des 11 octobre 1910-12 juillet 1911 modifiée, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2^o Attribuer immédiatement les terrains nécessaires pour permettre la reconstruction prioritaire.

« L'attribution des terrains après remembrement peut être assortie de charges et servitudes dans le cadre des prescriptions d'aménagement. »

Art. 3. — Dans l'alinéa 7 de l'article 24 de la loi validée des 11 octobre 1910-12 juillet 1911 modifiée, les mots : « ...au moment du transfert de propriété » sont supprimés.

ANNEXE N° 548

(Session de 1952. — Séance du 11 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — II. — Service des affaires allemandes et autrichiennes), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 11 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 13 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — II. — Service des affaires allemandes et autrichiennes).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget des affaires allemandes et autrichiennes pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 2 milliards 480.942.000 F.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 2.181.434.000 F, au titre III : « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi ;

Et à concurrence de 299.508.000 F, au titre IV : « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 novembre 1952.

Le président,
Signé : EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4252, 4355 et in-8° 551.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

Affaires étrangères.

II. — AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

Chap. 31-01. — Services centraux. — Rémunérations principales, 31.674.000 F.

Chap. 31-02. — Services centraux. — Indemnités et allocations diverses, 1.518.000 F.

Chap. 31-11. — Services extérieurs. — Rémunérations principales, 1.273.791.000 F.

Chap. 31-12. — Services extérieurs. — Indemnités et allocations diverses, 58.476.000 F.

Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 160.036.000 F.

Total pour la 1^{re} partie, 1.531.525.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite.

Charges sociales.

Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 311.032.000 F.

Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 1.117.000 F.

Total pour la 3^e partie, 312.179.000 F.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 34-01. — Services centraux. — Remboursement de frais, 680.000 F.

Chap. 34-02. — Services centraux. — Matériel, 6.200.000 F.

Chap. 34-11. — Services extérieurs. — Remboursement de frais, 24 millions de francs.

Chap. 34-12. — Services extérieurs. — Matériel, 29.332.000 F.

Chap. 34-92. — Achat et entretien de matériel automobile, 72 millions 819.000 F.

Chap. 34-93. — Remboursements à diverses administrations, 149 millions 782.000 F.

Total pour la 4^e partie, 252.813.000 F.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-01. — Services centraux. — Fonds spéciaux, 18.050.000 F.

Chap. 37-11. — Services extérieurs. — Fonds de souveraineté, 35 millions de francs.

Chap. 37-91. — Frais judiciaires et réparations civiles, 20.700.000 F.

Chap. 37-92. — Fonctionnement du service de délivrance de documents de circulation, 11.167.000 F.

Total pour la 7^e partie, 81.917.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état A, 2.181.434.000 F.

Etat B. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

Affaires étrangères.

II. — AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

2^e partie. — Action internationale.

Chap. 42-11. — Subventions, 148.090.000 F.

Chap. 42-12. — Dépenses diverses, 151.418.000 F.

Total pour la 2^e partie, 299.508.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques), mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état B, 299.508.000 F.

Total pour les services des affaires allemandes et autrichiennes, 2.480.942.000 F.

ANNEXE N° 549

(Session de 1952. — Séance du 11 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, par M. Symphor, sénateur (1).

Nota — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 19 novembre 1952 (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 18 novembre 1952, page 1952, 2^e colonne).

ANNEXE N° 550

(Session de 1952. — Séance du 11 novembre 1952.)

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE fait au nom de la commission des boissons sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger l'article 1^{er} de la loi du 3 février 1941 et à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du code du vin pour assurer l'assainissement total du marché du vin, par M. Peridier, sénateur (2).

Nota — Ce document a été publié au *Journal officiel* du 20 novembre 1952 (Compte rendu *in extenso* de la séance du Conseil de la République du 19 novembre 1952, page 1961, 2^e colonne).

ANNEXE N° 551

(Session de 1952. — Séance du 11 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de MM. Armengaud, Robert Aubé, Bousch, Desfortrie, René Depreux, Julien Gantier, Laurent-Thouveney, Léger, Longchambon, Novat, Tharradin et de Villoutreys tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre les mesures préconisées par la commission de la production industrielle en vue d'assurer l'expansion de la recherche et de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine et en Afrique du Nord, par M. Armengaud, sénateur (3).

Mesdames, messieurs, certains esprits chagrins diront, ou penseront : « A quoi bon recommencer, sous forme d'un nouveau rapport, une étude faite il y a dix-huit mois, sans résultats apparents ? »

Nous ne serons point de leur avis, le développement des investissements nécessaires à la recherche pétrolière dans l'Union française est une tâche de longue haleine. Et comme telle, elle doit être entreprise pas à pas, avec ténacité et avec le désir de répondre, à chaque étape, aux objections persistantes ou nouvelles, compte tenu des résultats acquis et de la conjoncture.

A ce titre, le nouveau rapport de votre commission ne sera pas inutile.

Ceci dit, l'année 1951 et le début de 1952 ont été fertiles en événements nouveaux méritant la remise sur le chantier de notre travail.

C'est compte tenu de ces deux remarques préliminaires que nous avons repris et complété le rapport n° 33/C. R./1951 et que nous demanderons au Gouvernement la mise en œuvre rapide de mesures concrètes destinées à développer la recherche et la production du pétrole brut dans l'Union française.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I^{er}

DONNEES ESSENTIELLES D'ORDRE INTERNATIONAL ET EFFORT CONSENTI A L'ETRANGER

Dans l'état actuel des connaissances géologiques, on peut dire qu'à terrains semblablement pétrolifères ou présumés sérieusement tels, correspond une très étroite corrélation entre kilomètres de trous forés et production de pétrole.

(1) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), nos 2717, 3571 et in-8° 367; Conseil de la République, n° 290 (année 1952).

(2) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3917, 4002 et in-8° 466; Conseil de la République, nos 452 et 593 (année 1952).

(3) Voir : Conseil de la République, n° 682 (année 1951).

C'est donc en quelque sorte la quantité de pétrole que l'on désire produire qui doit constituer le guide, le moteur de l'effort financier à entreprendre.

Dès lors, l'intérêt d'une comparaison entre l'effort national et l'effort étranger devient évident.

Par ailleurs, il faut noter un certain nombre de faits caractéristiques :

a) L'exploitation d'un puits productif est une dépense infime par rapport à celle du forage, prospection comprise;

b) Le prix du matériel de forage avec un jeu de pièces de rechange courante du chantier est de l'ordre de deux ou trois fois le coût moyen du forage;

c) Un forage, toujours coûteux, en raison du prix élevé du matériel mis en œuvre et dont le rendement est fonction de nature et notamment de la dureté du sous-sol, est toujours précédé d'opérations préliminaires nombreuses et dont chacune est à elle seule coûteuse : par exemple, études gravimétriques, prospections sismiques et électriques, forages de confirmation ou d'infirmité des hypothèses sur le dessin ou la nature du sous-sol;

d) Un forage, qui révèle des indices certains de pétrole à l'état liquide, n'est pas forcément productif et éruptif : on doit se demander si, dans la même couche, dont il y a lieu au surplus de déterminer, autant que possible, le volume utile approximatif, un autre peut être productif, et dans cette hypothèse, ce point d'interrogation conduit donc souvent à des forages complémentaires;

e) La découverte d'un forage éruptif puissant conduit toujours, qu'il s'agisse de gaz ou d'huile, à un freinage du débit, afin d'éviter des détériorations du sous-sol ou des appels d'eau profonds qui, en quelque sorte, « étoufferaient » le puits avant de l'avoir réellement exploité. Ceci entraîne à de nombreux essais et surtout à des délais dans la mise en production d'un champ dont le coût n'est pas négligeable;

f) Il ne suffit pas de doubler ou tripler les moyens financiers, en hommes et en matériel pour doubler ou tripler la vitesse de prospection. Une équipe, si brillante soit-elle, doit s'adapter à son terrain « de chasse » et, travailler trop vite conduirait à négliger certaines études en laboratoires ou certains travaux préalables et, dès lors, à « passer à côté » du pétrole. De longues et coûteuses études géophysiques doivent précéder les campagnes de forage dans un bassin déterminé; bien plus, des reconnaissances suffisantes, géologiques et géophysiques doivent précéder le choix entre les divers bassins sédimentaires à explorer les premiers.

Il y a donc toujours une limite à trouver entre le théoriquement possible et le réalisable avec l'effort minimum. Or, ce sera la capacité d'absorption des crédits et de matériel par les équipes en place sur un terrain qui déterminera cette limite. Et il en sera de même pour l'accroissement de l'effectif des équipes. Forer beaucoup, signifie donc avoir assez d'équipes disponibles et préparer le travail par la géologie et la géophysique suffisamment à l'avance;

g) Le moral des hommes employés à la recherche du pétrole est un élément très important : ils doivent travailler avec confiance et avec un large champ devant eux. Ce sont leurs réactions à la suite de leurs travaux d'équipe sur le terrain et en laboratoire qui, dans une certaine mesure conditionneront l'effort financier, dès lors qu'elles sont basées sur une expérience certaine.

Ceci étant rappelé, regardons, à titre d'information, les efforts étrangers, en surfaces étudiées, puis explorées, en trous forés, secs et productifs, en hommes, en matériel, en argent, pour des productions données de gaz ou de pétrole.

U. S. A. — Les Etats-Unis possèdent actuellement 4.900 champs de pétrole, dont 656 champs de gaz de pétrole et 211 champs de condensat (Petroleum Data Book 1948).

Dans la seule année 1948, il n'a pas été foré moins de 33.290 puits (en 1949 : 39.033) dont 8.000 (en 1949 : 7.294) puits d'exploration (4.200 rank wildcats) (1) : la profondeur cumulée des 8.000 puits d'exploration a été de 10.000 km (profondeur moyenne : 1.250 mètres). Par rapport à 1935, l'effort en « wildcat drilling » a plus que doublé (1).

La production totale d'huile brute est montée de 500 millions de barils en 1922 et 1 milliard en 1935 à 1.500 millions de barils en 1943 et va dépasser 2 milliards de barils en 1950, soit actuellement environ 250 millions de tonnes (2).

Le nombre de puits producteurs étant actuellement de 369.000 répartis entre des milliers et des milliers de compagnies productrices, la production moyenne par puits productif n'est que de 9 barils, soit légèrement plus d'une tonne par jour.

Le nombre des appareils de forage en opération était de 4.113 à la fin d'août 1949 dont 25 p. 100 occupés aux recherches, soit 1.200 appareils en chiffre rond. A noter qu'aux Etats-Unis, les appareils de forage employés aux recherches vieillissent très vite et que les 1.200 appareils sont pour la plupart des appareils de moins de quatre ans d'âge.

Venezuela. — Pendant la période de 1912 à 1947, c'est-à-dire en trente-cinq ans, il a été foré 9.018 puits au total, la plupart au titre de forages d'exploitation des champs découverts.

Les wildcats de recherches ont été au nombre de 371 et ont été exécutés par 36 compagnies différentes (Petroleum Data Book 1948).

(1) Wildcat : forage d'exploration exécuté sur une structure non encore productive.

(2) Un baril égale un septième de mètre cube environ.

Dans la seule année 1917, il a été foré 787 nouveaux puits, y compris les puits d'exploitation.

Les deux compagnies Greole Petroleum Corp. et Shell assurent 80 p. 100 environ de la production totale du Venezuela.

Le tonnage total extrait en 1919 est de 182 millions de barils, soit un peu moins de 70 millions de tonnes.

Indes néerlandaises. — Avant la guerre de 1939, la production des Indes néerlandaises était de 179.000 barils par jour, soit 9 millions de tonnes par an.

Les difficultés politiques d'après guerre ont considérablement gêné la reprise de la production; toutefois, on signalait qu'à la fin de 1917, 40 nouveaux puits étaient effectivement en forage.

Canada (1). — L'effort persévérant de 1924 à 1917 a permis d'aboutir à une découverte décisive, celle du champ Leduc, grâce à laquelle les réserves connues, qui étaient de 169 millions de barils au début de 1918, ont été portées à 550 millions de barils au début de 1919 et à 1.200 millions de barils, soit 200 millions de tonnes (soit quinze ans de consommation pour la France) au début de 1950.

En 1919, 820 forages ont été effectués, dont 211 wildcats, soit un effort supérieur à celui du Venezuela.

Le tonnage total extrait en 1919 n'est encore que de 3 millions de tonnes environ, parce que les découvertes sont toutes récentes et les moyens de transport (pipe-line) sont encore en cours de construction.

Allemagne. — Entre 1931 et 1915, 900 puits d'exploitation ont été forés et ont permis de découvrir 25 nouveaux champs de pétrole. Au cours de la seule année 1919 et des quatre premiers mois de 1950, 9 nouveaux champs ont été découverts et la production annuelle va être portée de 1.200.000 tonnes (production actuelle) à 2 millions de tonnes.

L'exploitation est conduite par un petit nombre de sociétés privées.

Moyen-Orient. — En raison de l'importance des réserves déjà démontrées, l'effort total de forage s'est limité en 1919 à 95 puits nouveaux, dont 4 en Iran, 24 en Arabie séoudite, 9 en Irak, 49 à Koweït, 2 à Bahreïn et 7 à Qatar. Le nombre total des puits forés depuis l'origine dans le Moyen-Orient n'est que de 711.

La production de 1919 a été la suivante:

Iran, 201 millions de barils;
Arabie séoudite, 174 millions de barils;
Koweït, 90 millions de barils;
Irak, 28 millions de barils;
Bahreïn, 11 millions de barils.

Total: 507 millions de barils, soit environ 70 millions de tonnes, un peu plus qu'au Venezuela.

Deux nouveaux champs ont été découverts en Arabie et deux autres dans le Sud de l'Irak. Grâce aux réserves découvertes dans le Moyen-Orient, les réserves totales mondiales de pétrole sont aujourd'hui de trente années de consommation, contre quinze il y a peu d'années encore.

Coût de la recherche.

Prenons les prix moyens en dollars considérés comme monnaie de compte convertie au cours de 500 F pour le matériel importé (douane et transports compris) et à 350 F pour les travaux aux U. S. A.

« The Petroleum Data Book ». — Etude des prix moyens de forage.

Le coût du matériel de forage est le suivant: d'après le rapport du voyage d'étude aux U. S. A. de MM. Lugol et Ménérier, publié en août 1950 par l'Institut français du pétrole:

APPAREIL COMPLET				APPAREIL COMPLET avec: toutes pièces de rechange, matériel spé- cial tête de puits, maté- riel de fonctionnement en unité et isolé pen- dant un an.
sans pièces de rechange, matériel tubulaire, matériel spécial pour instrumentation, tests, etc				
Ideal T.	25	capacité 2.500	pieds \$ 130.000	\$ 350.000 \$ 550.000 \$ 750.000 (y compris le tubage pour un trou.)
Ideal T.	50	capacité 5.000	pieds \$ 240.500	
Ideal T.	75	capacité 7.500	pieds \$ 270.000	
Ideal T.	100	capacité 10.000	pieds \$ 350.000	
Ideal T.	125	capacité 12.500	pieds \$ 375.000	

Soit de 175 millions de francs à 375 millions de francs par appareil avec ses rechanges (p. 761 du rapport cité) (au dollar à 500 F). En moyenne (page 145 du même rapport), on compte aux U. S. A. dans des régions connues, où la préparation du forage est presque inexistante, pour un puits normal d'exploitation à 3.000 mètres environ, un coût de revient de 100.000 dollars, soit à raison de 350 F par dollar, 35 millions de francs.

Si le forage d'exploitation est spécialement difficile en raison de la nature du terrain, le prix peut être beaucoup plus élevé et on compte pour un puits de 3.000 mètres, qu'il a fallu neuf mois pour forer, 300.000 dollars, soit plus de 100 millions de francs (ce prix comprend le tubage et la tête d'éruption, à concurrence de 10 à 20 p. 100).

Le coût moyen des opérations de forage aux Etats-Unis, comportant, après une première étude géologique, des études géophysiques est approximativement le suivant (le dollar à 350 F) dans une région où l'eau est à proximité et en quantité suffisante.

Forage de 1.000 mètres, 8.500 F au mètre.
Forage de 2.000 mètres, 13.500 F au mètre.
Forage de 3.000 mètres, 15.300 F au mètre.
Forage de 4.000 mètres, 20.000 F au mètre.

Les forages de recherche coûtent sensiblement plus cher que les forages d'exploitation surtout si l'on tient compte des travaux préparatoires de géologie et de géophysique. D'après le Petroleum Engineer d'avril 1950, il a été dépensé aux Etats-Unis, en 1919, 97 millions de dollars (35 milliards de francs) en géologie et géophysique et 697 millions de dollars (215 milliards de francs) en forages de recherches. Si l'on ajoute les frais d'achat de terrains et les frais généraux, la dépense totale de recherche est de l'ordre de 1 milliard de dollars (350 milliards de francs), soit 137.000 dollars (58 millions de francs) en moyenne pour chacun des 7.291 puits d'exploration.

Des indications plus détaillées sur ces divers chiffres et les méthodes de prospection géophysique sont fournies ci-dessous:

DEPTH	NO WELLS	TOTAL FOOTAGE	AVERAGE	TOTAL COST	AVERAGE	AVERAGE
			feet per well.	Dollars.	cost per well.	cost per foot.
0 à 3.000.....	29	68.291	2.355	500.269	17.252	7.33
3.001 à 5.000.....	59	229.094	3.883	1.775.367	30.091	7.75
5.001 à 7.000.....	35	205.616	5.876	2.101.582	60.431	10.24
7.001 à 9.000.....	49	387.134	7.901	5.380.491	109.806	13.90
9.001 à 12.000.....	29	293.898	10.134	5.284.431	182.222	17.98
12.001 à 11.000.....	5	62.944	12.589	1.352.245	270.419	21.48
Total	206	1.217.007	6.055	16.397.416	79.599	13.15

« Compte tenu de l'expérience américaine, un effort de 20 milliards de francs par an, deux fois supérieur à celui qui est fait actuellement en France sur l'ensemble de nos territoires serait nécessaire aux U. S. A. pour le seul entretien d'une production régulière correspondant aux besoins français estimés à 12 millions de tonnes.

« Or, le problème pour la France n'est pas d'entretenir une production, mais bien de la créer; c'est un effort de démarrage qu'il faut faire et non un effort destiné à maintenir une situation acquise. D'autre part, un effort proportionnellement plus grand est justifié ici, du fait que le prix du pétrole rendu ports français est majoré de frais de transport, ce qui rend exploitables des gisements plus pauvres.

« Pour toutes ces raisons, il serait grandement souhaitable que l'effort actuel de la France soit bien plus que doublé.

(1) En ce qui concerne ce pays, voir « Fortune » de juillet 1950 et conférence de M. l'ingénieur en chef des mines Dumas à la Société des Ingénieurs civils de France du 2 décembre 1919. Le Canada a dépensé dans la province d'Alberta, de 1924 à 1917, sans presque aucun succès, 100 milliards de francs valeur 1919 et foré 2.100 trous, avant de réussir des découvertes décisives.

« L'expérience américaine permet de chiffrer l'ordre de grandeur de la dépense totale nécessaire pour arriver en France à créer une production annuelle de 12 millions de tonnes. Cette dépense correspond, en effet, à la découverte de quinze années de réserves de pétrole qui pourront ensuite être exploitées rationnellement avec toute la progressivité requise par la technique afin de ne pas détériorer le gisement.

« Une découverte de 12 x 15 = 180 millions de tonnes, à raison d'un demi-dollar par baril ou 4 dollars par tonne, coûterait aux Etats-Unis 720 millions de dollars, ou 250 milliards de francs.

« En France, compte tenu de l'absence de données de base du démarrage, de la formation du personnel, des achats de matériel, la même découverte coûterait au moins 400 milliards, soit 40 milliards par an pendant dix ans: ce chiffre de 40 milliards a été indiqué l'année dernière à la tribune du Parlement et n'a pas été contesté.

« L'effort total de la France devrait donc être porté progressivement à 40 milliards de francs par an pendant une période de dix ans. Moyennant un tel effort, la France, théoriquement, devrait produire dans son propre sol l'ordre de grandeur de ses besoins actuels en pétrole. »

Les prix du forage ont d'ailleurs tendance à monter très nettement, ainsi qu'il ressort d'une étude de M. W.-L. Baker, parue dans le *Word Oil* du 6 septembre 1950 et qui vise plus particulièrement les prix payés aux entrepreneurs de forage (contractors).

Enfin, après d'énormes dépenses, une zone prospectée peut être abandonnée: on a vu dépenser en Amérique du Nord (Canada), en Amérique centrale et en Amérique du Sud, des sommes de plusieurs dizaines de milliers de dollars sans succès.

Le numéro du 11 mai 1950 de « *Oil and Gas* » est à cet égard fort instructif; il confirme un certain nombre de données que l'on retrouve dans la conférence faite par M. l'ingénieur en chef des mines Dumas, le 2 décembre 1949, à la Société des ingénieurs civils, ou dans les exposés de M. Migaux, directeur général de la Compagnie générale de géophysique:

« Les procédés de géophysique couramment employés (extrait de la conférence de M. Dumas du 2 décembre 1949 à la Société des ingénieurs civils de France):

« La gravimétrie consiste à mesurer la répartition en surface du champ de pesanteur. Toute différence constatée avec la valeur calculée d'après la forme théorique du socle est attribuée à une déformation structurale de l'écorce. Les densités allant généralement en s'accroissant avec la profondeur, une anomalie positive sera considérée comme due à la présence d'une remontée des terrains, donc à une zone favorable. Cette méthode, délicate dans le détail, conduit à des interprétations structurales d'ensemble généralement très satisfaisantes, et, en raison de son prix de revient peu élevé, est appliquée presque systématiquement en reconnaissance.

« La méthode électrique due aux mêmes savants français qui inventèrent le carottage électrique vise à mesurer soit la répartition des résistivités, soit la répartition des courants spontanés de l'écorce (courants telluriques). Cette dernière méthode donne une précision un peu meilleure que la gravimétrie pour un prix de revient un peu plus élevé: l'interprétation en est parfois délicate, mais elle a déjà de beaux succès à son actif et sans doute un bel avenir.

« La méthode magnétique décele les anomalies de la composante verticale du champ magnétique. Bien que peu onéreuse, cette méthode d'interprétation, souvent délicate ou ambiguë, est peu employée sous sa forme classique de mesures à terre. Mais elle vient de trouver un regain d'activité avec l'application de mesures par avion qui permettent d'effectuer très rapidement la reconnaissance structurale générale de vastes régions et par la comparaison des diverses courbes obtenues à des altitudes différentes, de localiser avec précision les anomalies et de supputer l'épaisseur de la série sédimentaire ou la profondeur du socle cristallin, facteur capital.

« Enfin, vient la méthode sismique. Dernière venue, puisque son essor date des années 1930-1935, elle est également la plus précise et aussi la plus onéreuse. Elle est la seule à donner un résultat global, intégrant les effets de toute l'épaisseur de la croûte terrestre. Le principe en est simple: on produit par l'explosion d'une charge de dynamite, enterrée à dix ou vingt mètres de profondeur, un ébranlement du sol, qui, se réfléchissant à diverses profondeurs sur des niveaux favorisés, revient ensuite actionner des sismographes de grande précision. Connaissant le temps de propagation de l'ébranlement d'explosion à une série de sismographes régulièrement espacés, on peut restituer par un calcul simple d'optique géométrique (si l'on connaît les vitesses de propagation dans le sol), la position exacte avec sa pente et son orientation, du niveau réfléchissant; le plus difficile est ensuite de l'identifier géologiquement. On applique parfois la méthode sismique, bien que les masses d'explosifs à utiliser rendent le procédé plus dangereux, à l'étude des rayons réfractés et l'on essaie actuellement, en tirant « en l'air » de se libérer de la servitude que représente la nécessité de forer des trous pour chaque charge explosive. »

De ces premiers éléments d'appréciation, on peut aisément tirer une conclusion: l'effort financier, pour quelque recherche que ce soit, qu'elle se termine ou non par un résultat positif, se chiffre par dizaines de millions pour un simple premier forage. Et, à peine de forer un nombre de puits très élevé, les résultats sont minces. En moyenne, aux U. S. A., les frais de recherche sont passés de 15,3 cents par baril en 1935, à 59 cents en 1947 et, par rapport aux prix de vente, de 13 p. 100 à 30 p. 100 dans la même période.

Une étude poussée a d'ailleurs été faite en partant des statistiques américaines et allemandes, pour déterminer les pourcentages de chances de trouver du pétrole dans un terrain considéré, après premières études, comme pouvant en contenir.

Elle conduit à estimer aux U. S. A. qu'il y a par forage dans une région *a priori* productive, une chance sur sept, c'est-à-dire qu'il faut forer six puits d'exploration secs avant d'avoir un septième puits productif.

Mais il y a un autre aspect du problème qu'on ne saurait sous-estimer: il ne suffit pas de produire de l'huile. Il faut l'extraire, la stocker, l'expédier, ce qui est peu de chose quand les puits sont dans des lieux aisément accessibles; mais il faut, aussi, compte tenu de la durée moyenne des puits, estimée dans l'ensemble à treize ans, assurer le financement des travaux nécessaires à la reconstitution en d'autres lieux des réserves consommées et permettre aux entreprises de satisfaire pour leur part à l'accroissement moyen annuel de la consommation qui est de l'ordre de 5 p. 100.

Conditions de succès de la recherche.

On conçoit, dans ces conditions, que l'importance des capitaux mis en œuvre pour un rendement à très long terme et avec une chance de succès, qui est de l'ordre de 1/7 par puits foré, a conduit les Etats, ayant une géologie du pétrole, à prendre des mesures

attirant inévitablement les capitaux dans la voie de la recherche, sans autre limitation à l'attrait qu'un dosage des avantages en fonction du rapport du résultat attendu et des besoins.

Ces mesures ont consisté à protéger les capitaux investis, à la fois contre le fisc, en leur accordant des dégrèvements exceptionnels, et contre la compétition d'entreprises ayant une activité extérieure dans la mesure où elle nuirait aux intérêts des entreprises exerçant leur activité sur le territoire national.

Nous analyserons succinctement les techniques mises en œuvre à cet égard dans les pays étrangers, renvoyant pour le détail de la législation fiscale américaine nos collègues à l'annexe I.

1° Aux U. S. A. — Les avantages fiscaux dont bénéficie l'industrie de la recherche et de la production du pétrole peuvent se ramener à deux dispositions principales:

Un amortissement accéléré tel des investissements pétroliers qu'il constitue en fait un dégrèvement des revenus s'investissant dans la recherche et dans la production pétrolières;

Un amortissement annuel forfaitaire de la valeur du gisement découvert et mis en exploitation. Cet amortissement consiste dans une exonération fiscale portant forfaitairement chaque année sur 27,5 p. 100 du chiffre d'affaires du pétrolier.

Le capital privé est ainsi doublement incité à s'intéresser à la recherche du pétrole: d'une part, il bénéficie de la réduction de ses revenus taxables et, au titre d'amortissement des frais de premier établissement, de la quasi-totalité des sommes investies dans la recherche;

D'autre part, il est assuré d'autofinancer sans frais pour lui la recherche de nouvelles réserves pétrolières par le jeu de l'exonération forfaitaire de 27,5 p. 100 sur la production, au titre de l'amortissement des richesses découvertes.

La seule réserve à ces avantages importants accordés aux capitaux investis dans la recherche du pétrole, qu'ils proviennent de prélèvements désintéressés sur leur fortune ou de revenus, consiste à les limiter aux entreprises pétrolières elles-mêmes se livrant à la recherche ou aux personnes physiques cherchant elles-mêmes du pétrole ou associées à un « chercheur ».

Par ailleurs, la collectivité américaine, en échange des dégrèvements consentis aux pétroliers, bénéficie, d'une part, de l'accroissement d'activité que constitue la recherche (on sait que la recherche pétrolière exige de nombreux services industriels et qu'elle a provoqué le développement d'une industrie d'équipement unique au monde) et, d'autre part, de l'accroissement de richesse nationale apporté par les nouvelles découvertes. Dans la seule année 1949, les nouvelles réserves prouvées découvertes se montent à 2.798 millions de barils, soit environ 400 millions de tonnes (1).

2° En Allemagne, les dépenses préparatoires de géologie et de géophysique, ainsi que l'essentiel des dépenses de forage, ont été prises en charge par l'Etat: en cas de puits secs, la dépense demeurait à la charge du Reich; si le puits était productif, l'Etat demandait une redevance sous forme d'une part raisonnable de la production.

Par ailleurs, les dispositions de la loi du 1^{er} juin 1933 sur les amortissements accélérés, modifiée en 1936, et celle sur les impôts frappant les B. I. C. permettant de détaquer des profits taxables les dépenses d'investissement destinées à l'entretien de l'outil de production (c'est-à-dire en fait à une certaine expansion) ont évité l'essentiel de la taxation des profits des puits productifs;

3° On peut citer également, à titre d'exemptions diverses, les avantages suivants:

Exemption de la patente: Bolivie, 2 ans; Tunisie, 10 ans;

Exemption de droit de douane sur le matériel importé: Tunisie, Mozambique, Brésil, Italie, Venezuela (facultative), Pérou (50 p. 100);

Exemption des impôts sur droits de recherches pendant la validité des permis: Venezuela, Tunisie;

Exemption d'impôts sur le revenu, sur une partie du bénéfice de l'entreprise dans la limite d'un certain pourcentage de la production ou du revenu net ou brut, allant de 5 p. 100 à 20 p. 100: pays d'Amérique du Sud.

A elle seule, la protection par le fisc, des capitaux mis en œuvre dans la recherche du pétrole n'eût pas suffi. Les conditions de production sont en effet essentiellement variables et la nécessité d'un certain équilibre entre les sources de pétrole, quant à leur prix C. I. F. raffineries, a conduit à une certaine protection douanière en faveur de sources, excellentes certes, mais dont le coût d'exploitation au baril rendu port d'embarquement nécessitait, pour être maintenues en activité normale avec le rendement optimum, qu'on équilibrait leurs charges avec celles d'entreprises particulièrement favorisées, au prix de revient « anormalement bas ».

Ainsi:

a) Depuis le 1^{er} janvier 1951, la protection douanière aux U. S. A. est de 11 cts par bbl., soit environ 300 F par tonne, jusqu'à concurrence d'un quota d'importation égal à 5 p. 100 du brut raffiné aux U. S. A. l'année précédente. Le brut importé en supplément de ce quota paye une taxe douanière de 21 cts par bbl. En admettant que les importations de brut en 1951 soient au moins équivalentes à celles de 1950, la taxe douanière moyenne par bbl. sera d'environ 17 cts (soit environ 450 F par tonne).

Néanmoins toutefois que cette protection ne lèse nullement le consommateur, étant donné son faible montant et les taxes intérieures très faibles sur les produits du pétrole aux U. S. A. Mais elle a pour effet de mettre à parité le pétrole brut importé et le pétrole national de prix de revient « normal ». On craint ainsi la tendance que pourraient avoir les groupes les plus puissants, ayant des intérêts importants dans le Moyen-Orient et au Venezuela à porter tous leurs efforts sur les sources de pétrole étrangères et à négliger la recherche et la production nationales, moins rentables.

(1) Au Canada, des dispositions très comparables à celles mises en œuvre aux U. S. A. ont été accordées à la recherche de pétrole:

Si les Etats-Unis n'avaient pas vis-à-vis du Moyen-Orient la protection que leur assure la distance, nul doute que ce n'est pas une protection de 450 F par tonne qu'ils appliqueraient, mais bien une protection d'environ 2.000 à 3.000 F;

b) En Allemagne, la production nationale bénéficie d'une protection dont le détail n'a pas pu nous être indiqué. Il est cependant établi de façon officielle que l'Allemagne demande à la conférence internationale des douanes de Torquay, une protection douanière de 11.662 F par tonne de pétrole brut importée.

Il est normal que l'Allemagne qui poursuit une politique de développement à tout prix d'une industrie de pétrole national et qui remporte les succès que l'on sait, cherche une forte protection pour son industrie naissante;

c) En Grande-Bretagne, les produits finis raffinés en Angleterre à partir des bruts nationaux sont totalement exemptés des droits au litre du régime fiscal et douanier.

La protection correspondante est de:

9 pence par gallon dans le cas des essences;

1 penny par gallon dans le cas des lubrifiants;

soit environ 10.000 F par tonne d'essence, ou 3.000 F environ par tonne de pétrole brut.

Ces renseignements, joints à ceux qui figurent en annexes nous conduisent à estimer qu'il y a là une indication du plus haut intérêt pour la politique française; il n'est pas possible de penser que la protection de la production nationale gardera plus longtemps le caractère de précarité qui résulte de l'application actuelle de la loi sur le fonds de soutien (1).

Quoiqu'il en soit, à ce jour, on doit noter que d'effort en effort, les résultats suivants ont été obtenus dans les principaux pays intéressés; certains de ces efforts accrus depuis 1945 ont d'ailleurs pu remédier à des difficultés sérieuses; par exemple: en Allemagne occidentale, l'arrêt de la production d'huile et d'essence de synthèse à partir du lignite et du charbon; en Hollande, le déficit national en matière d'huiles brutes consécutifs à l'indépendance de l'Indonésie.

Résumé des résultats obtenus à l'étranger:

U. S. A. — Production nationale: 250 millions de tonnes environ; importation de brut du Moyen-Orient (concessions américaines): 6 millions de tonnes environ.

Canada. — Production nationale: 3 millions de tonnes environ.

Allemagne. — Production nationale: 750.000 tonnes environ en 1949 et 1.200.000 tonnes en 1950.

La production prévue est de 2 millions de tonnes en 1952.

Hollande. — Production nationale: 700.000 tonnes environ en 1950, contre 600.000 tonnes en 1949 et 0 en 1946.

Italie. — Production nationale: 200 millions de mètres cubes de gaz en 1949, 600 millions de mètres cubes en 1950 en plein développement avec des réserves connues paraissant très supérieures à celles de Saint-Marcel.

CHAPITRE II

LA SITUATION DE LA FRANCE ET LES EFFORTS ENTREPRIS DE 1918 A 1944

Très rares furent les hommes qui s'intéressèrent en France au pétrole, entre les deux guerres, avant Louis Pineau, directeur de l'Office national des combustibles liquides. Et encore plus rares furent ceux qui envisagèrent de procéder sérieusement à des recherches dans les territoires de la métropole et de l'outre-mer.

Pourtant, lors de la naissance de l'industrie du pétrole, les pionniers ne manquèrent pas: Clemenceau et Henri-Berenger, parmi les hommes d'Etat, Deutsch de la Meurthe, Fenaille, Lesieur, Desmairis, G. Bénard, parmi les industriels et banquiers. Les porteurs français possédèrent une participation financière très importante, qui fut même majoritaire à un certain moment, dans la Royal Dutch.

Mais l'énormité des investissements, très risqués et à long terme, l'accroissement du taux des impôts sur les B. I. C. et les revenus, quels qu'en soient les sources et les réemplois, le développement corollaire de la spéculation non taxable en des périodes de mouvements monétaires désordonnés à la hausse et à la baisse, renforcèrent la tiédeur naturelle des Français, après 1919, à l'égard de prises de participations dans des affaires hors de leur vue; et, à cet égard, l'Afrique du Nord était pour la plupart de nos compatriotes aussi loin que Java, Bornéo, la vallée de l'Amazonie ou l'Arabie séoudite.

Et Louis Pineau, auquel nous venons de rendre, il y a quelques semaines, un dernier hommage, eut bien des difficultés, devant ce recul du souscripteur français, à faire voir le jour aux lois du 16 mars 1928 portant révision du régime douanier des produits pétroliers et du 30 mars 1928 relative au régime d'importation du pétrole.

Pechelbronn demeurait pendant ce temps le petit gisement découvert il y a deux siècles et encore apparaissait-il surtout comme une curiosité géologique.

Malgré tout, fut constituée la Société chérifienne des pétroles, le 22 avril 1929, qui, avec de très faibles moyens (capital actuel de 4 milliards), commença l'étude des terrains du Maroc et forma les premières équipes françaises de chercheurs.

Un heureux coup du sort fit découvrir, près de Toulouse, au cours de l'été 1939, quelques semaines avant la déclaration de guerre, le champ de Saint-Marcel, aujourd'hui exploité par la régie autonome des pétroles: à peine avait-on dépensé quelques dizaines de millions.

La Compagnie française des pétroles, fondée en 1924, a reçu pour mission générale de mettre en valeur les ressources pétrolières en France et à l'étranger et pour mission particulière d'acquiescer 28,75

(1) Bien entendu, la protection actuellement recommandée devrait disparaître le jour où la France pourrait satisfaire à l'essentiel des besoins de sa consommation.

pour cent des actions de l'Iraq Petroleum Company. Ces actions ont été achetées par la C. F. P. en 1924 au prix de 40.000 livres. Depuis lors, la C. F. P. a souscrit régulièrement à toutes les augmentations de capital de l'Iraq Petroleum Company.

Elle avait déjà investi 315.000 livres lorsqu'en 1927 on découvrit le gisement de Kirkuk. Il fallut ensuite attendre 1934 pour voir l'achèvement du premier pipe-line reliant Kirkuk à Tripoli. Ainsi, c'est dix ans après sa fondation que la C. F. P. recevait sa première cargaison de pétrole. Elle avait alors investi 3.450.000 livres dans l'Iraq Petroleum Company.

Depuis lors, les recherches de sociétés affiliées à l'I. P. C. se sont étendues à de nouvelles concessions. Des pipe-lines supplémentaires ont été mis en chantier. Un effort considérable a été fourni par la C. F. P. qui, même pendant la guerre, a toujours maintenu son pourcentage de 23,75 p. 100. A ce jour, elle a investi dans l'I. P. C. et les sociétés associées à l'I. P. C. plus de 25 millions de livres.

La production de pétrole que la C. F. P. reçoit au titre de ses participations est actuellement de l'ordre de 2 millions de tonnes par an. Cette production sera portée à 7 millions de tonnes en 1952-1953. Seul le prix de revient de ce pétrole est payé en livres sterling.

En même temps qu'elle fournissait cet effort financier considérable dans le Moyen-Orient, la C. F. P. participait aux recherches en France et dans l'Union française, ainsi qu'à la création de la Compagnie française de raffinage et de la Compagnie navale des pétroles. L'ensemble des investissements ainsi faits par la C. F. P. en France et dans l'Union française étaient chiffrés au bilan de la C. F. P. de l'année 1949 à 2.129.815.667 F (ce chiffre serait à modifier en tenant compte des indices de réévaluation).

L'Etat français possède 35 p. 100 des actions de la C. F. P.; il est lié avec celle-ci par une convention. Cette convention prévoit qu'en échange de la possibilité qui a été offerte à la C. F. P. en 1924 d'acheter les actions de l'I. P. C., la C. F. P. versera à l'Etat des redevances progressives sur ses superbénéfices (1).

Cette société est, à l'heure actuelle, le porte-drapeau de l'industrie française du pétrole dans le monde, de par ses intérêts largement répartis. Et, grâce à elle, une large part des investissements privés des entreprises françaises actuelles a été assurée.

Afin d'encourager la production nationale de dérivés du pétrole, les lois du 16 mars 1928 et du 30 mars 1928 dues à l'initiative du regretté M. Louis Pineau, ont conduit à la naissance en France d'une très importante industrie du raffinage.

Mais, à la veille de la guerre, la France dépendait entièrement, pour son ravitaillement en pétrole, de sources extérieures dans lesquelles elle n'avait aucun intérêt d'exploitation, à l'exception de la part de la Compagnie française des pétroles dans le Proche-Orient, dont chacun connaît, sans qu'il faille y insister, la délicate situation stratégique.

Les efforts entrepris de 1918 à 1944 peuvent, réserve faite des opérations propres à la Compagnie française des pétroles, se résumer comme suit:

I. — 1918-1938 (2).

a) Métropole:

L'activité des recherches a été concentrée principalement sur le Jura, la Limagne, les Basses-Pyrénées, les Landes, l'Hérault, les Alpes et l'Alsace.

62.756 mètres de forage ont été exécutés, en dehors de l'exploitation du champ de Pechelbronn en Alsace où ont été fait 686.037 mètres de forages.

En admettant un prix de revient de 600 F par mètre foré, on peut estimer à 500 millions de francs environ les sommes investies dans ces recherches.

Environ 1.350.000 tonnes de brut et une faible quantité de gaz ont été produites, donnant à peu près 500 kilogrammes de brut par mètre foré pour l'ensemble des recherches et 930 kilogrammes pour Pechelbronn, contre 45 tonnes par mètre foré pour le Venezuela, 21 tonnes pour la Roumanie, 20 tonnes pour l'U. R. S. S. et 5 tonnes pour les U. S. A.

Résultats acquis:

1° Reprise des exploitations de Pechelbronn S. A. E. M. en Alsace;

2° Découverte à Gabian (Hérault), d'un gisement de pétrole de faible importance;

3° Exploitation de gaz à Vaux;

4° Découverte d'indices encourageants en Aquitaine, en Limagne, dans le Languedoc, dans la Bresse, etc.

b) Outre-mer:

Environ 320 forages ont été exécutés, totalisant 85.000 mètres. La production obtenue a été de l'ordre de 40.000 tonnes pour un investissement de 300 millions à peu près.

Résultats acquis:

1° Mise en exploitation en Algérie des gisements de Tihouanet et de Denzelt;

2° Découverte et mise en exploitation au Maroc des gisements de Tselfat, Bou Draa et Ain Hamra;

3° Découverte à Madagascar, à Tsimororo, d'un faible gisement de pétrole très lourd et asphalté;

4° Découverte en Tunisie de couches de gaz à forte pression à El Haroun et Djebel Kébir;

5° Découverte d'indices encourageants de gaz et d'hydrocarbures liquides, ainsi que de structures favorables en Afrique équatoriale française, Tunisie, Algérie, Maroc et Madagascar.

(1) Il faut rappeler ici que les sociétés américaines qui obtinrent, en 1928, grâce également à une intervention du gouvernement des U. S. A., la possibilité d'acheter à leur tout 23,75 p. 100 des actions de l'I. P. C., ne se virent nullement imposer de semblables charges par leur gouvernement. Non seulement ces sociétés ne sont pas grevées de redevances spéciales, mais elles bénéficient, comme toutes les sociétés américaines, de dégrèvements fiscaux par lesquels la législation des U. S. A. entend encourager le financement des recherches pétrolières.

(2) Résumé des indications fournies par le B. R. P.

II. — 1938-1944 (1).

a) Métropole :

L'activité des recherches a été concentrée en Aquitaine et, jusqu'en 1940, en Alsace, où 100.000 mètres environ ont été forés par Pechelbronn S. A. E. M. donnant quelque 150.000 tonnes de brut et 39.603 mètres forés par la R. A. P., la S. N. P. A. et par les entrepreneurs de Gabian, produisant 1.030 tonnes de brut, une soixantaine de millions de mètres cubes de gaz et 2.100 tonnes d'essence de dégazolinage.

Les dépenses ont été de l'ordre de 800 millions.

Résultats acquis :

1° Découverte du gisement de Saint-Marcel et de structures favorables dans le périmètre de la R. A. P. (Proupriary, Plague, Saint-Marlory, Gensac, Aurignac, etc.);

2° Découverte de structures favorables dans les périmètres de la S. N. P. A. et de la S. N. P. L. M.

b) Outre-mer :

L'activité des recherches a été poursuivie principalement au Maroc et en Tunisie où environ 70.000 mètres ont été forés donnant une production de 27.202 tonnes de brut.

Les dépenses faites ont atteint environ 150 millions.

A titre d'éléments d'information, l'annexe IV donne une idée des efforts tentés avant guerre et pendant l'occupation du territoire, ainsi que les résultats moyens atteints dans le domaine des carburants de remplacement.

CHAPITRE III

LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL ET LA SITUATION DE L'INDUSTRIE DE LA RECHERCHE DU PETROLE EN FRANCE EN 1950 (1)

A. — La situation en 1950.

Le premier plan quinquennal, sous l'égide du bureau de recherches de pétrole créé en 1945, a consisté :

a) A développer les organismes existant à la libération et à en promouvoir de nouveaux;

b) A donner au B. R. P. le moyen d'entreprendre par lui-même, grâce à des dotations budgétaires, des études préparatoires, soit seul (Nouvelle-Calédonie, Cameroun), soit avec la société Pechelbronn (Nouvelle-Alsace) à laquelle il apportait son concours financier et technique.

Ainsi, depuis sa création, le bureau de recherches de pétrole a investi en participations, les fonds suivants exprimés en milliards de francs non réévalués :

1946, 0,85; 1947, 1,3; 1948, 2,6; 1949, 3,7; 1950, 4,7.

Soit au total 13,2 milliards pour la première période quinquennale.

En même temps, les dépenses totales de recherches ont été :

1946, 2,1; 1947, 3,4; 1948, 7,1; 1949, 9,2; 1950, 11,8.

Si on réévaluait les fonds investis en recherches, on aboutirait pour l'ensemble de la première période quinquennale à une somme légèrement supérieure à quarante milliards. Il faut, pour juger ce chiffre, se souvenir qu'il a fallu, au cours de cette période, d'une part, créer les outils de recherches (environ dix milliards); d'autre part, bien entendu, les faire fonctionner, si bien que compte tenu du renouvellement normal, les dépenses de fonctionnement n'auraient pas dépassé 35 milliards.

A titre documentaire, signalons qu'il y avait, au début de 1946, une vingtaine d'appareils en service (pour des buts de pure exploration); à partir de 1950, il y en a une cinquantaine s'étendant sur toute la gamme des puissances. En 1946, il a été foré un peu moins de 40.000 mètres en « recherche »; en 1950, on en aura foré environ 200.000 mètres.

Il est moins simple de caractériser par des chiffres l'activité de la géologie et de la géophysique. On peut affirmer, au moins qualitativement, qu'un travail très important a été accompli dans ce double domaine. Par exemple, alors qu'une seule équipe de prospection sismique (méthode de reconnaissance géophysique basée sur la vitesse de propagation d'une explosion provoquée) était au travail au début de 1946, il y en avait en 1950 une dizaine (2). Et c'est ainsi que, travaillant à une cadence de 10 millions de francs par équipe et par mois, on est parvenu à mettre en évidence la structure de Lacq, d'où vient récemment de jaillir du pétrole.

Les résultats n'ont pas été négligeables.

Après le premier sondage heureux à Saint-Marcel, des indices sérieux ont été découverts et les premiers tonnages journalièrement produits, dont certains sont d'importance, laissent des espoirs prometteurs, car ils démontrent la justesse des efforts entrepris et la qualité des études.

D'abord, la régie autonome des pétroles à Saint-Marcel obtient des recettes qui seront de l'ordre de 4 milliards en 1950, recettes qui lui permettent d'amortir très rapidement ses travaux passés, d'auto-financer ses recherches actuelles et de financer partiellement le bureau de recherches de pétrole (1 milliard en 1950) tout en accusant encore des bénéfices substantiels. La production de la R. A. P. en 1950 atteindra l'ordre de grandeur de l'équivalent d'un demi-million de tonnes de charbon.

(1) Résumé des indications fournies par le B. R. P.

(2) Contre 700 aux U. S. A.

Au Maroc, quelques petits gisements dans la région de l'Oued Beth, près de Petitjean, permettront à la Société chérifienne des pétroles d'avoir en 1950 une recette de l'ordre de 0,4 milliard, la production couvrant 10 à 15 p. 100 des besoins pétroliers du Maroc. Au Maroc également un petit gisement de gaz naturel est en cours de reconnaissance à El Menzeh, près de Port-Lyautey.

En Alsace, depuis juillet 1949, des espoirs très sérieux existent de renouveler complètement la production de Pechelbronn et d'y substituer petit à petit une production véritablement rentable.

En Algérie, un petit gisement a été reconnu à Sidi Aïssa, près d'Aumale. Il est trop tôt encore pour dire si ce gisement dépassera une production de quelques dizaines de tonnes par jour, mais ce qui est important, c'est qu'il a ouvert des perspectives considérables sur les possibilités de production du vaste bassin du Hodna.

En Tunisie, un gisement de gaz naturel, peut-être d'huile, est en cours de reconnaissance au Cap Bon. Il est trop tôt également pour apprécier l'importance de ce gisement.

De tous côtés, des indices apparaissent de plus en plus sérieux, parfois même des perspectives grandioses peuvent être, sans trop de réverie, escomptées; nous voulons parler de la bordure atlasique et de cet immense bassin sédimentaire saharien dont on commence l'exploration.

Enfin, hier, à peine aux pieds des Pyrénées, deux coups de sonde heureux à Lacq, près de Pau, confirmés par plusieurs autres sondages productifs donnent la preuve de l'existence d'un véritable gisement de pétrole sur le sol français.

Fixant en effet son attention sur l'avant-pays pyrénéen, déjà reconnu productif à Saint-Marcel, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S. N. P. A.) avait, dans le courant de 1949, entrepris une vaste campagne géophysique destinée à reconnaître, sous les recouvrements de la plaine d'Aquitaine, la présence de « structures » invisibles en surface.

Une série de structures fut ainsi mise en évidence et leur parfaite définition s'inscrit à l'actif des géophysiciens français.

Un premier sondage implanté en novembre 1949 sur la plus occidentale de ces structures, situées à proximité d'Orthez, rencontra peu après, à 650 mètres de profondeur, un niveau imprégné sur une puissance de 60 mètres. Les essais entrepris sans délai et poursuivis sur une période de deux mois y ont démontré l'existence d'une sérieuse accumulation de pétrole brut.

Il est même désormais possible de parler d'un gisement, puisque le même horizon productif vient d'être retrouvé sur de nouveaux sondages distants de 500 mètres les uns des autres. La productivité d'un dernier sondage s'y est même révélée considérable puisque son débit journalier, volontairement limité au cours des essais préliminaires, y atteint 100 mètres cubes en production régulière et l'a déjà classé parmi les puits « gros producteurs ». Au début de l'automne le champ de Lacq produisait 400 tonnes de pétrole par jour correspondant à près de 1.000 tonnes par an, soit plus de deux fois la production de Pechelbronn.

Une ombre légère au tableau provient de la composition de l'huile extraite qui présente une teneur élevée en asphalte et en soufre. Il est toutefois possible que ces inconvénients disparaîtront pour les gisements qui seraient reconnus à une plus grande profondeur.

L'exploration de la structure de Lacq se poursuit activement, à la fois en extension latérale et en profondeur. La S. N. P. A. y a d'ores et déjà rassemblé trois appareils qui doivent exécuter un réseau de sondages à mailles carrées de 500 mètres de côté. Deux sondages situés sur l'axe de cette structure doivent, en particulier, atteindre très prochainement le niveau productif.

Dans le même temps, un autre appareil a été transféré sur une structure *a priori* semblable, culminant autour de Soumoulou (à mi-distance entre Pau et Tarbes). Quelques indices précurseurs viennent même d'y être rencontrés.

Quoique l'on en soit encore en plein stade de démarrage et qu'il serait vain en cette matière de tenter la moindre extrapolation, nous ne saurions dissimuler les espérances que l'ensemble des techniciens croit formuler sur l'avenir de ces travaux. S'il est notamment trop tôt pour préciser la production qui sera extraite de ces gisements, on peut désormais croire à la présence à Lacq d'un gisement important dont le rythme de production n'est plus négligeable.

Ces résultats, encourageants, ne doivent cependant pas laisser dans l'ombre un aspect, très particulier, du problème de la recherche pétrolière, telle qu'elle se présente en France.

B. — Structure de la recherche et de l'exploitation des sources de pétrole.

L'ordonnance du 12 octobre 1945 a institué le « Bureau de recherches de pétrole » (B. R. P.) « chargé d'établir un programme national de recherches de pétrole naturel et d'assurer la mise en œuvre de ce programme dans l'intérêt exclusif de la nation ». Le B. R. P. « accorde aux organismes publics, privés et mixtes, les moyens financiers qui leur sont nécessaires ». En outre, le B. R. P. oriente la politique de ces organismes « en ce qui concerne la meilleure utilisation des spécialistes et du matériel de forage. Il contrôle l'emploi des fonds... ».

Si le B. R. P. est ainsi un organisme de structure juridique définie il constitue en fait le prolongement de la direction des carburants dont il est la totale émanation.

Et, en fait, les organismes de recherche, quel que soit leur statut propre de régie d'Etat, de société d'économie mixte ou de société privée, sont sous l'étroite dépendance du B. R. P. qui dispose des moyens financiers mis à sa disposition par l'Etat et qui contrôle l'emploi des fonds.

Dans chaque loi budgétaire, il bénéficie d'une dotation spéciale qui figure au budget de reconstruction et d'équipement des services civils au même titre que les routes, les écoles, les hôpitaux.

Son personnel est composé du délégué général, de quelques collaborateurs de choix spécialisés — notamment deux jeunes ingénieurs au corps des mines, un géologue, un conseiller juridique et financier — et d'un personnel administratif et comptable restreint.

Il dispose de locaux auprès de la direction des carburants, boulevard du Montparnasse. Tout se passe comme s'il faisait partie intégrante de cette direction, c'est-à-dire comme si l'ordonnance du 12 octobre 1945 n'existait pas.

Les organismes de recherches, contrôlés par le B. R. P., directement ou indirectement, dans la limite des crédits qu'il distribue, sont les suivants :

La Régie autonome des pétroles ;
La Société nationale des pétroles d'Aquitaine ;
La Société nationale des pétroles du Languedoc méditerranéen ;
Pechelbronn S. A. E. M. et le S. E. R. P. (Alsace) ;
La Société chrétienne des pétroles (Maroc) ;
La S. N. Repal (Algérie) ;
La S. E. R. E. P. T. (Tunisie) ;
La Société des pétroles d'Afrique équatoriale (Gabon) ;
La Société des pétroles de Madagascar (Madagascar).
Deux sociétés à majorité étrangère ne sont pas contrôlées par le B. R. P. :

La S. N. A. P. (groupe Gulf-Serept) (Tunisie) ;
La C. P. D. T. (groupe Shell-Serept) (Tunisie).
L'action de la direction des carburants, par l'intermédiaire des fonctionnaires du B. R. P., a présenté des avantages particulièrement appréciables pour toute période de lancement ; elle a permis une sage coordination et la continuité dans l'effort.

CHAPITRE IV.

LE DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL (1)

Alors qu'en 1945 le B. R. P. ne disposait que de renseignements épars et insuffisants à la préparation d'un programme cohérent et convenablement articulé, l'expérience depuis lors acquise a permis d'établir des projets assez précis.

Le plan envisagé, échelonné sur cinq ans et révisable chaque année, a d'ailleurs été plusieurs fois évoqué au cours de réunions du comité géologique. Déjà, en novembre 1948, ce comité décidait l'établissement d'un projet provisoire étendu à la période 1949-1953 et, après en avoir confié l'étude détaillée à des sous-commissions spécialisées, en approuvait la teneur dans sa session de juillet 1949.

Ce projet, rapporté en avril 1950 par le B. R. P. devant son conseil géologique restreint, a été inscrit en priorité parmi les délibérations du comité géologique du B. R. P., réuni en session plénière, à partir du 2 mai de la même année.

Analysé en détail, bassin par bassin, dans le dossier remis aux membres de la mission, il peut se résumer comme suit :

Compte tenu de coefficients de réévaluation appropriés, le premier plan quinquennal aura porté sur un montant d'environ 40 milliards de francs d'investissements, dont une partie, 8 milliards de francs environ, a servi à l'acquisition d'environ trente appareils complets, dont quinze sondeuses lourdes.

Le second plan quinquennal 1951-1955 prévoit un ensemble d'investissements atteignant 50 milliards de francs, réparti, dans ses lignes générales, à raison d'environ :

16 milliards de francs dans la métropole ;
18 milliards de francs en Afrique du Nord ;
8 milliards de francs dans les différents territoires d'Afrique noire ;
8 milliards pour un fonds de renouvellement et de modernisation du matériel.

Les acquisitions d'appareils neufs figurent dans cet ensemble pour un montant de 2,5 milliards de francs ; les opérations de recherches portent, par contre, sur des dépenses de fonctionnement au moins égales à 47,5 milliards de francs et supérieures d'environ 50 p. 100 aux dépenses de même nature réalisées au titre du premier plan quinquennal.

A cet égard, il n'est pas sans intérêt d'insister sur le fait que cette répartition de dépenses, entièrement en faveur de l'exploration proprement dite, conduit à un effort de recherches nettement supérieur à celui des cinq années passées, puisqu'une partie des dépenses encourues au titre du premier plan quinquennal a servi, à concurrence de trois milliards de francs environ, à financer les exploitations de Saint-Marcel et de l'oued Beth (Maroc).

Les dépenses ci-dessus ont fait l'objet de propositions de répartition qui aboutissent au tableau ci-après :

D'abord dans le temps (en millions de francs) :

Métropole: 1951, 3.560; 1952, 3.100; 1953, 3.380; 1954, 2.800; 1955, 2.280. — Total, 15.120.

Maroc: 1951, 990; 1952, 1.190; 1953, 1.020; 1954, 910; 1955, 840. — Total, 4.950.

Algérie: 1951, 700; 1952, 960; 1953, 1.110; 1954, 1.070; 1955, 1.080. — Total, 4.920.

Tunisie: 1951, 1.265; 1952, 1.665; 1953, 1.635; 1954, 1.830; 1955, 1.775. — Total, 8.170.

Afrique noire: 1951, 1.310; 1952, 1.460; 1953, 1.760; 1954, 1.710; 1955, 1.750. — Total, 8.020.

Fonds de renouvellement du matériel et du parc: 1951, 1.300; 1952, 1.350; 1953, 1.480; 1954, 1.500; 1955, 1.370. — Total, 7.000.

Frais financiers: 1951, 220; 1952, 230; 1953, 220; 1954, 220; 1955, 210. — Total, 1.100.

(1) Résumé des indications fournies par le B. R. P.

Etudes générales B. R. P.: 1951, 55; 1952, 45; 1953, 95; 1954, 80; 1955, 95. — Total, 320.

Total: 1951, 9.400; 1952, 10.000; 1953, 10.700; 1954, 10.150; 1955, 9.400. — Total, 49.650.

Total arrondi à: 1951, 9.500; 1952, 10.000; 1953, 10.750; 1954, 10.250; 1955, 9.500. — Total, 50.000.

Puis au titre des participations demandées aux fonds publics métropolitains (en millions de francs) :

R. A. P.: 1951, néant; 1952, néant; 1953, néant; 1954, néant; 1955, néant. — Total, néant.

S. N. P. A. (75 p. 100): 1951, 480; 1952, 405; 1953, 390; 1954, 325; 1955, 270. — Total, 1.870.

S. N. P. L. M. (85 p. 100): 1951, 520; 1952, 520; 1953, 510; 1954, 460; 1955, 320. — Total, 2.330.

Pechelbronn (2/3): 1951, 300; 1952, 335; 1953, 330; 1954, 250; 1955, 235. — Total, 1.450.

Syndicat d'Alsace (45 p. 100): 1951, 70; 1952, 70; 1953, 70; 1954, 50; 1955, 40. — Total, 300.

Maroc (45 p. 100): 1951, 410; 1952, 530; 1953, 450; 1954, 405; 1955, 370. — Total, 2.165.

Algérie (50 p. 100): 1951, 350; 1952, 480; 1953, 555; 1954, 535; 1955, 510. — Total, 2.460.

Tunisie (S. E. R. E. P. T.) (60 p. 100): 1951, 460; 1952, 550; 1953, 530; 1954, 500; 1955, 465. — Total, 2.505.

Tunisie (étrangers) (20 p. 100): 1951, 100; 1952, 150; 1953, 150; 1954, 200; 1955, 200. — Total, 800.

Gabon-Madagascar (80 p. 100): 1951, 860; 1952, 980; 1953, 980; 1954, 890; 1955, 650. — Total, 4.360.

Afrique noire (90 p. 100): 1951, 210; 1952, 210; 1953, 480; 1954, 570; 1955, 850. — Total, 2.320.

Renouvellement et frais financiers (50 p. 100): 1951, 760; 1952, 790; 1953, 850; 1954, 860; 1955, 790. — Total, 4.050.

Etudes générales à entreprendre: 1951, 50; 1952, 30; 1953, 55; 1954, 55; 1955, 90. — Total, 280.

Total: 1951, 4.600; 1952, 5.050; 1953, 5.350; 1954, 5.100; 1955, 4.820. — Total, 21.920.

Total arrondi à: 1951, 4.600; 1952, 5.000; 1953, 5.500; 1954, 5.100; 1955, 4.800. — Total, 25.000.

Les participations aux augmentations de capital et dépenses des divers organismes et sociétés peuvent être évaluées d'après le deuxième tableau ci-dessus à une quinzaine de milliards, si on calcule la part dans les dépenses non couvertes par les fonds publics ou métropolitains.

Les crédits d'engagement prévus s'élèvent au total à 20 milliards soit :

3.600 millions en 1951; 4 milliards en 1952; 4.500 millions en 1953; 4.100 millions en 1954; 3.800 millions en 1955.

Le reliquat du plan de 50 milliards est fourni essentiellement par les bénéfices de la R. A. P. dont 5 milliards sont mis à la disposition de l'Etat (20 + 5 = 25 milliards) et 40 milliards servant à l'autofinancement par la R. A. P. qui exécute elle-même en régie un important programme de recherches.

La part laissée aux capitaux privés et aux territoires intéressés dans le financement d'après le tableau précédent est dès lors théorique. Rien n'est prévu en fait pour assurer le financement effectif des sommes constituant la différence entre le montant de l'aide de l'Etat (métropole) et le montant des dépenses.

Cependant, afin d'orienter au mieux, dans la limite des hypothèses possibles, la répartition des crédits, aucune des régions géographiques étudiées n'a été écartée. Il n'est pas apparu raisonnable, en effet, de diriger tous les crédits nouveaux envisagés sur les sources de pétrole les mieux connues, telles que les gisements de Saint-Marcel ou de Lacq. Un champ s'exploite à une cadence qu'on ne saurait accélérer indûment, à peine de mal le connaître; l'exploration poussée à fond, dans les plus courts délais, et par tous les moyens, conduit, si les champs prospectés n'ont pas la richesse espérée, à un épuisement des crédits sans qu'on ait le moindre indice sur d'autres possibilités.

A premier examen, le programme a été assez étendu et comporte, d'une part, une étude systématique des terrains déjà connus en partie comme pouvant être intéressants et d'autre part des études préliminaires de périmètres qu'on suppose être prospectables, quitte à pousser plus à fond au cas où ces études s'avèreraient favorables.

Le plan est néanmoins insuffisant pour certaines régions prometteuses et les rédacteurs paraissent avoir été hantés par la crainte du manque de ressources.

En Afrique noire et notamment au Gabon, la recherche est particulièrement onéreuse en raison des frais énormes de mise en place du matériel et d'exploration; l'absence de moyens de transport et le climat accroissant considérablement les charges.

Est-ce une raison pour y réduire pendant cinq ans l'activité actuelle au point de n'y plus laisser qu'un seul appareil ?

C'est dès lors tout le problème du financement des travaux dans des zones plus difficiles qui est ainsi posé: la France peut-elle faire l'effort par ses seuls moyens; ou faut-il, comme en Tunisie, prévoir des concours amis, dans des conditions bien définies. Le plan ne répond pas à cette question (1).

Est-il condamnable pour autant? Est-il suffisant? Certainement pas, au contraire.

(1) Le détail de tous les travaux prévus par le deuxième plan quinquennal se trouve dans le rapport du conseil géologique du 25 avril 1950, que nous invitons nos collègues à consulter pour plus amples informations.

Et à cet égard, nous ne saurions mieux faire que de citer en exergue le passage suivant du rapport de l'Union des chambres syndicales des industries du pétrole publié fin octobre 1950 :

« Bien que Pechelbronn produise, depuis 1735, du pétrole par puits et galeries de mines, ce n'est que quelques années avant la deuxième guerre mondiale, et à l'inspiration de l'office national des combustibles liquides, que la France a inauguré une politique de la recherche.

« Cette politique a permis, le 14 juillet 1939, d'aboutir à la découverte du gisement de gaz de Saint-Marcel.

« Depuis la guerre, sous la forte impulsion de l'actuelle direction des carburants, l'investigation des terrains sédimentaires de la France et de l'Union française a été systématiquement entreprise et, si les moyens mis en œuvre sont encore insuffisants, du moins sont-ils d'un ordre de grandeur tel qu'il nous permettent d'envisager aujourd'hui la possibilité du succès. »

Mais la mise en œuvre de moyens plus vastes pose le problème de la structure de la recherche.

Une analyse des conséquences de celle-ci nous paraît donc nécessaire.

CHAPITRE V.

OBSERVATIONS SUR LES METHODES MISES EN ŒUVRE DEPUIS 1945

À sa création, le B. R. P. répondait à un réel besoin. L'équipe de la direction des carburants voulait que la France produisit un jour une part essentielle de son pétrole brut. Elle contrôlait la R. A. P. qui depuis cinq ans n'avait pas déçu les espoirs.

Dans le climat d'anarchie, de méfiances réciproques, de luttes, de tendances, de poussées nationalisatrices qui régna pendant deux ans, souvent contre le gré de certains ministres, il était impossible de trouver des capitaux frais, privés, surtout dans une industrie où les investissements, nous l'avons vu, sont aléatoires à moins d'énormes dépenses répartissant les risques.

Et pourtant il fallait commencer à chercher du pétrole, afin que la France, à cet égard, cessât un jour de vivre de la « charité internationale publique » ou payât un lourd tribut de devises étrangères.

Une seule solution : profiter de la réussite de la R. A. P. pour persévérer dans une voie analogue.

Et nous ne saurions trop féliciter MM. Guillaumat, Moch, Dumas, Blancard et tous leurs collaborateurs de leur ténacité, dont le fruit est devant nous.

La structure administrative qui fut la conséquence de cette situation eut aussi pour mérites :

D'assurer un travail efficace, sans bruit ni publicité ;

De ne pas inquiéter les raffineurs et mieux même, de les inciter à coopérer ;

D'éviter la politisation dont souffrirent d'autres entreprises publiques.

Enfin, si l'on regarde ce qui fut fait, avec le concours du fonds de modernisation et d'équipement, en faveur d'autres secteurs industriels et souvent avec un luxe de dépenses déraisonnables, on doit reconnaître à quel point fut satisfaisante une méthode consistant, à appeler dans une industrie difficile, des capitaux d'Etat dans un moment où leur orientation naturelle était plutôt celle des demandeurs à large influence politique (S. N. C. F., Charbonnages de France, E. D. F., etc.).

Il fallait donc que le temps permit d'arriver à certains résultats pour que les raisons qui prévalurent en faveur d'une organisation donnée s'effacent devant celles militent en faveur d'une structure différente, dans un climat d'un tout autre ordre.

Ceci dit, voyons quels sont les inconvénients actuels de la présente organisation.

Par un phénomène, en quelque sorte d'automatisme, dont l'origine remonte à l'hésitation des épargnants et sociétés de capitaux à effectuer des investissements dans la recherche du pétrole, devant une politique fiscale condamnant le succès et le gain comme contrepartie du risque, ce sont des établissements publics ou des entreprises publiques ou d'économie mixte dont l'Etat est majoritaire qui ont la haute main sur la recherche du pétrole en France.

Un véritable trust d'Etat s'est constitué sous le couvert de l'ordonnance du 12 octobre 1945, instituant le B. R. P., lui-même émanation directe de la direction des carburants, maître absolu de la R. A. P. et presque absolu de toutes les autres entreprises existantes.

La confusion totale des pouvoirs entre l'administration de tutelle et une entreprise comme la régie autonome des pétroles, qui pouvait être considérée comme accidentelle, s'est étendue à presque toute l'industrie française de la recherche du pétrole ; seules échappent pour partie à cet état de choses, et encore dans les limites de la liberté relative que donne aux autres actionnaires la possession par l'Etat de 35 p. 100 du capital d'une entreprise, la C. P. D. T. et la S. N. A. P. en Tunisie.

Par la « bande », sans le dire, la recherche du pétrole dans l'Union française est pour l'essentiel nationalisée au moment où dans chaque pays gros producteur, à l'exclusion de l'U. R. S. S. et du Mexique, les pouvoirs publics laissent aux entreprises de la profession une grande indépendance (tout au moins de jure) vis-à-vis de l'Etat, ne serait-ce qu'en raison des interférences d'intérêts dans la plupart des pays et la nécessité d'éviter qu'indirectement, un Etat pèse sur la politique d'un autre par le biais des intérêts directs du premier dans une entreprise exploitant sur le territoire du second (1).

(1) Le Venezuela n'autorise pas une société d'Etat à s'intéresser à des recherches de pétrole sur son sol.

La situation ainsi créée en France va maintenant, et de ce fait, à l'encontre du but recherché. En effet :

a) Le nationalisme étroit des ressortissants d'une activité économique est devenu, contre le gré même de nombre de leurs auteurs, le corollaire de la nationalisation de fait ou de droit ; il aboutit à une certaine xénophobie, incompatible avec la notion de la coopération économique.

Si les résultats étaient miraculeux, si malgré cette tendance la production en 1950 du « pétrole français 100 p. 100 » atteignait le montant des besoins, le mal serait déjà sérieux, le succès ayant souvent pour effet de surcharger une industrie riche, d'éléments improductifs, dont la charge finit par rejaillir sur le prix de revient.

A fortiori, lorsque la production nationale n'atteint pas 2 p. 100 des besoins, on doit se garder d'une certaine froideur vis-à-vis de ceux qui, à la fois, sont les fournisseurs des 98 p. 100 manquants et possèdent d'énormes réserves connues d'appoint, nécessaires à notre économie ;

b) Plus s'étend l'emprise de l'administration et de l'Etat dans un domaine, moins aisément les capitaux privés viennent apporter leur concours, soit parce que l'Etat, fondateur de certaines entreprises, est réputé vouloir faire payer trop cher son désintéressement, soit parce que la part de l'Etat sera un jour telle que l'industrie privée et l'épargne trouveront l'effort trop grand et laisseront se faire la nationalisation intégrale (1).

Au surplus, les entreprises de recherches étant en immense majorité des établissements publics ou des sociétés ou organismes dans lesquels l'Etat est majoritaire, la liberté d'action et d'initiative de leurs dirigeants est tempérée par le fait qu'étant fonctionnaires en exercice, ils ne sont pas les véritables maîtres des affaires qu'ils dirigent, mais, au contraire, sont sujets aux incidents provenant des oppositions d'opinions et, en fait, au désaveu, quand leur désaccord avec le ministère de tutelle éclate ;

c) Qu'il s'agisse du statut du personnel, du droit de licenciement ou d'embauche, des règles de gestion, la lourdeur administrative règne, et nous connaissons des cas où des hommes éprouvés, passionnés par leur tâche, quitteraient volontiers l'établissement public qui les emploie pour une entreprise privée de même activité, ne serait-ce que pour pouvoir « en paix » faire de la technique et réussir ;

d) Plus se développeront les recherches, plus les capitaux d'investissements devront être importants, même si le succès permet à l'autofinancement de jouer une part essentielle dans les dépenses nouvelles. La charge énorme de l'Etat en dépenses incompressibles pour de faibles gouvernements mis en face d'engagements nationaux et internationaux très importants, risque dès lors de peser lourdement sur les investissements que réclame la recherche. Ainsi, la cadence des travaux sera notablement ralentie, alors qu'elle devrait être accélérée à la lumière des résultats. ce qui est impossible sans que soit assuré le relais du capital privé ;

e) Déjà, le marché financier absorbe difficilement les obligations de sociétés cotées, tant le Français a appris à se méfier des valeurs à revenu fixe, en période de secousses monétaires. Nous ne le pensons pas suffisamment naïf pour accepter de bon cœur de souscrire à des obligations émises par des établissements publics pour réaliser des investissements risqués, même si les conditions d'émission sont avantageuses ;

f) La loi du 6 janvier 1948, article 23 (2), supprime, en fait, toute protection au pétrole national, en remplaçant le droit de douane par une taxe intérieure uniforme ;

g) Le fonds de soutien des carburants nationaux créé par l'article 18 de la loi du 27 mai 1950, qui, suivant l'exposé des motifs devait « assurer correctement et continuellement les tâches qu'impose une politique ordonnée et raisonnable en matière de carburants nationaux », a dès sa création partiellement dévié de son but.

Bien que la R. A. P. réalise dès à présent des bénéfices très importants, le comité du fonds (dont le président de la R. A. P. fait partie à titre de délégué général du B. R. P.) a fait décider par les ministères de tutelle (décision ministérielle du 22 août 1950) que jusqu'à la fin de 1953, c'est-à-dire pendant trois ans et demi, il serait versé à la R. A. P. par le fonds de soutien une somme de l'ordre de 500 millions de francs par an (3).

Ainsi le fonds de soutien, après avoir apporté l'aide nécessaire aux invalides de la profession, prend prétexte du principe de l'égalité de traitement à l'égard de tous les pétroles nationaux pour subventionner la R. A. P. à raison d'un demi-milliard par an, écartant ainsi les fonds mis à sa disposition de l'objet voulu par le législateur ;

(1) C'est d'ailleurs ce qui se passe à l'heure actuelle étant donné la cadence accélérée des augmentations de capital des sociétés de recherches.

(2) Suivant l'article 23 de la loi du 6 janvier 1948, tous les produits pétroliers sortant d'une raffinerie sont assujettis à des taxes intérieures figurant au tarif principal des droits de douane, y compris les produits sortant d'une usine de production nationale (article 250, codes douanes, chapitre III).

(3) La décision du 22 août 1950 accordant un soutien à la R. A. P. jusqu'à la fin de 1953 est signée du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques. Le soutien prévu pour 1951 sera supérieur à 500 millions, soit 10 p. 100 environ de la totalité du montant du fonds de soutien.

(4) Prévisions des subventions pour la période du 1^{er} juillet 1950 au 31 décembre 1950 pour Pechelbronn et R. A. P.

Pechelbronn: 13.000 francs à la tonne, soit 450 millions de francs pour le semestre.

R. A. P.: 7.500 tonnes essence: 47.897 francs à la tonne, 3.500 tonnes butane: 21.114 francs à la tonne, 2.500 tonnes propane: 21.114 francs à la tonne, 1.000 tonnes pétrole: 32.882 francs à la tonne, soit 260.258.000 francs pour le semestre.

h) Les réinvestissements des entreprises contrôlées par l'Etat sont poussés à l'extrême, ce qui a pour effet de confondre dans l'esprit du public recherches et exploitation, alors que les investissements déjà réalisés sont de deux sortes: les « rentables », c'est-à-dire ceux effectués à Saint-Marcel et à Lacq, et ceux encore « problématiques », mais raisonnés (Languedoc, Algérie, Sud Tunisien, Sahara); dès lors, le public ignore les profits que peut donner une exploitation réussie;

i) L'industrie de la recherche demeure malgré elle un club fermé, composé de représentants de l'administration et de quelques grands groupes; et dès lors, le public est laissé dans une large ignorance du problème, alors qu'il faudrait le rendre « avide de pétrole » en faisant sentir à l'épargnant, petit ou grand, l'intérêt financier d'une participation effective à un effort de recherches. Et la cadence accélérée des augmentations de capital sans profit visible complète cette ignorance par un sentiment de crainte d'investissements énormes sans contrepartie.

Il a semblé à votre commission que ces différentes remarques conduisaient à envisager d'apporter des modifications à la structure actuelle et à l'articulation des entreprises de recherches de pétrole.

CHAPITRE VI

LE PROGRAMME A REALISER ET LES SOLUTIONS POSSIBLES

La commission a tout d'abord fait porter son examen sur l'importance du programme envisagé. Ce n'est qu'après avoir déterminé l'effort d'ensemble à susciter qu'ont pu être envisagés les moyens à mettre en œuvre pour atteindre le but poursuivi; les solutions financières ont ainsi été passées en revue.

A. — Le programme à réaliser.

L'importance du programme doit être en rapport avec les résultats à atteindre. En se basant sur l'exemple des Etats-Unis, pays où il a été forcé le plus de trous, dans des terrains s'apparentant *a priori* davantage au nôtre que le Moyen-Orient (réserve faite de l'inconnue saharienne), il est possible de chiffrer l'ordre de grandeur de la dépense totale nécessaire pour découvrir en France une production de pétrole correspondant à nos besoins et estimée pour l'instant au minimum de 12 millions de tonnes par an. Aux Etats-Unis, la découverte d'une telle production représenterait, dans l'état actuel des connaissances, une dépense totale de 720 millions de dollars, soit 250 milliards de francs (voir chapitre I).

Mais, aux Etats-Unis, les recherches nouvelles profitent des travaux et des réussites des années passées, au point que les chances moyennes de succès d'un « new field wildcat » sont estimées à 1 sur 8,85 (moyenne des six dernières années d'après *Oil and Gas* du 11 mai 1950) alors qu'en France les chances ne doivent guère dépasser 1/15 ou 1/20 dans l'état actuel de nos connaissances, tout au moins pendant les années de démarrage.

L'effort à faire en France pour découvrir une production de 12 millions de tonnes par an serait ainsi de 40 milliards de francs par an pendant dix ans. Avec un effort de 20 milliards par an, il faudrait vingt ans pour arriver au même résultat, mais les premières réussites stimuleraient certainement les recherches.

En tout état de cause, il importe donc d'augmenter progressivement et très sérieusement l'effort actuel qui n'est que de 9 à 10 milliards de francs par an. Si nous ne disposons que de nos propres ressources, nous devons considérer comme un effort minimum d'investir 12 milliards de francs en 1951, 15 milliards en 1952, 18 milliards en 1953, 20 milliards en 1954, 25 milliards en 1955, soit 90 milliards au total en cinq ans et 18 milliards par an en moyenne.

Un tel effort de 90 milliards de francs correspondant au cinquième de l'effort total optimum de 400 milliards en dix ans, devrait permettre, toutes proportions gardées, de découvrir des gisements assurant une production annuelle de pétrole de 2.500.000 tonnes, assurée pendant une durée minimum de dix ans, c'est-à-dire des réserves de 25 millions de tonnes valant 200 milliards de francs.

Dans l'hypothèse d'une révision sérieuse du programme des investissements et de l'apport massif de concours extérieurs bien choisis, et cela aussi bien en capitaux qu'en matériel, les chiffres ci-dessus pourraient être sérieusement augmentés.

Votre commission a estimé que « le jeu en valait la chandelle ». Mais de jouer présuppose que cesse cette mystique curieuse qui veut, d'une part, qu'au comité consultatif de l'utilisation de l'énergie, certains ne considèrent le pétrole comme l'ennemi héréditaire du charbon national auquel vont toutes les tendresses gouvernementales, d'autre part, que tout investissement étranger soit considéré comme une menace de domestication de notre politique.

B. — Les moyens à mettre en œuvre.

Les objectifs étant connus, plusieurs solutions peuvent sembler susceptibles d'être adoptées pour permettre un accroissement de l'effort.

On sait que dans la situation actuelle, l'Etat se trouve dans la métropole, à peu près le seul prospecteur de pétrole (1) et le seul exploitant capable à sa seule discrétion d'appeler, théoriquement, les capitaux importants. Il n'en est pas différemment outre-mer, sauf en Tunisie (et encore, dans ce pays, l'Etat doit-il, à peine de perdre sa place, participer à l'effort des sociétés à capitaux majori-

taires étrangers, en donnant à la S. E. R. E. P. T. le moyen d'utiliser ses droits de souscriptions) (1).

Un certain nombre de solutions sont susceptibles d'être envisagées pour modifier le cadre dans lequel s'inscrit le nouvel effort nécessaire. Si l'on excepte les constructions purement théoriques, trois types de solutions demeurent:

1° Conserver à l'Etat ses mêmes responsabilités et intérêts mais, dès lors, s'engager à lui donner tous les moyens de réaliser le programme nécessaire;

2° Laisser aux capitaux privés le soin d'assurer « le relais » ce qui revient à limiter l'effort de l'Etat à ce qui a déjà été réalisé, en le laissant devenir peu à peu, dans les quinze ou vingt années à venir, un partenaire minoritaire (l'influence décroissante de la puissance publique appelant, dans ce cas, certaines garanties destinées à faire prévaloir l'intérêt général);

3° Associer efficacement l'initiative privée et l'Etat, c'est-à-dire répartir les charges d'investissements entre les capitaux publics et les capitaux privés. Ceci suppose que l'on pourra déterminer les facteurs du véritable équilibre d'un système de cette nature.

Indépendamment d'une prise de position sur les réformes de structure à apporter, il apparaît indispensable d'envisager également des moyens financiers, des mesures fiscales et douanières pour encourager, développer les recherches entreprises.

On ne saurait enfin négliger d'autres moyens directs de développer l'industrie de la recherche pétrolière. Tel est bien le cas de ceux qu'on pourrait appeler des moyens « humains » qui répondent à des soucis d'ordre technique, comme à des préoccupations d'ordre social. S'il est une industrie où il n'y a pas de permanence d'emploi, ni de stabilité à l'échelon de la main-d'œuvre locale, c'est bien l'industrie de la recherche pétrolière. Certes, dans la mesure où des crédits auront été prévus à l'échelle du programme, les risques de chômage seront exclus. Mais on sait qu'une région supposée productive peut ne pas l'être et que, dès lors, le travail doit être reporté, souvent très loin du point de départ.

Et dans le climat actuel, des transferts de main-d'œuvre ne sont pas chose aisée. S'il est donc essentiel de former au plus vite une bonne main-d'œuvre, il est essentiel aussi de ne point lui donner un statut qui tende à la fixer sur place ou lui donner le goût de la vie sédentaire. On ne peut être pionnier et parafonctionnaire, à moins d'être un saint et ce n'est pas monnaie courante.

Pour permettre à la commission d'asseoir son jugement sur des considérations plus précises, votre rapporteur s'est attaché à commenter les aspects financiers des solutions considérées comme susceptibles d'être retenues.

Il est bien entendu que de tels commentaires ne peuvent avoir qu'un caractère indicatif. Au surplus, les solutions extrêmes comme la nationalisation pure et simple ou l'abandon à la seule initiative privée de l'industrie de la recherche et de l'exploitation du pétrole n'ont pas été retenues: votre commission les a écartées dans la première partie de ses travaux:

1° La solution la plus étatique conduit à demander à l'Etat, c'est-à-dire à la collectivité, de financer tous les investissements nouveaux non couverts par l'autofinancement que peut assurer la R.A.P. Pour pouvoir réaliser le programme minimum indispensable de 75 à 90 milliards de francs environ en cinq ans, il faudrait que le budget de l'Etat fournisse 25 à 40 milliards supplémentaires au lieu des 20 milliards prévus, soit 45 à 60 milliards de francs au total et 9 à 12 milliards par an au lieu de 4.

Encore peut-on se demander si une telle solution, qui conduirait de toute évidence à brève échéance à la nationalisation intégrale, ne serait pas de nature à écarter une bonne partie des 15 milliards attendus des capitaux privés et des territoires d'outre-mer, dans quel cas c'est 10 à 15 milliards par an que le budget de l'Etat devrait fournir et non plus 9 à 12 milliards.

Il appartiendrait finalement dans cette solution au Gouvernement de prélever les 10 à 15 milliards de francs nécessaires chaque année sur d'autres parties prenantes, par exemple: Charbonnages de France, Société nationale des chemins de fer français, distillateurs d'alcools et betteraviers, O. N. I. C. On ne saurait mésestimer la difficulté d'un choix en cette matière. Cette solution ne diffère pas profondément de la structure actuelle. Mais il faut bien répéter qu'une telle solution postule que le Gouvernement est décidé à prélever 10 à 15 milliards par an sur les autres parties prenantes. Les difficultés majeures restent, d'ailleurs, sans remède. En effet, le capital privé hésite à s'investir dans une industrie chaque jour plus étatisée et le mal n'a fait que s'accroître au fur et à mesure des augmentations de capital non suivies par l'initiative privée.

Dans ces conditions, l'étatisation totale est la conclusion inéluctable des défauts du système.

2° Les solutions les moins étatiques consistent à laisser les capitaux privés assurer tout le financement de la recherche et de l'exploitation à partir de 1951. Cela revient à leur demander 75 à 90 milliards, c'est-à-dire 15 à 18 milliards par an pour une industrie qui ne cesse d'être aléatoire que dans la mesure où les capitaux se répartissent entre toutes les sources possibles.

Juridiquement les modifications de l'ensemble du système pourraient, dans ce cas, être les suivantes:

La R. A. P. serait transformée en société anonyme, les autres sociétés: S. N. P. A.; S. N. P. L. M.; S. N. R. E. P. A. L.; S. E. R. E. P. T., Chérienne des pétroles, etc. verraient leurs augmentations de capital entièrement réservées aux capitaux privés, soit par souscription directe, soit de préférence par le truchement d'une société de financement dite F. I. N. A. R. E. P. à laquelle serait apportée en totalité ou en partie, la R. A. P. ou à laquelle serait assurée une part des recettes nettes de la R. A. P.; ces augmentations de capital

(1) La S. E. R. E. P. T. délient 35 p. 100 des actions de la S. N. A. P. et de la C. P. D. T.

(1) Les activités de la Compagnie française des pétroles s'exercent essentiellement hors de France, notamment au Moyen et Proche-Orient.

auraient pour montant limite celui des investissements nécessaires pendant la durée du plan. Et toutes les nouvelles sociétés seraient à capital exclusivement privé.

A partir de 1955, l'importance de la production nationale de pétrole (2.500.000 tonnes) devrait être suffisante pour assurer le développement normal du financement.

Ici l'obstacle majeur tiendrait certainement à la difficulté de faire appel de façon aussi massive au marché financier déjà si lourdement sollicité par ce qu'il est devenu coutumier d'appeler les nécessités du crédit public.

3° Les solutions du type intermédiaire se caractérisent essentiellement par une répartition des intérêts, des risques et, par conséquent, des profits entre l'Etat et l'initiative privée :

D'une part, en accordant à l'Etat, en contrepartie de son concours initial, une rémunération proportionnelle aux résultats et qui lui permette dans le temps, à la fois d'amortir ses avances et de valoriser à leur juste prix les intérêts qu'il a pris dans les organismes qu'il a créés ;

D'autre part, en laissant à l'Etat son rôle d'orienteur, de moteur dans le développement de la recherche et de la production, c'est-à-dire en lui assurant, au sein desdits organismes, un rôle de coordinateur, à la fois par le truchement d'un conseil national du pétrole canalisant les travaux et les investissements, et d'une organisme de financement alimenté par des fonds publics ;

Et enfin, en réservant aux capitaux privés une part telle du capital nouveau à souscrire dans les entreprises non encore rentables ou à venir et du capital existant des entreprises rentables (S. N. P. A., R. A. P.) qu'ils y aient un intérêt substantiel, sinon la majorité. L'Etat conserverait directement ou non une part suffisante pour veiller « de l'intérieur des entreprises » au respect de la coordination et d'une politique conforme à l'intérêt national.

Les diverses variantes que ces solutions peuvent comporter seront décrites plus loin. Elles se rattachent toutes à l'idée principale de la répartition des risques et par voie de conséquence de la répartition des profits. Certes, il faut compter ici avec le réflexe naturel qu'auraient les épargnants à investir leurs capitaux dans les entreprises déjà bénéficiaires. Il importe donc de placer, entre les capitaux et les entreprises, un moyen de diffusion qui puisse autant que possible éviter le déséquilibre des investissements, sans pour autant freiner des initiatives qui pourraient s'avérer heureuses.

CHAPITRE VII

LES PROPOSITIONS SOUMISES A LA COMMISSION

Avant de vous donner connaissance des conclusions auxquelles est arrivée votre commission de la production industrielle, avant d'analyser les principales étapes de ses délibérations au cours desquelles une contre-proposition fut notamment présentée, votre rapporteur a jugé utile d'exposer, dans le présent chapitre, l'ensemble des propositions qui étaient incluses dans son projet de rapport.

Dans la définition faite au précédent chapitre des trois types principaux de systèmes auxquels pourrait se rattacher une nouvelle organisation de la recherche des pétroles en France et dans les territoires d'outre-mer, les difficultés inhérentes à chacun d'eux ont été déjà indiquées. Votre rapporteur a résolument écarté la première solution dans laquelle l'Etat assurerait tous les frais et satisferait à tous les besoins des entreprises créées par lui ou dont il détiendrait une participation majoritaire. Il a été dit, en effet, que ce système conduit à une étatisation inéluctable que le Parlement n'a jamais recommandée. Son choix impliquerait d'ailleurs pour les finances publiques un effort que celles-ci sont moins que jamais à même de consentir. C'est pour des raisons voisines que le maintien du *statu quo* a été également écarté, car il a été dit, en effet, que celui-ci aboutirait pratiquement au même résultat à plus ou moins longue échéance.

Les propositions faites par votre rapporteur à la commission de la production industrielle peuvent être classées sous deux rubriques :

1° Les encouragements et la protection de la production nationale ;

2° Les modifications de structure à apporter à l'organisation de la recherche ; ces modifications consistant, d'une part, dans la création d'institutions nouvelles et dans la transformation des entreprises existantes.

I. — Les encouragements et la protection à apporter.

La nécessité de faire appel à l'épargne pour participer à l'effort d'investissement dans la recherche de pétrole conduit à une remarque préliminaire : à l'heure où les dévaluations successives et les incertitudes d'une fiscalité croissante ont amené les particuliers à se délier de tous les placements de capitaux, si ce n'est en or, « anonyme », il est indispensable de créer un véritable climat d'attraction pour les investissements pétroliers. Il est à la fois possible et nécessaire de faire naître un état d'esprit orienté vers de telles opérations financières, grâce à une protection raisonnable des entreprises rentables et de leur production. Il ne saurait être question de donner une garantie de bonne fin à toutes les opérations entreprises, et il serait certainement inopportun de faire disparaître le risque qui constitue la véritable justification du bénéfice. Les mesures proposées à la commission par son rapporteur tendent essentiellement à appliquer aux capitaux français investis dans la recherche du pétrole, ainsi qu'aux entreprises considérées, des avantages comparables à ceux octroyés aux capitaux américains, canadiens ou allemands dans les industries similaires. Cela suppose le refus d'une politique de routine à l'égard des investissements privés nécessaires au développement de la vie économique et sociale de la nation. C'est dans ces conditions que votre rapporteur a

proposé un ensemble de mesures d'ordre fiscal et douanier et d'ordre financier, savoir :

1° Du point de vue fiscal et douanier :

a) Une exonération au titre des B. I. C. et de la surtaxe progressive frappant les personnes morales et physiques à concurrence de 100 p. 100 des capitaux souscrits à l'émission d'actions nouvelles nominatives des sociétés de recherche de pétrole existantes ou à créer, en accord avec le conseil national du pétrole, à condition que lesdites actions soient conservées cinq ans par le souscripteur (1) ;

b) Un abattement de 50 p. 100 sur la taxe à la production et sur les transactions sur le pétrole national obtenu dans les gisements mis en exploitation après le 1^{er} janvier 1950, que compensera, le cas échéant, pour le budget, un accroissement de 40 centimes au titre de la taxe de 1,60 F actuellement réservée au fonds de soutien ;

c) Une exonération totale sur les profits des entreprises, soit de recherche de pétrole, soit de financement de la recherche du pétrole et qui auront été réinvestis dans la même industrie, dans le cadre de recommandations du conseil national du pétrole ;

d) Un barème raisonnable d'amortissement accéléré, d'une part des travaux de recherches et de prospection applicable aux dépenses de tous ordres s'y rapportant, ainsi qu'aux investissements et souscriptions (2), d'autre part, des matériels de forage et tubage des puits productifs ou non ;

e) Une protection douanière, bien entendu revisable, en baisse au fur et à mesure de l'augmentation de la production et de l'abaissement de son prix de revient, destinée à mettre à peu près à parité, et à qualités caractéristiques égales, ce prix Cif raffineries, le pétrole brut importé et le pétrole national ; la taxe à l'importation varierait suivant les origines et les prix Cif raffineries, et serait calculée de telle sorte que le total de la taxe de protection et de la fraction de taxe intérieure maintenue soit constant.

Certes, il est difficile de préciser l'importance de la protection à recommander, qui peut provisoirement osciller entre un maximum de 2 dollars par baril, soit en moyenne 18 dollars par tonne de pétrole brut, et un minimum de 1 dollar par baril, soit 9 dollars par tonne de pétrole brut, mais votre rapporteur a exprimé le souhait que cette protection bénéficie essentiellement à l'essence, aux huiles de graissage et aux fuels légers, par opposition aux fuels lourds ou d'autres produits de même ordre, afin d'éviter qu'une impression de protectionnisme systématique se dégage des recommandations susceptibles d'être faites.

En particulier, l'équilibre approprié d'une protection douanière et d'une dotation du fonds de soutien à telle ou telle production de dérivés du pétrole extraits dans l'Union française, permettrait de doser convenablement les mesures souhaitables.

2° Du point de vue financier :

a) L'amnistie fiscale totale aux capitaux investis sous forme de souscriptions en actions des sociétés de recherches pétrolières ou de sociétés financières promouvant la recherche de pétrole, ou toutes autres formes de financement desdites recherches ;

b) La possibilité pour les porteurs d'obligations d'entreprises nationalisées ou de dommages de guerre transférables, de faire accepter lesdites titres en souscription au capital privé pour un montant donné et dans une proportion déterminée eu égard au capital souscrit en numéraire ;

c) Une détermination plus raisonnable des dotations du fonds de soutien afin de soutenir seulement les efforts réels non encore rentables et de mettre fin à cette coûteuse politique consistant à doter de 6 milliards par an, au titre du fonds de soutien, les productions non rentables, et de 4 milliards seulement les recherches sérieuses de pétrole (3) ;

d) Une modification de la législation minière au profit de la recherche de pétrole, dans un esprit tel que la participation de l'Etat aux superbénéfices soit rendue fortement dégressive, enfin, dans les territoires d'outre-mer, qu'une moins grande liberté d'appréciation soit laissée aux assemblées locales en raison du caractère essentiellement technique et financier du problème posé.

II. — Les modifications de structure proposées.

Votre rapporteur a soumis à la commission des propositions tendant, d'une part, à la création d'institutions nouvelles intervenant dans l'orientation de la politique de la recherche et dans son financement et modifiant, d'autre part, la structure des entreprises existantes pour permettre un plus large appel aux capitaux privés.

Les traits principaux de ces propositions étaient les suivants :

En premier lieu, il serait institué un conseil national du pétrole chargé de donner son avis au Gouvernement sur l'orientation de la politique de la recherche et sur tous les problèmes intéressant le pétrole. Le conseil définirait les modifications éventuelles à apporter aux mesures prévues ci-dessus en faveur de cette industrie.

Deux organismes de financement seraient créés sous l'impulsion du conseil national et fonctionneraient sous sa tutelle.

Le premier, appelé caisse de gestion des fonds publics, prenant, dans une certaine mesure, la suite du B. R. P., assurerait la gestion

(1) Voir même, dans certains cas, de capitaux utilisés à racheter partie des intérêts de l'Etat avec les mêmes limitations de libre disposition des titres rachetés.

(2) Nous visons ici le cas de souscriptions en quelque sorte imposées par l'Etat aux compagnies françaises intéressées au pétrole à un titre quelconque et qu'elles conservent à leur bilan pour leur coût de souscription réévalué ou non.

(3) Il ne pourrait pas s'agir, bien entendu, de refuser tout concours à la synthèse de pétrole par des procédés du type Fischer Tropsch, qui dépendent essentiellement de la nature et du prix de revient du combustible solide ou gazeux de départ.

des fonds publics pour l'industrie du pétrole, le second destiné à faciliter le financement par fonds privés prenant la forme d'une société de financement (F. I. N. A. R. E. P.), dont le principe et la constitution avaient été prévus par la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 (art. 5 et 6).

Ces deux organismes assureraient, à leur tour, le premier, sous forme de prêts et éventuellement d'augmentations de capital pour la part réservée à l'Etat, le second, essentiellement par augmentation de capital, et accessoirement, par prêts, le financement des sociétés de recherche.

En second lieu, pour ce qui concerne les modifications de structure à apporter aux sociétés existantes, deux solutions ont été présentées dans l'ordre de préférence suivant :

La première, laissant aux capitaux privés la possibilité de s'assurer une part majoritaire, dans quel cas certaines garanties seraient données à l'Etat par des pouvoirs de contrôle et une représentation assortie d'un droit de veto.

La seconde solution accordant aux capitaux d'Etat une participation majoritaire; elle supposerait des garanties de gestion permettant une contribution sans réticence du capital privé.

1° Le conseil national du pétrole.

Nous avons déjà défini quelles devraient être les principales attributions du conseil national du pétrole qui devra, non seulement participer d'une façon fort importante à l'élaboration d'une politique de découverte et d'exploitation du pétrole, pourvoir à toute étude à cette fin et soumettre au Gouvernement toute mesure jugée utile, mais, en outre, sera compétent de la même manière sur tous les problèmes intéressant le pétrole.

Cet organisme devra avoir une toute autre action que le comité supérieur des carburants, constitué en application de l'ordonnance du 14 août 1945 qui ne se réunit pratiquement jamais.

Pour qu'il puisse jouer utilement son rôle, il importe qu'il soit composé de représentants de l'Etat, du Parlement et de l'initiative privée. Ces membres pourraient être nommés pour cinq ans, et la composition ci-dessous pourrait être proposée :

- Un représentant du ministre des finances;
- Un représentant du conseil général des mines;
- Un représentant du ministre de l'industrie et du commerce (le directeur des carburants);
- Un représentant du ministre de la France d'outre-mer (le directeur des mines);

Cinq représentants du Parlement (3 députés, 2 sénateurs) choisis parmi les membres des commissions de la production industrielle et des finances;

Le président de la caisse de gestion des fonds publics;

Le président de la F. I. N. A. R. E. P.;

Deux représentants des chambres syndicales intéressées (recherche et raffinage);

Deux représentants des banques, dont l'un au titre des établissements nationalisés.

Le conseil pourrait évoquer non seulement les questions industrielles, financières et commerciales, mais aussi les questions sociales dont nous avons déjà souligné l'importance dans l'industrie du pétrole.

Les programmes de la caisse de gestion des fonds publics et de la F. I. N. A. R. E. P. lui seraient soumis au minimum une fois par an.

Cet organisme pourrait être utilement consulté pour l'établissement du cahier des charges type, susceptible d'être imposé aux entreprises constituées sur le territoire de l'ensemble de l'Union française.

Ce cahier des charges pourrait prévoir notamment que, sauf entente directe avec les entreprises de raffinage d'une certaine capacité minimum (1 million de tonnes par exemple) les entreprises de recherches et d'exploitation ne devraient pas s'intéresser directement ou indirectement au raffinage du pétrole et autres industries chimiques s'y rattachant.

2° Les réformes de structure.

Première solution.

Elle comporte évidemment de nombreuses variantes et les propositions ci-dessous ont été présentées bien davantage comme des exemples ou des bases de discussion que comme des recommandations fermes et rigides.

1° Le B. R. P. devient la Caisse de gestion des fonds publics pour l'industrie du pétrole. Celle-ci est un établissement public doté de l'autonomie financière, mais soumis à toutes les règles d'usage de la matière.

Son objet est de recevoir les dotations budgétaires ou taxes de tous ordres destinées à encourager la recherche du pétrole, ou les sommes destinées au fonds de soutien et de les distribuer en fonction des décisions du conseil national du pétrole aux entreprises ou organismes ayant un programme de recherches approuvé par ledit conseil, et de financer directement des études géologiques ou géophysiques préparatoires approuvées par le même conseil.

En contrepartie de ses avances aux entreprises de recherches, il lui est accordé contractuellement, sur toute la production des entreprises bénéficiaires des prêts, une redevance raisonnable à la tonne de brut ou au mètre cube de gaz produit, à due concurrence des avances et pendant un délai de dix ans à dater du remboursement intégral.

Son conseil d'administration est composé de trois représentants de l'Etat (finances, production industrielle, territoires d'outre-mer) et de trois représentants de la profession, choisis au sein de la chambre syndicale et désignés par elle.

Les membres du conseil sont nommés pour cinq ans,

Les fonctions des administrateurs sont rémunérées en fonction de l'évolution de l'industrie considérée;

2° La F. I. N. A. R. E. P. est constituée au capital initial de 20 milliards de francs dont 8 au maximum serviront à payer à l'Etat le prix de cession par lui à la F. I. N. A. R. E. P. d'une prise de participation dans la R. A. P. et, en outre, d'une fraction de ses droits (intérêts, actions ou parts syndicales) dans la S. N. P. A., la S. N. P. L. M., la S. N. Repal, la S. E. R. E. T. P. T., la Société des Pétroles d'Afrique équatoriale française, la Société des Pétroles de Madagascar, le Syndicat d'études et de recherches de pétrole en Alsace, la Société chrétienne des pétroles, etc. (1) (2).

Son objet sera, à l'exclusion de tous actes de commerce (vente ou achat de produits pétroliers ou autres) le financement des recherches de pétrole des sociétés dans lesquelles elle a des participations et toutes autres éventuelles à créer. Les revenus provenant de ces participations bénéficieront, non seulement des mesures prévues ci-dessus, mais encore des dispositions de l'article 151 ter du code fiscal des valeurs mobilières. Par contre, la garantie d'intérêts prévue à l'article 16 de la loi du 8 avril 1949 ne serait pas reconduite, le développement de la production de Lacq et des recettes de la R. A. P. constituant pour les capitaux investis une garantie suffisante, dès lors que la R. A. P. et la S. N. P. A. sont bénéficiaires et ne sont pas obligés de se livrer à des investissements qui absorbent tous leurs profits.

Le conseil de la F. I. N. A. R. E. P. sera composé de personnalités de la finance et de l'industrie. Un commissaire du Gouvernement y siègera.

Il sera exigé des administrateurs de la F. I. N. A. R. E. P. la détention de 100 actions de 5.000 F de cette dernière, à titre de garantie de mandat.

Afin d'assurer à la F. I. N. A. R. E. P. le montant nécessaire des capitaux privés dès sa constitution, les mesures d'exonération et d'allégement fiscaux ci-dessus joueront en faveur des seuls souscripteurs d'origine;

3° La R. A. P. est transformée en société anonyme au capital approprié en fonction de son bilan, les six autres actionnaires de départ, pour des sommes nominales, étant toutes autres personnes morales ou privées capables de souscrire une action de 10.000 F nominale. Dans le mois de sa transformation, la R. A. P. abandonne, d'une part, au profit de sociétés nouvelles créées à cet effet, l'exploitation des permis de recherches obtenus dans le Jura et la Savoie, d'autre part, au profit de la F. I. N. A. R. E. P. ou du public, ses participations éventuelles dans d'autres sociétés ou organismes de recherches de pétrole.

Les actions de la R. A. P. sont de deux catégories, les actions A bénéficiant dans les termes de l'article de la loi du 13 novembre 1933 du vote double, les actions B bénéficiant du vote simple.

Les actions A sont toutes obligatoirement conservées par l'Etat et non cessibles. Leur nombre est de 17 p. 100 du total (soit 31 p. 100 des voix).

La F. I. N. A. R. E. P. rachète à l'Etat les deux tiers des actions B. Le solde des actions B, propriété de l'Etat, est au fur et à mesure des possibilités du marché et de la F. I. N. A. R. E. P. cédé par lui au public ou à la F. I. N. A. R. E. P. au cours de la Bourse, avec droit de préemption pour la F. I. N. A. R. E. P. (3).

A cet effet, toutes les actions B seront, dans le mois de la constitution de la société, rendues négociables et introduites en Bourse (4).

Une redevance faible au mètre cube, à déterminer, serait en outre versée par la R. A. P. à la caisse de gestion et une autre à la F. I. N. A. R. E. P.

Le conseil d'administration de la R. A. P. serait composé de :

- 2 représentants de l'Etat;
- 4 personnalités de l'industrie privée;
- 2 représentants de la caisse de gestion des fonds publics pour l'industrie du pétrole;
- 2 représentants de la F. I. N. A. R. E. P.

Il sera assisté d'un commissaire du Gouvernement (5).

(1) Cette opération se réalisera, s'il y a lieu, par tranches successives, la F. I. N. A. R. E. P. bénéficiant d'une promesse de vente par l'Etat sur la part non transférée.

(2) Dans une variante, l'Etat apporte à la F. I. N. A. R. E. P. contre 40 p. 100 d'actions d'apport les intérêts susvisés, lesdites actions étant cessibles et rendues négociables dès leur création. Les actions remises à l'Etat sont toutes introduites et rendues négociables en Bourse dans les délais les plus courts afin de permettre leur transfert à des épargnants ou souscripteurs privés, les dispositions de la loi du 24 juillet 1867 régissant les actions d'apport étant levées. L'Etat sera ainsi mis en mesure de récupérer, en fonction du marché financier et de la rentabilité des entreprises de recherches, une partie de ses avances à ladite industrie.

(3) Les achats en Bourse par la F. I. N. A. R. E. P. serviront de régulateur du marché.

(4) Afin de donner à l'Etat des garanties éventuelles supplémentaires, on pourrait prévoir que, à concurrence du nombre d'actions nécessaires pour assurer à l'Etat et tels groupes qui en seraient d'accord, la majorité des voix, les porteurs de la part privée correspondante formeraient avec l'Etat un syndicat bloquant à due concurrence les actions nécessaires pendant des durées déterminées.

(5) Le commissaire du Gouvernement, d'une part, joue le rôle de contrôleur et d'administrateur (comme dans la Compagnie française des pétroles), d'autre part, a un pouvoir de veto qui conduit, en cas de désaccord entre le conseil et lui, à l'arbitrage du ministre de l'industrie et du commerce. Dans cette formule, le commissaire du Gouvernement est l'un des deux représentants de l'Etat au conseil.

Les permis de recherches octroyés à la R. A. P. en Savoie et dans le Jura serviraient d'apports par elle et l'Etat à deux sociétés anonymes nouvelles, constituées par la R. A. P., la caisse de gestion des fonds publics et la F. I. N. A. R. E. P., soumises aux dispositions prévues en 4^e pour les autres entreprises existantes, à majorité actuelle de capitaux de l'Etat, le B. R. P. y conservant une part à déterminer;

4^o Les statuts des autres entreprises de recherches existantes (S. N. P. A., S. N. P. L. M., S. E. R. E. P. T., S. N. R. E. P. A. L., S. P. A. E. F., S. P. M., Syndicat d'Alsace) à forte participation de l'Etat, seraient modifiées de manière à leur donner la même structure que la R. A. P. (actions A à vote double, actions B à vote simple).

Les statuts des entreprises nouvelles à constituer seraient également calqués sur le même modèle.

Toutefois, la participation actuelle de l'Etat dans chacune des sociétés ou syndicats existants et celle de l'Etat dans des sociétés nouvelles à créer peut être variable et il serait difficile d'appliquer à toutes des règles rigides. *A priori* il apparaît raisonnable de prévoir que dans toutes les entreprises autres que la R. A. P., le pourcentage d'intérêts réciproques de l'Etat et des capitaux privés pourra varier suivant les conditions du cahier des charges de la concession, du marché financier, ou encore des accords de blocage de titres entre l'Etat et certains groupes actionnaires. Cependant le principe d'une majorité d'actions réservée aux capitaux privés étant admis, il est entendu que la part de l'Etat ne pourra, sauf impossibilité ou refus d'absorption par le marché ou la F. I. N. A. R. E. P., dépasser celle lui assurant 34 p. 100 des voix.

Il appartiendra au conseil national du pétrole de faire, à cet égard, toutes recommandations utiles, étant entendu toutefois que la part de l'Etat comme actionnaire ainsi que son droit de regard et de contrôle, ou encore le jeu des redevances contractuelles, lui permettront de bénéficier à fond de la contrepartie de ses dépenses initiales et de jouir d'un droit permanent d'orientation de l'entreprise dans l'intérêt national.

Il va de soi que les délais d'introduction en Bourse et de cession des intérêts que l'Etat ne conserverait pas dans ces affaires, varieront en fonction de l'évolution des recherches et du marché des capitaux, afin que l'Etat ne soit, à aucun moment, lésé du fait des conditions de rétrocession de la partie concédée de ses intérêts.

Les appels de capitaux ultérieurs, qu'il s'agisse de crédits à long terme ou d'augmentation de capital, seraient assurés, en fonction des possibilités du marché et des résultats, partie par la caisse de gestion, partie par la F. I. N. A. R. E. P., partie par les souscriptions du public.

A cette solution s'apparentent diverses variantes :

« Variante A :

« a) La R. A. P., transformée comme ci-dessus, comporte deux catégories d'actions A et B, à raison de 20 p. 100 d'actions A et 80 p. 100 d'actions B. Les actions A ont seules le droit de vote; l'Etat conservera obligatoirement 60 p. 100 des actions A; la possession du solde des actions A est assurée aux souscripteurs ou acheteurs d'actions B à raison de l'action A pour 10 actions B; afin d'encourager les capitaux privés, les actions B reçoivent, par 40 actions, une part de fondateur, la masse de celles-ci ayant droit à 25 p. 100 des superdividendes, c'est-à-dire du solde net après paiement du dividende statutaire et des tantièmes du conseil d'administration;

« b) Dans les autres sociétés, S. N. P. A., S. N. P. L. M., etc., la part de l'Etat est limitée; la F. I. N. A. R. E. P., par ailleurs, rachète à l'Etat 50 p. 100 des actions B de la R. A. P. et reçoit en apport de l'Etat 50 p. 100 des actions détenues par lui dans la S. N. P. A., etc., tous les autres capitaux de la F. I. N. A. R. E. P. étant privés.

« Variante B :

« La R. A. P., transformée en société anonyme, du type indiqué dans la variante A, concède à la F. I. N. A. R. E. P., contre 10 p. 100 d'actions d'apport de celle-ci, la moitié de ses bénéfices (ou l'équivalent des profits sur la moitié de sa production), afin de donner à la F. I. N. A. R. E. P. une garantie de recettes lui permettant de larges appels de fonds portant progressivement son capital à 30 milliards.

« La F. I. N. A. R. E. P. rachète à l'Etat, à la valeur au bilan, 50 p. 100 de ses intérêts actuels dans la S. N. P. A., la S. N. P. L. M., etc., et dans lesquelles les capitaux de l'Etat sont, par le mécanisme prévu aux paragraphes 3 et 4 de la première solution, limités à 47 p. 100 d'actions de capital à vote double ou 31 p. 100 d'actions à vote simple. »

La première présente un inconvénient dans une période d'instabilité monétaire, les parts de fondateur constituant, en effet, une gêne en cas d'augmentation de capital, notamment par réévaluation d'actif.

La seconde variante ne présenterait pas cet inconvénient;

5^o Dans cette solution, comme dans ses variantes, toutes participations de capitaux privés dans les diverses entreprises en cause, sauf dans le cas de la F. I. N. A. R. E. P., seront limitées pour chacune d'entre elles, à un maximum raisonnable à déterminer dans le capital de l'entreprise, afin d'assurer une répartition des intérêts privés qui évite la constitution de blocs majoritaires pouvant nuire aux intérêts de l'Etat; ou l'introduction sans contrôle ou autorisation de capitaux étrangers en majorité dans les entreprises actuelles, nonobstant toutes dispositions légales existantes.

Deuxième solution :

La caisse de gestion des fonds publics est un établissement public chargé aussi bien de gérer les intérêts de l'Etat dans les entreprises de recherches, que d'accorder des prêts à ces dernières.

La F. I. N. A. R. E. P., à capitaux entièrement privés, a pour objet de reprendre dans les sociétés de recherches les actions appartenant à l'Etat pour la part dépassant celle qu'il conserve obligatoirement, et de souscrire à une large part des émissions des sociétés de recherches dans la limite de la part laissée au secteur privé (voir 1^{re} solution) et que le public ne souscrirait pas directement.

La R. A. P. devient société anonyme, dans laquelle l'Etat conserve 51 p. 100 des voix (1) (soit en application des dispositions de la loi du 13 novembre 1933, 34 p. 100 du capital) sous forme d'actions A à vote double. En contrepartie de leur participation minoritaire au capital, les actions B cédées au public à raison de moitié et à la F. I. N. A. R. E. P. pour l'autre moitié reçoivent gratuitement une part de fondateur par dix actions B, l'ensemble des parts ayant droit à 25 p. 100 du super-dividende, c'est-à-dire du solde net des bénéfices, après paiement aux actionnaires d'un dividende statutaire de 5 p. 100 et des tantièmes du conseil d'administration. Ainsi que cela se passe dans l'Anglo-Iranian, société anglaise à majorité de capitaux d'Etat, le nombre d'administrateurs représentant les capitaux privés est plus élevé que celui des administrations d'Etat, mais la société est soumise au contrôle d'un commissaire du gouvernement.

La S. N. P. A., la S. N. P. L. M., la S. N. Repal, la S. P. A. E. F., la S. P. M., etc., sont soumises aux mêmes règles de gestion et de répartition des capitaux que la R. A. P. entre intérêts privés et Etat, aux modalités de répartition des parts de fondateur en faveur des souscripteurs privés. La F. I. N. A. R. E. P. aurait une option sur les parts d'intérêts de l'Etat dans la R. A. P., la S. N. P. A. et non conservées par lui.

Dans ces deux solutions qui n'interdiraient plus que soit ouverte la voie à un afflux des capitaux privés préférant le risque du gain à une taxation, un certain nombre de mesures accessoires nous paraissent en tout état de cause pouvoir être retenues :

a) Afin d'éviter de gonfler abusivement (ce qui pourrait gêner le marché financier), la valeur nominale de la part de l'Etat dans les entreprises en cause, il serait convenu qu'après établissement de la valeur liquidative de chacune d'elles, la part de l'Etat au delà de celle conservée par lui, serait transformée en prêt, consolidable en actions à défaut de remboursement sous forme de redevances, au fur et à mesure de nouveaux appels de capitaux, de manière à laisser intangible la part de l'Etat. Ainsi, les capitaux frais du secteur privé serviraient en priorité au financement de nouveaux travaux et non point au rachat des parts d'intérêts de l'Etat;

b) Quelle que soit la part de l'Etat dans un organisme quelconque intéressé à la recherche du pétrole, à l'exception de la caisse de gestion des fonds publics et des entreprises dont l'activité essentielle s'exerce dans des pays de protectorat ou des Etats associés, et sauf accord du conseil national du pétrole, le président directeur général ne pourra être un fonctionnaire en exercice ou en service détaché;

c) La possession par l'Etat d'une part donnée du capital des entreprises ne lui donne pas d'autres droits que ceux d'un actionnaire dont les actes, en tant que tels, sont soumis aux décisions des assemblées générales;

d) Le personnel des entreprises de recherches bénéficiant d'un statut spécial (par exemple celui du mineur de jour pour les foreurs) ne perdra aucun des avantages globaux qui lui sont accordés, mais ces avantages rentreront dans le cadre des conventions collectives réglées par les dispositions du chapitre IV bis du titre II du livre 1^{er} du code du travail;

e) La S. N. Marep limitera son activité à l'achat en commun du matériel de forage, sans monopole, l'étude, la fabrication, l'entretien et la commercialisation des produits devant être laissés à l'industrie privée.

Ladite société fonctionnera sous le contrôle étroit de la chambre syndicale et ses frais généraux seront ramenés à des chiffres raisonnables, correspondant à sa nouvelle activité réduite.

Les organismes de recherches qui auront souscrit au capital de la société de matériel de forage devront céder dans le plus court délai leur participation à des souscripteurs privés, en vue de consacrer toutes leurs ressources aux recherches du pétrole;

f) Le conseil général des mines ayant depuis longtemps approuvé la demande de permis de recherches demandée depuis deux ans et demi par la société Standard française des pétroles, rien, si ce n'est une pusillanimité certaine, ne s'opposerait à son octroi, étant donné les garanties dont il est assorti;

g) En application du décret du 30 octobre 1915, cinq membres du conseil d'administration du B. R. P. ont vu leurs pouvoirs expirer le 31 décembre. Il appartient au Gouvernement de soumettre sans délai au Parlement les textes créant le conseil national du pétrole et abrogeant l'ordonnance du 12 octobre 1915 sur le B. R. P.

Le Parlement, qui n'est pas encore saisi officiellement du programme quinquennal de recherches de pétrole 1951-1955 entend en effet prendre l'avis du conseil national du pétrole avant d'approuver un programme qui va engager pendant cinq années la politique de la France dans un domaine aussi important.

Votre rapporteur n'a pas caché sa préférence pour la première des deux solutions qui viennent d'être exposées ci-dessus. Celle-ci, en effet, lui a semblé mettre plus nettement les porteurs de capitaux privés devant leurs responsabilités en même temps qu'elle leur apporte les avantages et les garanties nécessaires pour qu'un effort financier soit consenti sans réticence.

Il a également souligné que, quel que soit le choix qui serait fait, la nécessité de l'adoption des dispositions générales d'encouragement et de protection commentées précédemment restait entière.

C'est donc l'ensemble des propositions incluses dans le présent chapitre qui a servi de base aux délibérations de votre commission.

(1) Dans une première hypothèse, toutes les actions sont à vote simple; dans une seconde hypothèse l'Etat conserve 51 p. 100 de voix.

CHAPITRE VIII

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION
ET LES RECOMMANDATIONS QUI EN EMANENT

Votre commission de la production industrielle a consacré cinq de ses réunions à la discussion du présent rapport. En vérité, avant même le début de ces délibérations, un long travail préparatoire a été effectué par les membres de la sous-commission d'études.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, des missions d'information ont été effectuées d'abord en France métropolitaine, puis au Maroc, en Algérie et en Tunisie. A peine ces missions étaient-elles terminées que des discussions se sont instaurées dans des séances de travail tenues en commun par les sous-commissions de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République.

S'il ne convient pas de faire ici une analyse détaillée de toutes les discussions qui se sont instaurées, il est toutefois nécessaire de retracer les principales étapes des délibérations de votre commission en soulignant que ses membres ont, dès leurs premiers travaux, pu exprimer leur accord sur la nécessité d'un effort supplémentaire dans le domaine de la recherche et de la production du pétrole nationale. Les délibérations et examens ultérieurs n'ont fait que confirmer leur point de vue.

Les travaux effectués par la sous-commission d'études avaient permis d'augurer qu'un accord pourrait s'établir rapidement sur le principe de certaines réformes. Par contre, d'autres propositions n'avaient pas réuni l'unanimité des membres de la sous-commission.

Pour la clarté de l'exposé, l'analyse de nos travaux vous sera faite suivant une présentation voisine de celle qui a été donnée aux précédents chapitres.

I. — Les mesures d'encouragement et de protection.

1° Protection douanière:

Les premières mesures dont la commission ait décidé de recommander l'adoption furent celles concernant la protection douanière à accorder au pétrole national.

Il convenait, en effet, que la commission fit connaître au plus tôt son point de vue au Gouvernement sur cette question à l'heure où la conférence internationale des douanes de Torquay venait d'ouvrir ses travaux.

La commission avait été informée, en effet, que l'Allemagne allait présenter à la conférence de Torquay un projet de tarif douanier accordant au pétrole brut allemand une protection équivalant à 11.662 F par tonne.

Or, les membres de la commission ont acquis la conviction qu'une protection garantie d'une certaine importance était indispensable, tout au moins pendant les cinq ou dix premières années de démarrage.

Cependant, des consolidations de tarifs, intervenues lors de négociations antérieures, rendent assez délicate la recherche d'une solution directe et, certes, la production actuelle de pétrole brut français est encore insuffisamment développée pour pouvoir servir de base aux calculs de la protection nécessaire.

Mais sous ces réserves et dans la mesure où la protection ne devrait pas avoir pour effet de subventionner sans limite des productions à prix de revient trop élevé, votre commission a retenu qu'il convenait dès maintenant d'envisager une protection douanière. Sans qu'aucune position définitive ait été arrêtée en ce qui concerne le taux de cette protection, il a semblé que celle-ci pourrait être comprise entre 1 dollar et 2 dollars au baril, c'est-à-dire entre 2.500 et 5.000 F par tonne (1).

Les difficultés qui viennent d'être signalées ont suggéré à votre commission d'autres moyens de protection. Ceux-ci peuvent être, en effet, recherchés dans l'aménagement des taxes intérieures et dans la contribution du fonds de soutien des produits nationaux.

2° Aide financière du fonds de soutien:

C'est dans cet esprit que la commission a, sur la proposition de son rapporteur, décidé de recommander une répartition plus « efficace » des dotations du fonds de soutien.

Les subventions actuelles ne sont pas, en effet, octroyées au prorata de l'intérêt économique des recherches entreprises. Une partie relativement minime de ces subventions est versée en faveur des sociétés qui en ont réellement besoin.

C'est pour ces raisons qu'une réforme nous a paru s'imposer.

3° Mesures d'ordre fiscal:

Une large part des travaux de la commission a été consacrée à l'étude des mesures fiscales qui devaient être prises en vue de faciliter le concours des capitaux privés. La majorité des membres de la commission avait constaté l'intérêt des mesures douanières et des dispositions de soutien visées aux paragraphes précédents, c'est dans les mêmes conditions qu'ont été préconisées les recommandations suivantes:

A. — La commission a considéré qu'il y avait lieu d'exonérer de l'impôt sur les sociétés et de la surtaxe progressive frappant les personnes physiques et morales, les bénéfices ou revenus investis dans la recherche du pétrole et souscrits à cet effet sous forme d'actions nominatives nouvelles émises par les sociétés dont la liste sera proposée chaque année par le conseil national du pétrole. Ces actions seront obligatoirement conservées au moins cinq ans en portefeuille afin de bénéficier des présentes dispositions.

(1) Le ministère des finances et des affaires économiques n'a pas cru devoir retenir cette suggestion dans la réponse qu'il a adressée au président de la commission.

B. — Elle a convenu ensuite de recommander l'exonération fiscale des profits des entreprises, soit de recherche de pétrole, soit de financement de la recherche de pétrole, qui auront été réinvestis dans la même industrie conformément aux recommandations du conseil national du pétrole, ces dispositions devant s'appliquer aux capitaux investis dans les entreprises exerçant leur activité dans l'ensemble des territoires de l'Union française.

C. — Les entreprises de recherche de pétrole pourront être autorisées à porter en frais généraux une provision annuelle dite de reconstitution de gisement, qui pourrait être déterminée d'après le montant des réserves du gisement.

D. — Devrait être également autorisé l'amortissement accéléré des dépenses d'investissement en matériel de prospection et de forage de même que l'amortissement des participations financières (ou avances) dans les entreprises de recherches.

E. — La commission a reconnu ensuite l'intérêt des mesures d'amnistie fiscale en faveur des capitaux investis sous forme de souscriptions en actions des sociétés de recherche pétrolière ou en actions de la P. I. N. A. R. E. P. ou en faveur de toutes autres formes de financement des dites recherches.

F. — Les commissaires ont estimé que des mesures devaient être prises pour autoriser les porteurs de titres d'emprunt dit de prélèvement exceptionnel, d'obligations d'entreprises nationalisées, de dommages de guerre transférables, à faire accepter leurs titres en souscription au capital privé pour un montant à déterminer et dans une proportion qui serait fixée en regard au capital souscrit en numéraire et conformément à des recommandations qui seraient faites par le conseil national du pétrole (1).

4° Législation minière:

La commission a considéré, par un vote émis à sa majorité, qu'il convenait enfin de recommander des modifications à la législation minière et plus particulièrement en ce qui concerne l'application de la loi du 9 septembre 1919 sur les concessions de mines.

Le décret du 21 avril 1920, portant approbation du cahier des charges type prévu par la présente loi, édicte à ses articles 15 et 16, les conditions dans lesquelles est déterminée la part des bénéfices que le concessionnaire est tenu de verser à l'Etat, en sus des impôts et redevances. Cette part doit être prélevée sur l'excédent du bénéfice par rapport à l'intérêt réservé au concessionnaire avant partage, lequel excédent constitue un superbénéfice.

La commission estime qu'il y aurait lieu de réduire de façon sensible la part des bénéfices réservée à l'Etat en supplément des redevances visées ci-dessus.

Telles ont été les recommandations de la commission pour ce qui concerne les mesures à prendre en vue de faciliter le concours des capitaux privés. En tout état de cause, les dites mesures ont paru s'imposer à la majorité de votre commission, indépendamment même des modifications de structure qui pourraient être apportées à l'organisation actuelle de la recherche.

II. — Les modifications à apporter à la structure de la recherche.

De longues discussions se sont instaurées devant votre commission à l'occasion de la structure actuelle des sociétés de recherche et de solutions susceptibles d'être apportées aux problèmes posés.

Si, en effet, un accord unanime a pu être aisément réalisé sur la nécessité d'intensifier les recherches du pétrole, on pouvait facilement concevoir que des divergences apparaissent en ce qui concernait les moyens à mettre en œuvre et les modifications à apporter au régime actuel.

C'est ainsi que la nécessité de l'élaboration d'une réforme apparut commander de toute urgence la création du conseil national du pétrole. Cette décision étant prise, les modifications au régime actuel ont été ensuite examinées.

1° Le conseil national du pétrole:

C'est à l'unanimité que votre commission s'est prononcée en faveur de la création d'un conseil national du pétrole, mais tandis que la majorité estimait que cette institution ne devait constituer qu'une partie des réformes à entreprendre, plusieurs commissaires ont considéré que les recommandations de la commission devaient être limitées aux seules dispositions prévues dans le présent paragraphe, à défaut de l'adoption de leurs contre-propositions qui sont exposées plus loin.

A la suite des travaux effectués par la commission de la production industrielle de l'Assemblée nationale, en liaison constante avec votre commission, une proposition de résolution a été déposée devant la première assemblée, dans les termes ci-après:

« L'Assemblée nationale, affirmant la nécessité d'intensifier les recherches de pétrole en France et dans les autres pays de l'Union française, invite le Gouvernement à mettre sur pied, dans un très bref délai, un conseil supérieur du pétrole destiné à lui donner son avis sur tous les problèmes intéressant le pétrole, notamment sur la législation et la réglementation, ainsi que sur les moyens de donner à l'industrie et à la recherche pétrolière une impulsion conforme aux besoins nationaux par le concours de toutes les ressources possibles du pays. »

C'est à l'unanimité que votre commission a décidé d'inscrire, dans ses recommandations, les termes de la proposition de résolution ci-dessus

(1) Voir dans ce sens la proposition de résolution n° 11461 A. N. du 30 avril 1950, présentée par M. Gozard et les membres du groupe socialiste dont le dispositif est le suivant:

« L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à permettre aux agriculteurs de souscrire à concurrence de 30 p. 100 aux bons à quinze ans de la caisse nationale de crédit agricole par la remise de titres de l'emprunt libérateur du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation. »

Les pouvoirs et la composition dont il conviendrait de doter le conseil national du pétrole ont été suffisamment commentés dans les propositions présentées au chapitre précédent pour qu'il soit utile de les reprendre ici.

2° Le financement de la recherche :

Restait donc à régler un problème essentiel : celui des mesures directes à mettre en œuvre pour augmenter le volume des capitaux offerts à la recherche du pétrole et pour intensifier l'effort d'ensemble.

Il est bon de souligner que les commissaires ont considéré que les solutions ne pouvaient être utilement recommandées que dans la mesure où les capitaux privés profiteraient des encouragements prévus par elles pour mettre fin à leur longue réticence et sans que, pour autant, l'effort de l'Etat en soit diminué par rapport aux prévisions du plan quinquennal.

L'opinion des commissaires était naturellement divisée sur les parts respectives du capital d'Etat et du capital privé dans l'industrie de la recherche. Le problème se posait en effet de savoir si les précautions prises à l'égard des deux « partenaires » permettraient que leur association assure à la recherche tous les fonds nécessaires à l'intensification de l'effort déjà entrepris.

Appelés à délibérer sur les propositions de leur rapporteur, les membres de votre commission ont en outre passé en revue les autres solutions qui leur paraissaient susceptibles d'être retenues.

Une contre-proposition fut présentée par M. Aubert au nom de ses collègues du groupe socialiste.

La contre-proposition présentée à la commission.

M. Aubert a demandé que l'on voulût bien examiner dans quelle mesure une solution raisonnable ne pouvait pas être recherchée dans une répartition des efforts laissant intacte la structure actuelle et réservant aux seuls capitaux privés toutes les nouvelles recherches dans les périmètres non encore prospectés, mais connus pour susceptibles d'être pétrolifères.

Cette solution n'excluait pas à ses yeux la possibilité pour les capitaux privés de constituer une part prépondérante dans le volume total des capitaux investis dans la recherche mais elle laissait inchangé le régime juridique et financier des sociétés actuelles.

M. Aubert a fait valoir que la solution proposée par votre rapporteur consistait à offrir aux capitaux privés un gain illimité contre un risque limité. Offrir aux capitaux privés une part des bénéfices des sociétés existantes pour les inciter à s'investir serait, selon lui, se heurter à un double danger. Il n'est pas aisé, a-t-il estimé, d'évaluer la valeur réelle des sociétés existantes ; une sous-estimation occasionnerait une perte injustifiée pour l'Etat et, en cas de surestimation, le capital privé exigerait, selon lui, des conditions onéreuses ou refuserait de s'investir.

Outre les propositions précédentes, M. Aubert suggérait qu'une société-pilote fut créée à l'aide de capitaux publics et de capitaux privés majoritaires dans le cadre d'une société existante autre que la R. A. P. Cette formule aurait, selon lui, le double avantage de constituer une expérience nécessaire et de limiter, en outre, les risques de l'échec.

Il a conclu en soulignant le danger de voir le capital privé ne s'investir que dans les affaires de production et négliger les investissements dans les affaires de recherche.

La solution qu'il proposait ne comportait à ses yeux qu'un risque, celui d'une perte de temps, mais il valait mieux, selon lui, perdre du temps que de risquer de tout compromettre par une réforme hâtive, voire mal justifiée.

Prenant la parole contre la proposition de M. Aubert, M. Longchambon a reproché à celui-ci de placer l'Etat dans la position d'un capitaliste. Or, l'Etat ne saurait agir en toutes circonstances comme un industriel privé. Il n'a pas, estime-t-il, pour mission de rechercher à tout prix un bénéfice ou une rentabilité, mais doit avoir pour but l'intérêt général, c'est-à-dire en l'occurrence le développement des recherches de pétrole. S'il est évident que l'Etat ne peut pas faire seul les recherches, le capital privé ne peut davantage satisfaire seul à cette immense tâche. La politique de la puissance publique doit consister à promouvoir la recherche tout en prenant conscience de l'insuffisance des moyens financiers de l'Etat.

Au surplus, la proposition de M. Aubert ne lui a pas semblé équitable : si l'on octroie aux capitaux privés un champ de recherche limité, le risque couru est en effet excessif et, à ce propos, l'expérience d'une société-pilote ne pourrait être considérée comme probante. La meilleure solution, a poursuivi M. Longchambon, commande que les capitaux privés ayant acquis un droit sur les bénéfices des sociétés en production, soient tenus de participer à des recherches où le risque est total.

Il importe d'ailleurs d'assurer dès maintenant un règlement d'ensemble du problème pétrolier et si l'on peut admettre que la Régie autonome des pétroles conserve sa structure actuelle, il n'en est pas moins juste qu'elle doit garantir une partie des risques courus en dehors d'elle, en apportant une partie de ses bénéfices. Cela n'aurait d'ailleurs pour effet que d'instituer en droit ce qui existe déjà en fait.

Faisant ensuite allusion à la séparation proposée par M. Aubert, M. Longchambon fait observer que la France dispose actuellement des cadres expérimentés, mais peu nombreux et d'un matériel de recherches d'une quantité insuffisante. « Or, c'est cet ensemble qui constitue une véritable richesse nationale qui peut, seule et tout entière, servir à de nouveaux investissements. Si l'Etat conserve jalousement ce qu'il possède, il est impossible de faire fonctionner correctement de nouvelles sociétés privées sans faire appel à des sociétés étrangères ». En conséquence, M. Longchambon a estimé qu'il n'y avait de solution possible que celle consistant à souder les sociétés actuelles et les sociétés à créer.

Votre rapporteur, pour répondre à certaines objections de M. Aubert, a fait valoir que si l'évaluation des investissements actuels actuellement réalisés par l'Etat pouvait sembler délicate, elle était loin d'être impossible. Il pouvait notamment y être incorporé bien d'autres éléments que ceux ayant un caractère financier.

Pour ce qui concerne ces derniers, il a recherché de façon aussi précise que possible (une certaine approximation était nécessaire en raison des dévaluations successives) quels avaient été les efforts de l'Etat et du capital privé consentis jusqu'à la période actuelle.

Le tableau ci-dessous est destiné à donner les résultats de cet examen.

ENTREPRISES	PARTS (1)		CAPITAL nominal (en milliers de francs).	VALEUR ESTIMÉE (en milliers de francs) 1950.	
	des fonds publics.	du capital privé.		Part publique.	Capital privé.
	p. 100.	p. 100.			
Compagnie française des pétroles	35	65	8.703.323	10.000.000	19.000.000
R. A. P.	100	"	526.000	15.000.000	"
S. N. P. A.	61,25	35,75	2.480.000	3.000.000	1.800.000
S. N. P. L. M. (2) ..	67,25	32,75	2.000.000	1.315.059	684.911
Société chéri- fienne des pé- troles	(3) 82,2	17,8	4.572.400	3.759.000	813.400
S. N. R. E. P. A. L. Annale	100	"	2.600.000	2.600.000	"
S. E. R. E. P. T.	50	50	60.000	250.000	250.000
S. N. A. P.	88,4	11,6	3.025.000	3.025.000	350.000
S. N. A. P.	35	65	1.500.000	500.000	1.000.000
C. P. D. T.	35	65	1.200.000	420.000	780.000
S. P. A. E. F.	(4) 86,2	13,8	2.715.000	2.268.000	300.000
S. P. Madagas- car	(1) 83,7	16,3	767.000	611.790	125.210
Syndicat Alsace. Pechelbronn	45	55	125.000	56.250	63.750
S. A. E. M.	5,17	94,83	994.700	51.467,5	943.232,5

(1) La part dite « des fonds publics » comprend les participations de : Etat + territoires et collectivités publiques + B. R. P. + établissements publics.

La part du capital privé comprend notamment les participations de la C. F. P.

(2) Le capital de la S. N. P. L. M. n'a pas été réévalué ici faute de résultats.

(3) B. R. P. (Etat français) + B. R. P. M. (Etat chérien).

(4) Métropole + Territoire.

Il en ressort (compte non tenu des souscriptions encore très importantes des capitaux français dans la Shell Transport ou la Shell française ou la Royal Dutch et qui se chiffrent par plusieurs milliards), la répartition estimative suivante :

Capital privé environ (1) : 26 milliards, soit 38 p. 100.

Capital d'Etat environ (1) : 42,5 milliards, soit 62 p. 100.

Total : 68,5 milliards.

L'ampleur du plan quinquennal, dont le minimum est de 50 milliards et le maximum possible recommandé par votre commission d'environ 90 milliards, porterait l'investissement global fin 1955 à : 60 plus 50 à 90 milliards, soit de 110 milliards à 150 milliards.

Ceci étant précisé, il est plus aisé de voir quelles seraient les parts respectives de l'Etat et du capital privé, d'une part dans les deux solutions indiquées par votre rapporteur comme base de discussion, d'autre part dans l'hypothèse où se place M. Aubert, c'est-à-dire celle du cloisonnement des activités et des investissements entre :

Entreprises publiques : la R. A. P.

Entreprises d'économie mixte : les autres sociétés existantes.

Entreprises entièrement privées : les nouvelles.

Les tableaux établis ci-dessous permettent de préciser ces éléments d'appréciation et d'en tirer une conclusion commune :

1° Solution présentée par M. Aubert :

a) Investissements nouveaux d'Etat conformément au plan quinquennal :

20 milliards de souscription à l'aide de fonds publics.

5 milliards en provenance de la R. A. P.

10 milliards d'autofinancement de la R. A. P.

Soit un total de 35 milliards.

b) Part privée dans les augmentations de capital des sociétés de recherche existantes, dans la proportion de leurs participations actuelles, soit environ 10 p. 100 de celle de l'Etat, non compris les investissements de la C. F. P. dans le Moyen-Orient, 3,5 milliards.

c) Financement privé d'entreprises nouvelles par la F. I. N. A. R. E. P. et le public, mémoire.

Total général : 38,5 milliards.

2° Solutions initiales de votre rapporteur :

a) Rachat aux entreprises de recherches autres que la C. F. P. d'une part du capital pour arriver à une part privée minimum de

(1) Investissements réels réévalués : Etat 17, capital privé 11.

49 p. 100 et maximum de 65 p. 100 dans les entreprises autres que la C. P. F. :

R. A. P. comprise, 16 à 20 milliards.

R. A. P. exclue, 8,5 à 12 milliards.

b) Investissements nouveaux de la Finarep, constituée au capital de 20 milliards dans entreprises de recherches, C. F. P. non comprise, de 0 à 11,5 milliards.

c) Investissements nouveaux de l'Etat. — Souscription de fonds publics, 20 milliards.

d) Autofinancement de la R. A. P. (1), 5 milliards.

e) Réinvestissements de la R. A. P., société anonyme d'économie mixte, 10 milliards.

f) Souscription à des recherches nouvelles par le public, mémoire. Total, de 36 à 46,5 milliards.

Dans les deux systèmes, c'est de l'importance de l'effort du capital privé que dépend le succès du plan quinquennal élargi, et toute la question est de savoir quel est le meilleur moyen de l'attirer au maximum.

Et si, comme le laissait entendre M. Aubert, la répartition du capital total investi suivant la formule 34 p. 100 Etat, 66 p. 100 privés pouvait être admise, c'était à la condition expresse que, en fin 1955, ce rapport soit celui des capitaux investis par l'Etat d'une part, les capitaux privés d'autre part, sans que cela signifie le moins du monde uniformité de la répartition dans chaque entreprise entre les deux formes de capitaux.

Cela signifierait que, à l'investissement actuel, estimé, de l'Etat, soit 37 milliards, s'ajoute un nouvel investissement d'Etat de 35 milliards, soit au total 72 milliards et qu'à l'investissement privé actuel de 23 milliards s'ajouterait un investissement nouveau de :

$$72 \times \frac{100-34}{34} = 110 \text{ milliards environ.}$$

Ainsi, pendant que le capital d'Etat aurait un effort à faire de 35 milliards, le capital privé en aurait un de $(100-23) = 117$ à faire.

Votre rapporteur a fait observer que pour ce qui concerne le volume théorique de l'effort financier, la proposition de M. Aubert s'apparentait en définitive à ce qui serait le plus désirable, mais paraît difficilement réalisable, sauf modification complète du climat actuel qui est celui d'une économie très sclérosée.

Réserve faite de ce premier aspect de la question, votre rapporteur a opposé à la suggestion de M. Aubert les observations complémentaires suivantes :

1° Dans l'état actuel de la question, l'initiative privée a parfaitement le « droit » de se livrer à la recherche; toute société peut demander un permis de recherches, et, s'il lui est accordé, se mettre au travail;

2° Ne pas donner la possibilité aux capitaux privés de répartir leurs risques ou, mieux encore, leur refuser une part dans les entreprises déjà rentables ou laissant des espoirs, soulève de sérieuses réticences de la part de certaines grandes banques, dont il est difficile de se passer pour des opérations d'aussi grande envergure;

3° Réserver à de nouvelles sociétés à créer toutes les recherches nouvelles nécessite qu'aux capitaux s'ajoutent matériels et techniques, qui sont très rares en France et dès lors jalousement conservés par leurs entreprises pour leurs propres besoins de recherches nouvelles ou ceux de sociétés « amies »;

4° On pourrait concevoir que le secteur d'activité réservé aux capitaux privés ne comporte aucune restriction quant aux participations françaises ou étrangères autrement que sous la forme d'un cahier des charges dont les maxima de précautions soient ceux définis dans les cahiers des charges actuellement en vigueur et établis à l'occasion de l'établissement en Tunisie de groupes à majorité étrangère (S. N. A. P. et C. P. D. T.).

Ma's si la commission adoptait ce point de vue, rien ne dit que d'autres n'élevaient des objections à cette politique nouvelle de la porte ouverte;

5° En outre, dans l'hypothèse recommandée par M. Aubert, ne risque-t-on pas de voir répondre par les porteurs de capitaux privés que l'offre de leur laisser tous les risques, sans leur donner une chance de souscrire à ce qui en présente moins, constitue une invitation tacite à la nationalisation: en effet, quand furent votées en 1948 les mesures en faveur de la Société nationale d'investissement pour la recherche du pétrole, les grandes banques de la place, qui avaient été invitées à la constituer, échouèrent dans leur projet pourtant limité à une société au capital de 250 millions.

Malgré la garantie d'intérêt accordée aux souscripteurs, l'étude à laquelle procédèrent les banques révéla que, si les affaires rentables dans le domaine de la recherche du pétrole, et notamment la R. A. P., étaient exclues totalement des participations financières réservées à la F. I. N. A. R. E. P., la constitution de cette société de financement était vouée à l'échec.

A contrario, les mêmes milieux laissent entendre que l'apport même payé à son prix, d'une partie raisonnable de la R. A. P. ou des profits de sa production, à la F. I. N. A. R. E. P. aurait pour effet d'attirer les souscripteurs qui prendraient goût au succès dans cette industrie difficile. Par conséquent, la solution proposée le 28 novembre par M. Aubert, présentait aux yeux de votre rapporteur l'inconvénient de vouloir, dans une certaine mesure, refaire une expérience déjà tentée sans résultat.

Sans doute, à l'époque où les banquiers privés envisagèrent de constituer la F. I. N. A. R. E. P., la protection douanière, fiscale et minière que nous recommandons n'avait-elle été ni approuvée ni même suggérée; les données sont à cet égard différentes aujourd'hui.

(1) L'autofinancement de la R. A. P. est inférieur à celui envisagé par M. Aubert en raison de la rétrocession de certains périmètres.

Mais, depuis deux ans, le marché financier ne s'est guère amélioré et on peut se demander si cette solution n'aboutit pas à mettre les capitaux privés devant une situation difficile. En leur donnant des chances moindres ou des risques plus grands que ceux encourus par les entreprises actuelles, on risquerait de laisser entendre que la carence des capitaux privés devant un devoir national rend obligatoire l'étatisation pure et simple, alors, qu'en vérité, les conditions d'une saine expérience n'auraient pas été réunies.

C'est à l'issue d'un long débat que votre commission, consultée sur la prise en considération de la contre-proposition de M. Aubert, en a décidé le rejet. Elle en a toutefois retenu un élément important: celui du maintien au niveau maximum compatible avec l'intérêt privé de la participation de l'Etat sans, notamment, que celle-ci ne soit inférieure en valeur absolue à la somme des investissements prévus sur fonds publics au titre du plan 1951-1955.

Recommandations de la commission sur le financement.

C'est dans ces conditions, et compte tenu des opinions exprimées lors de l'étude du problème du financement de la recherche de pétrole que votre commission a adopté un certain nombre de recommandations. Celles-ci constituent dans leur ensemble une solution intermédiaire entre les propositions initiales de votre rapporteur et la contre-proposition examinée ci-dessus.

Ces recommandations, qui figurent aux paragraphes A, B, C et D ci-dessous, ont été adoptées à la majorité.

A. — Organismes et moyens de financement.

a) Une société de financement privé de la recherche de pétrole (F.I.N.A.R.E.P.) devrait être créée, avant le 30 juin 1951, sous l'impulsion du Conseil national du pétrole. Cette société ne bénéficierait d'aideurs d'aucun monopole.

Le capital minimum de cette société pourrait être d'environ 10 milliards de francs (capitaux entièrement privés). Ce capital pourrait être porté à 25 milliards, par exemple, avant le 31 décembre 1954.

A cet effet, les capitaux souscrits dans la recherche de pétrole, et notamment à la F. I. N. A. R. E. P., bénéficieraient de tous les avantages fiscaux recommandés précédemment;

b) De même, une « caisse de gestion des fonds publics » serait instituée. Elle assurerait la gestion des fonds publics pour l'industrie du pétrole et remplirait par conséquent une partie des fonctions actuellement dévolues au bureau de recherches de pétrole.

B. — Pourcentage de la participation privée.

Le pourcentage de la participation privée dans les entreprises nouvelles à créer ne serait pas limité à un chiffre maximum.

Par contre, dans les entreprises existantes :

a) Ce chiffre pourrait, dans certaines conditions, dépasser 50 p. 100 du capital dans les entreprises existantes constituées sous forme de sociétés d'économie mixte;

b) Il ne pourrait cependant en aucun cas dépasser 65 p. 100. L'accroissement du pourcentage de la participation privée dans les entreprises existantes, ainsi limité, serait assuré uniquement par la part des augmentations de capital souscrites par les capitaux privés. La part de l'Etat fixée en valeur absolue, notamment dans le projet de second plan quinquennal, ne pourrait être diminuée.

Dans les entreprises où l'Etat deviendrait actionnaire minoritaire, il pourrait être adjoint un commissaire du Gouvernement aux administrateurs représentant l'Etat.

C. — Opérations de la F.I.N.A.R.E.P.

Le montant des souscriptions ou avances annuelles de la F.I.N.A.R.E.P. à des sociétés ayant déjà atteint le stade de l'exploitation (tel est le cas, au 1^{er} janvier 1951, de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, de la Société des pétroles d'Aumale, de la Société chérifienne des pétroles) ne devrait pas dépasser un certain pourcentage du montant souscrit par elle (ou consenti sous forme de prêts) dans des entreprises existantes ou à créer n'ayant pas atteint ce stade ou n'ayant pas dépassé le stade de la recherche sans production commercialisable.

Le pourcentage ci-dessus serait fixé chaque année sur proposition du Conseil national du pétrole par décision conjointe du ministre des finances et du ministre de tutelle.

Lorsque les sociétés nouvelles fondées par la F.I.N.A.R.E.P. entreront en période de rentabilité, cette dernière société pourra introduire en Bourse les actions de ces sociétés qu'elle détiendra. Les bénéfices réalisés ainsi par la F.I.N.A.R.E.P. devront être réinvestis dans des sociétés de recherche, conformément aux recommandations faites chaque année par le Conseil national du pétrole.

D. — Régie autonome des pétroles.

La régie autonome des pétroles conserverait sa structure actuelle d'établissement public et participerait au financement de la recherche en affectant à la F.I.N.A.R.E.P. un certain pourcentage de ses bénéfices, qui pourrait être fixé dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

En contrepartie, les sociétés nouvelles ou les sociétés existantes n'ayant pas encore atteint le stade de l'exploitation verseraient à la R. A. P., dès qu'elles commenceraient la commercialisation de leur production, une redevance particulière dont le pourcentage par société sera fixé chaque année comme au paragraphe précédent.

Conclusion.

En bref, votre commission concluait ses travaux fin décembre 1950 et au début de l'an dernier par les recommandations suivantes :

« Compte tenu de la nécessité constatée à l'unanimité de ses membres d'intensifier les recherches et l'exploitation du pétrole en France métropolitaine, en Afrique du Nord et dans l'ensemble des territoires de l'Union française, la commission a décidé, conformément aux recommandations précises explicitées ci-dessus :

« 1° A l'unanimité de ses membres, d'inviter le Gouvernement à créer un Conseil national du pétrole dont le rôle et la composition ont été définis ci-dessus ;

« 2° A la majorité de ses membres, d'inviter le Gouvernement :

« a) A prendre des mesures d'encouragement et de protection en faveur de la recherche de pétrole, savoir : protection douanière, aide financière du fonds de soutien, mesures d'ordre fiscal, modifications de la législation minière, afin de permettre un accroissement de la participation des capitaux privés au développement de la recherche ;

« b) Dans le même but, à modifier la structure de la recherche et de son financement. »

DEUXIEME PARTIE**CHAPITRE IX****LES RESULTATS DEJA ACQUIS DEPUIS LES PREMIERS TRAVAUX DE VOTRE COMMISSION**

Rappelons rapidement pour mémoire, que dès 1948, votre commission s'était préoccupée du développement accru de la production énergétique nationale et que, traitant cette question sur un plan très général, englobant toutes les sources d'énergie captées, elle avait recommandé diverses mesures dont certaines ont pris corps.

Sans doute, la production du pétrole n'en était qu'un des aspects et l'effort de votre commission avait-il porté sur l'ensemble des recommandations qui lui étaient apparues utiles. Et à ce titre, les résultats obtenus nous encourageant à continuer la tâche entreprise, en liaison avec le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Très peu de temps après le vote de vos résolutions fut constitué le comité consultatif pour l'utilisation de l'énergie (C. C. U. E.) dont l'objet essentiel est de coordonner les travaux et études relatifs aux problèmes énergétiques et de recommander au Gouvernement les mesures à prendre pour utiliser au mieux les ressources existantes, développer les techniques d'économie de combustibles et arbitrer les oppositions entre partisans des diverses formes d'énergie et de leurs emplois.

Conformant, par ailleurs, les travaux de votre commission, sur la récupération d'énergie résiduaire, le Parlement vota, le 2 août 1949, une loi apportant de nécessaires dérogations à la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Et, dans le domaine de la présente étude, le Gouvernement, appuyé par nos propositions, entreprit d'accorder des permis de recherches pétrolières à des entreprises de droit tunisien et de droit français, mais à large participation financière et technique étrangère, en contrepartie d'engagements précis en faveur de l'économie française.

De même, à la suite du rapport n° 33 C. R. de l'an dernier, le Gouvernement, à l'occasion de la discussion de la loi de finances n° 52-104 du 14 avril 1952, prit l'engagement de faire bénéficier par priorité les entreprises de recherches de pétrole de certaines mesures fiscales que nous avions recommandées, notamment de la constitution en franchise d'impôts d'une provision de reconstitution de gisement (1).

Dans le même esprit, le décret n° 52-152 du 13 février 1952 prévoit l'exonération, dans les départements d'outre-mer, des bénéfices réinvestis dans les activités essentielles à l'économie nationale, ce qui inclut, évidemment, la recherche et la production dans ces territoires.

Le décret n° 52-804 en date du 30 juin 1952, pris en application de l'article 45 de la loi du 14 avril 1952 supprime de l'imposition en cascades des sociétés intégrées à plus de 25 p. 100, ce qui paraît à première vue faciliter la constitution de sociétés de recherches de pétrole filiales, au sens large du terme, d'autres sociétés industrielles ou financières (2).

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a proposé, en mai 1952, au ministère du budget, un jeu complet de mesures reproduites ci-dessous, spéciales à l'industrie du pétrole, tendant à exonérer d'impôts les provisions de reconstitution de gisements, à amortir dans l'année de la dépense l'essentiel des frais de recherches, à dégrever de l'impôt sur les sociétés et des impôts frappant les personnes physiques les investissements à long terme effectués dans la recherche du pétrole, à éviter la double imposition des profits provenant de la recherche du pétrole.

« Projet de loi tendant à développer la recherche et l'exploitation des hydrocarbures et de certaines substances minérales.

Texte de loi.

« Art. ... — A partir de l'exercice comptable ouvert en 1951, les entreprises, sociétés et organismes de toute nature qui effectuent dans la métropole et en Algérie, dans les départements et terri-

(1) MM. Jules Julien et Guy Petit ont, dans cet esprit, déposé un amendement au projet de loi (n° 3135) (p. 203 du rapport Barangé, n° 3768), mais applicable seulement à certaines substances minérales.

(2) Ce décret présente certains inconvénients en ce qui concerne la recherche du pétrole.

toires français d'outre-mer, le Maroc, la Tunisie, les Etats associés et les territoires sous tutelle française, la recherche et l'exploitation d'une ou plusieurs des substances minérales solides, liquides ou gazeuses, inscrites sur une liste établie par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'Industrie et du Commerce, sont autorisés à constituer en franchise d'impôts une réserve spéciale de reconstitution des gisements, suivant les modalités qui seront fixées par décret contresigné par les mêmes ministres.

Décret d'application.

« Art. 1. — Les entreprises de toute nature visées par l'article 00 de la loi du ... sont autorisées à prélever sur leurs bénéfices, pour être affectée à la constitution d'une réserve spéciale de reconstitution des gisements, une somme calculée conformément à l'article 2 du présent décret et qui sera déduite du montant desdits bénéfices pour le calcul de l'impôt y afférent.

« Art. 2. — La somme maxima pouvant être ainsi prélevée sera calculée à raison d'un pourcentage sur le montant des ventes des produits marchands extraits des gisements qu'ils exploitent, sans toutefois qu'elle puisse excéder 50 p. 100 desdits bénéfices.

« Le pourcentage applicable sera de 27,5 p. 100 pour les hydrocarbures liquides ou gazeux, et au plus de 15 p. 100 pour les autres substances minérales désignées.

« Art. 3. — Les entreprises intéressées seront tenues de justifier, dans un délai de cinq ans pour les hydrocarbures liquides ou gazeux et de trois ans pour les autres substances minérales désignées, qu'elles ont investi en recherches et développements de gisements des substances minérales désignées un montant au moins égal à la somme affectée à la constitution de ladite réserve spéciale, faute de quoi le solde qui n'aurait pas été investi dans ces conditions devrait acquitter l'impôt dont il aurait été dégrevé antérieurement.

« Art. 4. — Les sommes à investir en vertu de l'article 3 ci-dessus pourront être employées :

« a) A des travaux de recherches et développements effectués à ses frais et risques par l'entreprise intéressée dans les territoires visés à l'article 00 de la loi du ... ;

« b) Au financement, sous quelque forme que ce soit, d'autres entreprises ayant pour objet la recherche et l'exploitation des substances minérales désignées, qui devront les avoir employées aux mêmes fins, avant l'expiration du délai prévu à l'article 3 ci-dessus.

« Art. 5. — Dès que l'entreprise intéressée aura justifié des investissements prévus à l'article 4 ci-dessus, elle pourra transférer les sommes correspondantes à un compte de réserve ordinaire assimilé aux réserves constituées par l'élévation sur les soldes bénéficiaires soumis à l'impôt.

« Les immobilisations, participations financières et créances résultant desdits investissements feront, d'autre part, l'objet des amortissements et provisions habituels.

Texte de loi.

Projet de loi tendant à favoriser l'investissement des capitaux privés dans les recherches d'hydrocarbures.

« Art. 00. — Les personnes physiques ou morales qui souscrivent des actions ou participations de forme quelconque dans des sociétés ou organismes effectuant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux dans la métropole et en Algérie, dans les départements des territoires français d'outre-mer, le Maroc, la Tunisie et les territoires sous tutelle française, ainsi que dans les sociétés visées par les articles 111, paragraphe 4, et 207, paragraphe 2 du code général des impôts, bénéficieront, au titre de l'exercice au cours duquel les sommes appelées auront été versées, d'un dégrèvement d'impôt sur les personnes physiques ou sociétés, dont les modalités seront fixées par décret.

« Des arrêtés pris par les ministres des finances et des affaires économiques et de l'Industrie et du Commerce établiront la liste des sociétés et organismes dont les souscripteurs seront admis à bénéficier des dispositions du présent article.

Décret d'application.

« Art. 1er. — Les entreprises ou personnes morales de toutes natures soumises à l'impôt sur les sociétés pourront déduire du bénéfice imposable de chaque exercice les sommes qu'elles auront versées dans le courant de cet exercice au titre de souscription à des actions ou participations de forme quelconque dans des sociétés ou organismes visés à l'article 00 de la loi...

« Dans le cas où le montant des sommes à déduire excéderait celui des bénéfices pour l'exercice considéré, il sera fait report de l'excédent sur les exercices suivants pendant cinq ans au plus.

« Art. 2. — Lorsque les souscripteurs d'actions ou participations de forme quelconque dans les mêmes sociétés ou organismes seront des personnes soumises à l'impôt sur les personnes physiques, il leur sera accordé, sur le montant dudit impôt dont elles seront redevables, un dégrèvement calculé en appliquant aux sommes versées par elles dans l'année un pourcentage égal au taux de l'impôt sur les sociétés.

« Dans le cas où le dégrèvement ci-dessus dépasserait le montant des impôts dus par l'intéressé pour l'année considérée, il en sera fait report sur les suivantes pendant cinq ans au plus.

Texte du décret.

Projet de décret à prendre en application de l'article 45 de la loi de finances du 14 avril 1952.

« Art. 00. — Les personnes morales françaises qui financent, sous quelque forme que ce soit, des sociétés ou organismes de recherche et d'exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux (et des substances minérales inscrites sur une liste établie par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'industrie et du commerce), dans la métropole et en Algérie, dans les départements et territoires français d'outre-mer, le Maroc, la Tunisie, les Etats associés et les territoires sous tutelle française, sont autorisés à déduire du bénéfice imposable de chaque exercice les produits nets qu'elles auront retirés de ce financement au cours de l'exercice considéré.

« Dans la limite du montant de ces mêmes produits, les bénéfices distribués par la personne morale intéressée seront exemptés de la taxe proportionnelle. »

Enfin, un décret n° 52-697 du 18 juin 1952 a créé le Conseil supérieur du pétrole sous forme d'un organisme consultatif associant professionnels et représentants de l'Etat, du Parlement et des usagers et dont la vocation est précisément d'étudier l'ensemble des problèmes que pose l'économie pétrolière française et de suggérer les mesures à mettre en œuvre pour développer l'industrie pétrolière nationale et plus généralement les intérêts français dans ce domaine.

CHAPITRE X

LES EVENEMENTS RECENTS ET LE DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE A L'ETRANGER ET DANS L'UNION FRANÇAISE

Il ne saurait être question d'analyser dans le détail tous les événements importants intéressant de près ou de loin la production pétrolière. Mais il nous est apparu nécessaire d'en rappeler les plus marquants qui ont une répercussion sur notre politique énergétique en général et notre politique pétrolière en particulier.

1° A l'étranger.

a) En Iran, les raffineries d'Abadan, au fond du golfe Persique, qui traitaient par an 24 millions de tonnes de l'immédiat arrière-pays, se sont pratiquement arrêtées, et les puits qui les alimentaient, sont pour le moment fermés à la production (1) à la suite de la nationalisation des pétroles de ce pays. Sans que nous puissions exprimer une opinion sur les possibilités de reprise d'activité de ces puits et d'un renouveau de livraisons vers l'Europe occidentale, nous devons retenir que ces incidents présentent à terme pour le ravitaillement de l'Europe en pétrole brut des risques sérieux, à moins d'un développement considérable des ressources connues dans des territoires moins exposés politiquement.

De ce fait notre pays perd environ 25 p. 100 des livraisons de pétrole brut payables en livres (soit un peu moins de 10 p. 100 du total de ses importations).

Au surplus, le défaut de libre convertibilité des monnaies — dont il n'y a pas lieu d'analyser ici les raisons — peut avoir un jour pour effet de modifier la monnaie de règlement; dans ce cas, la France risquerait de remplacer une partie des livraisons payables en livres, par des livraisons qui deviendraient payables en dollars, en provenance par exemple de l'Arabian-American Oil Cy (Aramco) dont l'activité s'exerce en Arabie séoudite.

A un moment où le renchérissement de nos prix intérieurs, même sérieusement freiné depuis mars 1952, et pour une période que nous ne pouvons déterminer — tant de facteurs intervenant en la circonstance — diminue sensiblement nos exportations, les conséquences de ce changement de monnaie de paiement doivent être mesurées.

D'autre part, un changement profond dans les sources de ravitaillement en pétrole brut destiné à la France est très aléatoire. Il est inutile d'insister sur la tendance de tous les producteurs du continent américain à résister à une politique exportatrice: en effet, les U. S. A., nous le répétons une fois de plus, sont importateurs de brut et même les pays producteurs assez importants de ce continent (Venezuela et Mexique, par exemple), si désireux soient-ils de retrouver ou de trouver une place de choix sur le marché européen, sont handicapés par la longue traversée maritime imposée à leurs exportations vers notre continent et les risques qui peuvent en résulter en cas d'hostilités.

Qu'interviennent de nouveaux incidents, voire même seulement des exigences cette fois-ci à Koweït, à Bahrein, à Katar, en Irak ou en Arabie séoudite, le ravitaillement de la France est dès lors sérieusement compromis à peine de trouver sur son sol des ressources propres équivalentes.

Et déjà se manifestent, quelle que soit la conjoncture des demandes de hausses de prix à la production, redevances locales incluses, dont on doit tenir compte. Nous y reviendrons ultérieurement.

(1) Notons que, dans l'immédiat, cette situation n'a pas eu d'inconvénients. Tout au contraire, la fermeture de la raffinerie d'Abadan a conduit nos propres raffineries à travailler à pleine capacité et à traiter en conséquence un tonnage nettement accru provenant, notamment, de Bahrein, du Koweït et d'Arabie séoudite.

Mais, pour des raisons qui nous échappent, nul n'a cru devoir attirer sérieusement l'attention du pays qui continue à bénéficier des mêmes facilités de ravitaillement en produits pétroliers, sans se douter qu'il le doit pour une part au contribuable américain, autant au titre des impôts qu'il paye, qu'à celui des avantages consentis par la collectivité américaine aux producteurs de pétrole.

Et, à n'y prendre garde, la France risque un jour, à moins d'une modification profonde de toute sa politique étrangère et du développement massif de ses ressources nationales, d'être, elle aussi, mais à un titre moindre que l'Angleterre, victime de la nationalisation des pétroles iraniens, même si l'Iran n'était qu'un fournisseur relativement peu important de nos raffineries.

b) En Arabie séoudite, les déclarations récentes de l'Emir Ibn Saoud, reproduites dans *Times Magazine* en février 1952 et confirmées récemment, peuvent faire craindre à la fois un enrichissement du pétrole brut extrait par l'American Arabian Oil Cy (Aramco), et des menaces sur le ravitaillement constant, à prix fixes, ultérieur. Au surplus, ce pétrole est payable, dans une large mesure, en dollars.

c) En Irak, l'optimisme n'est pas injustifié mais aux espoirs découlant de l'augmentation sensible de la production escomptée en 1952-1953 et dont la France attend une part essentielle de son ravitaillement, s'oppose le risque d'exigences nouvelles sous forme de redevances accrues.

Nous n'insisterons pas sur la production de Bahrein qui est faible. Par contre, Koweït et Katar (dont un quart de la production revient à la France du fait des participations de la Compagnie française des pétroles) sont des pays de production importante. Et là aussi le comportement des gouvernements peut changer à l'égard des entreprises concessionnaires de droits de recherche.

d) En Egypte, l'expansion de la production, à des fins essentiellement nationales est à l'ordre du jour. Relevons en passant l'inérité qu'avait soulevé dans ce pays l'initiative de M. Mac Carthy qui, sans prêter attention à l'opposition évidente entre une politique d'investissements américains dans un pays troublé par un réveil nationaliste antianglais et les principes du pacte Atlantique, scellé par l'amitié anglo-américaine, constitue une nouvelle entreprise destinée à développer les recherches de pétrole en vue d'alimenter le pays sans recours à l'importation. Mais notons surtout le désir du nouveau gouvernement de favoriser les investissements étrangers en vue de développer l'industrialisation interne, à caractère nationaliste, qui tendra à accroître sérieusement la consommation intérieure.

e) Les pays d'Amérique du Sud, souffrant également d'une pénurie de dollars, auront, à l'exception du Venezuela essentiellement exportateur grâce à sa forte production, une tendance naturelle de plus en plus marquée à développer les recherches à leur profit, sans pour autant que soit libérée une part importante de la production américaine. L'expérience montre également que dans les pays en voie d'industrialisation rapide, la production locale de pétrole encourage les investissements dans les industries de transformation et entraîne une augmentation de la consommation interne.

f) Les ressources canadiennes et du Sud des Etats-Unis sont bien mieux connues. Les investissements s'y développent massivement avec des chances de succès croissantes et supérieures à la norme 1/7 dont nous avons fait état dans notre rapport antérieur (n° 33 C. R., année 1951).

Mais là encore, du point de vue de notre ravitaillement, il s'agit de pétrole payable en dollars. Au surplus, le Canada s'industrialise intensément et la consommation intérieure croît sans cesse comme aux U. S. A. Enfin, le transport de brut canadien vers l'Europe serait trop coûteux étant donné la localisation des gisements.

g) En Hollande, en Allemagne, les forages se sont intensifiés. La production avoisine 700.000 tonnes en Hollande et 1.400.000 tonnes en Allemagne; le déficit dollars et livres sterling de l'Europe continentale conduit les producteurs à freiner les importations de brut au profit de la production nationale croissante, tandis que sur le plan interne, malgré l'excellence de la technique allemande en matière de synthèse du pétrole, les efforts actuels du Gouvernement de Bonn sont orientés, avec un succès certain, sur la production de brut naturel.

b) En Italie, les champs de la vallée du Pô, exploités notamment par les sociétés A. G. I. P. et S. N. A. M., donnent une production de gaz très supérieure à celle de Saint-Marcel (1): elle est estimée à 10 millions de mètres cubes par jour ce qui tend notablement à modifier la structure industrielle de l'Italie du Nord et son bilan énergétique.

Et cette large richesse n'est pas sans donner à l'Italie l'impression qu'elle va pouvoir peser d'un poids certain dans le bilan pétrolier de l'Europe. Au surplus, de nouveaux forages en cours laissent espérer prochainement une production non négligeable d'huile.

i) En Autriche, les efforts de la société austro-russe (à contrôle russe absolu) — dite Pétroles de Zisterdorf — ont, sur des gisements reconnus par les groupes privés antérieurement concessionnaires, permis d'atteindre une production de près de 2.500.000 tonnes en 1951, production qui suffirait au pays et lui assurerait de larges exportations vers l'Europe occidentale, si l'U. R. S. S. ne prélevait pas l'essentiel de l'huile extraite.

j) En Yougoslavie, les résultats ne sont pas encore très positifs, mais les travaux s'intensifient.

k) En Australie, l'association Caltex Ampol commence ses travaux en vue d'assurer le libre ravitaillement de ce continent.

(1) Voir « Informations financières » du 29 avril 1952.

1) De l'U. R. S. S. nous ne dirons rien d'autre que la volonté de ses dirigeants de développer sans cesse les ressources nationales (1). Et même si nous n'avons pas d'autres informations que celles figurant aux annexes VI et X, nous devons reconnaître la permanence de l'effort.

2° En France.

a) Le plan Schuman, d'inspiration française, est ratifié dans l'espoir, notamment, d'équilibrer, sans importations des U. S. A. et d'Angleterre, les besoins en charbon de l'Europe occidentale.

Cependant, l'insuffisance du potentiel énergétique français disponible, faute d'une production suffisante de charbon « national », oblige la France (même si est menée une politique économe d'économie de combustible) à un effort énorme de production de pétrole, à peine d'être une partenaire de deuxième rang dans la communauté.

A ce titre la situation s'est insuffisamment améliorée, faute de moyens, malgré des indices de plus en plus favorables. Le rapport sur les carburants pour le premier semestre 1951, adopté par la commission de modernisation des carburants, reproduit en annexe VI, le fait nettement ressortir.

Ceci dit, l'Allemagne est un producteur de pétrole plus important que la France, alors qu'en matière de charbon notre position est inférieure à la sienne.

Notre production de kWh hydraulique, bien qu'elle puisse être considérablement développée encore, ne nous assurera jamais la balance en potentiel énergétique, avec l'Allemagne.

Nous devons donc, en matière de pétrole, faire un effort d'autant plus marqué qu'il est inutile d'insister sur la dépendance économique des nations à faible potentiel énergétique propre, même au sein d'une communauté sagement orientée.

b) Malgré la faiblesse des moyens et des capitaux mis en œuvre (2) si on les compare aux montants des subventions à l'alcool (3) ou aux charbons importés (4), dont le total dépasse de loin le double de la dotation de la recherche, de nouvelles découvertes ont été faites et de nombreux travaux ont été entrepris ou mis à l'étude :

A Lacq, éruption de gaz sous très forte pression à environ 3.500 mètres, soit en-dessous de la nappe en exploitation aux réserves prouvées d'environ 3 millions de tonnes, ce qui laisse espérer l'existence d'un deuxième gisement dont les réserves s'ajouteraient au premier.

En fait, la démonstration de l'importance du gisement de Lacq est l'événement capital de 1951 en ce qui concerne la production française. Même aux U. S. A., un tel gisement serait considéré fort honorable. Malheureusement, ni le B. R. P. ni la S. N. P. A. ne paraissent attirer suffisamment l'attention de l'opinion publique sur l'intérêt primordial de cet actif.

La S. N. P. L. M. vient, au début de février 1952, après quatre ans d'efforts infructueux, d'avoir un premier espoir. Cependant il paraît limité étant donné la structure des terrains prospectés qui donnent des indices mais peu d'huile.

Le syndicat de recherche des pétroles d'Alsace a trouvé au Nord de Mulhouse des indices en plein bassin potassique permettant d'espérer une couche exploitable, bien venue pour calmer l'agitation factice créée à l'occasion de l'épuisement du vieux bassin de Pechelbronn condamné depuis des années et maintenu en activité pour des raisons de fausse sentimentalité.

La Société des polasses d'Alsace a, de son côté, en procédant à des travaux de recherches destinés à accroître son exploitation, trouvé des indices intéressants et que seul le cloisonnement administratif ne lui a pas permis de prospecter plus avant, dans le cadre d'une société nouvelle à créer.

En Algérie, la Société des pétroles d'Annale a découvert, fin décembre 1951, dans le périmètre de l'oued Guetarini, un nouveau puits éruptif produisant 20 tonnes par jour.

En Tunisie, un forage près du Cap Bon assure Tunis et sa région d'un approvisionnement régulier en gaz pendant de longues années. La C. P. D. T., formée par la Shell et la S. E. R. E. P. T., commence son deuxième forage, après avoir fortement avancé ses travaux préparatoires. La S. N. A. P. (S. E. R. E. P. T.-Gulf Refining) en est à peu près au même stade. La S. E. R. E. P. T. continue son programme de forages d'exploration.

Au Maroc, la production peut atteindre à 120.000 tonnes en 1952, grâce à la découverte d'un quatrième et d'un cinquième panneau productif, dans l'oued Beth et à Merz-el-Khareg.

(1) U. R. S. S. Sans avoir à prendre part sur le plus ou moins bien-fondé des indications données par l'auteur de l'article « L'Accroissement de la production pétrolière » publié dans *La Pravda* du 2 mars, il est intéressant de noter l'effort publicitaire fait en U. R. S. S. en vue d'améliorer sans cesse la technique de la recherche du pétrole et celle d'exploitation des gisements reconnus. On y voit à quel point M. S. Kouvykine déplore les accidents dus à une insuffisance des moyens mis en œuvre. Nous pourrions, dans une certaine mesure, ne pas l'oublier. (Voir « Problèmes économiques », n° 228, du 13 avril 1952.)

(2) La France dispose de 6 appareils à grande profondeur, 2 appareils à moyenne profondeur et un appareil léger. Les capitaux investis annuellement ne dépassent pas 20 milliards valeur 1952, dont le quart environ d'origine privée (parts privées dans S.N.P.A., C. P. D. T., S. N. A. P., Standard, S. N. P. L. M., etc.), dont 1,5 milliards fournis par la C. F. P. depuis cinq ans.

(3) En 1950: 23 milliards; en 1951: 5 milliards; en 1952: 12 milliards.

(4) Ces subventions se sont élevées, en 1950, à 7.990 millions de francs et, en 1951, à 33 milliards, 121.998.000 F (groupe du travail pour l'étude du problème des économies d'énergie du Conseil économique, annexe au procès-verbal du 15 mai 1952).

Au Gabon, un indice important a été découvert au cours de l'été 1951.

En Savoie, le premier forage d'études est en cours.

En Charente, la Standard française des pétroles développe ses travaux préparatoires et espère commencer à forer au début de 1953. La Société de recherches minéralogiques d'études des ressources du sous-sol du département des Deux-Sèvres (S. R. M. E. S.), fondée le 14 janvier 1947 au faible capital de 3 millions de francs, portée en octobre 1949 à 4.974.000 F, en est à ses premières études, mais elle envisage de s'assurer des concours importants.

Dans le bassin parisien, les premières études géologiques sont en cours.

Au Sud de l'Atlas, dans le Nord Sahara, des concessions sont demandées par la S. N. R. E. P. A. L., par la Compagnie française des pétroles et par une société en formation que doivent constituer la Bataafische Petroleum (Royal Dutch) et la régie autonome des pétroles. L'allocation de M. V. de Metz, président directeur général de la C. F. P., en avril 1952, à Alger, éroque ce nouveau terrain de prospection.

Le déficit grave de la balance des comptes français dont rien ne peut laisser présager la disparition, à moins d'un décisif recul du niveau de vie, ne peut être comblé à terme que par des productions nouvelles exploitables, payables en devises.

Le pétrole est l'un des plus importants de ces produits; au surplus, la puissance de raffinage de la France et le développement de son industrie chimique des hydrocarbures liquides peuvent nous assurer des ressources nouvelles en devises (1).

Le moment paraît venu de passer au stade de l'investissement accéléré, ce qui suppose la mise à la disposition de la recherche nationale, non seulement de moyens financiers nettement accrus, mais encore de matériel moderne en large quantité et le personnel technique de toutes origines, en attendant que s'étoffe l'équipe restreinte d'ingénieurs et ouvriers français spécialisés.

CHAPITRE XI

LES QUESTIONS SOULEVEES DANS LE RAPPORT D'INFORMATION N° 33 ET LES OBJECTIONS QUI Y ONT ETE FAITES

1° La structure de la recherche de pétrole en France.

Nous avons fait ressortir, non seulement dans le rapport 33 C. R. année 1951, mais encore à la tribune du Conseil de la République, à l'occasion de la discussion des comptes spéciaux du Trésor, en 1950, à quelle situation particulière avaient abouti les indifférences cumulées des porteurs de capitaux et du ministère des finances à l'égard de la recherche pétrolière à l'échelle nécessaire :

Non seulement il avait fallu, à l'initiative heureuse de la direction des carburants, constituer le B. R. P. en vue de faire démarrer les nouveaux travaux de recherche, ce qui, en l'absence de concours privés importants, eût pour effet de faire du B. R. P. à la fois le coordinateur des recherches, leur principal banquier et l'élément le plus influent des entreprises dans lesquelles l'Etat avait une part prépondérante;

Mais encore, faute de spécialistes disponibles du secteur privé, les dirigeants responsables de la direction des carburants étaient devenus en même temps les dirigeants de certaines sociétés de recherches.

La conséquence de cette situation fut de polariser les efforts au profit des capitaux d'Etat et de limiter les concours importants des capitaux privés à ceux de certains groupes étrangers, riches et dynamiques; pourtant le moment était venu d'attirer des capitaux privés de toute nature vers le pétrole, afin de développer massivement la recherche nationale et de donner à la France une position préférentielle en Europe dans le domaine du pétrole, semblable à celle qu'elle s'est acquise dans l'industrie du raffinage :

Si on prend en effet cette dernière pour exemple, on ne peut que se féliciter d'une politique qui a eu pour résultat d'attirer initialement des capitaux étrangers considérables et des techniques éprouvées inconnues en France et de donner à notre pays vingt ans plus tard une industrie nationale dans laquelle les capitaux étrangers demeurent largement intéressés mais ne sont, loin de là, pas prépondérants et en tout cas n'exercent aucune pression sur notre autonomie économique et politique dans ce domaine.

Pour remédier à cette indifférence de l'épargne à l'égard de la recherche du pétrole, qui ne met d'ailleurs nullement en cause les hommes de premier plan qui ont orienté dans un sens, souvent étatique et bien malgré eux, la recherche du pétrole, nous avons envisagé une quadruple opération :

Dégréver les fiscoaux spéciaux aux capitaux investis directement ou non dans la recherche du pétrole; modification du régime minier; protection douanière provisoire; constitution de sociétés financières spéciales.

Ces recommandations n'ont entraîné, pendant plus d'un an, que quelques réactions discordantes, toutes négatives, dénuées de sens

(1) Compte tenu du fait qu'à moins de générosité américaine permanente (et dont on ne peut nier les inconvénients à l'égard de notre propre politique), les raffineries françaises risquent de ne pas être alimentées en pétrole brut si notre balance des comptes demeure aussi négative, on peut se demander: a) si cette seule menace n'aurait pas dû inciter les raffineries françaises à participer activement à la recherche; b) s'il n'eût pas été plus avantageux pour la France d'imposer aux sociétés de raffinage une contribution de 3 milliards de francs à la recherche, plutôt que de réduire la prime de raffinage (loi n° 52-461 du 14 avril 1952).

constructif, toutes en demi-teinte; en bref, un silence presque total jusqu'aux premiers jours du printemps dernier.

Le ministère des finances, toujours à la recherche d'une réforme fiscale, mais toujours obligé de respecter le « petit fraudeur grand électeur », restait soumis aux principes périmés de l'égalité « officielle » de toutes les professions et tous les capitaux devant le fisc.

Le ministère de l'industrie, encore influencé par la période précédente de la guerre de Corée, marquée par la mévente du charbon aux répercussions budgétaires et sociales, craignait qu'une intensification de la recherche pétrolière aboutisse à des succès tendant à diminuer encore la consommation du charbon, ou qu'en cas où les besoins en combustibles minéraux solides et liquides augmenteraient, tout avantage accordé à la recherche du pétrole puisse aboutir à un placement des investissements privés vers cette dernière industrie de préférence aux emprunts de Charbonnages de France.

Les dirigeants des banques, sauf exceptions dont le dynamisme a été rapidement freiné, sont restés prudemment dans l'expectative: l'attitude de l'Etat ne les avait d'ailleurs pas encouragés, nous venons de le dire, à intervenir vigoureusement dans une industrie aux investissements coûteux et relativement risqués et dans laquelle l'Etat, par le truchement du B. R. P., exerçait une influence dominante; la lenteur des paiements par l'Etat de ses fournisseurs ont développé les crédits sur marchés, au renouement sûr et à dénouement relativement rapproché; l'émission des bons du Trésor assure d'honorables profits nominaux immédiats. Aussi, les placements habituels ont-ils conservé le pas sur tous autres: et dans le domaine des investissements s'est maintenue, même malgré elles, l'habitude des banques de s'orienter de préférence vers les entreprises dont elles sont les associés ou partenaires depuis des décades et où elles n'ont pas l'impression d'être invitées « faute de mieux ». On comprend fort bien la réticence des banques devant des invitations à s'intéresser davantage à des entreprises dans lesquelles l'Etat s'assurait des participations croissantes (même si elles étaient justifiées), au delà de 50 p. 100 ou des deux tiers, dans les entreprises à capitaux français, par exemple la S. N. P. A. Nous comprenons moins bien, par contre, que les banques n'aient point nettement pris position entre les deux solutions qui s'offraient à elles pour forcer l'Etat à rendre réalisable et attirant son invitation à participer davantage à la recherche: sans doute, la solution la plus agréable pour les porteurs de capitaux privés était d'obtenir au profit de la F. I. N. A. R. E. P. des avantages exceptionnels d'ordre fiscal (comme ceux dont nous faisons état dans la première partie de notre rapport) et d'assurer en même temps à la F. I. N. A. R. E. P. la liberté dans le choix de ses investissements nouveaux. Mais dans cette hypothèse, les objections faites l'an dernier par notre collègue M. Aubert prenaient toute leur valeur. Et les banques eussent-elles été mieux inspirées en proposant soit de constituer une F. I. N. A. R. E. P. dotée des avantages fiscaux nécessaires et libre d'investir à son choix dans le domaine de la recherche, soit de la constituer avec l'apport important, rémunéré à prix normal voire légèrement spéculatif, de certaines parts des entreprises nationalisées ou à large part étatique, telles que la S. N. P. A. ou la Société chérifienne de pétroles, voire même de la R. A. P., sous réserve de l'obligation d'investir une part importante de capitaux souscrits dans des recherches indiquées par le B. R. P.

Enfin, faute d'enthousiasme unanime de la part des prêteurs de capitaux privés de la S. N. P. A., le B. R. P. dut constituer, entre la R. A. P. et la S. N. P. A., la Société des pétroles de la Garonne, ce qui eut pour effet de diminuer la part des capitaux privés dans la recherche pétrolière dans le Sud-Ouest.

Les professionnels des industries du pétrole étaient de leur côté partagés: ils semblaient assez opposés à la création d'un organisme nouveau, ayant quelque droit de regard sur leur action: les uns préféraient n'avoir qu'un tuteur dont ils connaissaient les limites et dont ils s'accoutumaient pour lancer seuls leurs opérations de recherches dans des périmètres que leurs groupes auraient la volonté de prospecter à fond et d'exploiter au mieux, dans la limite d'un cahier des charges respectant les intérêts nationaux; d'autres, considérant avec une certaine et légitime fierté le résultat de leurs efforts en matière de raffinage et de distribution, étaient peu enclins à voir apparaître un « Conseil du pétrole » qui pourrait étendre ses attributions à un domaine largement exploité, motif pris de ses attributions en matière de recherches.

N'oublions pas que les précédents d'avant guerre et certaines tendances à faire du conseil du pétrole un aéropage ayant pouvoirs de décisions en marge en quelque sorte de l'Etat, du Parlement, de la profession, avaient, en la circonstance, accru indûment les inquiétudes de la profession.

Et aussi, craignant l'intervention au sein du conseil du pétrole, ou plus généralement dans l'orientation de leur politique, de personnalités nouvelles (1) auxquelles il faudrait peut-être faire faire quelques classes, la profession n'encouragea guère une initiative qui, limitée à son réel objet, celui de conseiller et proposer, eut été profitable.

Enfin, certains représentants du parti socialiste ont laissé entendre, par le biais de la proposition de résolution n° 117, année 1952, de M. Paul Alduy, déposée sur le Bureau de l'Assemblée de l'Union française, que l'association des capitaux privés aux capitaux d'Etat pour le développement de la recherche de pétrole constituerait un démembrement de la propriété de l'Etat et une prime à l'enrichissement sans cause des porteurs défaillants, presque malgré eux, du capital privé.

On eût à craindre, devant ce concert discordant d'oppositions larvées que votre commission se lassât ou au contraire prit une attitude rigide d'indifférence aux objections des uns ou des autres.

Mais le sujet est trop sérieux. Et, sans bruit, votre commission a continué sa tâche de prosélyte; c'est ainsi que nous avons tenu à

(1) Cf. inauguration, le 17 janvier 1952, des installations nouvelles de la Shell-Berre.

répondre aux uns et aux autres pour leur montrer que leur attitude n'est pas toujours fondée et qu'il ne s'agit en l'occurrence de porter atteinte ni aux principes des uns ni aux intérêts, habitudes ou tendances des autres. Ces réponses sont résumées ci-après.

CHAPITRE XII

RÉPONSES AUX OBJECTIONS ET AUX CRITIQUES

1° Au Gouvernement, nous ferons observer:

Qu'il est contradictoire de lancer la France dans la compétition internationale sans protection qu'ouvre le plan Schuman et de ne pas vouloir donner à la production du pétrole national, destinée à compenser notre déficit énergétique une priorité à tous égards en y appelant toutes les bonnes volontés;

Qu'il est non moins contradictoire de regretter la réduction des investissements essentiels et de ne pas encourager tous les capitaux privés qui développeront les productions fondamentales, actuellement soumises à l'ala des lois budgétaires et à l'hypothèque du découpage de chacun devant l'impôt;

Que tous les pays étrangers qui ont voulu développer la recherche du pétrole ont mis au point des mécanismes fiscaux appropriés en sa faveur et souvent exorbitants du droit commun;

Qu'il n'est pas incompatible de développer les travaux neufs des Charbonnages de France et d'Electricité de France et ceux concourant à la recherche du pétrole, des mécanismes de même ordre, mais différents seulement en pourcentage, ou bien répartis entre diverses productions, pouvant être aisément institués pour peu qu'on le veuille (1);

Qu'il est contradictoire de rendre continuellement le concours financier des Etats-Unis pour obtenir du pétrole brut (même payable partiellement en francs, à condition que nos prix intérieurs de produits finis soient compétitifs à 20 p. 100 près) et de ne pas chercher, en encourageant la production de pétrole national, à diminuer la pression de notre déficit en devises;

Qu'il est contradictoire de parler de grandeur nationale et d'en refuser tous les impératifs;

Qu'il est temps de donner aux grandes industries nationales la place qui devrait être la leur dans la nation, quoiqu'en disent les lilliputiens de tempérament;

2° Aux dirigeants des Banques, nous répondrons qu'il s'agit de choisir et vouloir: elles sont indiscutablement devant un choix, celui d'être des assistantes respectueuses d'un Etat impérial qui leur impose des directives, rémunératrices sans doute dans l'immédiat, mais amorçant leur lente nationalisation, ou bien celui d'être des partenaires de l'Etat, d'une part assez vigoureux pour s'opposer ouvertement à ses erreurs et ses débordements et proclamer la nocivité d'un capitalisme d'Etat pollué et aux faibles moyens, d'autre part assez entreprenants pour encourager le placement productif d'une épargne stérile, fondante, ou terrée en or.

Nous leur objecterons aussi qu'en période de pénurie de crédits et de responsabilités monétaires de tous ordres, un choix s'impose entre les investissements et que tout doit être tenté pour pousser les débris de l'épargne nationale à développer les productions essentielles, à peine de tarir le marché des capitaux et de justifier la nationalisation de toutes les activités. Il est dès lors de leur intérêt bien conçu d'inciter les porteurs de capitaux à investir leurs réserves, si minimes soient-elles, dans les augmentations de capital lancées par les entreprises françaises aux activités fondamentales. Le goût du profit en échange du risque de placement, ainsi rendu au public, ne pourra qu'attirer peu à peu les capitaux et développer les ressources propres des banques, au lieu de les cantonner à celles dont le volume n'est plus fonction que de la dépréciation monétaire.

Enfin, l'attitude regrettable de l'Etat à l'égard des participations privées, ne justifie à aucun titre l'abandon de projets nouveaux. Mieux même, des dispositions claires et amples, associées à des protestations formelles contre l'accroissement systématique de la part de l'Etat dans les entreprises de recherches rentables ou pré-supposées telles, eussent coupé court à la double objection qui est si souvent faite: l'égoïsme des capitaux privés qui ne s'investissent que si les risques sont nuls et s'il est possible de reprendre à vil prix les intérêts de l'Etat qui a fait les frais des expériences et premiers travaux, d'une part, le transfert à des mains étrangères de richesses nationales par servilité à l'égard des capitaux étrangers imposé à la France du fait de notre endettement croissant, d'autre part.

C'est, en effet, le jour où les capitaux privés français s'investiront largement dans la recherche et la production du pétrole que le problème des investissements étrangers perdra l'essentiel de son acuité;

3° Aux ministères des finances et de l'industrie, nous répondrons: au premier, que les avantages accordés à la recherche du pétrole (2) auraient pour effet certain d'orienter l'épargne clandestine existante et en formation des classes moyennes, boutiquiers, petits industriels, détaillants, vers les investissements productifs et

(1) Conférence de M. Moreau Néret du 9 juin 1952.

(2) Nous avons répété bien souvent qu'en détaxant de x p. 100 l'investissement compensatoire serait de 3 x. au taux moyen de 33 p. 100 pour l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive). Peut-être les membres des nouveaux aéropages chargés de la « réforme fiscale », et dont certains nous ont « personnellement » assuré de leur compréhension, oseront-ils insister publiquement sur l'intérêt certain du « facteur multiplicateur ». Nous les jugerons à leur réponse.

de relayer rapidement le Trésor public; au second, que les besoins énergétiques de l'Europe sont loin d'être satisfaits et que le pool acier-charbon impose à la France d'apporter au charbon allemand le contre-poids du pétrole français; aux deux, qu'il faut changer d'optique et de politique et qu'il est temps de faire une distinction de droit entre les dépenses somptuaires et celles réellement productives (1).

4° Aux professionnels du pétrole, nous ferons observer qu'il ne suffit pas de mesures sporadiques pour assurer le succès décisif de leurs industries dans un climat d'hospitalité aux grandes entreprises.

Un conseil supérieur du pétrole avait paru à certains membres de notre commission comme un moyen excellent de mettre autour de la même table représentants du Parlement, de l'industrie, de la banque et des ministères intéressés, dont celui des finances, en vue de recommander, après des discussions techniques et constantes communes, les solutions les plus appropriées à chaque moment pour développer la recherche du pétrole, solutions dont le bien-fondé pût être opposé valablement aux revendications de professions dont l'avenir dépend de notre puissance énergétique.

Il s'agit d'un problème très vaste, nouveau pour la France, aux conséquences sérieuses en cas de larges succès ou d'échecs graves, et dont tous les concours, complexes, nécessitent la connaissance approfondie d'une équipe capable de grouper les concours les plus larges.

Etait-ce là porter atteinte aux prérogatives patronales d'une profession qui s'est quelque peu abritée derrière l'administration ?

Ceci dit, nous n'avions pas de préférences personnelles pour un mécanisme ou un autre.

Il existe, nous l'avons déjà dit, un comité consultatif de l'utilisation de l'énergie, prorogé le 26 novembre 1951 (décret n° 51-1353), doté de pouvoirs précis, mais limités, présidé par le ministre de l'industrie et du commerce, et dont les travaux n'ont jusqu'à présent soulevé aucune contestation et abouti souvent à d'heureuses solutions.

Rien n'eût empêché de constituer en son sein une sous-commission spécialisée dont il eût homologué et soumis les travaux au Gouvernement et au Parlement.

Rien n'eût empêché non plus les professionnels du pétrole de proposer à nos collègues de l'Assemblée nationale et à nous-mêmes une solution différente de celle que nous avons envisagée. Nul doute que nous en eussions volontiers discuté au sein de votre commission, après avoir entendu les intéressés.

Mais leur silence a été total jusqu'au jour où, à l'inauguration des Raffineries nouvelles de Berre, en janvier 1952, des objections furent faites à la constitution d'un tel comité, malgré l'intérêt qui s'attache à une coopération générale en matière de recherches.

Nous n'avons pas cru devoir retenir les hésitations des professionnels. Tout d'abord, parce que rien ne facilite plus le règlement d'un problème délicat que la confrontation sincère de thèses opposées au sein de comités de travail commun ayant une seule et même responsabilité: celle de donner au Gouvernement l'avis le plus motivé, compte tenu de tous les aspects retenus. Et, à ce titre, rien ne vaut un comité spécialisé comparable au conseil supérieur de l'électricité et du gaz où sont représentés les intérêts de toutes les parties en cause et où les producteurs peuvent, s'ils en ont le courage, librement exprimer leurs difficultés et leurs besoins.

Ensuite, parce que l'unanimité qui s'était faite à l'Assemblée nationale sur le principe de ce conseil national du pétrole ne pouvait être traitée à la légère; car c'est sans doute au sein d'un tel conseil dont les pouvoirs seraient mesurés, que seront enfin résolues, sans heurts et sans passion et de façon coordonnée et satisfaisante, toutes les irritantes questions relatives aux parts respectives de l'Etat et de capitaux privés français et étrangers, au fur et à mesure qu'elles se poseront, ou celles visant tous les aspects des problèmes financiers et économiques de la recherche et de sa liaison avec le raffinage.

C'est d'ailleurs dans ce sens qu'a décidé le Gouvernement, le 18 juin 1952, en créant le conseil supérieur du pétrole mais en ne lui attribuant que des pouvoirs consultatifs. L'intérêt commun consiste à tirer le meilleur parti de ce nouvel instrument de travail en commun;

5° A ceux qui sont attachés au maintien de tous les droits de propriété de l'Etat, nous ferons observer que leur position est illogique et va à l'encontre du but poursuivi.

Ce n'est peut-être pas un motif suffisant pour les convaincre. Tout au moins convient-il d'essayer, encore que notre rapport antérieur, pages 61 à 67, ait longuement répondu par avance à leurs critiques et qu'aucune réponse sérieuse n'ait été faite à notre propre argumentation.

Tout au plus relèverons-nous, pour ordre, les propos de M. Alduy et de ses collègues, conseillers de l'Union française, pages 14 et 15 de sa proposition n° 117, qui montrent combien il est facile de déformer les textes les plus clairs et de tronquer sciemment les citations.

A aucun moment, notre rapport antérieur n'a parlé ni de « cession de sociétés » aux banques ou aux capitaux privés ni d'aliénation des intérêts de l'Etat. Nous avons suggéré, ce qui est classique en matière de sociétés d'investissements, une répartition des risques pour les capitaux qui s'investiraient dans la F.I.N.A.R.E.P., car nous trouvions et trouvons encore choquant que des capitaux privés reçoivent une garantie d'intérêts de l'Etat.

Au surplus, laisser des capitaux privés s'investir dans les augmentations de capital de sociétés dans lesquelles l'Etat a des intérêts

(1) Le ministère de l'industrie a d'ailleurs fait sienne notre position en matière financière et fiscale.

prépondérants n'a jamais signifié retirer à l'Etat une part quelconque de ses droits à intérêts. Les actions se valorisent quand les actions du capital initial bénéficient de « droits de souscription négociables chers » ou quand les augmentations de capital bénéficient de primes d'émission.

A aucun moment, notre rapport précédent n'a écarté du domaine de la recherche privée les territoires difficiles comme ceux d'Afrique équatoriale française, les conditions de recherches dans ces territoires étant fort semblables à celles prévalant en Louisiane où les prospecteurs ne manquent pas. D'ailleurs, le rapport de M. Aubé (n° 865, année 1950, Conseil de la République) sur la proposition de résolution de M. Durand-Réville (n° 692, année 1950, Conseil de la République) a répondu d'avance aux inquiétudes de cet ordre.

Et à supposer que les capitaux privés préfèrent d'abord s'investir dans la métropole ou en Afrique du Nord, motif pris d'une rentabilité *a priori* moins risquée ou plus élevée, en quoi serait-il choquant que l'Etat les encourage dans cette voie, quitte à réserver ses efforts directs à des territoires plus difficilement exploitables en attendant que les succès dans la métropole et en Afrique du Nord incitent les capitaux privés à reporter vers l'Afrique équatoriale française leurs opérations spéculatives.

Développer les attributions du fonds de soutien des hydrocarbures en faveur de la recherche dans les territoires lointains d'outre-mer constitue par ailleurs une affirmation gratuite: la R. A. P. réinvestit déjà, en assumant, ce qui lui est attribué et le développement d'autres productions nationales de remplacement ne peut être arrêté ou modifié au gré des appels des uns et des autres.

Ne pas encourager, par une répartition intelligente des risques, les capitaux privés en les associant, à leur prix, aux opérations déjà rentables ou estimées devoir l'être (R. A. P., S. N. P. A., S. E. R. E. P. T.) équivaut à déclarer nettement, étant donné le sort fait depuis des années aux épargnants français et la mentalité hésitante qui en est résultée, que le pétrole national sera « nationalisé » pour partie, étranger pour l'autre. Est-ce vraiment opportun, surtout dans la conjoncture présente qui exige une diligence considérablement accrue, de s'opposer pour des raisons doctrinales et partisans à une coopération totale des intérêts publics et des intérêts privés au sein d'un même groupe de grandes entreprises, alors que les crédits publics d'investissements seront très fortement réduits en 1952 et les années suivantes.

Nous nous élevons donc avec vigueur, — encore que nous ne soyons pas chargés de défendre les détenteurs de capitaux privés, et que nous désapprouvions leur politique équivoque contre l'interprétation erronée de notre pensée: « Racheter à des bas prix les intérêts de l'Etat », insinué M. Alduy, nous avons écrit « rachat à son prix ». La différence des expressions et l'omission volontaire des limites apportées dans le rapport n° 33 aux risques relevés par M. Alduy témoignent d'une grave incompréhension de notre propos.

Aussi, nous n'insisterons pas davantage. Le rachat à l'Etat d'une part de ses intérêts, au cours (valeur réelle d'après bilan, ou valeur de bourse), constitueraient un encouragement certain à la constitution d'une société d'investissements dont le rôle serait limité au financement de nouvelles recherches grâce aux revenus des recherches déjà fructueuses.

A ce seul titre, notre proposition était raisonnable et ne portait nulle atteinte aux intérêts de l'Etat dont nous estimons être meilleurs gardiens que ceux qui ne lui confient tant de charges que pour en retirer des avantages au profit d'une collectivité privilégiée.

Et s'il faut l'explication sur ce point, la majorité de votre commission ne s'y refusera pas.

Ceci dit, observons que l'incitation aux recherches par le seul capital privé en la limitant à de nouveaux périmètres, exigera plus d'efforts de persuasion et de propagande, même si les avantages fiscaux que nous recommandons sont accordés. L'exemple en cas d'échecs, même partiels, ne sera pas contagieux et les mois, sinon les années, passeront pendant que les territoires d'outre-mer se plaindront de plus en plus de nos faibles crédits d'investissements.

Mais c'est peut-être ce que désirent, inconsciemment ou non, nos opposants plus « nationalisateurs » que « nationaux ». Le développement massif de la population nord-africaine devrait les inciter à quelque clairvoyance. A trop tarder à investir en Afrique, les aspirations « non spontanées » des populations autochtones trouveront un écho définitif qui les conduira à l'autonomie. La France devenant un microcosme, pourra être réservée aux tenants de certain fonctionnarisme politique, traitant chaque question économique en fonction de son rendement eu égard aux amitiés politiques.

En tout cas, on ne saurait trop recommander à l'administration de tutelle de procéder avec le plus de doigté possible aux opérations qui pourraient minorer, même si les raisons en sont justifiées et ont été approuvées par les intéressés, les intérêts déjà minces des actionnaires privés. Il n'est pas douteux que la concordance dans le temps de l'éclatement des permis de la S. N. P. A. au profit d'une société nouvelle, la Société des pétroles de la Garonne (dont la R. A. P. est actionnaire à 60 p. 100) avec la découverte du gisement de Lacq a donné naissance à quelques réactions.

Nous ne saurions donc trop insister sur la nécessité d'assurer plus d'inimitié confiante entre l'Etat et ses associés français du

secteur privé, à peine d'aboutir à un résultat inverse de celui recherché (1).

Nous ne nous refuserons cependant pas à tenir compte, dans nos conclusions, des réactions qu'ont fait naître nos suggestions antérieures.

En effet, toute politique qui n'incite pas les capitaux privés français à s'investir dans la recherche du pétrole dans les territoires français ou des entreprises françaises, a pour aboutissement de favoriser les seules sociétés étrangères; elle polarise autour de certains groupes pouvant, en raison de leurs énormes succès ailleurs, prendre quelques risques à peu de frais, compte tenu de la fiscalité étrangère, les principaux permis de recherches non accordés aux entreprises d'Etat ou à majorité d'Etat.

Elle pousse le Français à souscrire librement aux actions des compagnies pétrolières étrangères parce que ce sont les seules que le dogmatisme politique ne leur interdit pas, sinon en droit, du moins en fait et parce que ce sont les seules qui, dans le pays où elles ont leur siège social, bénéficient d'une fiscalité appropriée à la recherche (2).

6° La participation de capitaux étrangers à la recherche du pétrole et à l'exploitation des richesses reconnues.

Il s'agit là d'un problème difficile et de la plus délicate des observations qui nous aient été faites, dont nous avons déjà, ainsi que notre collègue Durand-Réville, dit quelques mots (rapport 64/C.R. du 12 février 1948, rapport n° 33 du 12 janvier 1951 et proposition de résolution n° 632/C.R. du 20 septembre 1951).

Pour des raisons qui nous échappent en partie, ce problème est devenu passionnel.

Le rôle dévolu à la France en Europe, surtout depuis la ratification du plan Schuman, d'une part, les difficultés politiques croissantes en Afrique du Nord, d'autre part, les incidents du Proche-Orient et la conjoncture internationale nous font un devoir de le traiter sous tous ses aspects: économiques et financiers, politiques, sociaux, militaires et de recommander des solutions.

Nous relèverons rapidement les imputations inutilement déplaisantes de ceux qui voient dans l'octroi des permis de recherche en Tunisie, à la S. P. D. T. et à la S. N. A. P. ou en Charente-Maritime — à la Standard française des pétroles — un abandon inadmissible des droits souverains français sur des richesses nationales.

Le patriotisme connu des hauts fonctionnaires qui ont recommandé ces opérations dans l'intérêt du pays, en vue de stimuler la recherche et assurer à la France un ravitaillement direct sur son sol, constitue à lui seul une réponse dirimante.

Notre rapporteur se permet de son côté de dire tout net qu'il n'a pas été étranger à l'octroi de ces permis: c'est à la suite du rapport n° 81/1948/C.R. qu'ont été décidées les opérations tuni-

(1) Société des pétroles de la Garonne, dite S. P. G. La constitution de la Société des pétroles de la Garonne a soulevé un certain nombre de critiques.

Si l'opération qui a consisté:

a) à constituer cette nouvelle société au capital initial de 100 millions de francs, par la S. N. P. A. à concurrence de 9.999 actions et de 6 actions au nom de 6 personnes physiques appartenant toutes à la S. N. P. A. et au B. R. P., puis à rétrocéder à la R. A. P. 4.997 actions;

b) à transférer de la S. N. P. A. à la S. P. G. une partie importante de son périmètre, est bien conforme à l'esprit de la convention R. A. P.-S. N. P. A. du 29 décembre 1949 qui ne fut pas approuvée par les services compétents, elle n'en constitue pas moins une opération qui, entre les sociétés classiques de droit privé, eût ému les actionnaires de celle perdant au profit de la seconde une partie de ses droits.

En effet, si le projet de convention du 29 décembre 1949 a bien dit que la S. N. P. A. concentrant ses efforts dans la zone Ouest de son périmètre, ne pouvait en développer d'autres dans la zone Est, voisine des concessions de la R. A. P., et qu'il était souhaitable que cette dernière lui apportât son concours en vue de prospecter dans ladite zone Est, elle n'en a pas moins abouti à déposséder la S. N. P. A., motif pris de l'insuffisance de ses liquidités, d'un périmètre important au moment même où se révélaient les richesses du gisement même de Lacq (c'est-à-dire dans la zone Ouest).

Or, l'étroitesse des crédits de la S. N. P. A. est due à la politique même suivie à son égard par l'Etat, son majoritaire qui, par ses augmentations de capital répétées avant la découverte du gisement de Lacq, a fini par accroître à un point tel la part de l'Etat, que les capitaux privés ne figurent pour ainsi dire plus que pour ordre à la S. N. P. A.

Par ailleurs, le B. R. P. contrôlant à 100 p. 100 puisque la R. A. P. est une entreprise d'Etat, et la S. N. P. A. à 80 p. 100 du fait des augmentations de capital précitées, a pour directeur le président de la R. A. P. et l'administrateur le représentant à la S. N. P. A.

De là à penser que l'opération a été faite pour créer une nouvelle société contrôlée par l'Etat, la S. P. G., et à diminuer encore les droits des porteurs de capitaux minoritaires de la S. N. P. A., il n'y a qu'un pas et, en tout cas, il n'y a qu'un résultat: les porteurs de capitaux privés intéressés à la recherche du pétrole se sentent des intrus, sauf s'ils sont des groupes étrangers puissants. Est-ce heureux? Poser la question c'est y répondre.

Sans doute, nous ne prenons pas à notre compte les critiques qui se sont fait jour: mais le seul fait qu'elles existent montre qu'il y a un problème à résoudre dans l'intérêt commun.

(2) L'intervention de M. le président Longchambon au Conseil de la République le 27 novembre 1952 a montré l'absurdité et le caractère antinational de la politique fiscale française en matière de recherches de pétrole.

siennes depuis longtemps approuvées à l'échelon administratif. De même postérieurement au rapport n° 33/1951/C.R. fut octroyée la concession des Charentes-Maritimes à la Standard française des pétroles.

Ceux qui connaissent quelque peu les conflits d'intérêts en matière de pétrole, se rappelleront peut-être aussi qu'en 1945, votre rapporteur, alors directeur de la Mission de la production industrielle à Washington, eut avec certains groupes des controverses en vue d'éviter une polarisation du ravitaillement sur tel ou tel producteur étranger; et, chose curieuse, ce sont ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, se dressent en nationalistes à tout crin, qui, il y a sept ans, trouvaient regrettable une répartition des sources de ravitaillement entre divers producteurs en vue de défendre la liberté d'action française.

Aussi, craignons-nous que le nationalisme farouche cache de nouvelles jalousies.

Passons aux arguments sérieux.

a) Les participations étrangères, surtout si elles sont majoritaires, font perdre à la France sa liberté d'action en matière de recherches.

Cet argument ne résiste pas à l'examen. Tout d'abord, aucun permis de recherche — et a fortiori aucune concession — n'est octroyé sans acceptation par le bénéficiaire d'un cahier des charges dont les clauses sont très strictes. Elles prévoient à peine de déchéance des engagements de dépenses minimum annuelles et assurent à l'Union française et par priorité la libre disposition des produits existants, sous la seule réserve qu'au delà des besoins nationaux, ainsi assurés par préciput, le surplus soit vendu aux conditions normales au groupe étranger associé à l'opération. Il suffit de lire les clauses des cahiers des charges qui ont été imposées aux groupes Standard, Gulf et Shell pour avoir à cet égard tous apaisements.

L'expérience des difficultés rencontrées par les groupes étrangers dans le Proche-Orient devrait également rappeler à chacun que le pétrole est en réalité sous le seul contrôle du territoire qui possède le sous-sol. Les Français seraient-ils à cet égard plus faibles que les populations arabes dont ils se prétendent les guides?

b) Les intérêts politiques étrangers ne s'identifient pas toujours aux intérêts français et les participations étrangères importantes développent l'influence étrangère sur le sol national.

Il est exact que la politique anglaise dans le Proche-Orient et en Lybie, voire même dans le Fezzan, a fait litière des intérêts français sans le moindre scrupule. Et certains prétendent que la présence en Afrique du Nord de représentants d'intérêts britanniques conduira la Grande-Bretagne à de nouvelles et fâcheuses initiatives.

Notons, tout d'abord, que la peur d'un tel mal n'élimine ni le mal ni le climat dans lequel il se développe. Et rien ne créerait plus ce climat que l'inertie. Les populations arabes dont certains parlent avec émotion et compassion sont bien plus intéressées au développement des ressources naturelles d'Afrique du Nord, qu'à écouter les homélies papelardes de leurs « frères blancs ».

Et vouloir réserver aux seuls intérêts français le développement de ses ressources, équivaut, dans notre impécuniosité, à le reporter aux calendes, quand nous aurons perdu tout influence.

Rappelons que l'une des raisons de nos difficultés initiales en Indochine vient du désir égoïste de conserver pour la « France seule » le bénéfice de certaines exploitations. Le résultat est suffisamment décevant et coûteux pour ouvrir les yeux des puristes du nationalisme de salon.

Ceci dit, et dans la mesure où l'influence anglaise n'est pas recommandable, on peut s'étonner qu'elle soit celle qui se développe le plus.

La sagesse voudrait d'abord qu'on intéressât les capitaux français à s'investir largement et, dans la mesure où ils ne s'avèreraient pas suffisants, de répartir les intérêts étrangers entre divers groupes, en les associant intelligemment à des capitaux français dans le cadre des cahiers des charges dont nous avons déjà parlé.

Cela suppose que le ministère des finances favorise la recherche du pétrole, que le Gouvernement ne considère pas comme une chasse gardée réservée en fait aux capitaux d'Etat et à certains corps de fonctionnaires, que le Parlement cesse de menacer les ministres dès qu'apparaît un concours étranger en matériels, en hommes, en capitaux, dans des conditions entièrement satisfaisantes.

Plus généralement, cela suppose aussi que le ministère des affaires étrangères dise plus souvent son mot aux « colonialistes attardés » et oublie d'Outre-Atlantique, auxquels il convient de rappeler qu'il n'est pas conciliable, d'une part, de parquer les derniers des Indiens, de coloniser Porto-Rico et l'Alaska, d'autre part, d'autoriser les exactions contre les noirs dans certains Etats, d'autre part, d'inciter les nationalistes arabes à secouer le joug des Français.

Ajoutons que les difficultés du Proche-Orient sont telles (nous les avons annoncées dans notre rapport (n° 84, année 1948, C. R.), que les intérêts bien compris des sociétés de pétrole anglaises et américaines les incitent à rechercher des sources de pétrole moins exposées. Il serait opportun que nous profitions de ces circonstances pour créer les grandes entreprises françaises à capitaux de toutes origines pour développer les ressources sous-jacentes de notre sol.

Il serait fâcheux que nous courrions toujours après les occasions perdues, alors que nous avons la possibilité de réussir une opération aussi brillante que celle découlant de l'installation en France d'une industrie puissante de raffinage, dont les capitaux furent essentiellement étrangers à l'origine.

Enfin, si une influence étrangère était à craindre, l'étalement sur le sol national des distributeurs de marques étrangères (Shell, Esso, B. P., Caltex) exercerait une influence bien plus grande sur l'état d'esprit du public que les concessions de droits de recherches et de

production dans le cadre de sociétés françaises; or, cette influence ne paraît nullement avoir nui aux intérêts français.

c) Le pétrole est abondant et dans ces conditions la France peut sans hâte développer sa production nationale en réservant le contrôle, dans l'essentiel, aux capitaux d'Etat.

Cet argument ne tient pas compte d'un facteur essentiel: le facteur temps.

Le marché commun du charbon et de l'acier est né et sur le point d'être un facteur important de l'économie européenne. La France n'y apporte rien, si ce n'est des droits pour les partenaires; elle reçoit en contrepartie des promesses de ravitaillement en charbon. Mais le plan Schuman ne change rien au fait que la France importe l'essentiel de ses matières premières (1) — qui, à l'exception des fibres textiles, sont pourtant à sa disposition sur son sol, pour peu qu'on les cherche — et qu'elle doit, à peine d'être le partenaire perdant du pool, devenir le fournisseur de la communauté d'une part essentielle des matières premières non textiles que consomment ses partenaires.

Le pétrole est la principale de ces matières premières et on le trouve principalement, tout au moins d'après les connaissances actuelles, dans des terrains sédimentaires dont l'Union française est riche.

Tout doit être fait pour que l'Union française devienne le principal producteur des nations du P. A. M. après les Etats-Unis.

Cela signifie faire des milliers de forages rapidement. Nous en faisons cinquante par an. Et comme, dans une large mesure, le tonnage extrait est proportionnel au nombre de trous forés, à bon escient, nous avons un effort énorme à faire pour satisfaire à nos besoins non couverts par l'importation en France et la production nationale. Et l'on ne saurait chiffrer à moins de 1.000 à 1.500 forages de prospection par an le minimum de nos besoins, soit 20 à 30 fois notre effort actuel, si d'ici 4 à 5 ans la France désire apporter à l'Europe la contrepartie de son apport au marché commun de l'acier et du charbon, à peine de perdre son influence dans l'Union française.

Un tel effort suppose une centaine d'équipes nouvelles de prospecteurs et de foreurs, et par là même la mise en œuvre d'environ 100 rotaries nouveaux complètement équipés au prix moyen de 350.000 à 700.000 dollars et la disposition de mille spécialistes que nous sommes loin d'avoir mais dont disposent les Etats-Unis.

Cela signifie que, sans concours étrangers en matériel et techniques, même si des capitaux immenses pouvaient être trouvés en France celle-ci n'arrivera pas à temps à contrebalancer l'avantage allemand en matière de charbon;

Notons que le Canada offre en ce moment des possibilités exceptionnelles aux capitaux américains et autres, par le double mécanisme des dégrèvements fiscaux au Canada et aux U. S. A. dans le domaine de la recherche du pétrole; les conditions dans lesquelles les capitaux étrangers pourront s'investir dans des entreprises françaises de recherche ou concourir à celles-ci devront de ce fait pour être encourageantes faire l'objet d'études soignées.

Notons enfin l'intérêt d'associer largement à nos recherches des capitaux européens, suisses, allemands, belges, suédois, italiens; leur participation incitera les entreprises de ces pays à devenir clients des sociétés françaises auxquelles ils auront participé.

Bien plus, sans larges sources de pétrole, la chimie allemande fondée sur le charbon continuera à peser lourd sur le continent européen, tandis que d'importantes disponibilités en pétrole national entraîneront le développement rapide de notre chimie organique fondée sur les hydrocarbures liquides, et l'association étroite des techniques allemandes et françaises disposant ensemble, dans ce cas, des mêmes possibilités que les U. S. A. avec le concours de l'Italie riche en gaz naturels.

d) La défense des territoires de l'Union française contre l'infiltration étrangère nécessite une sérieuse protection des ressources nationales.

Ce raisonnement eût été exact avant 1914, alors que la France luttait au Maroc pour y asseoir une certaine influence et s'assurer un flanc garde à l'Algérie.

Aujourd'hui, cet argument n'a plus de poids. A ne pas développer à fond toutes les richesses africaines sous-jacentes sur ou sous le sol que nous contrôlons, nous risquons de voir les populations autochtones, sous les pressions les plus contradictoires, mais aux effets s'additionnant, réclamer une plus grande liberté politique, si ce n'est notre départ.

Ce départ signifiera sans doute, pour des raisons stratégiques, le remplacement des Français par d'autres.

Il vaut mieux, dès lors, pour se maintenir, utiliser les concours appropriés en définissant leurs objectifs et les limites de leurs droits.

A ce prix, nous conserverons notre influence.

Ajouterons-nous que les mécanismes financiers des plus divers permettent aux intérêts français de s'assurer également à ce seul titre et sans qu'il faille évoquer le sujet des cahiers des charges déjà traité ci-dessus, le contrôle de la gestion des entreprises intéressées?

Au surplus, les intérêts des groupes étrangers seront d'autant plus limités à des participations en capital plus faibles (mais étendus à des apports techniques en hommes et en matériels plus importants, soumis à des contrats de louage de services) que les capitaux français seront davantage incités à s'intéresser à la recherche du pétrole. Et c'est là que la politique fiscale du ministère des finances et la politique de nationalisation larvée des gouvernements jouent un rôle déterminant que nos recommandations de l'an dernier permettraient de modifier en faveur des porteurs de capitaux privés.

Et en fait, la politique étiquée et partisane menée depuis la libération à l'égard des capitaux privés — auxquels il fallait donner

un aliment après les avoir éliminés des charbonnages et de l'électricité et du gaz, — a, autant que la timidité excessive des porteurs de capitaux devant le moindre risque, servi les seuls intérêts étrangers comme nous l'avons déjà fait ressortir.

Ceci dit, il est évident qu'un tri intelligent entre les concours doit être assuré, fonction en quelque sorte de l'intérêt direct que présenterait leur intervention pour notre économie: apport de matériel de prospection et de forage moderne et puissant, équipes de chercheurs de premier ordre, volonté des associés étrangers de se procurer dans les territoires de ressort français une part importante de leur ravitaillement en pétrole brut.

Mais il va de soi que des encouragements décisifs que nous indiquons doivent être donnés sans délai aux capitaux privés pour que les concours étrangers deviennent bien davantage l'appoint de qualité d'associés choisis comme tels qu'une source essentielle de financement.

Le ministère des finances tient en la matière la clef de la réponse au double titre de sa position à l'égard de la recherche de pétrole en France, et des investissements étrangers en France, et plus généralement des mécanismes financiers que nous avons suggérés, d'ailleurs inspirés des législations étrangères et qui devraient dès lors satisfaire nos intérêts et ceux de leurs porteurs.

En bref, rien qui vaille la peine d'être retenu ne s'oppose à une raisonnable participation de concours étrangers dont il y a lieu toutefois de fixer les limites et la consistance, en créant le climat de fait et de droit qui assure le développement de nos ressources pour le bien commun.

Si elle ne procède pas de la sorte, et n'associe pas les efforts français et étrangers, la France, isolée, continuera à mendier des crédits et devises fortes pour combler son déficit en pétrole payable en francs, au détriment de sa balance des comptes, et les concours internationaux comme ceux des banques d'investissements existantes ou en formation, s'associant souvent à des intérêts financiers locaux, s'orienteront vers d'autres territoires et y développeront leurs ressources au détriment des nôtres.

Ce jour-là, nos intérêts en Afrique, essentiels pour notre indépendance économique et le développement du niveau de vie des Français, ne seront pas loin de disparaître, du fait de notre faiblesse, croissant à la cadence de notre faux nationalisme.

Résumant nos observations sur les critiques et silences des uns et des autres, nous n'hésiterons pas une fois de plus à déclarer indispensable l'association, sous toutes les formes et combinaisons possibles, des capitaux d'Etat et de capitaux privés, français le plus possible, mais aussi étrangers, dans un cadre laissant à chacun sa part de responsabilités et de profits, pour assurer au plus vite le massif développement de la recherche et de la production de pétrole.

Le moment est depuis longtemps venu le constituer des équipes homogènes mais d'origine diversifiées pour mener à bien une tâche essentielle dont le succès ou l'échec conditionnent pour une large part notre avenir politique.

Le Gouvernement et le public ne peuvent demeurer indifférents ou statiques devant leur commune responsabilité.

CHAPITRE XIII

L'EQUIPEMENT EN MATERIEL DE RECHERCHES PETROLIERES

En principe, il n'y aurait aucune difficulté à obtenir pour nos entreprises de recherches de pétrole les matériels d'équipement appropriés.

Néanmoins, la pénurie de devises (dollars en particulier) et le développement des intérêts des entreprises de recherches de pétrole dans les régions où la France doit exporter et exporter traditionnellement, ou dans l'Union française elle-même, ont conduit notre pays, en raison de l'importance du chiffre d'affaires en cause, à développer en partie les productions nécessaires.

Nous ne terminerons pas notre exposé sans indiquer qu'en ce qui concerne ces matériels, les industriels français ont fait un effort louable qui doit être encouragé.

En effet, on fabrique en France:

Les derricks; les tubes; les tiges; les têtes de forage; les gros moteurs Diesel de commande des rotaries; les pompes à boues.

Certaines critiques sont encore faites aux pompes et aux têtes de forage, soit en raison de leur prix, soit en raison des qualités d'acier, mais il faut reconnaître qu'en la matière les Américains, ont mis des années à arriver à des résultats décisifs. On aurait peut-être pu négocier l'achat des licences américaines, par exemple avec la Hugues Tool Co. (prise à titre d'exemple) pour la fabrication des différents outils destinés aux opérations de forage, mais cela n'a pu être réalisé, en raison notamment des exigences américaines. Aussi les fabricants de charpentes métalliques, des moteurs de pompes et d'outillages, se sont mis au travail et on doit soutenir les efforts de Schwarz-Haumont, de la Société des matériels de forage, de la société des moteurs Poyaud, des producteurs de tubes, de la société des pompes Pallière (1), etc. qui ont été les premiers pionniers.

Certaines de ces sociétés ont besoin de concours financiers ou de s'associer à des groupes plus puissants, afin de pouvoir préparer d'avance les séries de matériels nécessaires aux programmes qui correspondent au plan quinquennal ou aux besoins de sociétés étrangères associées à des sociétés françaises travaillant en France ou travaillant seules dans le Proche-Orient.

(1) On a même mis au point en France les machines à fileter Cridan pour les filetages des raccords et des extrémités des tubes, machines inégalées aux U. S. A.

(1) Nous le répétons volontairement.

TROISIEME PARTIE

Conclusions (1).

La création du conseil supérieur du pétrole et la volonté manifestée par son président (2) d'aboutir rapidement à des recommandations complètes que le Gouvernement ne pourra plus ignorer, puisqu'il est représenté audit organisme, dispensent votre commission de prendre une position rigide dans la forme.

Il peut y avoir quelques divergences sur les méthodes à employer pour développer la recherche et l'exploitation du pétrole dans l'Union française, car elles peuvent varier selon les territoires, la nature et la personnalité des participants, l'importance et la forme de leurs divers concours; et des formules trop précises sur des points soulevant des questions de doctrine ou entraînant à des prises de position politique pourraient constituer un obstacle au développement désiré.

Cependant, dans le but d'apporter aux recommandations du conseil supérieur du pétrole un appui ferme, il nous est apparu nécessaire de revenir, même brièvement, sur trois points importants des discussions passées et de préfigurer des schémas de solutions.

1° Aménagements fiscaux.

Diverses modalités cumulatives doivent être envisagées:

Amortissement accéléré des dépenses d'investissements en matériel de prospection et de forage;

Création d'une provision pour reconstitution de gisement;

Exonérations fiscales accordées, d'une part, aux personnes physiques et morales investissant leurs bénéfices ou revenus dans la recherche du pétrole, d'autre part, aux entreprises qui se consacrent à la recherche du pétrole et qui auront réinvesti dans la même industrie les profits nés de leur activité antérieure (3);

Suppression de la double imposition des sociétés intégrées.

Ces aménagements fiscaux s'appliqueraient à toutes les entreprises de recherche de pétrole, que l'Etat soit ou non le principal actionnaire.

Votre commission a, dès 1951, préféré ce système d'aménagements fiscaux au développement des subventions accordées par le fonds de soutien des hydrocarbures. Le système des subventions abusivement accordées en faveur des productions les plus diverses conduit à une grave dégradation de l'initiative et de la responsabilité individuelles; la spécialisation de la législation fiscale au contraire favoriserait les initiatives hardies.

2° Les mécanismes d'association des intérêts publics et privés.

La solution la plus large aurait consisté à constituer la F.I.N.A.R.E.P., dotée par l'Etat d'apports déjà rentables, qu'elle aurait payés à leur prix, et à la laisser libre de ses investissements: « La dot et la liberté ».

Nous n'avions pas cru devoir aller si loin l'an dernier: nous avions prévu la dot assortie de l'obligation pour la F.I.N.A.R.E.P. de s'intéresser à certaines affaires dont la rentabilité n'était pas encore démontrée et ce à l'instigation de l'Etat et nous avions suggéré « La dot et certaines servitudes ». Notre collègue Aubert avait penché de son côté vers la solution « Liberté sans dot », l'Etat conservant ses participations actuelles sans les accroître, cette liberté s'accompagnant en outre de la mise en œuvre des mécanismes fiscaux et miniers que votre commission a fait siens l'an dernier.

C'est, semble-t-il, à l'une des deux solutions « Liberté sans dot » et « Dot avec certaines servitudes » qu'il convient de se rallier, étant entendu que l'Etat pourra à tout moment céder une partie de ses intérêts si le marché financier le permet.

« Liberté sans dot » signifierait que la F.I.N.A.R.E.P. serait constituée sous la forme d'une société d'investissements bénéficiant:

Non seulement des avantages découlant de son statut, sous réserve d'apporter aux dispositions relatives aux dégrèvements des dividendes des participations les amodiations que nous avons demandées;

Mais encore des avantages fiscaux que nous avons prévus.

Elle serait libre de ses investissements dans l'Union française et, dans la limite de 15 p. 100 de leur montant global, à l'étranger, bien entendu dans des entreprises productrices de pétrole exclusivement;

« La dot et certaines servitudes » signifierait que la F. I. N. A. R. E. P., bénéficiant toujours des mêmes avantages fiscaux, serait constituée par des capitaux privés et des apports de l'Etat, représentant une partie des profits de la R. A. P. (par exemple 30 p. 100) et une partie (par exemple 30 à 40 p. 100) des intérêts de l'Etat dans la Chérienne des Pétroles et la S. N. P. A. en contrepartie d'actions remises à l'Etat, lesdites actions étant évidemment estimées à leur prix sur le marché financier si elles sont cotées ou à un juste prix établi

(1) Nous invitons nos collègues à lire avec soin les deux importantes études de M. Devaux Charbonnel, conseiller juridique et financier du bureau de recherche du pétrole, l'une faite à l'occasion du troisième congrès mondial du pétrole (la Haye, 1951) sur les modifications apportées depuis 1937 aux statuts juridiques des recherches d'hydrocarbures en France métropolitaine et dans l'Union française, l'autre sur l'intervention des Etats dans la recherche et l'exploitation des gisements de pétrole (publiées par l'Institut français du pétrole).

(2) M. Courant, député, ancien ministre.

(3) Des règlements d'administration publique définiraient les obligations auxquelles seraient soumis ces dégrèvements et les limites quinquennales accordées en matière de bénéfices réinvestis par des personnes morales.

à dire d'experts (1). Par contre, la F. I. N. A. R. E. P. devrait obligatoirement participer dans une proportion notable aux souscriptions et augmentations de capital prévues pour la S. N. P. L. M., la S. P. G., la S. E. R. E. P. T., la S. N. R. E. P. A. L., les Pétroles du Gabon et de Madagascar et ainsi de suite.

Dans cette deuxième hypothèse, l'Etat ne serait dépouillé à aucun titre: il garderait intégralement la R. A. P. mais utiliserait une part de ses bénéfices comme actuellement, en les virant à d'autres entreprises « débutantes ». Il céderait à leur prix une partie de ses intérêts dans d'autres entreprises d'économie mixte avec une contrepartie sérieuse.

Par ailleurs, en ce qui concerne la structure du B. R. P. et ses intérêts pour compte de l'Etat dans la R. A. P., la S. N. P. A., etc., il nous semble que la constitution d'une société d'investissements d'Etat, à laquelle serait fait apport par l'Etat de tous ses intérêts dans lesdites sociétés, présenterait un double avantage:

Tout d'abord, la confusion des pouvoirs entre direction des carburants, B. R. P. et les sociétés contrôlées par l'Etat disparaîtrait, une holding d'Etat (société nationale à capital, statuts et forme juridique déterminés et à caractère industriel et commercial, dotée d'administrateurs pris dans l'administration et dans l'industrie en fonction de leur compétence) s'interposant entre l'administration de tutelle et les sociétés de production;

Au surplus, la souplesse de manœuvre de cette entreprise serait plus grande, les participations éventuelles nouvelles de l'Etat provenant des fonds qu'il aurait souscrits à ladite holding ou société d'investissement.

En ce qui concerne la R. A. P., il paraît opportun de ne rien changer à sa structure, tout au plus de la transformer en société anonyme d'économie mixte dans la société holding d'Etat serait l'actionnaire quasi unique et dont les titres ne pourraient être cédés que par autorisation législative. Ainsi pourrait-elle contribuer, avec une grande souplesse de manœuvre et dans la mesure où cela serait nécessaire, à la création de tous nouveaux organismes de recherche, étant entendu que le jour où ceux-ci passeraient au stade de la production rentable, la R. A. P. ne soit pas autorisée, avec tous les délais nécessaires, à conserver des participations supérieures à 25 p. 100 du capital des entreprises à la création desquelles elle aura participé, après introduction à la Bourse de Paris ou à toute autre Bourse, des titres desdites sociétés, — introduction qui serait de droit après deux ans d'exploitation industrielle normale.

Ainsi se développeraient, dans un climat d'active et confiante collaboration, des projets analogues ou comparables à ceux à l'étude en ce moment en Afrique du Nord, en liaison avec la C. F. P. et le groupe Shell Royal-Dutch ou encore dans la métropole.

3° Le concours des groupements étrangers.

Ces concours pourraient être soit d'origine financière (par exemple, groupes suisses désireux à la fois de faire un placement avec certains risques et de faire bénéficier leur pays des profits d'une part de la production); soit d'origine industrielle visant à répartir les risques de la recherche sur plusieurs territoires. Les premiers pourraient être dans une certaine mesure souscrits de préférence dans la F. I. N. A. R. E. P. déjà financée par des capitaux français; les seconds seraient encouragés dans le cadre d'une charte claire et loyale, destinée à la fois à favoriser la coopération franco-étrangère et à laisser intacts les intérêts économiques et politiques français.

Parallèlement, la France, en association avec les autres pays du Pacte atlantique, faute de pouvoir aller au delà, pourrait étudier, comme cela a déjà été envisagé lors de la reprise des conversations avec l'Iran, la création d'une banque professionnelle européenne, ayant la charge de financer, contre redevances sur la production les recherches de pétrole dans les territoires sous développés à cet égard, comme ceux de l'Afrique et de l'Europe occidentale.

Sans entrer dans le détail des conditions à mettre en jeu dans une charte des investissements étrangers, signalons diverses solutions qui éviteraient qu'une fâcheuse répartition de capitaux privés dans lesdites entreprises puisse un jour s'opposer aux intérêts de l'Etat ou de la collectivité française.

Une première solution consisterait à appliquer plus largement le système des actions à vote plural que l'absence de mesures législatives visant les concentrations abusives d'intérêts avait condamnées, exception faite de celle à vote double (loi du 13 novembre 1933).

Une deuxième solution consisterait à diviser le capital en deux catégories d'actions: les unes avec droit de vote, les autres sans droit de vote; de telles actions existent dans certains pays étrangers (U. S. A. par exemple); la majorité des actions disposant d'un droit de vote serait réservée à des détenteurs français désignés.

En contrepartie, les actionnaires étrangers bénéficieraient, au delà d'un tonnage minimum de pétrole réservé par priorité à l'économie française, d'un pourcentage prioritaire de la production, au prorata de leurs participations, payé au cours.

Au surplus, afin d'éviter aussi une spécialisation des capitaux étrangers par régions géographiques — spécialisation qui pourrait avoir une répercussion politique à terme — les permis de recherches pourraient être répartis entre groupes concurrents de nationalités distinctes, la coordination des résultats de recherches étant assurée sous le contrôle de l'administration minière française. La disposition classique des permis de recherches en « derniers » permet l'occurrence de répondre à cette préoccupation.

(1) Notons que ce fut cette méthode qui fut appliquée, dans l'autre sens, aux porteurs d'actions d'entreprises nationalisées.

Une troisième solution, tout au moins sur le plan financier, consisterait à accorder des parts de fondateurs aux souscripteurs d'actions à vote simple ou sans droit de vote, afin de compenser la diminution de leur droit indirect de gestion par une plus grande chance de profits spéculatifs.

Une quatrième solution consisterait à créer deux catégories d'actions, A et B. Les actions A seraient réservées à des personnes morales et physiques françaises et auraient droit à la moitié plus un des administrateurs; les actions B seraient souscrites et cédées librement. Les actions A ne pourraient être cédées qu'à d'autres actionnaires français. Les investissements étrangers souscrits dans une monnaie donnée seraient transférables dans la seule même monnaie, à défaut de convertibilité légale multilatérale, ainsi que dividendes et remboursements d'actions; mais ces opérations devraient s'effectuer par le canal des « Comptes étrangers » ouverts conformément à la législation des changes; l'intervention administrative serait toutefois limitée à la constatation de la régularité des opérations de souscription, de remboursement, de transfert, de paiement de dividendes ou tantièmes.

Ces solutions présentent toutefois des inconvénients; les actions à vote plural font l'objet d'un préjugé défavorable pour les raisons mêmes qui ont motivé leur suppression exception faite des actions à vote double: leur utilisation peut être mal interprétée et paraître manifester une certaine défiance à l'égard d'associés apportant des concours importants.

La division des actions en deux catégories A et B, quoiqu'elle soit courante aux U. S. A., peut aussi, encore qu'à un bien moindre titre, apparaître également discriminatoire.

Elle peut-être des réserves se manifesteraient-elles à l'égard de telles solutions.

Aussi vaudrait-il mieux élaborer une réglementation générale couvrant les intérêts étrangers en France en la matière, à partir du moment où la recherche du pétrole serait dotée de son statut fiscal préférentiel, tel que nous l'avons défini.

Dans un tel cadre, on pourrait, à condition que la législation minière soit amendée dans le sens de nos propositions antérieures, octroyer permis de recherches et concessions d'exploitation:

Soit à des sociétés à capitaux mixtes français et étrangers dans lesquelles les capitaux français auraient une part de capital prépondérante, lesdites sociétés concédant le droit d'exploitation des concessions à des sociétés de production indifféremment françaises ou étrangères en échange d'une redevance sur la production, payable en produits extraits et prélevés sur les profits nets dans une proportion fonction de paramètres tels que le risque encouru ou la connaissance du terrain prospecté;

Soit à des sociétés de production indifféremment françaises ou étrangères, en échange d'une redevance de 50 p. 100 sur les profits nets de la production, un engagement de dépenses minimum annuel étant souscrit par le bénéficiaire jusqu'à mise en production effective.

Rien n'interdirait non plus d'encourager les raffineries à s'associer à de tels projets. Il y aurait lieu d'inviter le Gouvernement à tenir un compte essentiel dans le volume des licences d'importation et des droits de raffinage de la contribution apportée à la recherche. Le ministre de l'industrie, à l'inauguration de la raffinerie Shell-Berre recommandait les accords « francs-pétrole » entre firmes étrangères et raffineries françaises associées. Dans le même esprit, on pourrait développer des accords conjoints « recherches-raffinage » analogues à ceux qui ont déjà abouti.

En bref, dans le cadre d'une politique de « Liberté sans dot » sous le couvert d'une fiscalité motrice, un vaste clavier de solutions, laissant intacts les intérêts nationaux fondamentaux, s'offre à ceux qui ont à la fois la passion de la recherche pétrolière et le désir de la satisfaire profitablement, qu'ils soient représentants de l'Etat ou de capitaux privés français et étrangers, travaillant en commun pour la prospérité nationale, qui n'est qu'un des aspects de la prospérité européenne.

C'est d'ailleurs dans ce sens qu'a conclu le conseil supérieur du pétrole qui, au cours de la première séance de travail du 4 novembre 1952 tenue sous la présidence de M. Pierre Courant, a homologué les conclusions du rapport établi par MM. Granier de Lillac, ingénieur en chef des mines, et Lugol, ingénieur des mines, qui sont ainsi conçues:

« Le conseil supérieur du pétrole:

« 1° Rend hommage aux dirigeants et au personnel des sociétés et organismes qui, à des titres divers, ont participé à l'effort de recherche de pétrole.

« Constate la nécessité de la continuité de l'effort à réaliser dans la recherche du pétrole en Union française, au Maroc et en Tunisie. Les résultats obtenus jusqu'à présent, grâce à l'accroissement continu des moyens mis en œuvre et aux rapides progrès des techniciens français, ne pouvant qu'encourager les autorités responsables à suivre la voie tracée;

« 2° Emet l'avis que la cadence adoptée ne pourra être maintenue que par la prise des mesures qui suivent et qui doivent constituer les éléments essentiels d'un cadre stable, nécessaire au développement de la recherche de pétrole:

« a) Etablissement d'une protection douanière en faveur des produits finis obtenus à partir du pétrole brut extrait du sol national, protection calculée en partant du taux moyen de 3.000 F par tonne de pétrole brut. L'établissement du nouveau tarif des douanes des produits pétroliers devrait faire l'objet de négociations dès la prochaine session des parties contractantes à l'accord de Genève. Il constituerait une protection normale et stable de la production pétrolière nationale se substituant aux subventions actuelles du fonds de soutien aux hydrocarbures, calculées jusqu'ici en fonction des taxes intérieures.

« En attendant et pour l'année 1953, le fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés serait autorisé à accorder aux nouveaux bénéficiaires de soutien (les autres étant couverts par des déci-

sions interministérielles applicables jusqu'au 31 décembre 1953) une aide d'un montant égal à la protection proposée;

« b) Possibilité pour les sociétés exploitant un gisement d'hydrocarbure d'établir dans leurs bilans une réserve spéciale qui leur permette de reconstituer, en franchise d'impôts, le capital que représente leur gisement et qui s'épuise peu à peu. Cette réserve doit être indépendante des amortissements normaux et venir en sus;

« c) Révision du régime instauré par le décret du 30 juin 1952 relatif aux taxations multiples des bénéfices provenant de sociétés filiales et distribués par les sociétés-mères; les limites apportées par ce texte en restreignant considérablement la portée pour les sociétés de recherche de pétrole;

« d) Ces mesures sont valables pour la métropole. Pour chacun des autres territoires visés au paragraphe 1° ci-dessus, il conviendra de procéder à une étude des dispositions fiscales et douanières en vigueur et de les harmoniser avec les propositions précédentes;

« 3° Constate que, dans l'immédiat, le maintien de l'effort déjà engagé nécessite en premier lieu l'attribution au bureau de recherches de pétrole des crédits demandés sur le budget de reconstruction et d'équipement. Pour l'année 1953, les crédits demandés à ce titre s'élèvent à 4,700 millions de francs;

« 4° Est d'avis que le développement de la cadence actuelle des recherches de pétrole est techniquement possible et qu'il convient de le réaliser;

« 5° Estime que l'effort financier supplémentaire doit être effectué, dans une notable mesure, par appel aux capitaux privés;

« 6° Estime que les capitaux privés ne peuvent s'investir dans la recherche de pétrole que si, dans un climat de confiance et de stabilité, des mesures fiscales spéciales qui ont fait leurs preuves depuis longtemps dans des pays en plein essor pétrolier sont également appliquées chez nous. Ces mesures consistent en exonérations d'impôts sur les revenus ou les bénéfices qui s'investissent dans la recherche du pétrole;

« 7° Recommande l'élargissement de l'objet du fonds de soutien aux hydrocarbures pour lui permettre, dès l'exercice 1953, de placer les capitaux privés dans une situation analogue à celle que créerait l'exonération fiscale demandée. Il est souligné que seule l'exonération fiscale donnera la stabilité et la continuité nécessaires;

« 8° Recommande, comme suite au précédent paragraphe, la création de la société F.I.N.A.R.E.P. dont les modalités de fonctionnement doivent être rapidement mises à l'étude;

« 9° Souligne l'opportunité, pour les sociétés passées au stade de l'exploitation et devenues prospères, d'encourager les actionnaires privés par des distributions raisonnables de dividendes;

« 10° Estime que des formules peuvent être trouvées pour permettre l'association des intérêts français aux capitaux d'origine étrangère qui s'intéresseraient au développement de la recherche de pétrole dans les territoires visés au paragraphe 1°;

« Et le maintien de l'équilibre que l'Etat jugera nécessaire entre les participations françaises et étrangères;

« 11° Constate que la réglementation minière, sur certains points, n'est plus adaptée aux conditions nouvelles de la recherche et de l'exploitation du pétrole. Souhaite, en conséquence, une mise au point et, dans la mesure du possible, une uniformisation de la réglementation minière.

« Suggère que le cahier des charges des concessions de mines fasse l'objet d'un examen approfondi, compte tenu de l'économie particulière aux gisements d'hydrocarbures et que soient étudiées, notamment, les possibilités de réduction automatique des surfaces concédées, de réunion de concessions dérivant de permis initialement joints et de cessions partielles de permis; le mode de calcul et de partage des superbénéfices devrait être reconsidéré;

« 12° Recommande que la formation du personnel français et la fabrication de matériel de recherche français soient poursuivies avec vigueur pour être, à tout instant, capables au moins de satisfaire les besoins de notre recherche. »

En résumé, confirmant ses positions antérieures (1), votre commission demande au Gouvernement de bien vouloir mettre au point le plus rapidement possible tous les mécanismes nécessaires à l'accroissement massif des investissements dans la recherche pétrolière et de répartir judicieusement les tâches et les charges entre l'Etat et les porteurs de capitaux privés français et étrangers.

Elle fait siennes les conclusions du conseil supérieur du pétrole et invite le Gouvernement à s'en inspirer dans les différents projets financiers qu'ils doit soumettre prochainement à l'approbation du Parlement.

Elle demande enfin au Gouvernement d'assurer une liaison permanente entre le conseil supérieur du pétrole et les autres comités existants intéressés aux problèmes énergétiques et notamment de veiller à la coordination de leurs efforts.

En conséquence, nous vous demandons d'adopter la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République:

1° S'associe à l'hommage rendu par le conseil supérieur du pétrole aux dirigeants, cadres et ouvriers des sociétés et organismes publics ou privés qui ont permis le démarrage effectif de la recherche pétrolière dans l'Union française au cours des dernières années;

2° Invite le Gouvernement à faire siennes les recommandations concernant la recherche du pétrole adoptées par le conseil supérieur du pétrole dans sa séance du 4 novembre 1952.

(1) Rappelées notamment dans la lettre adressée à M. le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques, par M. le président Longchambon, au nom de la commission de la production industrielle, le 3 octobre 1952.

ANNEXE N° 552

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Caisse nationale d'épargne), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 14 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 14 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Caisse nationale d'épargne).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de bien vouloir saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréé, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Le budget annexe de la caisse nationale d'épargne, rattaché pour ordre au budget général pour l'exercice 1953, est fixé en recettes et en dépenses ordinaires à la somme de 17 milliards 329.900.000 F.

Ces recettes et ces crédits sont répartis, par service et par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETAT ANNEXE

Tableau, par service et par chapitre, des recettes et des dépenses du budget annexe de la caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1953.

Caisse nationale d'épargne.

RECETTES

1^{re} section.

Chap. 1^{er}. — Arrrages et primes d'amortissement des valeurs appartenant à la caisse nationale d'épargne, 17.208 millions de francs.

Chap. 2. — Revenu des immeubles appartenant à la caisse nationale d'épargne, 10.400.000 F.

Chap. 3. — Intérêts des fonds conservés en compte courant par la caisse des dépôts et consignations, 50 millions de francs.

Chap. 4. — Droits perçus pour avances sur pensions, 52 millions de francs.

Chap. 5. — Droits divers et recettes accessoires, 1 million de francs.

Chap. 6. — Retenues pour congés, absences ou mesures disciplinaires, 500.000 F.

Chap. 7. — Produits de la prescription trentenaire, 8 millions de francs.

Chap. 8. — Dons et legs, mémoire.

Total pour la caisse nationale d'épargne, 17.329.900.000 F.

DEPENSES

1^{re} partie. — Dette publique.

Chap. 0010. — Intérêts à servir aux déposants, 10.122.500.000 F.

4^e partie. — Personnel.

Chap. 1000. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 49.710.000 F.

Chap. 1010. — Services extérieurs d'exécution. — Rémunérations principales, 506.198.000 F.

Chap. 1020. — Indemnités résidentielles, 155.951.000 F.

Chap. 1030. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 5.889.000 F.

Chap. 1040. — Services extérieurs. — Indemnités et allocations diverses, 88.763.000 F.

Chap. 1050. — Contributions à la constitution de pensions de retraite du personnel, 32.720.000 F.

Chap. 1060. — Versement de 5 p. 100 institué en remplacement de l'impôt cédulaire, 36.201.000 F.

Total pour la 4^e partie, 875.435.000 F.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4275, 4754, 4720 et in-3^o 552.

5^e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 2000. — Administration centrale. — Locaux, mobilier, fournitures, 588.000 F.

Chap. 3010. — Services extérieurs. — Locaux, mobilier, fournitures, 33.206.000 F.

Chap. 3020. — Remboursements à diverses administrations, 791 millions 036.000 F.

Chap. 3030. — Loyers, 1.400.000 F.

Chap. 3040. — Remboursement de frais, 1.200.000 F.

Chap. 3050. — Vulgarisation, 5 millions de francs.

Total pour la 5^e partie, 832.490.000 F.

6^e partie. — Charges sociales.

Chap. 4000. — Prestations et versements obligatoires, 76.079.000 F.

Chap. 4010. — Prestations et versements facultatifs, 47.000 F.

Chap. 4020. — Attribution aux personnels auxiliaires des allocations viagères annuelles, mémoire.

Total pour la 6^e partie, 76.126.000 F.

8^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 6000. — Remboursements et dépenses diverses, 150.000 F.

Chap. 6010. — Conférences et organismes internationaux, 100.000 F.

Chap. 6020. — Versement au fonds national de solidarité et d'action mutualiste de fonds provenant de la prescription trentenaire, 4.800.000 francs.

Chap. 6030. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance, mémoire.

Chap. 6040. — Dépenses des exercices clos, mémoire.

Chap. 6050. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations, mémoire.

Chap. 6060. — Versement à la dotation de la caisse nationale d'épargne, 138.900.000 F.

Chap. 6070. — Financement des travaux d'équipement, 40 millions de francs.

Total pour la 8^e partie, 163.950.000 F.

Versement au budget général.

Chap. 6080. — Versement au budget général de l'excédent des recettes sur les dépenses, 4.939.399.000 F.

Total pour la caisse nationale d'épargne, 17.329.900.000 F.

ANNEXE N° 553

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

AVIS présenté au nom de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme, par M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le texte voté par l'Assemblée nationale et destiné à modifier l'article 22 du statut du fermage (tel qu'il résulte de la loi du 31 décembre 1948) relatif au prix des baux à ferme, contient trois dispositions principales.

La première met fin au régime de la liberté des contrats. Désormais, la référence au prix de 1939 sera impérative et les parties ne pourront y déroger.

En second lieu, le bailleur qui aura investi des fonds dans l'exploitation ne pourra exiger, en contre-partie, qu'une rente, en espèces, égale à l'intérêt des sommes investies, aux taux pratiqués par la caisse régionale de crédit agricole pour les prêts à moyen terme.

Enfin, pour les baux spécifiés tout ou partie en lait ou en beurre, le prix moyen pourra être calculé en tenant compte au maximum pour trois quarts du prix d'été et pour un quart du prix d'hiver.

Nos observations rejoignent celles de la commission de l'agriculture.

La loi de 1948, en rétablissant la liberté des contrats, dont on avait pu comprendre la suspension pendant la guerre, a été un progrès. On comprendrait mal que l'on retomât dans le contrat dirigé ou forcé. Les effets de la taxation sont aussi néfastes en matière de contrats qu'en tout autre matière. En l'espèce, il s'agit, comme on l'a dit, d'un contrat « préfectoral » dont la notion doit être écartée.

On se demande, au surplus, pourquoi l'année 1939 serait prise pour année de référence. Elle n'a été marquée par quoi que ce soit qui en fasse une année type.

On a affirmé qu'avant guerre le marché des fermages était plus normal qu'aujourd'hui. Mais cette affirmation n'a pas été approuvée. Au surplus, il s'agit d'une loi définitive: que deviendra cette date de 1939 à mesure que les années passeront et à quoi correspondra-t-elle? A-t-on songé à l'injustice de cette règle uniforme qui serait susceptible de frapper aussi bien un loyer moyen qu'un loyer abusif? Enfin, tous les fermages étant susceptibles de tomber sous le coup de la loi,

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 576, 1033, 3835, 3669 et in-3^o 405; Conseil de la République, nos 355 et 531 (année 1952).

on risque un procès par exploitation. C'est remettre la guerre entre bailleurs et preneurs, une guerre dont on ne verrait pas la fin, puisque, dans la plupart des régions, les tribunaux paritaires ne se réunissent plus, faute de juges!

La deuxième disposition est encore plus néfaste. On se demande pourquoi le bailleur qui aurait fait l'effort d'investir des fonds dans sa ferme n'obtiendrait pas une garantie de ses investissements; or, le texte ne prévoit qu'une rente en argent, représentant le taux de l'intérêt. Il n'est même pas question d'amortissement, alors que la seule solution juste eût été de permettre aux bailleurs d'augmenter le fermage en denrées dans la mesure où l'exploitation aurait bénéficié d'une plus-value.

Quant à la disposition concernant les baux en lait et en beurre, nous avouons n'en pas comprendre exactement la portée.

Elle est en contradiction avec le principe même de la loi qui est de revenir à un prix dit « normal ». Faire subir cet abattement au prix de 1939 n'est pas revenir à un prix normal. C'est, au surplus, pénaliser le bailleur qui, de bonne foi, aura fait un bail en lait et en beurre, par rapport à celui qui l'aura fait en viande ou en blé.

Une chose est, en tout cas, certaine. On peut prédire la fin des baux calculés dans ces deux denrées.

Avec votre commission de l'Agriculture, nous insisterons sur les conséquences économiques que pourrait avoir une pareille loi. Notre habitat rural, nos bâtiments d'exploitation ne sont déjà pas en si bon état. L'élévation des prix rend les réparations et la construction difficiles à beaucoup de propriétaires et, en particulier, à beaucoup de petits propriétaires ruraux. Ce serait la fin de notre patrimoine immobilier rural, comme les néfastes lois sur les loyers d'habitation ont amené la ruine à notre patrimoine urbain.

Veut-on arriver au même résultat ?

Il est vrai qu'il y a des fermages abusifs. Le problème est, à la vérité, inhérent à certaines régions déterminées, aux plus riches en particulier. La rareté des exploitations, l'abondance de la demande, font monter outre mesure certains loyers. Il est bon d'y mettre fin.

C'est pourquoi votre commission de la Justice émet un avis favorable au texte présenté par la commission de l'Agriculture qui consiste à permettre, à titre exceptionnel, une révision des baux conclus entre le 1^{er} juillet 1948 et le 1^{er} janvier 1953.

ANNEXE N° 554

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — III. — Affaires économiques), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 15 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 11 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — III. — Affaires économiques).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, au titre du budget des affaires économiques pour l'exercice 1953 des crédits s'élevant à la somme globale de 46.542.739.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 5.544.327.000 F, au titre III: « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 40.998.412.000 F, au titre IV: « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 2. — Les dispositions des articles 15, 16 et 17 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949, complétées par l'article 37 de la loi n° 50-844 du 21 juillet 1950 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1953, sans préjudice de l'application des textes fixant les attributions respectives des membres du Gouvernement.

Art. 3. — Est autorisée la transformation en emplois permanents des emplois du cadre temporaire inscrits au budget du secrétariat d'Etat aux affaires économiques en application du décret n° 47-210 du 16 janvier 1947.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), n°s 4260, 4500, 4761, 4350, 4761, 4721 et in-8° 555.

Un règlement d'administration publique fixera le nombre et la nature des nouveaux emplois, ainsi que les conditions dans lesquelles les agents du cadre temporaire en fonction au 1^{er} janvier 1953 pourront être titularisés dans ces emplois.

Art. 4. — Après le dernier alinéa de l'article 13 de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945, modifiée par l'article 118 de la loi n° 46-2174 du 7 octobre 1946, il est ajouté un alinéa ainsi conçu:

« Le même règlement d'administration publique fixera les modalités suivant lesquelles il pourra être dérogé à la condition d'appartenance ci-dessus, dans les ministères où les fonctionnaires supérieurs peuvent accomplir indifféremment leur carrière à l'administration centrale et dans les services extérieurs. »

Sont validées les nominations en qualité d'administrateur civil prononcées dans les administrations visées à l'alinéa précédent où les opérations d'intégration ont pris effet du 1^{er} janvier 1947, et concernant les fonctionnaires supérieurs entrés en fonction à l'administration centrale après le 31 décembre 1945, lorsque ces agents remplissent, par ailleurs, les conditions fixées par les articles 11 et suivants du décret n° 45-2414 du 18 octobre 1945.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 novembre 1952.

Le président.

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services

Finances et affaires économiques.

III. — AFFAIRES ECONOMIQUES

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 330.190.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Corps annexes. — Rémunérations principales, 162.401.000 F.

Chap. 31-03. — Administration centrale et corps annexes. — Indemnités et allocations diverses, 103.217.000 F.

Chap. 31-11. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Rétribution des agents du cadre, 525.014.000 F.

Chap. 31-12. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Rétribution de concours contractuels et auxiliaires, 600.309.000 F.

Chap. 31-13. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Indemnités et allocations diverses, 6.678.000 F.

Chap. 31-21. — Service des enquêtes économiques. — Rémunérations principales, 823.517.000 F.

Chap. 31-22. — Service des enquêtes économiques. — Indemnités et allocations diverses, 22.010.000 F.

Chap. 31-31. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Rémunérations principales, 920.506.000 F.

Chap. 31-32. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Indemnités et allocations diverses, 44.899.000 F.

Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 659.876.000 F.

Total pour la 1^{re} partie, 4.198.679.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales.

Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 363.668.000 F.

Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 20.299.000 F.

Total pour la 3^e partie, 403.967.000 F.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 24.632.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Matériel, 67.816.000 F.

Chap. 31-11. — Service de l'expansion économique à l'étranger. — Matériel et remboursement de frais, 313.817.000 F.

Chap. 31-21. — Service des enquêtes économiques. — Remboursement de frais, 127.965.000 F.

Chap. 31-22. — Services des enquêtes économiques. — Matériel, 49.590.000 F.

Chap. 31-31. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Remboursement de frais, 35.160.000 F.

Chap. 31-32. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Matériel, 203.102.000 F.

Chap. 31-91. — Loyers et indemnités de réquisition, 24.493.000 F.

Chap. 31-92. — Achat et entretien du matériel automobile, 16.701.000 F.

Chap. 31-93. — Remboursement à diverses administrations, 66.007.000 F.

Total pour la 4^e partie, 929.223.000 F.

5^e partie. — Travaux d'entretien.

Chap. 35-91. — Travaux immobiliers, 11.579.000 F.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-91. — Réparations civiles, 879.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 33-91. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Chap. 33-92. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état A, 5.514.327.000 F.

Etat B. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

Finances et affaires économiques.

III. — AFFAIRES ECONOMIQUES

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

3^e partie. — Action éducative et culturelle.

Chap. 42-31. — Institut national de la statistique et des études économiques. — Subventions à divers instituts de statistique, 11.409.000 F.

4^e partie. — Actions économique. — Encouragements et interventions.

Chap. 44-01. — Subvention à l'association française pour l'accroissement de la productivité, 470 millions de francs.

Chap. 44-11. — Subventions tendant à favoriser l'expansion économique à l'étranger, 392.375.000 F.

Chap. 44-12. — Garanties de prix dont peuvent être assorties les opérations d'exportations, 11.999.999.000 F.

Chap. 44-13. — Remboursement de charges fiscales à certaines activités industrielles et agricoles, 25 milliards de francs.

Total pour la 4^e partie, 40.852.374.000 F.

7^e partie. — Action sociale. — Prévoyance.

Chap. 47-01. — Subvention pour l'installation et le fonctionnement des restaurants sociaux, 131.629.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques), mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état B, 40.998.412.000 F.

Total pour les affaires économiques, 46.512.789.000 F.

ANNEXE N° 555

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1^o la convention signée à Paris, le 16 mars 1951, entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu et l'avenant à cette convention signée à Ottawa le 6 octobre 1951 ; 2^o la convention signée à Paris, le 16 mars 1951, entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès, par M. André Boutemy, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Président de la République à ratifier deux conventions signées, le 16 mars 1951, entre la France et le Canada, pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne, l'une les impôts sur le revenu, l'autre les droits de mutation par décès.

Actuellement, l'application des législations fiscales française et canadienne conduit, en effet, à soumettre, très souvent, les mêmes revenus ou les mêmes biens à une double taxation. Pour faire disparaître les inconvénients résultant d'une telle situation, ces deux accords internationaux prévoient des dispositions nombreuses et complexes, dont nous nous bornerons à rappeler les grandes lignes.

La première convention concerne l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux, à l'exclusion de celle des revenus immobiliers et des bénéfices agricoles dont la taxation, selon l'usage, est réservée au pays dans lesquels les biens sont situés.

Elle consacre le principe de l'application territoriale de l'impôt, dans la mesure où l'activité d'une entreprise est exercée, dans l'autre pays, par l'intermédiaire d'établissements permanents dont elle donne la définition. Une seule exception est apportée à ce principe en faveur des entreprises de navigation aérienne ou maritime qui sont taxées uniquement dans l'Etat où se trouve le siège de leur direction effective.

(1) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3961, 4111 et in-8° 509 ; Conseil de la République, n° 481 (année 1952).

Pour éviter la double taxation, l'article 16 de l'accord prévoit que le pays habilité, territorialement, à percevoir l'impôt déduira de celui-ci le montant des droits recouvrés dans l'autre Etat au titre des revenus imposables dans celui-ci.

Quant à la deuxième convention, elle vise les droits de mutation par décès, à l'exclusion des droits de donation entre vifs que chaque Etat conserve le droit d'asseoir et de percevoir conformément à sa législation interne.

Elle stipule que l'impôt sera perçu par l'Etat du domicile du défunt, à charge pour lui d'en déduire le montant des droits prélevés par l'autre Etat.

Enfin, pour faciliter la lutte contre la fraude, la France et le Canada s'engagent à échanger les renseignements d'ordre fiscal qu'ils détiennent et qui seraient utiles pour assurer l'établissement et le recouvrement régulier des droits de succession.

Le texte de ces conventions n'ayant appelé aucune observation de sa part, votre commission des finances vous propose d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier :

1^o La convention signée à Paris, le 16 mars 1951, entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur les revenus et l'avenant à cette convention signée à Ottawa le 6 octobre 1951 ;

2^o La convention signée à Paris, le 16 mars 1951, entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès.

Le texte des conventions et de l'avenant est annexé à la présente loi.

ANNEXE N° 556

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (radiodiffusion-télévision française), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 17 novembre 1952 :

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (radiodiffusion-télévision française).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé : EDUARD HENRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Le budget annexe de la radiodiffusion-télévision française est fixé, en recettes et en dépenses, à la somme totale de 11.996.002.000 F. Ces recettes et ces dépenses sont réparties par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi. Elles s'appliquent, à concurrence de 10.111.002.000 F aux recettes et aux dépenses d'exploitation, et à concurrence de 1.532 millions de francs aux recettes extraordinaires et aux dépenses d'équipement.

Art. 2. — Il est accordé au président du conseil, au titre des dépenses d'équipement imputables sur le budget annexe de la radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1953, des autorisations de programme s'élevant à la somme de 7.517.615.000 F, et réparties par service et par chapitre conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Les autorisations de programme prévues au présent article seront couvertes tant par les crédits de paiement ouverts par la présente loi que par des crédits de paiement à ouvrir sur les exercices ultérieurs.

Art. 3. — Sur les autorisations de programme accordées par l'article 6 de la loi n° 52-1 du 3 janvier 1952, au titre du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française, est annulée une somme de 1.050 millions de francs applicable au chapitre 9032 « Bâtiments. — Programme conditionnel ».

Art. 4. — Il est accordé au président du conseil, au titre du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française, des autorisations de

(1) Voir : Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4276, 4779, 4718, 4771 et in-8° 557.

programme conditionnelles, d'un montant total de 1.971 millions de francs, applicables aux chapitres ci-après :

Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion dans la métropole, 1.019 millions de francs.

Chap. 53-20. — Equipement de la télévision dans la métropole, 595 millions de francs.

Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion d'outre-mer, 357 millions de francs.

Total égal, 1.971 millions de francs.

Ces autorisations de programme demeurent bloquées.

Au cas où par des prélèvements sur le fonds de réserve, institué par l'article 6 de la loi n° 49-1032 du 30 juillet 1949, modifié par l'article 3 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, ou par des recettes résultant de mesures nouvelles tels qu'emprunts à moyen ou à long terme, il serait possible de dégager, en 1953, les ressources nécessaires, des décrets contresignés du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget, sur la proposition du ministre chargé de la radiodiffusion-télévision française, pourront, dans la limite de ces ressources, procéder au déblocage total ou partiel des autorisations de programme visées à l'alinéa précédent et doter en crédits de paiement les chapitres correspondants.

Dans la limite du produit provenant des recettes nouvelles visées à l'alinéa précédent, le ministre chargé de la radiodiffusion et de la télévision française pourra être autorisé, par décret contresigné du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget, à engager et à payer, par anticipation sur les autorisations de programme et les crédits de paiement qui lui seront alloués en 1953, les dépenses correspondant à la réalisation d'installations de télévision autres que celles faisant l'objet du programme conditionnel visé ci-dessus.

Art. 5. — Les dispositions de l'article 3 de la loi n° 51-601 du 21 mai 1951 sont applicables à la détection et à l'utilisation des installations réceptrices de télévision de troisième catégorie.

Art. 6. — Le maximum de l'amende correctionnelle prévue à l'article 7 du décret du 27 février 1940, modifié par l'article 70 de la loi n° 46-2944 du 23 décembre 1946, est porté à 100.000 F.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 novembre 1952.

Le président.

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des recettes et des dépenses du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1953.

Radiodiffusion-télévision française.

RECETTES

I. — RECETTES D'EXPLOITATION

Chap. 1^{er}. — Produit de la redevance pour droit d'usage des postes récepteurs de radiodiffusion et de télévision (métropole), 10.169 millions 800.000 F.

Chap. 2. — Produit de la redevance pour droit d'usage des postes récepteurs de radiodiffusion et de télévision (Algérie), 117.500.000 F.

Chap. 3. — Contribution du budget de la Tunisie, 43 millions de francs.

Chap. 4. — Produit de la redevance radiophonique perçue aux Antilles et à la Réunion, 9.180.000 F.

Chap. 5. — Produit des ventes d'objets et matières, 3 millions de francs.

Chap. 6. — Produit des dons et legs, mémoire.

Chap. 7. — Remboursement à la radiodiffusion-télévision française des services rendus par elle à divers départements ministériels ou à des organismes publics, 1.594 millions de francs.

Chap. 8. — Revenu de locations de matériel et d'immeubles, 3.500.000 F.

Chap. 9. — Revenu du portefeuille et des participations de toute nature, 10.170.000 F.

Chap. 10. — Convention avec le gouvernement de l'Afrique équatoriale française, mémoire.

Chap. 11 (nouveau). — Convention avec le ministère d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés, mémoire.

Chap. 12. — Fonds de concours, mémoire.

Chap. 13. — Recettes d'ordre et produits divers, 6 millions de francs.

Chap. 14. — Prélèvement sur le fonds de réserve, 9.852.000 F.

Chap. 15. — Avances destinées à couvrir le déficit d'exploitation, mémoire.

Total, 41.996.002.000 F.

A déduire :

Recettes affectées au financement des dépenses d'équipement, 1.552 millions de francs.

Net pour les recettes affectées aux dépenses d'exploitation, 40.444.002.000 F.

II. — RECETTES EXTRAORDINAIRES

Chap. 100. — Affectation à la couverture des dépenses d'équipement de ressources provenant de la 1^{re} section, 1.552 millions de francs.

Chap. 101. — Produit de prélèvements sur le fonds de réserve, mémoire.

Chap. 102. — Avances du Trésor et emprunts, mémoire.

Chap. 103. — Fonds de concours, recettes d'ordre et produits divers, mémoire.

Chap. 104. — Produit de la vente du matériel, mémoire.

Chap. 105. — Produit de la vente d'immeubles et des valeurs du portefeuille, mémoire.

Total pour les recettes extraordinaires, 1.552 millions de francs.

Total général, 41.996.002.000 F.

DEPENSES

I. — DEPENSES D'EXPLOITATION

Dettes publiques.

Chap. 0010. — Service des bons et obligations amortissables et des avances du Trésor, 197.169.000 F.

Chap. 0020. — Remboursement au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones des charges du capital investi en travaux de premier établissement de radiodiffusion, 7.300.000 F.

Chap. 0030. — Remboursement d'emprunts pour le financement des travaux d'investissement, 179.531.000 F.

Total pour la dette publique, 384.023.000 F.

Personnel.

Chap. 1000. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 551.009.000 F.

Chap. 1010. — Inspection générale. — Rémunérations principales, 7.297.000 F.

Chap. 1020. — Services extérieurs. — Rémunérations principales, 1.129 millions de francs.

Chap. 1030. — Indemnités des services administratifs et techniques, 86.568.000 F.

Chap. 1040. — Emissions artistiques. — Artistes et spécialistes sous contrat artistique, 777.709.000 F.

Chap. 1050. — Emissions artistiques. — Collaborations au cachet ou à la vacation, 1.163.952.000 F.

Chap. 1060. — Emissions artistiques et d'information. — Speakers, 69.519.000 F.

Chap. 1070. — Emissions d'information. — Personnel permanent. — Collaborations au cachet ou à la vacation, 499.659.000 F.

Chap. 1080. — Emissions d'information. — Service des relations extérieures, 61.118.000 F.

Chap. 1090. — Emissions d'information. — Indemnités diverses, 10.400.000 F.

Chap. 1100. — Indemnités résidentielles, 472.683.000 F.

Chap. 1110. — Contribution à la constitution des pensions de retraites du personnel titulaire, 298.255.000 F.

Chap. 1120. — Couverture de mesures diverses en faveur du personnel, 32.350.000 F.

Chap. 1130. — Versement forfaitaire de 5 et 3 p. 100 institué en remplacement de l'impôt cédulaire, 246.412.000 F.

Total pour le personnel, 5.398.911.000 F.

Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

Chap. 3000. — Dépenses d'entretien et de fonctionnement des services, 214.263.000 F.

Chap. 3010. — Matériel d'entretien technique et frais d'exploitation du réseau, 1.706.413.000 F.

Chap. 3020. — Emissions artistiques. — Dépenses de matériel, 248.039.000 F.

Chap. 3030. — Emissions d'information. — Dépenses de matériel, 130 millions de francs.

Chap. 3040. — Loyers et indemnités de réquisition, 54.647.000 F.

Chap. 3050. — Achat et entretien du matériel automobile, 60.474.000 francs.

Chap. 3060. — Droits d'auteurs et industrie du disque, 477.059.000 F.

Chap. 3070. — Frais de réception et de représentation, 1.575.000 F.

Chap. 3080. — Mécanographie des services de la redevance radiophonique, 61.980.000 F.

Chap. 3090. — Travaux de gros entretien sur les locaux appartenant à la radiodiffusion-télévision française, 30 millions de francs.

Chap. 3100. — Frais de déplacement et de missions. — Transport du personnel, 126 millions de francs.

Chap. 3110. — Remboursements à diverses administrations, 721.776.000 F.

Chap. 3120. — Frais d'études, 18 millions de francs.

Total pour le matériel, le fonctionnement des services et les travaux d'entretien, 3.850.226.000 F.

Charges sociales.

Chap. 4000. — Prestations et versements obligatoires, 721.350.000 F.

Chap. 4010. — Prestations et versements facultatifs, 13.025.000 F.

Total pour les charges sociales, 734.375.000 F.

Dépenses diverses.

Chap. 6000. — Frais judiciaires. — Accidents du travail. — Indemnités ou rentes pour dommages causés à des tiers. — Etudes, conseils et expertises, 7.700.000 F.

Chap. 6010. — Service médical, 1.600.000 F.

Chap. 6020. — Conférences et organismes internationaux, 45.941.000 francs.

Chap. 6030. — Participations à divers organismes d'outre-mer, 5 millions de francs.

Chap. 6050. — Frais de recouvrement à domicile de la redevance radiophonique et frais de poursuite, mémoire.

Chap. 6059. — Emploi de fonds provenant de dons et legs ou recettes affectées, mémoire.

Chap. 6060. — Dépenses des exercices clos, mémoire.

Chap. 6070. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance, mémoire.

Chap. 6080. — Financement des travaux d'équipement, 1.552 millions de francs.

Chap. 6090. — Versement au fonds de réserve, 47.126.000 F.

Chap. 6100. — Versement au budget général, mémoire.

Chap. 6110. — Remboursement des avances reçues du Trésor en couverture des déficits d'exploitation, mémoire.

Chap. 6120. — Dépenses diverses et accidentelles, mémoire.

Chap. 6130. — Participation de la radiodiffusion-télévision française à des entreprises annexes, mémoire.

Total pour les dépenses diverses, 1.623.467.000 F.

Total pour les dépenses d'exploitation, 10.111.002.000 F.

II. — DEPENSES D'EQUIPEMENT

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

3^e partie. — Transports, communications et télécommunications.

Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion dans la métropole, 963 millions de francs.

Chap. 53-20. — Equipement de la télévision dans la métropole, 352 millions de francs.

8^e partie. — Investissements hors de la métropole.

Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion d'outre-mer, 237 millions de francs.

Total, 1.552 millions de francs.

A déduire:

Crédits de paiement provenant de ressources extérieures, mémoire.

Total pour les dépenses d'équipement, 1.552 millions de francs.

Total pour la radiodiffusion-télévision française, 11.996.002.000 francs.

Radiodiffusion-télévision française.

I. — Programme inconditionnel.

Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion dans la métropole, 5.571.645.000 F.

Chap. 53-20. — Equipement de la télévision dans la métropole, 1.610 millions de francs.

Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion outre-mer, 336 millions de francs.

Total pour le programme inconditionnel, 7.517.615.000 F.

II. — Programme conditionnel.

Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion dans la métropole, 1.019 millions de francs.

Chap. 53-20. — Equipement de la télévision dans la métropole, 595 millions de francs.

Chap. 53-10. — Equipement de la radiodiffusion d'outre-mer, 357 millions de francs.

Total pour le programme conditionnel, 1.971 millions de francs.

Total pour la radiodiffusion-télévision française, 9.518.615.000 F.

ANNEXE N° 557

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Reconstruction et urbanisme), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances)

Paris, le 17 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (reconstruction et urbanisme).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrégez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4266, 4319, 4535 et in-8° 558.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, au titre de l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 13.792.316.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 11.835.012.000 F. au titre III: « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 1.957.304.000 F. au titre IV: « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 2. — La date du 1^{er} janvier 1951 est substituée à celle du 1^{er} janvier 1953 dans l'article 2 de la loi n° 51-339 du 20 mars 1951 prorogant la loi n° 50-893 du 2 août 1950 instituant une prime de déménagement et de réinstallation au profit de locataires ou occupants économiquement faibles.

Art. 3 (nouveau). — A partir du 1^{er} janvier 1953, les constructions provisoires édifiées par les soins du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme à l'exclusion de toute intervention de l'administration des domaines et du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 novembre 1952.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

Reconstruction et urbanisme.

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

« Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 869.921.000 F.

« Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 60.486.000 F.

« Chap. 31-11. — Services extérieurs. — Rémunérations principales, 5.389.110.000 F.

« Chap. 31-12. — Services extérieurs. — Indemnités et allocations diverses, 201.794.000 F.

« Chap. 31-21. — Construction. — Salaires et accessoires de salaires du personnel de surveillance et du personnel de déminage, désolusage et débombage, 258.321.000 F.

« Chap. 31-22. — Construction. — Honoraires d'architectes, 65 millions 763.000 F.

« Chap. 31-31. — Dommages de guerre. — Commission de juridiction. — Rémunérations principales, indemnités et vacations, 52 millions 360.000 F.

« Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 1.417.196.000 F.

Total pour la 1^{re} partie, 8.315.451.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales.

« Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 1.641.170.000 francs.

« Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 21.913.000 F.

Total pour la 3^e partie, 1.663.113.000 F.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 23 115.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Matériel, 79.726.000 F.

Chap. 31-11. — Services extérieurs. — Remboursement de frais, 239.816.000 F.

Chap. 31-12. — Services extérieurs. — Matériel, 322.279.000 F.

Chap. 31-21. — Construction. — Matériel et remboursement de frais, 71.412.000 F.

Chap. 31-31. — Dommages de guerre. — Commissions régionales et d'arrondissement. — Matériel et remboursement de frais, 12 millions 638.000 F.

Chap. 31-11 (nouveau). — Urbanisme et habitation. — Commission d'aménagement de la Durance. — Matériel et remboursement de frais, 3.400.000 F.

Chap. 31-91. — Loyers et indemnités de réquisition, 13.100.000 F.

Chap. 31-92. — Achat et entretien du matériel automobile, de vélocycleurs et de bicyclettes, 174.339.000 F.

Chap. 31-93. — Remboursements à diverses administrations, 149 millions 876.000 F.

Chap. 31-94. — Edification de baraquements provisoires pour l'installation des services, mémoire.

Chap. 31-95. — Remboursement des dépenses exposées par les services des ponts et chaussées au titre de leur participation aux travaux de voirie et réseaux divers, 25 millions de francs
Total pour la 4^e partie, 1.119.651.000 F.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-02. — Liquidation du service des constructions provisoires. — Règlement des conventions, marchés, factures et litiges divers non soldés au 31 décembre 1952, 1 million de francs.

Chap. 37-03. — Dépenses de documentation et de vulgarisation, 32 millions de francs.

Chap. 37-21. — Contrôle technique des travaux de reconstruction, 41.139.000 F.

Chap. 37-22. — Frais de gestion et de vente des immeubles construits par l'Etat en exécution de l'ordonnance n° 45-2061 du 8 septembre 1945, 9 millions de francs.

Chap. 37-23. — Etudes et travaux relatifs aux plans massés et aux immeubles types, 30 millions de francs.

Chap. 37-31. — Expertises et constats des dommages de guerre, 557-249.000 F.

Chap. 37-31. — Etudes générales et recherches relatives à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme et à l'habitation, 3.399.000 F.

Chap. 37-42. — Versement d'indemnités aux sinistrés en application de l'article 80 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943, 30 millions de francs.

Chap. 37-91. — Frais judiciaires et réparations civiles, 30 millions de francs.

Chap. 37-92. — Emploi de fonds provenant de legs, de donations ou de dons manuels, mémoire.

Total pour la 7^e partie, 733.737.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 36-91. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Chap. 38-92. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état A, 11.835.012.000 F.

Reconstruction et urbanisme.

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

2^e partie. — Action internationale.

Chap. 42-01 (nouveau). — Contribution à des organismes internationaux relatifs à l'urbanisme, à l'habitation et à la construction, 900.000 F.

4^e partie. — Action économique. — Encouragements et interventions.

Chap. 44-21. — Subvention au centre scientifique et technique du bâtiment, 93 millions de francs.

6^e partie. — Action sociale, assistance et solidarité.

Chap. 46-01 (nouveau). — Subventions à des organismes poursuivant une action d'information et d'éducation en faveur du logement et de l'urbanisme, 700.000 F.

Chap. 46-21. — Intervention de l'Etat pour l'application de la législation sur les habitations à loyer modéré, 7.704.000 F.

Chap. 46-22. — Subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction, aux coopératives de reconstitution mobilière et aux associations syndicales de remembrement. — Travaux de remembrement, 1.831 millions de francs.

Chap. 46-32. — Règlement des frais exposés par les établissements prêteurs pour l'étude et la réalisation de prêts complémentaires, 15 millions de francs.

Chap. 46-41. — Remboursement par l'Etat des prestations et indemnités de réquisition impayées par les bénéficiaires défaillants, 4 millions de francs.

Chap. 46-91. — Primes de déménagement et de réinstallation, mémoire.

Total pour la 6^e partie, 1.858.404.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état B, 1.957.304.000 F.

Total pour la reconstruction et l'urbanisme, 13.792.316.000 F.

ANNEXE N° 558

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

PROJET DE LOI, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, télégraphes et téléphones), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 17 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (postes, télégraphes et téléphones).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi. Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Le budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, rattaché pour ordre au budget général pour l'exercice 1953, est fixé en recettes et en dépenses ordinaires à la somme de 163.556.908.000 F.

Ces recettes et ces crédits sont répartis, par service et par chapitre, conformément à l'état annexé à la présente loi.

Art. 2. — En vue de pourvoir de titulaires les emplois ci-après dont la création à l'administration des postes, télégraphes et téléphones est autorisée à partir du 1^{er} janvier 1951, les examens ou concours donnant accès auxdits emplois pourront être ouverts aux candidats dès le deuxième semestre de l'année 1953.

Nature des emplois dont la création est autorisée à partir du 1^{er} janvier 1951:

Service des chèques postaux:
Surveillantes principales: nombre d'emplois créés, 3.
Surveillantes: nombre d'emplois créés, 17.
Contrôleur principal des travaux de mécanique: nombre d'emplois créés, 1.
Contrôleurs principaux de classe exceptionnelle: nombre d'emplois créés, 6.
Contrôleurs principaux: nombre d'emplois créés, 15.
Contrôleurs: nombre d'emplois créés, 39.
Agents principaux et agents d'exploitation: nombre d'emplois créés: 200.
Manuentionnaires: nombre d'emplois créés, 3.
Ouvriers d'Etat de 3^e catégorie: nombre d'emplois créés, 15.
Planton: nombre d'emplois créés, 1.
Total: nombre d'emplois créés, 300.

Art. 3. — Une commission interministérielle comprenant le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le ministre des postes, télégraphes et téléphones ou leurs représentants, est constituée. Cette commission a pour tâche de proposer au Gouvernement les mesures d'ordre administratif, réglementaire et financier susceptibles d'assurer le transport des correspondances postales par la Société nationale des chemins de fer français, dans les conditions les plus favorables aux intérêts respectifs des finances publiques et des usagers.

Les conclusions des travaux de cette commission seront communiquées pour information aux commissions des finances et aux commissions des moyens de communication des deux assemblées parlementaires, au plus tard un mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Art. 4 (nouveau). — Le tarif postal préférentiel prévu par l'article 90 de la loi de finances du 16 avril 1930 en faveur des journaux ou écrits périodiques publiés dans un but d'intérêt général pour l'instruction, l'éducation, l'information du public, pourra être appliqué aux publications scolaires destinées aux écoles, familles d'écoliers et amis de l'enfance.

Art. 5 (nouveau). — L'administration des postes, télégraphes et téléphones est autorisée à réaliser la réforme des services des lignes et, à cet effet, à procéder à une modification de la structure des personnels de ces services en arrêtant un statut particulier de personnel sur la base ci-dessous:

Chef de district; chef de secteur; conducteur de chantier; agents techniques de première classe; agents techniques spécialisés; agents techniques.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 novembre 1952.

Le président,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4275, 4754, 4719, 4758 et in-8° 559.

ETAT ANNEXE

Tableau, par service et par chapitre, des recettes et des dépenses du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1953

Postes, télégraphes et téléphones.

RECETTES

1^{re} section. — Recettes ordinaires.

Recettes d'exploitation proprement dites.

- Chap. 1. — Recettes postales, 53 milliards de francs.
 Chap. 2. — Recettes télégraphiques et radiotélégraphiques, 7.900 millions de francs.
 Chap. 3. — Recettes téléphoniques, 75.700 millions de francs.
 Chap. 4. — Recettes des services financiers, 7.450 millions de francs.
 Total (recettes d'exploitation), 144.050 millions de francs.

Autres recettes.

- Chap. 5. — Versements opérés par diverses administrations publiques, 13.750.900.000 F.
 Chap. 6. — Remboursement des services rendus aux forces alliées, mémoire.
 Chap. 7. — Intérêt de sommes mises à la disposition du Trésor, 5.325 millions de francs.
 Chap. 8. — Produits des ateliers, 8 millions de francs.
 Chap. 9. — Produits divers, 232 millions de francs.
 Chap. 10. — Remboursement d'avances faites aux inspecteurs principaux et aux agents principaux de surveillance pour achat d'automobiles et de motocyclettes, mémoire.
 Chap. 11. — Produits des ventes d'objets mobiliers réformés et des rebuts, 80 millions de francs.
 Chap. 12. — Versements effectués au titre du loyer par des fonctionnaires ou agents logés, mémoire.
 Chap. 13. — Dons et legs, 8.000 F.
 Chap. 14. — Produits des placements de fonds, 11 millions de francs.
 Chap. 15. — Prélèvement sur le fonds d'amortissement, mémoire.
 Chap. 16. — Prélèvement sur le fonds de réserve, mémoire.
 Total (autres recettes), 19.406.908.000 F.
 Total (recettes ordinaires), 163.456.908.000 F.
 Chap. 17. — Avances destinées à couvrir le déficit d'exploitation, mémoire.
 Total pour les postes, télégraphes et téléphones (1^{re} section), 163.456.908.000 F.

DEPENSES

1^{re} section. — Dépenses ordinaires.

Dette publique.

- Chap. 0010. — Service des bons et obligations amortissables et des avances du Trésor, 5.213.401.000 F.

Dette viagère.

- Chap. 0730. — Pensions et compléments de pensions, 127.573.000 F.

Personnel.

- Chap. 1000. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 776.857.000 F.
 Chap. 1010. — Directions régionales et départementales. — Personnel titulaire, 3.191.387.000 F.
 Chap. 1020. — Bureaux mixtes. — Personnel titulaire, 20.603 millions 711.000 F.
 Chap. 1030. — Services communs spéciaux. — Personnel titulaire, 2.453.116.000 F.
 Chap. 1040. — Services postaux spécialisés. — Personnel titulaire, 43.778.932.000 F.
 Chap. 1050. — Services spécialisés des chèques postaux et des articles d'argent. — Personnel titulaire, 3.533.458.000 F.
 Chap. 1060. — Services spécialisés des télécommunications. — Personnel titulaire, 15.916.481.000 F.
 Chap. 1070. — Centre national d'études des télécommunications. — Service général. — Rémunérations principales et indemnités, 233.727.000 F.
 Chap. 1080. — Services extérieurs. — Personnel contractuel et auxiliaire, 3.402.093.000 F.
 Chap. 1090. — Frais de remplacement, 3.481.477.000 F.
 Chap. 1100. — Indemnités résidentielles, 16.967.310.000 F.
 Chap. 1110. — Indemnités spéciales, 1.420.827.000 F.
 Chap. 1120. — Indemnités éventuelles, 3.030.416.000 F.
 1130. — Rémunération des gérants de bureaux secondaires et de divers personnels, 1.072.374.000 F.
 Chap. 1140. — Contribution à la constitution des pensions de retraite du personnel, 11.895.232.000 F.
 Chap. 1150. — Versement de 5 p. 100 institué en remplacement de l'impôt cédulaire, 4.342.220.000 F.
 Chap. 1160. — Couverture de mesures diverses en faveur du personnel, 1.925.997.000 F.
 Total pour le personnel, 107.123.708.000 F.

Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.

- Chap. 3000. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 7.497.000 F.
 Chap. 3010. — Services extérieurs. — Remboursement de frais, 3.996.720.000 F.
 Chap. 3020. — Frais de missions à l'étranger, 41.190.000 F.
 Chap. 3030. — Administration centrale. — Chauffage et éclairage. — Mobilier. — Fournitures, 29.011.000 F.
 Chap. 3040. — Services extérieurs. — Chauffage et éclairage. — Mobilier. — Fournitures, 3.303.003.000 F.
 Chap. 3050. — Loyers, 531.452.000 F.
 Chap. 3060. — Entretien et aménagement des locaux, 986.845.000 F.
 Chap. 3070. — Matériel automobile, 1.781.270.000 F.
 Chap. 3080. — Transport du matériel et du personnel, 1.109.590.000 F.
 Chap. 3090. — Travaux d'impression, 1.438.345.000 F.
 Chap. 3100. — Travaux et cessions à titre remboursable, mémoire.
 Chap. 3110. — Aide aux forces alliées, mémoire.
 Chap. 3120. — Matériel postal, 943.500.000 F.
 Chap. 3130. — Transport des correspondances, 9.776.840.000 F.
 Chap. 3140. — Matériel des télécommunications, 4.383.979.000 F.
 Chap. 3150. — Dépenses de fonctionnement du centre national d'études des télécommunications, 417.834.000 F.
 Total pour le matériel, le fonctionnement des services et les travaux d'entretien, 28.854.046.000 F.

Charges sociales.

- Chap. 4000. — Prestations et versements obligatoires, 15.027.349.000 F.
 Chap. 4010. — Prestations et versements facultatifs, 319.239.000 F.
 Total pour les charges sociales, 15.346.588.000 F.

Subventions.

- Chap. 5000. — Subventions de fonctionnement à divers organismes, 12.673.000 F.

Dépenses diverses.

- Chap. 6000. — Frais judiciaires et indemnités ou rentes pour dommages causés à des tiers, 63.990.000 F.
 Chap. 6010. — Indemnités pour pertes et spoliations d'objets confiés à la poste. — Remboursement de mandats payés sur faux acquits, 25.230.000 F.
 Chap. 6020. — Conférences et organismes internationaux, 25.230.000 F.
 Chap. 6030. — Remboursements, 14.500.000 F.
 Chap. 6040. — Dépenses des exercices clos, mémoire.
 Chap. 6050. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance, mémoire.
 Chap. 6060. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations, 8.000 F.
 Chap. 6070. — Versement au fonds d'amortissement (loi du 30 juin 1923, art. 72), mémoire.
 Chap. 6080. — Versement au fonds de réserve, mémoire.
 Total pour les dépenses diverses, 119.128.000 F.

Equilibre.

- Chap. 6030. — Financement des travaux d'établissement, 6.634 millions 783.000 F.
 Chap. 6100. — Remboursement des avances reçues du Trésor en couverture des déficits d'exploitation, mémoire.
 Chap. 6110. — Versement au budget général, mémoire.
 Total pour l'équilibre, 6.634.783.000 F.
 Total pour les postes, télégraphes et téléphones, 161.456.908.000 F.

ANNEXE N° 559

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale), transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 17 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (travaux publics, transports et tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

(1) Voir Assemblée nationale (2^e législ.), nos 4270, 4736, 4609 et in-3° 560.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi. Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont le teneur suit:

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, au titre du budget de l'aviation civile et commerciale, pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 15.965.139.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 13.294.839.000 F, au titre III: « Moyens des services », conformément à la répartition, par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et, à concurrence de 2.670.250.000 F, au titre IV: « Interventions publiques », conformément à la répartition, par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 2. — Les risques courus par les personnes qui pratiquent le vol à moteur et le parachutisme dans les associations sportives et les centres de sports aériens sont couverts par le fonds de prévoyance des sports aériens créé par la loi du 17 décembre 1941.

Art. 3. — Le dernier alinéa de l'article 43 de l'ordonnance n° 45-2695, du 2 novembre 1945 est abrogé.

Art. 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret-loi du 28 février 1940, relatif à la gestion et à l'aliénation du domaine mobilier de l'Etat, le service des domaines est autorisé à vendre aux aéroclubs agréés, pour un prix symbolique, des avions faisant partie actuellement du parc du service de l'aviation légère et sportive.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 novembre 1952.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services,

Travaux publics, transports et tourisme.

II. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

TITRE III. — MOYENS DES SERVICES

1^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 213.490.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 16.556.000 F.

Chap. 31-11. — Services extérieurs. — Personnels communs. — Rémunérations principales, 393.883.000 F.

Chap. 31-12. — Services extérieurs. — Personnels communs. — Indemnités et allocations diverses, 13.614.000 F.

Chap. 31-13. — Services extérieurs. — Personnel ouvrier. — Salaires et accessoires de salaires, 512.461.000 F.

Chap. 31-21. — Navigation et transports aériens. — Rémunérations principales, 2.124.120.000 F.

Chap. 31-22. — Navigation et transports aériens. — Indemnités et allocations diverses, 204.543.000 F.

Chap. 31-31. — Groupement aérien du ministère. — Rémunérations principales, 157.047.000 F.

Chap. 31-41. — Ecole nationale de l'aviation civile. — Rémunérations principales, 20.044.000 F.

Chap. 31-42. — Ecole nationale de l'aviation civile. — Indemnités et allocations diverses, 13.566.000 F.

Chap. 31-51. — Météorologie nationale. — Rémunérations principales, 1.040.853.000 F.

Chap. 31-52. — Météorologie nationale. — Indemnités et allocations diverses, 115.775.000 F.

Chap. 31-61. — Bases aériennes. — Rémunérations principales, 624.646.000 F.

Chap. 31-62. — Bases aériennes. — Indemnités et allocations diverses, 29.511.000 F.

Chap. 31-63. — Bases aériennes. — Ouvriers permanents. — Salaires et accessoires de salaires, 89.023.000 F.

Chap. 31-71. — Aviation légère et sportive. — Rémunérations principales, 113.007.000 F.

Chap. 31-72. — Aviation légère et sportive. — Indemnités et allocations diverses, 24.238.000 F.

Chap. 31-91. — Personnel militaire. — Soldes et indemnités, 73 millions 300.000 F.

Chap. 31-92. — Indemnités résidentielles, 1.213.663.000 F.

Total pour la 1^{re} partie, 7.023.313.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite. Charges sociales.

Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 970.341.000 F.

Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 20.343.000 F.

Total pour la 3^e partie, 990.684.000 F.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 17.118.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Matériel, 37.627.000 F.

Chap. 31-21. — Navigation et transports aériens. — Remboursement de frais, 126.999.000 F.

Chap. 31-22. — Navigation et transports aériens. — Matériel, 636.491.000 F.

Chap. 31-23. — Navigation et transports aériens. — Dépenses de sauvetage en mer et à terre, 104 millions de francs.

Chap. 31-24 (nouveau). — Navigation et transports aériens. — Formation du personnel navigant nécessaire au transport aérien commercial, 32 millions de francs.

Chap. 31-31. — Groupement aérien du ministère. — Matériel, 391.733.000 F.

Chap. 31-41. — Ecole nationale de l'aviation civile. — Remboursement de frais, 43.150.000 F.

Chap. 31-42. — Ecole nationale de l'aviation civile. — Matériel, 65 millions de francs.

Chap. 31-51. — Météorologie nationale. — Remboursement de frais, 51.139.000 F.

Chap. 31-52. — Météorologie nationale. — Matériel, 600.200.000 F.

Chap. 31-53 (nouveau). — Météorologie nationale. — Armement et fonctionnement des navires météorologiques stationnaires, 289.500.000 F.

Chap. 31-61. — Bases aériennes. — Remboursement de frais, 53.947.000 F.

Chap. 31-62. — Bases aériennes. — Matériel, 302.771.000 F.

Chap. 31-71. — Aviation légère et sportive. — Remboursement de frais, 5.387.000 F.

Chap. 31-72. — Aviation légère et sportive. — Matériel, 261.549.000 F.

Chap. 31-91. — Loyers et indemnités de réquisition, 95 millions de francs.

Chap. 31-92. — Achat et entretien de matériel automobile, 319.542.000 F.

Chap. 31-93. — Remboursements à diverses administrations, 776.921.000 F.

Chap. 31-94. — Loyers et indemnités de réquisition. — Paiements pour le compte d'autres départements ministériels, mémoire.

Chap. 31-95. — Personnel militaire. — Remboursement de frais, 21.280.000 F.

Total pour la 4^e partie, 4.204.360.000 F.

5^e partie. — Travaux d'entretien.

Chap. 35-61. — Bases aériennes. — Travaux d'entretien des immeubles et des bases aériennes, 1.051.032.000 F.

Chap. 35-62. — Bases aériennes. — Travaux d'entretien des immeubles et des bases aériennes. — Travaux effectués pour le compte d'autres départements ministériels, mémoire.

Total pour la 5^e partie, 1.051.032.000 F.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-91. — Frais de justice et réparations civiles, 25.500.000 F.

Chap. 37-92. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations, mémoire.

Total pour la 7^e partie, 25.500.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état A, 13.294.889.000 F.

Etat B. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

Travaux publics, transports et tourisme.

II. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES

3^e partie. — Action éducative et culturelle.

Chap. 45-91. — Subventions diverses, 227.385.000 F.

5^e partie. — Action économique.

Subventions aux entreprises d'intérêt national.

Chap. 45-21. — Navigation et transport aériens. — Subventions pour la couverture du déficit des lignes aériennes d'intérêt général exploitées par la compagnie Air France et des lignes locales desservant les Etablissements Français d'Océanie, 1.734 millions de francs.

Chap. 45-61. — Subventions d'exploitation et garantie d'intérêts, 708.865.000 F.

Total pour la 5^e partie, 2.442.865.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (interventions publiques), mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état B, 2.670.250.000 F.

Total pour l'aviation civile et commerciale, 15.965.139.000 F.

ANNEXE N° 560

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme. — III. — Marine marchande)**, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 17 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 15 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme. — III. — Marine marchande).

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

Article unique. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, au titre du budget de la marine marchande, pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 14.836.368.000 F.

Ces crédits s'appliquent:

A concurrence de 1.481.991.000 F, au titre III: « Moyens des services », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi;

Et à concurrence de 13.351.377.000 F, au titre IV: « Interventions publiques », conformément à la répartition par service et par chapitre, qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 novembre 1952.

Le président,

Signé: EDOUARD HERRIOT.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

Travaux publics, transports et tourisme.**III. — MARINE MARCHANDE****TITRE III. — MOYENS DES SERVICES****1^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.**

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales, 118.991.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses, 20.906.000 F.

Chap. 31-11. — Inscription maritime. — Rémunérations principales, 510.260.000 F.

Chap. 31-12. — Inscription maritime. — Indemnités et allocations diverses, 13.965.000 F.

Chap. 31-21. — Enseignement maritime. — Rémunérations principales, 49.289.000 F.

Chap. 31-22. — Enseignement maritime. — Indemnités et allocations diverses, 20.331.000 F.

Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles, 143.521.000 F.

Total pour la 1^{re} partie, 907.266.000 F.

3^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales.

Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires, 176.232.000 F.

Chap. 33-92. — Prestations et versements facultatifs, 2.230.000 F.

Total pour la 3^e partie, 178.462.000 F.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e légis.), nos 4271, 4560, 4423 et in-8° 561.

4^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.

Chap. 31-01. — Administration centrale. — Remboursement de frais, 6.667.000 F.

Chap. 31-02. — Administration centrale. — Matériel, 17.441.000 F.

Chap. 31-11. — Inscription maritime. — Remboursement de frais, 38.622.000 F.

Chap. 31-12. — Inscription maritime. — Matériel, 81.861.000 F.

Chap. 31-21. — Enseignement maritime. — Remboursement de frais, 1.986.000 F.

Chap. 31-22. — Enseignement maritime. — Matériel, 14.987.000 F.

Chap. 31-91. — Lovers, 7.998.000 F.

Chap. 31-92. — Achat et entretien du matériel automobile, 5 millions 692.000 F.

Chap. 31-93. — Remboursements à diverses administrations, 26 millions 310.000 F.

Total pour la 4^e partie, 204.561.000 F.

5^e partie. — Travaux d'entretien.

Chap. 35-91. — Entretien et réparation des immeubles, 26 millions 500.000 F.

6^e partie. — Subvention de fonctionnement.

Chap. 36-01. — Subvention à l'office scientifique et technique des pêches maritimes, 79 millions de francs.

7^e partie. — Dépenses diverses.

Chap. 37-01. — Indemnités et dépenses des navires réquisitionnés ou affectés, 85 millions de francs.

Chap. 37-02. — Dépenses de liquidation de la société des services contractuels des messageries maritimes, mémoire.

Chap. 37-11. — Dépenses résultant de l'application du code du travail maritime et du code disciplinaire et pénal de la marine marchande, 2.229.000 F.

Chap. 37-91. — Frais de justice et réparations civiles, 1.900.000 F.

Total pour la 7^e partie, 89.199.000 F.

8^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 38-91. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (moyens des services), mémoire.

Chap. 38-92. — Dépenses des exercices clos (moyens des services), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état A, 1.481.991.000 F.

Etat B. — Tableau, par service et par chapitre, des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

Travaux publics, transports et tourisme.**III. — MARINE MARCHANDE****TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES****1^{re} partie. — Interventions publiques et administratives.**

Chap. 41-01. — Etudes. — Propagande. — Récompenses, 3.900.000 F.

2^e partie. — Action internationale.

Chap. 42-01. — Contribution de la France aux dépenses de divers organismes internationaux, 10.800.000 F.

3^e partie. — Action éducative et culturelle.

Chap. 43-21. — Contribution aux frais de fonctionnement de l'apprentissage maritime, 201.071.000 F.

Chap. 43-22. — Enseignement maritime. — Bourses. — Prêts d'honneur. — Aide aux élèves victimes de la guerre, 7.519.000 F.

Chap. 43-23. — Subventions aux écoles de pêche et de commerce, 1 million de francs.

Total pour la 3^e partie, 209.590.000 F.

4^e partie. — Action économique. — Encouragements et interventions.

Chap. 44-01. — Subvention aux pêches maritimes, 11.860.000 F.

Chap. 44-02. — Allocations d'intérêts fixées par la loi du 1^{er} août 1928 sur le crédit maritime, 40 500.000 F.

Total pour la 4^e partie, 52.360.000 F.

5^e partie. — Action économique. — Subventions aux entreprises d'intérêt général.

Chap. 45-01. — Exploitation des services maritimes d'intérêt général, 3.598.999.000 F.

6^e partie. — Action sociale. — Assistance en solidarité.

Chap. 46-01. — Participation aux dépenses des sociétés de sauvetage et d'entraide aux familles des marins péris en mer, 22 millions 500.000 F.

7^e partie. — Action sociale. — Prévoyance.

Chap. 47-01. — Œuvres sociales en faveur des gens de mer, 53 millions 228.000 F.

Chap. 47-31. — Subvention à l'établissement national des invalides de la marine, 9.400 millions de francs.

Total pour la 7^e partie, 9.453.228.000 F.

8^e partie — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs.

Chap. 48-91. — Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance (interventions publiques), mémoire.

Chap. 48-92. — Dépenses des exercices clos (interventions publiques), mémoire.

Total pour la 8^e partie, mémoire.

Total pour l'état B, 13.351.377.000 F.

Total pour la marine marchande, 11.836.368.000 F.

ANNEXE N° 561

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

AVIS présenté au nom de la commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (santé publique et population)**, par M. Voureb, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, le budget de la santé publique et de la population, voté en première lecture par l'Assemblée nationale, a fait l'objet d'un examen détaillé de la part de la commission des finances du Conseil de la République.

Il est apparu que celui-ci depuis ces trois dernières années n'a pas bénéficié d'une augmentation de crédits supérieure à la moyenne de celle qui a été accordée aux autres ministères, c'est-à-dire que peu de progrès ont pu être réalisés, malgré l'effort des services, pour la protection de la santé des Français et l'accroissement du patrimoine sanitaire national.

Sous le bénéfice de cette observation d'ordre général, l'attention de la commission de la famille, de la santé publique et de la population s'est portée sur quelques points particuliers intéressant tant le fonctionnement que l'action sociale de ce ministère.

Fonctionnement des services.

A. — Création de 10 postes de secrétaires d'administration.

Cette création demandée par le Gouvernement et adoptée par l'Assemblée nationale n'a pas été retenue par la commission des finances pour le motif qu'il s'agissait, en l'espèce, de permettre au service des naturalisations fonctionnant à l'administration centrale de rattrapper un retard temporaire.

Il a semblé, cependant, à la commission de la famille, de la santé et de la population, que la situation du ministère à cet égard demandait un examen un peu plus approfondi.

Il apparaît, en effet, que malgré les simplifications apportées par le département de la santé publique à la procédure des naturalisations, simplifications qui d'ailleurs ne peuvent pas être trop poussées sans compromettre la prudence la plus élémentaire, les formalités sont inévitablement assez longues et compliquées.

Pour faire face à cette tâche, il avait été estimé au moment où ce service a été transféré du ministère de la justice à celui de la santé publique et de la population que pour remplacer les 26 magistrats qui étaient précédemment affectés, il était nécessaire d'y consacrer 30 rédacteurs ou secrétaires d'administration; or ce service ne comporte actuellement que 12 fonctionnaires de cette catégorie et il est impossible à ce département dont les effectifs ont été au cours de ces dernières années particulièrement réduits d'y affecter un nombre d'agents plus considérable.

C'est donc bien en face d'un problème permanent et non de difficultés temporaires que se trouve ce ministère. En conséquence et pour éviter les inconvénients qu'entraînerait leur prolongement notamment en ce qui concerne l'accomplissement du service militaire par les nouveaux citoyens, que la commission de la famille, de la santé et de la population insiste pour que le Conseil de la République adopte la création des 10 postes de secrétaires d'administration demandée par le Gouvernement.

B. — Organisation des services extérieurs de la santé publique.

La commission des finances reprenant l'avis de la commission des finances de l'Assemblée nationale propose de porter de 100.000 francs à 39.900.000 F l'abattement voté par l'Assemblée nationale sur les crédits correspondant à la rémunération des personnels des services extérieurs de la santé publique et de la population pour inciter ce ministère à procéder au regroupement de ses services de manière à éviter les doubles emplois et à réaliser des économies.

Après un examen approfondi de la question il n'a pas paru possible à la commission de la famille, de la santé et de la population de partager cet avis.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), n^{os} 4267, 4537, 4122 et 11-8^o 533; Conseil de la République, n^{os} 506 et 511 (année 1952).

Pour juger en toute connaissance de cause, il semble en premier lieu opportun de tracer brièvement les frontières des attributions d'une direction départementale de la santé et d'une direction départementale de la population et de l'entraide.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SANTÉ

Une direction départementale de la santé a un domaine d'activité se rapportant à des questions strictement médicales, à savoir:

- 1^o La surveillance de l'état sanitaire du département:
- (Services des épidémies, vaccination, désinfection, surveillance et contrôle des eaux d'alimentation, examen des projets de captation et de purification des eaux, contrôle des bureaux d'hygiène, plaintes pour insalubrité).
- 2^o L'organisation des services de protection maternelle et infantile.
- 3^o Organisation des services de prophylaxie, contre:
 - La tuberculose,
 - Les maladies vénériennes,
 - Les maladies mentales,
 - Le cancer.
- 4^o La police de l'exercice des professions médicales et paramédicales.
- 5^o Le contrôle technique des établissements sanitaires (hôpitaux et hospices, hôpitaux psychiatriques, préventorium, aériums, dispensaires, sanatoriums, etc.), contrôle technique des laboratoires d'analyses.
- 6^o La préparation du plan d'équipement sanitaire concernant les établissements mentionnés ci-dessus.

Article 7.

Organisation de la protection sanitaire de la population civile.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA POPULATION ET DE L'ENTRAIDE

Une direction départementale de la population et de l'entraide répond à des besoins totalement différents. Ses attributions schématiques sont les suivantes:

1^o Gestion du service de l'assistance à l'enfance, ancien service des enfants assistés, soit sur le plan national 200.000 mineurs environ (orphelins, enfants abandonnés, enfants dont les parents sont déçus de la puissance paternelle, enfants recueillis temporairement par suite de l'hospitalisation ou de l'emprisonnement des parents, enfants secourus).

(Admission, placement, tutelle, gestion des deniers pupillaires, surveillance, vêture, apprentissage, orientation professionnelle, éducation, etc.)

2^o Contrôle et surveillance des établissements de bienfaisance et d'assistance privés, mineurs placés hors du domicile de leurs parents...

3^o Contrôle sur place des lois d'assistance.

(Assistance médicale gratuite, assistance aux malades mentaux, assistance aux tuberculeux, assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, enquêtes à domicile sur l'octroi de la majoration à la tierce personne.

4^o Contrôle des prix de journée dans les établissements de soins et de cure.

5^o Questions familiales et concernant l'immigration (faible partie de leurs attributions).

La simple énumération sommaire des attributions des deux directions indique déjà qu'il s'agit de deux services répondant à des besoins distincts ayant des rôles entièrement différents, aussi différents par exemple dans un autre domaine que les services départementaux vétérinaires et les services départementaux de protection des végétaux, les services départementaux des eaux et forêts, les services des contributions directes et ceux de l'enregistrement.

Supposons que brutalement l'on décide la fusion des deux services, qu'arriverait-il?

En ce qui concerne le personnel d'exécution, comme il s'agit de tâches essentiellement différentes, il ne résulterait aucune économie. Il est à remarquer d'ailleurs que ce personnel est à l'heure actuelle notablement insuffisant et doit recevoir un renfort souvent très important prélevé sur le personnel des divisions de préfectures.

En ce qui concerne la direction des services il faudrait de toute façon conserver les médecins et les administrateurs dans leurs rôles respectifs.

On se trouverait donc en face de personnels de formation technique tout à fait différente ayant fait des études et passé des concours les destinant à des carrières bien définies.

Le fait de créer dans chaque département un directeur départemental avec un indice de traitement supérieur aux indices des deux directeurs départementaux actuels ne donnerait pas, pour autant, à un médecin qui, outre ses études médicales a préparé des diplômes et passé un concours spécialisé en vue de la fonction de directeur départemental de la santé, une compétence en matière des lois d'assistance et de contrôle financier des établissements qui nécessite une formation juridique et comptable bien spéciale.

Il ne donnerait pas davantage à l'administrateur qui a fait des études juridiques une compétence médicale lui permettant de donner des ordres à un médecin dans un domaine strictement médical qui lui est étranger.

A qui donnerait-on la préférence?

Dans tel département on verrait le poste de directeur départemental confié, *intuitu personae*, à un médecin, dans un tel autre à un administrateur avec des possibilités ou des nécessités de changement suivant les mutations des agents. Il s'ensuivrait fatalement des conflits de personnes sur lesquels je ne crois pas devoir plus longtemps insister.

En cette matière d'ailleurs, le comité de coût et rendement des services publics dans ses derniers travaux semble avoir parfaitement saisi les difficultés d'une telle réforme.

A propos de la formation du cadre des inspecteurs de la population et de l'entraide, le comité lui-même avait d'ailleurs dans un autre document appelé l'attention sur les perturbations qui avaient résulté il y a quelques années de la fusion des anciens cadres des inspecteurs des services d'assistance et des cadres des délégués à la famille pour former le nouveau corps. Or, il s'agissait de fonctionnaires qui avaient des attributions complémentaires dans le seul domaine social.

Si une fusion de fonctions dans un domaine aussi facile amena à cette époque un nombre important de difficultés, qu'arriverait-il si l'on réalisait la fusion de fonctionnaires ayant une formation technique et des rôles totalement différents ?

Il convient également de signaler, mais à titre accessoire, que la fusion des services devrait entraîner automatiquement sur l'ensemble du territoire un regroupement des locaux et que ce regroupement serait générateur de dépenses extrêmement importantes.

En conclusion, dans les conditions actuelles, en face de deux services dont les rôles et les attributions sont complètement hétérogènes qui ont à leur tête des fonctionnaires d'une formation technique tout à fait différente, il ne paraît ni judicieux, ni conforme à l'intérêt du service public de tenter une réforme qui, sans apporter d'économie au budget de la nation, désorganiserait à très brève échéance les services extérieurs de mon département et irait de ce fait à l'encontre même des buts poursuivis.

Il apparaît d'autre part à votre commission de la santé que la fusion de deux ou plusieurs directions départementales de la santé en directions pluridépartementales ou régionale offrirait des difficultés sérieuses dans la pratique. Si les directeurs départementaux de la santé publique s'appliquent à bien remplir leurs fonctions, le travail ne leur fera pas défaut. L'abattement de 100.000 F sur ce chapitre du budget est une indication au ministère d'avoir à s'appliquer à un fonctionnement efficace de ses services départementaux.

Pour l'administration centrale, votre commission de la santé et de la population a pris connaissance avec satisfaction du désir exprimé par la commission des finances de voir surgir un édifice convenable destiné à recevoir le ministère de la population et de la santé. Les locaux actuels inadaptés coûtent fort cher comme location. Nous demandons au ministre de hâter cette réalisation.

L'article 7 du projet de loi, approuvé par la commission des finances a pour objet, ainsi qu'il vous a été exposé, de titulariser un certain nombre d'agents supérieurs de l'administration centrale. Depuis plus de cinq ans certains de ces fonctionnaires sont victimes, en effet, d'une situation anormale et nuisible à la bonne marche du service. Il nous est apparu équitable de les faire passer du cadre provisoire au titulaires. Et nous estimons que cette disposition constitue une exacte application de l'article 40 de la loi de finances du 31 décembre 1953.

Le projet de loi prévoit la transformation d'un emploi de professeur de l'institution nationale des sourds-muets en emploi d'inspecteur technique des établissements de sourds-muets. La solution idéale eût été peut-être la création d'un emploi d'inspecteur. Mais, entre eux, la suppression d'un emploi sur 28 professeurs à l'institution nationale des sourds-muets d'une part, et le fait de laisser plus longtemps une cinquantaine d'établissements scolaires sans aucun contrôle, d'une part, on a choisi le moindre mal et paré au plus pressé.

Au chapitre 47-19 (ancien), page 88 du bleu, une subvention de 2.925.000 F, accordée à la ville de Paris au budget de 1952, pour la mise en train d'un institut national d'anesthésiologie, n'a pas encore été utilisée. Un tel institut est nécessaire pour regagner le terrain perdu par la médecine française. Largement distancée en ce domaine par les pays anglo-saxons, la médecine de France se doit, dans l'intérêt des malades et la pratique médico-chirurgicale, de regagner le temps perdu. Avec la commission des finances, nous demandons l'utilisation de ce même crédit en 1953.

Etablissements de cures antituberculeuses.

Les articles 3, 4, 5 et 6 du projet de loi ont pour but de modifier :

1° L'article 16 de l'ordonnance du 31 octobre 1945 concernant la fixation du prix de journée dans les établissements de cure antituberculeux publics et privés ;

2° L'article 18 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif au tarif de responsabilité des caisses de sécurité sociale dans les établissements privés.

Ces articles 3, 4, 5 et 6 de l'actuel projet sont extraits de deux projets gouvernementaux nos 3060 et 3061 déjà soumis à la commission de la famille et de la santé de l'Assemblée nationale par le président du conseil et les ministres de la santé et de la sécurité sociale.

Leurs incidences ne sont pas négligeables et l'on peut estimer qu'il eût été convenable au lieu de les insérer dans le vote du budget, de les étudier séparément, avec le désir de les approfondir.

L'Assemblée nationale a estimé pouvoir incorporer ces projets gouvernementaux en des articles additionnels au budget qui nous est soumis. Le vote de ces articles implique d'une part la mise à la charge intégrale des caisses de sécurité sociale des prix de journée fixés par le préfet ; il réglemente d'autre part la fixation de ces prix de journée.

Notre commission des finances a étudié avec soin ces articles. Ils sont, en effet, financiers autant que d'ordre médical. La commission des finances incline à les accepter, si l'avis de votre commission de la santé leur est favorable.

Deux questions se présentent :

1° Ces articles ne portent-ils pas atteinte au régime économique général des entreprises du secteur privé ? Ne sont-ils pas restrictifs de la liberté du commerce et de l'industrie ?

2° Le libre choix du médecin par le malade, le principe de l'entente directe entre malade et médecin pour la fixation des honoraires sont-ils respectés ? Ce sont là deux éléments essentiels de la charte médicale.

Sur la deuxième question, l'accord apparaît possible et facile. Il va de soi que, dans un établissement de cure public ou assimilé, où le médecin est un fonctionnaire employé à tout temps ou à mi-temps, le libre choix et l'entente directe ne sont pas possibles ; une thèse contraire ne peut guère offrir d'argument valable. Pour les établissements privés non assimilés, une telle liberté paraît découler du texte des articles 3 et 5. Je dis bien « paraît ». Le paragraphe 1 de l'article 3 dit : « ... les rémunérations allouées à tout médecin, chirurgien et spécialiste, sous les réserves qui seront fixées par un règlement d'administration publique, en ce qui concerne les honoraires dus aux médecins, chirurgiens et spécialistes, venus de l'extérieur pour soins donnés aux malades payants non assurés sociaux soignés dans les établissements privés non assimilés... ». Il y aura lieu de spécifier dans le règlement d'administration publique qu'il s'agit d'honoraires basés, soit sur entente directe intégrale, soit au minimum sur les honoraires admis en matière de sécurité sociale. Car il s'agit là de malades non assurés sociaux, soignés dans les établissements privés non assimilés. L'intervention de l'administration en telle affaire apparaît un singulier abus de pouvoirs. Il y aura lieu, monsieur le ministre, de donner tous apaisements, d'ôter toute équivoque dans la rédaction de votre décret d'application.

Les établissements privés non assimilés s'expriment par leurs syndicats ont-ils raison de craindre l'intrusion d'un excessif dirigisme dans la gestion de leur entreprise ? Ils acceptent évidemment le droit de regard technique et sanitaire. Mais ils demandent la liberté de leur gestion économique, financière. Ils acceptent la rédaction de l'article 5, mais ils demandent la disjonction de l'article 3, ce qui permettrait d'envisager d'éventuels amendements en vue de normaliser diverses situations spéciales.

Après un large débat, il est apparu à votre commission qu'il y avait lieu de rejeter les articles 3, 4, 5 et 6 du projet. Elle a, en effet, estimé que ces textes ne devaient pas entrer dans le cadre d'une loi budgétaire. C'est pour quoi elle s'est prononcée pour la disjonction de ces articles, préférant attendre le vote des deux projets de loi nos 3060 et 3061 actuellement en instance devant l'Assemblée nationale.

Article 8.

Votre commission a adopté cet article tel qu'il est sorti des délibérations de la commission des finances.

Hôpitaux psychiatriques et alcoolisme.

L'attention de la commission de la santé s'est portée sur les hôpitaux psychiatriques corollaires d'une question plus générale, celle de l'alcoolisme en France. L'aspect financier du problème a de même arrêté notre commission des finances. Le rapport soumis à l'Assemblée nationale par M. Marcel David mérite que chacun de nous le lise attentivement ; il est éloquent et instructif. Le législateur se doit de s'en inspirer.

Pour atténuer le chiffre des milliards qui, chaque année, est absorbé par ce gouffre de la psychiatrie, pour éviter d'agrandir les asiles ou d'en créer d'autres, de chétives solutions ont retenu notre attention.

1° Contre le vieillissement de la population dans les hôpitaux psychiatriques un certain nombre des médecins des asiles ont fait état, dans leurs derniers rapports annuels de l'augmentation du nombre de vieillards en traitement dans ces établissements ; le ministre de la santé publique a jugé nécessaire de faire une enquête pour préciser la situation réelle à cet égard sur le plan national. Cette enquête est en cours de dépouillement.

Pour 30 établissements sur 96 « hommes et femmes », on a enregistré en 1951, environ 15.000 entrées dont :

865 vieillards de plus de 75 ans et 1.493 personnes entre 65 et 75 ans.

Sur 38.000 malades en traitement au 1er juin 1952, il y avait : 1.900 vieillards de plus de 75 ans et 4.411 personnes entre 65 et 75 ans.

Ces chiffres mettent en évidence l'importance du nombre des vieillards en traitement dans les hôpitaux psychiatriques.

Néanmoins, il faut bien reconnaître qu'ils ne traduisent pas l'importance que l'on attribue habituellement à la présence des vieillards dans lesdits établissements comme facteurs d'encombrement des services.

Il est évident, que le vieillissement général de la population combiné avec les difficultés actuelles d'existence qui empêchent les familles de conserver chez elles un certain nombre de vieillards pénibles sous la cause directe du nombre de ceux-ci dans les hôpitaux psychiatriques.

Seuls les résultats définitifs de l'enquête entreprise permettront d'apprécier exactement l'importance de ce fait même et de dégager les mesures qui pourraient être appliquées pour faire sortir des hôpitaux psychiatriques une partie de ces malades et assurer leur hébergement dans des conditions moins onéreuses.

Il est à noter que le placement en hospices de ces malades qui souvent, ne présentent que des troubles légers du caractère, troubles, au surplus, intermittents, se heurte à des difficultés qui tiennent à l'organisation actuelle des hospices, tant sur le plan de leur équipement que sur le plan personnel.

Au surplus, le ministère de la santé publique n'a pas le pouvoir nécessaire pour obliger les hospices à prendre ou à conserver de tels malades.

De toute manière, le placement en hospices d'un certain nombre de malades des hôpitaux psychiatriques ou toutes autres mesures,

qui pourraient être prises à leur égard ne contribueront que dans une mesure relativement réduite à la diminution de l'encombrement des hôpitaux psychiatriques.

Sur le plan de l'économie qui résulterait pour les collectivités publiques du transfert de vieillards des hôpitaux psychiatriques sur des hospices, il y a lieu de remarquer que les prix de journée des hôpitaux psychiatriques sont relativement peu élevés, pour le premier semestre 1952, le prix de journée s'établissait aux alentours de 800 F.

2° L'assistance aux malades mentaux par recours aux placements familiaux groupés et surveillés est un autre palliatif. Elle a été réalisée dès avant le XIX^e siècle en Belgique.

Napoléon conserva par un arrêté l'existence de ces modes de placement.

A la fin du XIX^e siècle le département de la Seine se préoccupa de défendre ses malades mentaux. Pour ce mode de placement, en 1892, la colonie familiale de Dun-sur-Auron a été créée pour les malades femmes, en 1897 la colonie familiale de Aainy-le-Château s'ouvrait pour les malades hommes.

Dun-sur-Auron contrôle aujourd'hui près de mille malades. Aainy-le-Château près de 1.700 malades.

Le placement familial consiste à confier un malade à la surveillance des particuliers appelés « nourriciers », moyennant un prix de pension relativement modique versé à ces nourriciers.

Les malades ne sont pas tenus de travailler au bénéfice des nourriciers.

La colonie se compose d'un centre médico-administratif et les malades sont régulièrement visités par les médecins et les infirmiers visiteurs.

Les avantages de ce régime sont les suivants :

1° Il permet de diminuer les frais de collectivité et d'assistance; en effet, le prix de journée des colonies familiales est à l'heure actuelle près de deux fois moins élevé que celui de la moyenne des hôpitaux psychiatriques.

2° Les malades trouvent dans ce mode d'existence et de thérapeutique des conditions de vie voisines de la liberté, qui sont bien préférables à celles de l'hôpital psychiatrique.

Bien entendu, les malades relevant de ces modes de traitement doivent être choisis avec beaucoup d'attention. Le critère essentiel étant celui de la sociabilité.

A l'heure actuelle, environ 10 p. 100 de malades relevant du département de la Seine sont hospitalisés dans les colonies familiales. Il est vraisemblable que si le département de la Seine avait à sa disposition d'autres placements que ceux d'Aainy-le-Château et Dun-sur-Auron, ce mode de placement pourrait être encore légèrement étendu.

C'est dire que pour un département d'importance moyenne on peut estimer qu'environ une centaine de malades mentaux actuellement internés dans les hôpitaux psychiatriques pourraient bénéficier d'un tel mode de placement.

Dans ces conditions, le ministère de la santé publique a pensé qu'il serait opportun, compte tenu de l'encombrement des hôpitaux psychiatriques, d'étendre ce mode de placement à de nouveaux départements: ceci pourrait se faire soit :

Par la création de nouvelles colonies familiales sur le modèle de celles du département de la Seine. Ces nouvelles colonies pouvant être éventuellement constituées par l'association de plusieurs départements;

Soit par la création de services de placement familial surveillé, rattaché à des hôpitaux psychiatriques. Ce dernier mode de classement paraît susceptible de se développer dès à présent autour d'une dizaine d'hôpitaux psychiatriques départementaux.

Le ministère de la santé publique a étudié au cours de l'année 1952 les modalités d'extension des colonies familiales aux services de placement familial périhospitalier.

Le développement du placement familial servi sous l'une ou l'autre de ces deux formes ne peut être réalisé qu'avec beaucoup de prudence et une certaine lenteur.

L'exemple des colonies familiales de la Seine a montré qu'il fallait compter une dizaine d'années pour pouvoir placer dans un secteur relativement réduit 200 à 300 malades. C'est donc à la fois la possibilité de réduire dans une mesure relativement faible des dépenses d'assistance et de désencombrer dans les mêmes proportions les services des hôpitaux psychiatriques.

Lorsque les directives nécessaires auront été données pour l'extension des placements familiaux, on peut estimer que, dans les cinq années qui suivront, un maximum de 2.000 malades puisse être ainsi extériorisé.

Mais ce sont là de petits remèdes, faibles calmants. Le barrage contre le fléau est d'une autre nature.

Le développement des maladies mentales est dû, pour une très grande part, à la recrudescence de l'alcoolisme. Les asiles deviennent insuffisants, et nos conseils généraux sont amenés à envisager de créer des locaux plus spacieux.

Sans reprendre l'ensemble de cette question, il a paru nécessaire à la commission de la santé d'étudier un aspect dans cette lutte, celui qui consiste dans l'interdiction ou la restriction de la publicité.

La publicité est régie par deux textes différents: selon qu'il s'agit des boissons apéritives à base de vin et liqueurs digestives sans addition d'essences, soit de boissons apéritives à base d'alcool (anis et pastis notamment). Pour la première catégorie la loi du 5 janvier 1951 a fixé les limites de la publicité :

a) Elle doit indiquer « exclusivement la dénomination, la composition du produit, le nom et l'adresse du fabricant, des agents et dépositaires » ;

b) Par ailleurs, le conditionnement de ces boissons ne pourra être reproduit dans la publicité que « s'il comporte exclusivement la dénomination, et la composition du produit, le nom et l'adresse du fabricant, des agents et dépositaires ».

Autrement dit, les slogans et illustrations plus ou moins allégoriques, habituellement utilisés par les techniques publicitaires semblent contraires aux dispositions de la loi.

Une circulaire, produite sur les instances du ministère de la santé, du garde des sceaux aux procureurs généraux, a, en avril 1951, attiré l'attention de ses magistrats sur ces dispositions.

A notre connaissance, aucune poursuite n'a été engagée. Pour ce qui est des boissons apéritives à base d'alcools, anis et pastis, la fabrication et la consommation en étaient interdites par la loi du 24 septembre 1941.

La loi du 24 mars 1951, pour équilibrer le budget annexe des prestations familiales agricoles, a abrogé cette interdiction, moyennant une surtaxe de 10.000 francs par hectolitre d'alcool pur sur ces boissons.

L'article 2 de la loi du 24 mai 1951 stipule expressément que toute publicité sur les apéritifs visés par le texte est interdite. Il semble que les peines prévues à l'article 22 de la loi du 24 septembre 1941 devraient être applicables aux infractions en cette matière.

Pratiquement, il apparaît que les boissons apéritives visées par la loi du 24 mai 1951 effectuent une publicité illégale.

Il ne semble pas que les tribunaux aient été saisis par les procureurs généraux; néanmoins, le comité national de défense contre l'alcoolisme a tenté de poursuivre une firme produisant un apéritif à base d'alcool. Dans le cas où le garde des sceaux estimerait que les sanctions pénales prévues par la loi du 24 septembre 1941 ne seraient pas applicables aux infractions à l'article 2 de la loi du 24 mai 1951, il serait indispensable de compléter ce dernier texte par un article prévoyant expressément les sanctions nécessaires.

Subventions au comité de propagande en faveur du vin.

Le comité de propagande en faveur du vin a bénéficié en 1951 d'une subvention de l'Etat de l'ordre de 50 millions.

Ce comité a été agréé par la loi du 4 juillet 1931 et réorganisé par un décret du 23 janvier 1938. Quel besoin d'une propagande? Les qualités de notre vin sont telles qu'il se suffit. Pour l'étranger, on conçoit un tel effort. Mais en France!

Après avoir recherché le mode d'utilisation de ces 50 millions, j'ai trouvé que c'est ce comité qui est l'auteur du slogan « Un repas sans vin est une journée sans soleil », il participe à la foire de Paris, à l'exposition des arts ménagers, à de nombreux concours d'expositions agricoles, au tour de France cycliste; son action est extrêmement développée et elle apparaît efficace.

Sans doute, la publicité en faveur du vin est-elle libre; néanmoins, il apparaît que l'activité de ce comité est extrêmement préjudiciable à la santé publique; il est en tout cas redoutable que l'Etat lui accorde un crédit financier aussi considérable au moment où les crédits affectés au ministère de la santé publique pour le fonctionnement des consultations d'hygiène mentale sont fixés, dans le projet de budget soumis au Conseil de la République à la somme de vingt millions, dont deux pourront, en accord avec les services du ministère des finances être utilisés pour l'utilisation des consultations spéciales pour le traitement des alcooliques.

Au cours des années 1951-1952, le comité national de défense contre l'alcoolisme n'a pu bénéficier de la part du ministère de la santé publique que d'une subvention de 500.000 F; la comparaison de ces chiffres avec l'aide financière apportée au comité de propagande en faveur du vin paraît éloquent.

En terminant ces considérations, je ne puis me retenir de demander au Sénat de battre sa coulpe. Car c'est au Sénat qu'a été trouvée la sinistre astuce qui consista à alimenter la caisse d'allocations familiales agricoles par les taxes sur les apéritifs.

A vous, monsieur le ministre, je m'adresse personnellement pour vous inciter à nous soumettre une sorte de code ou de charte de la lutte anti-alcoolique. Votre temps, ni le nôtre, ne sera pas perdu. Il s'agit de l'avenir de la France, des générations à venir. Je vous convie à une œuvre saine. Elle sera rude. Nous connaissons les egoïsmes qui voudront barrer nos efforts. La tâche est facile des uns, les ricanements des gubouilles. Mais, vous trouverez des concours. Il est encore en France de la clairvoyance, de la générosité.

ANNEXE N° 562

(Session de 1952. — Séance du 18 novembre 1952.)

RAPPORT fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au **développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — II. — Service des affaires allemandes et autrichiennes)**, par M. Jean Maroger, sénateur (1).

Mesdames, messieurs, ce budget s'élève à 2.480.741.000 F, alors que le budget voté pour l'exercice 1952 s'élevait à 2.500.929.000 F, soit une réduction légère de l'ordre de 20 millions.

C'est, je crois bien, le seul budget qui nous réserve cette heureuse surprise.

Comme pour les autres budgets des affaires étrangères, les dépenses sont groupées sous deux titres :

Moyens des services;
Interventions publiques.

Nous les examinerons successivement.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e légis.), nos 4252, 4355 et in-8° 551; Conseil de la République, n° 548 (année 1952).

I

La dotation des « Moyens des services » est en nette régression. Elle passe en effet de 2.339.623.000 F à 2.181.436.000 F, soit une réduction de 158 millions, près de 7 p. 100.

C'est que la réduction des effectifs du personnel, pratiquée en 1952 et prévue pour 1953, et les réductions correspondantes sur divers chapitres de matériel et de fonctionnement, dégagent une masse d'économies d'environ 495 millions, qui compense, et au delà, les augmentations de dépenses résultant de la mise en application des mesures acquises en faveur du personnel (327 millions).

Ainsi se poursuit, méthodiquement et sans faiblesse, la politique de compression des effectifs pratiquée depuis plusieurs années par le haut commissariat.

Après une nouvelle compression de 361 agents prévue au cours de 1953, ces effectifs seront ramenés :

Pour les services centraux à 57 agents ;

Pour les services d'Allemagne à 2.213 agents dont 976 relevant des services annexes (professeurs, instituteurs, douaniers, sûreté, P. T. T., etc.). On sait que l'importance et le rôle de ces services annexes sont fonction non tant de notre administration en Allemagne, mais des effectifs militaires d'occupation.

Il reste environ 1.200 agents pour l'administration française proprement dite en Allemagne, tant pour le fonctionnement de la haute commission interalliée et des services centraux du haut commissariat français à Bad-Godesberg, qu'à Berlin, dans les Länder, dans les cercles et dans les missions d'observation en zones anglaise et américaine.

Les mêmes effectifs sont pour l'Autriche : 236 agents, dont 64 pour les services annexes, soit 172 pour l'administration française proprement dite, à Vienne et dans la zone française.

Je reviendrai tout à l'heure sur ce problème des effectifs.

II

Par contre, la dotation des interventions publiques a été relevée de 161.366.000 F à 299.508.000 F, soit une augmentation de 138 millions, absorbant, à 20 millions près, l'économie réalisée sur la dotation des « Moyens des services ». Ce budget des affaires allemandes pratique largement l'autofinancement.

Cette augmentation porte en quasi totalité sur les dépenses concernant notre action culturelle en Allemagne (information, enseignement d'œuvres, échanges culturels) dont on sait toute l'importance.

III

Le budget a été établi dans l'hypothèse où notre présence en Allemagne resterait régie, au cours de l'année 1953, par le régime actuel. Il est vraisemblable — je n'ose dire certain — que ce régime subira, au cours de l'année qui vient, de profondes modifications — du fait de la ratification des nouveaux accords contractuels avec l'Allemagne, et de la communauté européenne de défense, ou de la nouvelle organisation militaire qui devra intervenir.

Peut-on faire des prévisions sur le point d'atterrissage ?

Vous trouverez dans le rapport fait au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale par M. Leenhardt une étude très complète de ce problème et de l'évolution des ressources marks et shillings dont nous disposons. Je n'y reviendrai donc pas.

Il est vraisemblable que le problème se posera à peu près dans les termes suivants :

Les quelques 1.000 agents des services annexes seront rattachés

à l'organisation militaire, qu'ils servent et dont il est naturel qu'ils dépendent ;

Il est hautement souhaitable que reste interposé entre les autorités allemandes et les troupes de stationnement, et pour le plus grand bien des bonnes relations entre les unes et les autres, un personnel civil français analogue à celui qui se trouve actuellement dans les cercles, et qui pourrait représenter 300 à 400 agents. Ce personnel devrait être pris en charge par l'organisation militaire.

L'ambassade aura besoin, tant dans les services centraux que dans les Länder et à Berlin, de 300 agents.

Ce qui revient à dire qu'en gros, sur les 1.200 agents du cadre temporaire ou contractuel, la moitié environ sera appelée à disparaître, un quart pourrait être rattaché dans les cercles à l'organisation militaire, et un quart pourrait être conservé dans les services de l'ambassade.

L'opinion personnelle de votre rapporteur est qu'à cette occasion le ministère des affaires étrangères aurait intérêt à créer un cadre spécial des affaires allemandes, avec un éventail étendu à tous les degrés de la hiérarchie, comme il en exige pour l'Orient et l'Extrême-Orient. Cela permettrait de garder, en provenance du cadre temporaire actuel, les meilleurs agents, les mieux rompus aux questions allemandes, d'accroître ainsi les moyens du quai d'Orsay qui, certainement, ne dispose pas d'un personnel suffisant pour pourvoir à ces emplois, et d'éviter de faire appel à un personnel dispersé dans les cinq parties du monde — ce qui ne donne pas toujours d'excellents résultats et entraîne des dépenses considérables.

Un autre problème est de savoir à quel moment il faut procéder à cette opération, douloureuse mais inévitable. Faut-il en prendre l'initiative, faut-il attendre la ratification des accords contractuels ? Pour des raisons qui ne sont pas sans poids, l'administration paraît considérer qu'il vaut mieux attendre. Votre rapporteur, personnellement, n'est pas encore convaincu qu'il ne vaudrait pas mieux prendre l'initiative et ne pas attendre, tant dans l'intérêt général que dans celui des agents.

L'essentiel est qu'en une telle matière le Gouvernement ait une doctrine, et prenne position. Le rapport de M. Leenhardt nous apprend — ou nous rappelle — qu'une proposition de loi a été déposée à l'Assemblée nationale tendant au reclassement des agents des affaires allemandes et autrichiennes, qu'elle a fait l'objet d'un rapport de la commission de l'intérieur et qu'elle est actuellement soumise à la commission des finances de l'Assemblée. La question est pourtant, par essence, d'ordre gouvernemental, et il est anormal qu'elle soit réglée par l'initiative parlementaire.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des finances, comme l'a fait celle de l'Assemblée, vous propose d'adopter sans modification le budget présenté.

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères, au titre du budget des affaires allemandes et autrichiennes pour l'exercice 1953, des crédits s'élevant à la somme globale de 2 milliards 480.912.000 F.

Ces crédits s'appliquent :

A concurrence de 2.181.434.000 F, au titre III : « Moyens des services », conformément à l'état A annexé à la présente loi ;

Et à concurrence de 299.508.000 F, au titre IV : « Interventions publiques », conformément à l'état B annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} bis (nouveau). — Le montant des crédits inscrits à chaque chapitre est bloqué à concurrence de 10 p. 100.

Ce blocage prendra fin avec le vote de la loi de finances qui déterminera éventuellement les abattements dont certains chapitres seront affectés.

ETATS ANNEXES

Etat A. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des moyens des services.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée Nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Affaires étrangères.					
II. — AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES					
TITRE III. — MOYENS DES SERVICES					
.....					
RECAPITULATION					
1 ^{re} partie. — Personnel. — Rémunérations d'activité.	1.531.525	1.531.527	1.531.527	1.531.525	»
3 ^e partie. — Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales.....	312.179	312.179	312.179	312.179	»
4 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services	252.813	252.813	252.813	252.813	»
7 ^e partie. — Dépenses diverses.....	84.917	84.917	84.917	84.917	»
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	»
Totaux pour l'état A.....	2.181.434	2.181.436	2.181.436	2.181.434	»

Etat B. — Tableau des crédits ouverts sur l'exercice 1953, au titre des interventions publiques.

NATURE DES CHAPITRES	MONTANT des crédits.	DEMANDES DU GOUVERNEMENT		VOTES de l'Assemblée nationale.	MODIFICATIONS proposées par la commission des finances du Conseil de la République.
		Initiales.	Rectifiées.		
	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.	Milliers de francs.
Affaires étrangères.					
II. — AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES					
TITRE IV. — INTERVENTIONS PUBLIQUES					
.....					
RECAPITULATION					
2 ^e partie. — Action internationale	299.508	299.508	299.508	299.508	■
8 ^e partie. — Dépenses rattachées à des exercices antérieurs	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	■
Totaux pour l'état B.....	299.508	299.508	299.508	299.508	■
Totaux pour les services des affaires allemandes et autrichiennes.....	2.480.912	2.480.912	2.480.912	2.480.912	■

ANNEXE N° 563

(Session de 1952. — Séance du 19 novembre 1952.)

PROJET DE LOI adopté par l'Assemblée nationale portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, transmis par M. le président de l'Assemblée nationale à M. le président du Conseil de la République (1). — (Renvoyé à la commission des finances.)

Paris, le 18 novembre 1952.

Monsieur le président,

Dans sa séance du 18 novembre 1952, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Constitution, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de ce projet de loi, dont je vous prie de vouloir bien saisir, pour avis, le Conseil de la République.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de cet envoi.

Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de l'Assemblée nationale,
Signé: EDOUARD HERRIOT.

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

PROJET DE LOI

TITRE I^{er}

Dépenses de fonctionnement des services civils.
(Budget général et budgets annexes.)

A. — BUDGET GENERAL

Exercices clos.

Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général (dépenses de fonctionnement des services civils), en augmentation des restes à payer des exercices clos 1949, 1950 et 1951, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 10.285 millions 700.323 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis par service, conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonner ces dépenses sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au titre des dépenses de fonctionnement des services civils pour les dépenses d'exercices clos.

(1) Voir: Assemblée nationale (2^e législ.), nos 3367, 4016, 4733 et in-8° 361.

Exercices périmés.

Art. 2. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (dépenses de fonctionnement des services civils), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 4.986.470.435 F et répartis par service, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

BUDGETS ANNEXES

MONNAIES ET MÉDAILLES

Exercices périmés.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre des finances et des affaires économiques sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe des monnaies et médailles, un crédit extraordinaire spécial s'élevant à la somme de 235.224 F montant de créances constatées sur l'exercice 1947 et applicable aux dépenses de fonctionnement.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Exercices clos.

Art. 4. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, en augmentation des restes à payer des exercices clos 1949 et 1950, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 60.255.679 F, montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices et applicables aux dépenses de fonctionnement.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones est, en conséquence, autorisé à ordonner ces créances sur le chapitre spécial de dépenses ouvert au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 5. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, sur l'exercice courant pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 19.800.562 F, montant des créances constatées sur les exercices périmés 1937 à 1943 et applicables aux dépenses de fonctionnement.

RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION FRANÇAISES

DEPENSES

Exercices périmés.

Art. 6. — Il est ouvert au président du conseil des ministres sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe de la radiodiffusion et de la télévision française, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 58.663.913 F, montant de créances constatées sur les exercices 1943 à 1948 et applicables aux dépenses de fonctionnement.

RECETTES

Art. 7. — Les évaluations de recettes du budget annexe de la radiodiffusion et de la télévision françaises pour l'exercice 1952 sont majorées d'une somme de 58.663.913 F applicable au chapitre 17 (nouveau) « Versement du budget général destiné à couvrir les dépenses des exercices périmés ».

TITRE II

Dépenses d'équipement des services civils
(Budget général et budget annexe.)

A. — BUDGET GENERAL

Exercices périmés.

Art. 8. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés en addition aux crédits alloués, au titre des dépenses d'équipement des services civils, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 4.639.866.389 F répartis par service conformément à l'état C annexé à la présente loi.

B. — BUDGET ANNEXE

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Exercices périmés.

Art. 9. — Il est ouvert au ministre des postes, télégraphes et téléphones, sur l'exercice courant pour le paiement des créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 317.311 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1941 et 1942 et applicables aux dépenses d'équipement des services civils.

TITRE III

Dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement et budgets annexes rattachés pour ordre au budget de la défense nationale.

A. — BUDGET GENERAL

Exercices clos.

Art. 10. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, au titre du budget général (Dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement. — Titre 1^{er}. — Dépenses de fonctionnement), en augmentation des restes à payer des exercices clos 1949 et 1950, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 1.802.517.698 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis, par service, conformément à l'état D annexé à la présente loi.

Le ministre de la défense nationale est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au titre des dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement (Titre 1^{er}. — Dépenses de fonctionnement) pour les dépenses d'exercices clos.

Art. 11. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale au titre du budget général (Dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement. — Titre 1^{er} bis. — Dépenses résultant des hostilités), en augmentation des restes à payer des exercices clos 1949 et 1950, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 2.708.226 F, montant de créances constatées sur ces exercices.

Ces crédits demeurent répartis par service, conformément à l'état E annexé à la présente loi.

Le ministre de la défense nationale est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux de dépenses ouverts au titre des dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement (Titre 1^{er} bis. — Dépenses résultant des hostilités) pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 12. — Il est ouvert aux ministres sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement. — Titre 1^{er}. — Dépenses de fonctionnement) des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 1.119.682.006 F et répartis par service, conformément à l'état F annexé à la présente loi.

Art. 13. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement. — Titre 1^{er} bis. — Dépenses résultant des hostilités), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 19.870.657 F, montant de

créances constatées sur les exercices périmés 1939 à 1947 et réparés par service conformément à l'état G annexé à la présente loi.

Art. 14. — Il est ouvert aux ministres, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au titre du budget général (Dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement. — Titre II. — Dépenses d'équipement), des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 146.541.804 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés de 1939 à 1947 et répartis par service conformément à l'état H annexé à la présente loi.

B. — BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE
AU BUDGET DE LA DEFENSE NATIONALE

CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES

Exercices périmés.

Art. 15. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant pour le paiement de créances d'exercices périmés, en additions aux crédits alloués au budget annexe des constructions aéronautiques, au titre des dépenses d'exploitation, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 91.247 F, montant de créances constatées sur l'exercice périmé 1947.

CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES

DEPENSES

Exercices clos.

Art. 16. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale au titre du budget annexe des constructions et armes navales, en augmentation des restes à payer des exercices clos en 1949 et 1950 des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 561.803.222 F, montant de créances constatées sur ces exercices et applicables aux dépenses d'exploitation.

Le ministre de la défense nationale est en conséquence autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial de dépenses ouvert au budget annexe des constructions et armes navales pour les dépenses d'exercices clos.

Exercices périmés.

Art. 17. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe des constructions et armes navales, au titre des dépenses d'exploitation, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 126.721.239 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1947 et 1948.

RECETTES

Art. 18. — Les évaluations de recettes du budget annexe des constructions et armes navales pour l'exercice 1952 sont majorées d'une somme de 227.364.776 F applicable à la ligne 53 (nouvelle) : « Versement du budget général destiné à couvrir les dépenses payées pour le compte de la marine ».

FABRICATIONS D'ARMEMENT

Exercices périmés.

Art. 19. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe des fabrications d'armement, au titre des dépenses d'exploitation, un crédit extraordinaire spécial s'élevant à la somme de 63.878 F, montant de créances constatées sur l'exercice périmé 1947.

SERVICE DES ESSENCES

Exercices périmés.

Art. 20. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe du service des essences, au titre des dépenses d'exploitation, des crédits extraordinaires spéciaux s'élevant à la somme totale de 49.032.291 F, montant de créances constatées sur les exercices périmés 1945 à 1947.

SERVICE DES POWDRES

Exercices périmés.

Art. 21. — Il est ouvert au ministre de la défense nationale, sur l'exercice courant, pour le paiement de créances d'exercices périmés, en addition aux crédits alloués au budget annexe du service des poudres, au titre des dépenses d'exploitation, un crédit extraordinaire spécial s'élevant à la somme de 36.781 F, montant de créances constatées sur l'exercice périmé 1946.